

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES OBLIGATIONS

Résultant pour les Employeurs de la Loi

SUR LES

Retraites ouvrières et paysannes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 4 mars 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Roger de SEGOGNE

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. WEISS.

Suffragants : { MM. WAHL, } professeurs.
PERCEROU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES OBLIGATIONS

Résultant pour les Employeurs de la Loi

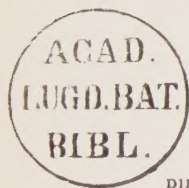
SUR LES

Retraites ouvrières et paysannes

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 4 Mars 1913, à 1 heure 1/2



PAR

Roger de SEGOGNE

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. WEISS.

Suffragants : } MM. WAHL, } professeurs,
PERCEROU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'étude des obligations résultant pour les employeurs de la loi sur les retraites ouvrières présente un intérêt considérable. L'apparition dans notre législation du principe général de la participation obligatoire du patron à la constitution de la retraite de ses salariés confère au texte du 5 avril 1910 le caractère d'une loi sociale, marquant un progrès nouveau des idées interventionnistes et concernant le monde du travail tout entier. Les répercussions que ne pouvait manquer d'avoir sur ce dernier une réforme aussi importante, les principes à l'aide desquels elle a été réalisée, les difficultés qu'a rencontrées son application, les solutions qu'ont données la pratique et la jurisprudence, sont autant de questions intéressantes à considérer du point de vue spécial qui nous occupe.

Bien que la complexité de l'œuvre des retraites ouvrières nous oblige à limiter notre étude aux seules obligations des employeurs, il importe d'éclairer dès l'abord tout notre exposé à la lumière des principes généraux qui servent de base à la loi de 1910.

Les bénéficiaires de la retraite se répartissent en deux catégories : les assurés obligatoires et les assurés facultatifs. Ceux-ci sont spécialement désignés par la loi et ne

profitent de ses avantages que dans la mesure où ils font, sous forme de versements, purement volontaires de leur part, un effort de prévoyance encouragé d'ailleurs par l'Etat. Ceux-là, au contraire, comprennent, ainsi que nous le verrons plus loin, tous les salariés proprement dits et sont obligatoirement atteints par les dispositions nouvelles.

Les pensions sont constituées par une triple participation des assurés, des patrons et de l'Etat.

Tout d'abord les salariés et leurs employeurs sont astreints à effectuer des versements égaux, forfaitairement fixés par la loi. On applique à ces cotisations le principe de la capitalisation, c'est-à-dire qu'elles sont recueillies par une caisse pour être capitalisées de telle sorte qu'au bout d'un certain nombre d'années la caisse serve une rente viagère à l'assuré ; si les versements ont été effectués pendant 30 ans, le taux de la rente est augmenté de 100 francs au moyen d'un capital fourni par l'Etat.

En principe la retraite est constituée à capital aliéné, c'est-à-dire que le décès de l'assuré arrête le service de la pension et qu'aucun droit n'est reconnu aux héritiers sur le capital formé par les versements de leur auteur. Toutefois la faculté est accordée à l'assuré de stipuler la réserve du capital, qui sera, dans ce cas, restitué à ses héritiers, la pension viagère étant d'ailleurs diminuée de ce fait dans des proportions convenables.

L'assuré a droit à la liquidation de la retraite avec le bénéfice de la majoration de l'Etat lorsqu'il atteint l'âge

de 60 ans (loi du 27 février 1912) et qu'il a fait des versements pendant 30 ans.

Les textes prévoient néanmoins une liquidation anticipée ou des allocations après 15 années de versements et des retraites d'invalidité.

Enfin un certain nombre de dispositions de la loi établissent un régime transitoire, concernant les individus dont l'âge trop avancé lors de la mise en vigueur de la loi ne permet pas l'application normale et intégrale de la loi.

Pour l'examen de tous les principes qui ne font pas l'objet même de notre étude, nous renvoyons au texte de la loi et des décrets qui la complètent (voir aux annexes).

De même le gouvernement a déposé, le 24 juin 1921, un projet général de modification et de simplification de la loi sur les retraites (annexe n° 2039 au *J. off.*, 1912), dont la discussion est à peine effleurée par la Commission et l'adoption éventuelle encore éloignée. On se reportera néanmoins avec fruit à ce document dont la teneur modifie assez profondément certaines dispositions des textes actuels (voir aux annexes) (1)

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que M. Métin, député, vient de faire agréer par la Commission compétente les conclusions de son rapport, tendant notamment à l'adoption du timbre unique et de plusieurs autres réformes comprises dans le projet du Gouvernement.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DES CONDITIONS D'ASSUJETTISSEMENT DES EMPLOYEURS A LA LOI DE 1910.

§ 1^{er}. — Généralités.

Avant d'aborder le fond même de notre sujet, l'étude des obligations qui résultent pour les employeurs de la loi sur les retraites ouvrières, il importe de rechercher quels employeurs y sont assujettis et dans quelles conditions ils y sont soumis.

La loi de 1910 présente un caractère très général et son domaine d'application embrasse un nombre considérable de travailleurs (1); or, comme le législateur a posé le principe de l'étroite corrélation entre les obligations des bénéficiaires de la loi et celles de leurs employeurs, la gé-

(1) Le chiffre exact des travailleurs assujettis à la loi est assez difficile à indiquer. Parmi les diverses évaluations faites à ce sujet, il semble que le chiffre de 12 millions se rapproche le plus de la réalité.

néralité du texte nouveau s'applique par là même à ces derniers.

Il ne suffit pas cependant qu'un patron emploie un travailleur quelconque dans des conditions quelconques pour qu'il soit assujetti à la loi des retraites.

Le premier principe énoncé dans la loi est le suivant : l'article 1^{er} prévoit que bénéficieront de la législation nouvelle les *salariés des deux sexes* de l'industrie, etc... Il faut donc tout d'abord que l'employeur se trouve en présence d'un salarié ; la loi n'est obligatoire que pour ces derniers.

Le critérium permettant de reconnaître cette qualité à un travailleur se compose d'éléments divers : le principal concerne la nature du contrat qui lie l'employé à l'employeur ; ce contrat doit être un *contrat de travail* ; les travaux préparatoires fournissent à cet égard des indications nombreuses et décisives.

Mais la définition habituelle du contrat de travail (« contrat, dit M. Planiol, par lequel une personne s'engage à travailler pour un autre moyennant un prix proportionnel au temps, appelé salaire ») (1) ne peut fournir en soi un critérium quant à l'assujettissement à la loi des parties contractantes. Sinon, seraient toujours exclus de la loi les travailleurs aux pièces ou à la tâche, qui ne sont pas rémunérés d'après le temps passé, mais d'après la quantité de travail produit et qui relèvent

(1) Cf. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 2^e édition, p. 566.

plutôt de la définition du contrat d'entreprise. En réalité, à l'existence même du contrat de travail il importe de joindre deux autres éléments pour obtenir un critérium aussi exact que possible, à savoir : l'état de subordination dans lequel le locateur d'ouvrage se trouve vis-à-vis du locataire (cf. *infra*, même chapitre) (1), et le fait que le premier ne supporte aucun des risques de la chose faisant l'objet du travail, son salaire lui étant dû en tout état de cause (2).

Empruntons, pour préciser ce point, un exemple très net à M. Pothémont :

« Ainsi, dit il, prenons comme exemple un ouvrier tisseur qui devra faire tant de mètres de drap à raison de tant par mètre. Supposons, en premier lieu, qu'il emporte chez lui la matière première et se livre à son travail en dehors de toute surveillance de celui qui l'emploie, en utilisant un métier à lui et en faisant appel ou non au concours d'individus qu'il paiera en raison du temps que ceux-ci lui consacreront. Il n'est pas douteux que dans ce cas il s'agisse d'un véritable contrat d'entreprise.

« Si le tisseur avait travaillé dans les mêmes conditions en ce qui concerne la rémunération, c'est-à-dire à tant par mètre de drap confectionné, mais si au lieu de se livrer à son travail chez lui, en toute indépendance, il avait accompli son labeur dans l'atelier de celui qui l'emploie avec

(1) Cf. Trib. civ. Saint-Etienne, 21 décembre 1911, *Revue pratique des retraites ouvrières*, 1912, p. 233.

(2) Cf. Pothémont, *Législation sur les retraites ouvrières*, p. 75.

des machines appartenant à ce dernier, en étant placé sous sa surveillance et sa direction, il ne serait pas douteux non plus qu'on se trouverait en face d'un contrat de travail.

« Dans le premier cas, l'entrepreneur est indépendant du maître, il supporte les risques de la chose, pour son travail tout au moins, jusqu'au moment de la livraison. Dans le second cas, le salarié est placé dans un état de dépendance absolue vis-à-vis du maître et si la chose venait à périr par cas fortuit, il ne subirait aucune perte, son salaire lui serait toujours dû. C'est donc en tenant compte de tous ces éléments qu'on pourra savoir si l'on a affaire à un salarié ou à un entrepreneur. »

Cependant il faut reconnaître que la distinction entre le contrat de travail et le contrat d'entreprise est parfois très délicate et sujette à contestation. L'employeur qui, dans la pratique, estimera se trouver en face d'un travailleur lié à lui par un contrat d'entreprise et par suite ne rentrant pas dans les cadres de la loi, s'abstiendra de l'appliquer. Il appartiendra au travailleur de justifier alors, par une réclamation en due forme, de sa qualité de « salarié ».

L'existence d'un contrat de travail comportant tous les éléments que nous avons indiqués entraîne en principe l'assujettissement à la loi des deux parties contractantes. Néanmoins la loi a prévu plusieurs circonstances à raison desquelles ce principe est écarté.

Avant d'étudier ces exceptions, disons un mot des circonstances spéciales qui par contre sont inopérantes dans l'espèce :

I. — Tout d'abord la qualité juridique de l'employeur n'a ici aucun effet. Tous les employeurs sont en principe et sans exception assujettis à la loi.

Simple particuliers, sociétés, syndicats, associations, congrégations, Etat, départements, communes, établissements publics, etc., toutes ces personnes sont au même titre considérées comme des employeurs aux termes de la loi de 1910, dès lors qu'elles louent les services ou le travail d'un tiers.

L'article 36, § 12, prévoit même expressément que les assurés facultatifs occupant eux-mêmes des salariés (fermiers, métayers, petits patrons, etc...) sont tenus vis-à-vis de ces derniers aux mêmes obligations qu'un patron ordinaire.

II. — En second lieu, le fait qu'un employeur occupe momentanément comme salarié un assuré, habituellement non salarié (cultivateur par exemple, cf. *infra*, 2^e partie, sect. V, § 1) est également indifférent au point de vue de l'assujettissement de ce patron à la loi. Dès lors que le travailleur possède — même à titre passager seulement — la qualité de salarié, la loi doit s'appliquer normalement (1).

III. — Il semble bien qu'on ne doive pas s'attacher davantage au mode de rémunération employé. Que le salaire soit proportionnel à la durée du travail ou à la quantité d'ouvrage fourni, cela importe peu ; de même — la question est d'ailleurs délicate — (cf. *infra*, 2^e partie,

(1) Cf. Viviani, Sénat, 18 décembre 1909, *J. off.*, p. 1135 et Chambre des députés, 31 mars 1910, p. 1817.

sect.V, § 2) les rémunérations en nature doivent entrer en ligne de compte dans le calcul du salaire au même titre que les rémunérations en espèces.

IV. — La durée d'exécution du contrat de travail est absolument indifférente au regard de la loi des retraites et l'assurance doit être réalisée, si courte que soit la période de travail. D'ailleurs le soin avec lequel l'article 29-IV du décret du 25 mars 1911 s'attache à régler la situation et les versements des salariés intermittents, qui travaillent par fractions de journées pour le compte d'employeurs successifs, prouve d'une manière péremptoire que la loi s'applique, si réduite que soit la durée prévue pour l'exécution du contrat de travail.

Une seule conséquence doit être attachée à cette question : il s'agit de la répartition des assujettis entre les salariés permanents et les salariés intermittents, dont la situation n'est pas identique.

V. — L'âge des parties contractantes n'est d'aucun effet au regard de la loi des retraites. Il n'existe d'abord pas de limite inférieure ; la Commission sénatoriale avait à l'origine proposé de faire commencer l'assurance seulement à partir de l'âge de 15 ans, mais la suppression de cette condition dans le texte définitif entraîne, sans doute, l'assurance obligatoire pour les salariés au-dessous de 15 ans.

Par contre, il existe une limite supérieure fixée à 60 ans, au delà de laquelle la loi ne s'applique plus. En effet une présomption générale d'invalidité est établie à partir de

60 ans et à cet âge les salariés ont droit à la liquidation de leur retraite. L'article 11 de la loi prévoit d'ailleurs que, s'ils continuent à effectuer des versements, devenus facultatifs, dans le but d'augmenter le taux de leur pension, leur employeur est tenu de continuer le versement de sa contribution patronale, sauf affectation de celle-ci au fonds de réserve.

VI. — La loi n'attache en principe nulle importance à la question des liens de parenté existant entre l'employeur et l'employé (1).

L'article 36 (paragraphe dernier) dispose notamment que les assurés facultatifs (la solution est sans aucun doute identique pour les assurés obligatoires) occupant des salariés qui font partie de leur famille sont tenus à l'égard de ces derniers aux mêmes obligations qu'envers des salariés ordinaires. Il faut cependant, pour entraîner l'obligation, qu'il y ait contrat de travail et paiement de salaire. A raison des conditions spéciales de rémunération existant entre le père et le fils par exemple, on est amené à s'attacher aux circonstances de chaque espèce pour décider s'il y a réellement paiement d'un salaire.

VII. — Enfin si les dispositions de la loi de 1910 deviennent facultatives pour les salariés qui sont déjà titulaires d'une retraite acquise au titre même de ladite loi (art. 11, § 4, déclarations de M. Viviani au Sénat, *J. off.*, 18 janvier 1910, p. 35), il n'en est pas de même pour ceux

(1) La femme n'est cependant jamais considérée comme la salariée de son mari. C'est la seule exception.

qui ont acquis une pension en dehors de la loi de 1910.

Celle-ci en effet, dans son article 1^{er} et son article 10, dispose qu'elle ne s'applique pas à certaines catégories de salariés bénéficiant de systèmes de retraites particuliers. Mais il faut remarquer que cette dispense est implicitement affectée d'une condition ; les salariés qui en profitent sont supposés encore *en activité* dans leurs cadres respectifs. Dès lors qu'ils sortent de ces cadres, titulaires d'une pension acquise en vertu des règlements spéciaux de retraite auxquels ils étaient soumis et par conséquent en dehors de la loi de 1910, ils tombent de nouveau sous l'application de cette loi, s'ils travaillent comme salariés ; aucun texte en effet ne les exonère dans ce cas de l'assurance, à moins cependant qu'ils n'aient atteint l'âge de 60 ans.

§ 2. — Des exceptions au principe d'application générale de la loi de 1910.

I. — En dehors de ces circonstances spéciales qui n'exercent aucune influence sur l'assujettissement obligatoire de l'employeur et de l'employé à la loi de 1910, il en existe d'autres qui, par contre, font plus ou moins fléchir le principe.

Tout d'abord la loi elle-même a rangé en dehors de sa sphère d'application plusieurs catégories de salariés, pour ce motif qu'ils bénéficient d'un régime de pensions différent de celui qu'elle institue.

L'article 1^{er} prévoit expressément que les salariés de l'Etat non placés sous le régime des pensions civiles ou militaires seront soustraits à l'application de la loi nouvelle.

Par conséquent les individus, salariés par l'Etat et placés sous le régime soit des lois des 3-22 août, du décret du 13 septembre 1806 et de la loi du 9 juin 1853 pour les civils, soit des lois des 11 et 18 avril 1831 pour les militaires, n'ont droit ni à l'assurance obligatoire, ni même à l'assurance facultative.

Dans la même situation se trouvent, aux termes de l'article 10, les agents, employés et ouvriers des grandes Compagnies de chemins de fer d'intérêt général et de l'administration des chemins de fer de l'Etat, les ouvriers et employés des mines et les inscrits maritimes.

Tous ces salariés demeurent respectivement soumis aux législations spéciales qui les régissent (§ 1^{er}).

Il en sera de même, ajoute le paragraphe 2, des agents, employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général secondaire, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, à condition toutefois qu'ils soient assurés sous leur régime spécial d'une retraite au moins égale à celle résultant de la loi de 1910.

Nous rappelons que les conditions d'établissement et de fonctionnement des caisses de retraites pour le personnel des grandes Compagnies de chemins de fer ont été réglementées par les lois des 27 décembre 1890 et surtout du 21 juillet 1909 (1).

(1) Cf. Commentaire de cette dernière loi, D. 1909,4.145.

En ce qui concerne les salariés des chemins de fer d'intérêt général secondaire, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, l'article 126 de la loi de finances du 8 avril 1910 a imposé aux Compagnies l'obligation de soumettre dans le délai de 18 mois à l'homologation ministérielle les règlements et statuts des caisses de retraites en faveur de leur personnel. Par conséquent, les agents des entreprises de cet ordre, déjà concédées, sont à l'heure actuelle en possession d'un régime de retraites spécial en dehors de la loi de 1910.

Néanmoins si, dans certains cas particuliers, les avantages accordés par les règlements qui sont adoptés en exécution de la loi du 8 avril 1910 ou par ceux qui seront dans l'avenir approuvés par les autorités mentionnées à l'article 10, § 2, ne sont pas au moins égaux à ceux résultant de l'application de la loi de 1910, celle-ci reprendra tout son empire vis-à-vis des salariés menacés dans leurs intérêts. Dans le but de rendre possible cette comparaison, l'article 134, auquel nous nous référons, a prévu un mode de calcul des pensions minima résultant du jeu normal de la loi de 1910.

Pour les ouvriers et employés des mines, le régime des caisses de retraites a été fixé par la loi du 29 juin 1894, modifiée par les lois du 31 mars 1903 (art. 84 à 98) et du 31 décembre 1907 (art. 48 à 50).

Enfin les inscrits maritimes sont soumis, au point de vue de la retraite, à la loi du 14 juillet 1908. La condition de l'inscription est d'ailleurs indispensable.

II. — Une autre exception a été prévue par la loi au principe général.

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 10 disposent :

« Les caisses des retraites ou les règlements de retraites dont bénéficient actuellement les salariés de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires et les salariés des départements et des communes pourront être maintenues par décret rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances et du ministre compétent.

« De nouvelles caisses ou de nouveaux règlements de retraites pourront être institués dans les mêmes conditions. »

Ce texte avait pour but de maintenir les nombreuses caisses ou règlements de retraites institués au moment du vote de la loi de 1910 en faveur des salariés de l'Etat, des départements et des communes qui auraient dû fatalement disparaître, si la loi nouvelle s'en était tenue à la dispense de l'article 1^{er}, laquelle vise seulement les salariés de l'Etat placés sous le régime des pensions civiles et militaires. Or les salariés affiliés aux caisses prévues par les paragraphes 3 et 4 ci-dessus bénéficiaient d'avantages généralement supérieurs à ceux résultant de la loi nouvelle. Aussi celle-ci a-t-elle autorisé le maintien de ces caisses par des décrets rendus dans une forme spéciale et elle a même prévu la création dans l'avenir de caisses ou de règlements analogues sous les mêmes conditions.

Le pouvoir réglementaire a ainsi la faculté de distraire

du régime général des retraites certaines catégories de salariés de l'Etat, des départements et des communes et jouit à cet effet de pouvoirs très étendus.

Les caisses de ce genre, tant les caisses départementales ou communales que celles spéciales aux salariés de l'Etat, sont d'ailleurs fort nombreuses et revêtent des formes très diverses.

D'autres circonstances encore influent sur le principe d'application générale de la loi de 1910 ; il s'agit d'une part de la quotité de la rémunération du salarié, d'autre part de la qualité d'étranger possédée par l'une ou l'autre des parties contractantes ou par toutes deux à la fois.

Pour l'étude des conditions dans lesquelles ces circonstances de fait entraînent la non-application totale ou partielle du principe de l'assurance obligatoire, nous renvoyons à deux chapitres spéciaux, *infra*, 2^e partie, chap. II, sect. IV et V.

§ 3. — Domaine d'application de la loi de 1910.

En dehors de ces exceptions apportées expressément par les articles 1^{er} et 10 de la loi au système général des retraites, celui-ci comporte un champ d'application très général et considérable.

L'article 1^{er} est en effet ainsi conçu :

« Les salariés des deux sexes, de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, les serviteurs à gages, les salariés de l'Etat qui ne sont pas

placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements et des communes bénéficieront, dans les conditions déterminées par la présente loi, d'une retraite de vieillesse. »

Cette énumération, qui n'est d'ailleurs pas limitative (car seules sont admissibles les exceptions prévues expressément), embrasse l'ensemble de tous les salariés, sans égard à leur profession. Tout d'abord les salariés du commerce et de l'industrie ; leur nombre est considérable et tous, sans exception, sont soumis à la loi, sous réserve, bien entendu, comme nous le verrons plus loin, du chiffre de leur salaire annuel.

La seconde catégorie principale de salariés bénéficiant de la loi de 1910 comprend les salariés de l'agriculture, pour lesquels aucune exception n'a davantage été prévue.

Les salariés de l'Etat, des départements et des communes rentrent également parmi les assujettis à la loi, sous réserve seulement des exceptions prévues, en ce qui les concerne, par les articles 1^{er} et 10.

La catégorie des serviteurs à gages comprend non seulement les domestiques attachés exclusivement à la personne, mais encore les serviteurs de tout ordre, tels que les jardiniers, les concierges, les gardes de propriétés, etc...

Quant aux salariés des professions libérales, l'article 1^{er} les soumet aussi expressément à la loi nouvelle. Celle-ci est donc applicable aux précepteurs, aux secrétaires

rémunérés d'avocats, d'ingénieurs, d'hommes politiques, etc...

Mais la loi exige qu'ils aient vraiment le caractère de salariés. Aussi, appelée à statuer en ce qui concerne les clercs d'officiers ministériels, la jurisprudence (1) a-t-elle cru devoir dispenser de l'obligation générale les clercs amateurs et ce pour les motifs suivants :

« Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que le sieur Charles P..., étudiant en droit, attaché comme clerc à l'étude de M^e R..., avoué, exerce cette fonction, non dans le but de se procurer des moyens d'existence, mais uniquement en vue de se préparer à une profession libérale ;

« Et que les modiques rémunérations qu'il peut recevoir au cours de ce stage ont le caractère de simples gratifications ;

« Attendu qu'en cet état des faits souverainement constatés, c'est à bon droit que le tribunal d'Orléans a décidé que le jeune Charles P... n'était pas un salarié au sens de l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910, et qu'il a confirmé la sentence du juge de paix du canton sud de la ville d'Orléans ayant ordonné la radiation du nom de cet intéressé de la liste des assurés obligatoires de la commune d'Orléans ;

« Qu'en statuant ainsi, il n'a violé aucune loi ;

« Par ces motifs,

« Rejette »

La question s'est posée, avec plus d'intérêt pratique, pour les greffiers des tribunaux et la Cour de cassation a refusé de leur reconnaître le caractère de salariés par un arrêt du 27 février 1912 ainsi conçu (aff. Préfet de la Loire-Inférieure c. Bellamy) :

(1) Cour de cassation, 25 mars 1912.

La Cour,

Oui M. le conseiller Falcimaigne en son rapport et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi du préfet de la Loire-Inférieure contre un jugement du tribunal civil de Nantes, en date du 27 novembre 1911 ;

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que le jugement attaqué a décidé que le sieur Belamy, en sa qualité de greffier du tribunal de première instance de Nantes, ne bénéficiait pas des dispositions de la loi du 5 avril 1910, et a ordonné, en conséquence, la radiation de son nom sur la liste des assurés obligatoires ;

Attendu que les greffiers près les tribunaux civils ne sont pas liés envers l'Etat par un contrat de travail qui les placerait directement sous ses ordres ; — Et que sauf le cas exceptionnel de la destitution d'un titulaire, ils ne peuvent être nommés que sur la présentation de celui auquel ils doivent succéder ;

Attendu qu'à cet égard, l'article 91 de la loi du 28 avril 1816 les a rangés parmi les officiers publics et ministériels, tels que les avocats à la Cour de cassation, les notaires, les avoués, les huissiers et les commissaires-priseurs ; — Qu'ils sont, comme eux, et dans des conditions identiques, soumis à l'impôt des patentes par la loi du 15 juillet 1880 ;

Attendu qu'ils reçoivent, il est vrai, de l'Etat un traitement fixe ; — Mais attendu que des articles 16 de la loi du 21 ventôse an VII et 92 de la loi du 27 ventôse an VIII, il résulte que ce traitement a surtout le caractère d'une indemnité forfaitaire, destinée à compenser les dépenses du greffe, qui demeurent à leur charge ; — Que pour ce motif, il n'entre pas en compte dans la fixation du prix de l'office ;

Attendu que la rétribution des greffiers des tribunaux de première instance consiste principalement dans les remises qui leur sont accordées, à raison du concours prêté par eux à

la perception des droits fiscaux, et dans les émoluments déterminés par les tarifs légaux, en matière civile et criminelle, et payés par les justiciables ; — Que le traitement fixe n'en est qu'un élément accessoire et qu'il participe de la nature des émoluments, en tant qu'il sert à rémunérer les greffiers non seulement de l'assistance qu'ils donnent à l'administration de la justice, mais encore des actes de leurs fonctions, dont le coût n'incombe pas aux parties ; — Et que, pour cette raison, à la différence des traitements alloués par l'Etat aux fonctionnaires publics, il n'est pas grevé des retenues pour le service des pensions civiles ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que les greffiers des tribunaux civils sont, à titre principal, des officiers publics, et que, dans la classification établie par l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910, leur fonction doit être mise au nombre des professions libérales, dont les titulaires astreints aux versements patronaux au profit des salariés qu'ils emploient ne sont pas assujettis aux versements ouvriers pour leur compte personnel ;

Attendu qu'en décidant ainsi, le jugement attaqué a fait une exacte application de l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910 ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Chaque fois — il convient de le remarquer — qu'un salarié ne rentrant pas exactement dans une des catégories de l'article 1^{er}, remplit cependant toutes les conditions nécessaires en principe pour bénéficier de la loi des retraites, il doit être *à priori* admis à s'en réclamer.

A l'occasion de professions diverses, les tribunaux ont été appelés à statuer sur des espèces nombreuses et variées, et ont tantôt accordé, tantôt refusé l'inscription sur la liste des assurés obligatoires.

C'est ainsi que la Cour de cassation, par arrêt du 24 décembre 1912, a refusé la qualité de salarié, aux termes de la loi de 1910, à des ministres du culte catholique, estimant que l'indemnité allouée par un évêque à un desservant n'a pas le caractère d'un salaire et que les rapports hiérarchiques existant entre eux ne sont pas des rapports d'employeur à salarié. Voici cet arrêt intéressant :

La Cour,

Où M. le conseiller Paul, en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions ;

Sur le moyen unique du pourvoi :

Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910 accorde dans les conditions déterminées par ladite loi, une retraite de vieillesse aux salariés de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, aux serviteurs à gage et aux salariés de l'Etat, des départements et des communes ;

Attendu que le jugement attaqué a décidé que l'abbé B..., en sa qualité de desservant de la paroisse de Dosnon, ne bénéficiait pas des dispositions de la loi du 5 avril 1910, et maintenu la radiation de son nom sur la liste des assurés obligatoires ;

Attendu que les ministres du culte ne rentrent dans aucune des catégories prévues par l'article 1^{er} de la loi susvisée ;

Qu'ils ne sont pas liés à l'évêque diocésain par un contrat de louage de services et qu'en conséquence les allocations qu'ils reçoivent de l'évêché ne constituent pas un salaire au sens de la loi ;

Que dès lors, en décidant que l'abbé B... ne pouvait bénéficier de la loi du 5 avril 1910, le jugement attaqué en a fait une exacte application ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Par contre l'inscription de ministres du culte rétribués par des associations cultuelles légalement constituées n'a jamais été vraiment contestée.

Les tribunaux ont considéré comme salariés les gérants de succursales des maisons de commerce (1), les gérants des recettes auxiliaires des postes et les directeurs d'éco-

(1) Cf. Cass., 6 août 1912 :

La Cour,

Attendu que la dame Thibault prétend qu'en sa qualité de gérante à Baugé d'une succursale de la Société anonyme des établissements Brisset d'Angers et n'ayant pas d'appointements fixes, elle ne saurait être considérée comme une salariée du commerce dans le sens de l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910 et inscrite sur la liste des assujettis obligatoires à la retraite de vieillesse établie par cette loi ;

Attendu que la rémunération consistant en remises sur le prix des marchandises vendues constitue un salaire au sens de la loi du 5 avril 1910 ;

Attendu que le jugement attaqué constate que la dame Thibault tient seule, avec son mari engagé également comme gérant, la succursale de Baugé de la Société des établissements Brisset ; qu'elle n'a aucun personnel habituel sous ses ordres et qu'elle ne prétend pas que son salaire atteigne 3.000 francs par an ; que les impôts et le loyer sont à la charge de la société qui reste seule propriétaire des marchandises et du matériel de la succursale ; que le gérant qui ne doit tenir que des marchandises qui lui sont « confiées » par la société, qui ne peut les vendre qu'aux prix fixés, et qui ne peut s'absenter sans une autorisation écrite, est tenu par un contrat de louage de services dans une dépendance absolue de la société ;

Attendu qu'en l'état des constatations, c'est à juste titre que le tribunal a décidé que la dame Thibault devait être considérée comme un commis salarié et a ordonné son inscription sur la liste des assujettis aux retraites ouvrières de la commune de Baugé ;

Qu'en statuant ainsi, le jugement attaqué, loin de violer la loi du 5 avril 1910, en a fait au contraire une exacte application ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

les libres rémunérés par les propriétaires de l'école (1).

Par contre la qualité de salarié a été refusée à plusieurs reprises aux religieuses congréganistes liées par un contrat à un établissement hospitalier, ainsi qu'aux professeurs de musique donnant des leçons au domicile de leurs élèves ou encore à la nourrice qui prend chez elle un nourrisson, alors qu'au contraire la nourrice occupée chez les parents de l'enfant est une salariée.

La question de savoir si les chefs d'ateliers de tissage à domicile de la région de la Loire et du Rhône doivent être considérés comme des petits patrons ou comme des salariés est controversée. Des jugements ont été rendus

(1) Cf. Cass., 6 août 1912 :

Attendu qu'il résulte des énonciations du jugement attaqué que la demoiselle A..., institutrice, dirige à Chanteloup une école primaire ouverte dans un local appartenant à un sieur de La R... et que ses rapports avec le propriétaire de ce local sont régis par une convention en date du 29 août 1903 analysée par le tribunal qui la définit dans les termes suivants : « Attendu que cette convention constitue évidemment un contrat de travail entre la demoiselle A... et de La R... auquel elle loue ses services moyennant 900 francs par an, pour assurer la direction de l'école qui lui appartient ;

Attendu que le jugement constate en outre que la demoiselle A... ne peut retirer aucun autre émolument de l'enseignement qu'elle donne à l'école de Chanteloup qui est gratuite et qu'elle « ne peut chercher ses moyens de subsistance ailleurs que dans le salaire qui lui est payé en rémunération du travail qu'elle accomplit » ;

Attendu que, dans les circonstances de fait ainsi souverainement constatées par lui, le tribunal de Parthenay, en ordonnant l'inscription de la demoiselle A... sur la liste des assurés obligatoires de la commune de Chanteloup, bien loin de violer les articles visés par le pourvoi de la loi du 5 avril 1910, en a fait au contraire une exacte application ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

en sens contraire et la Cour de cassation n'a pas pu, croyons-nous, être régulièrement saisie de la question jusqu'à ce jour.

Une dernière question doit retenir notre attention.

On a vu que les salariés de l'Etat et plusieurs autres catégories de salariés sont soustraits par les articles 1 et 10 à l'application de la loi. On pouvait se demander si un salarié bénéficiant du régime des pensions civiles ou militaires ou d'un régime spécial de retraites était fondé à réclamer en même temps à raison d'une profession distincte le bénéfice du régime général de la loi sur les retraites ouvrières.

Sur ce point important, qui d'ailleurs a été assez vivement discuté, mais est actuellement définitivement tranché (V. note sous arrêt Cass., 1912.1.83), la Cour de cassation (aff. Préfet de la Somme contre Lesenne) a rendu un arrêt des plus intéressants le 27 février 1912 à propos des instituteurs publics remplissant en même temps les fonctions de secrétaires de mairie. Elle a décidé, contrairement aux conclusions de M. l'avocat général Mérillon, que ces fonctionnaires étant salariés de l'Etat et bénéficiant comme tels du régime des pensions civiles, ne pouvaient pas invoquer en outre le bénéfice de la loi de 1910. Les deux systèmes ne peuvent se confondre et l'on n'est pas admis à cumuler les avantages de l'un et de l'autre. L'arrêt est formel et nous ne saurions rien y ajouter. En voici le texte :

La Cour,

Où M. le conseiller Falcimaigne en son rapport, M^{es} Bernier et Raynal, avocats des parties, en leurs observations respectives ; et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur le moyen unique du pourvoi : Vu l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910 ;

Attendu que cet article accorde, dans les conditions déterminées par ladite loi, une retraite de vieillesse aux salariés de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, aux serviteurs à gages et aux salariés de l'Etat, des départements et des communes ; — Attendu, toutefois, qu'il excepte de cette règle générale les salariés de l'Etat, qui sont placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires ; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article 10, les agents, employés ou ouvriers des grandes Compagnies de chemins de fer d'intérêt général et de l'administration des chemins de fer de l'Etat, les ouvriers et employés des mines et les inscrits maritimes, demeurent respectivement soumis aux législations spéciales qui les régissent ; — Qu'il en est de même, en vertu du paragraphe 2 du même article, des agents, employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, à moins que des dispositions établies en leur faveur ne leur garantissent pas une retraite au moins égale à celle résultant de la loi du 5 avril 1910 ; — Qu'enfin les paragraphes 3 et 4 autorisent le maintien des caisses de retraite dont bénéficient actuellement les salariés de l'Etat, qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou militaires et les salariés des départements et des communes, et prévoient l'institution de nouvelles caisses pour le même objet ; — Attendu que cet ensemble de dispositions démontre que la loi du 5 avril 1910 a entendu viser seulement les salariés qui n'avaient jusqu'alors aucun moyen de se constituer une retraite, ou qui ne pouvaient prétendre qu'à une retraite

inférieure à celle dont elle détermine le montant ; — Et qu'elle a laissé en dehors de son empire tous les salariés auxquels des législations particulières ou des règlements spéciaux assurent des pensions égales ou supérieures à ce chiffre ; — Attendu que les assurés obligatoires *ne peuvent devenir titulaires que d'une seule pension, quel que soit le nombre ou la diversité des professions assujetties qu'ils exerceraient simultanément* ; — Attendu que, de même, les salariés qui bénéficiaient d'un régime spécial de retraites, à raison de leurs fonctions, ne sauraient prétendre cumuler les avantages qui en résultent pour eux avec ceux de la loi de 1910, alors même qu'ils exécuteraient, durant la même période, d'autres travaux rentrant dans les prévisions de l'article 1^{er} ;

Attendu que tel est le cas des instituteurs publics secrétaires de mairie ; Qu'en leur qualité d'instituteurs, ils sont fonctionnaires directement rétribués par l'Etat, et qu'à ce titre, conformément aux dispositions de la loi du 9 juin 1853, ils ont droit à une pension civile, dont l'importance dépasse celle de la retraite ouvrière ; — Que l'article 25 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, leur permet, il est vrai, de joindre à la profession de l'enseignement celle de secrétaire de mairie avec l'autorisation du conseil départemental ; mais que, par application du principe général ci-dessus posé, cette fonction accessoire, exercée en même temps que la fonction principale, bien qu'elle fasse d'eux les salariés des communes, ne leur confère pas le bénéfice de la loi du 5 avril 1910 ; — Attendu, en fait, que le jugement attaqué constate que Lesenne, instituteur public à Chilly, exerce en même temps les fonctions de secrétaire de la mairie de ladite commune ; — Et qu'il lui reconnaît le droit d'être inscrit, en cette seconde qualité, sur la liste des assurés obligatoires, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910 ; — Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement a faussement appliqué et par suite, violé ledit article ;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 28 juillet 1911 par le tribunal civil de Montdidier.

Les explications qui précèdent ont eu pour but de préciser les conditions dans lesquelles les employeurs sont assujettis à la loi de 1910 à raison des salariés qu'ils emploient. Voyons maintenant quelles sont, lorsqu'ils y sont soumis, leurs obligations.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

RÔLE DES EMPLOYEURS DANS LES OPÉRATIONS PRÉPARATOIRES A LA MISE EN APPLICATION DE LA LOI.

La loi et les textes suivants ont prévu pour le recrutement des assujettis tant obligatoires que facultatifs l'établissement de listes, dressées par les soins de commissions municipales et transmises ensuite à la préfecture pour vérification et examen des réclamations des intéressés. C'est la présence sur ces listes qui confère à chacun le droit au bénéfice de la loi et qui au regard de celle-ci fixe le point de départ de ses droits et de ses obligations. Mais il en est autrement vis-à-vis du patron, qui ignore légalement l'aptitude du salarié à l'assurance jusqu'à la présentation de la carte d'assuré obligatoire ou facultatif, délivrée à chaque assujetti par les soins de l'administration. C'est cette carte seule qui, par sa présentation à l'employeur, sert de titre à l'assuré dans ses rapports avec son patron. Pour ce dernier, la présence du salarié sur la liste d'assurés est, en soi, absolument inopérante. Le législa-

teur en effet a laissé les employeurs complètement en dehors de la confection des listes. Il est vrai que l'article 2 du règlement d'administration publique du 25 mars 1911 prévoit que la commission municipale, chargée de l'établissement des listes, sera composée du maire et de deux membres que le conseil municipal choisira, *l'un parmi les employeurs*, l'autre parmi les salariés.

Mais la présence de cet employeur au sein de la *commission* municipale est seulement une garantie d'ordre général destinée à faciliter le travail et à déjouer les fraudes. Elle a été inspirée sans doute au législateur par le souci, maintes fois déclaré, de faire coopérer le patronat et les salariés à l'application des lois de prévoyance et d'assistance sociales. Mais la loi n'a pas voulu que le patron fût à la commission municipale le représentant officiel des employeurs de la commune; il ne reçoit de ces derniers, en aucune hypothèse, aucune mission; c'est un agent d'exécution dont le rôle se borne à apporter au recrutement des assujettis une garantie de compétence et de sincérité. Doit-il même, pour simplifier la tâche, fournir les noms de ses propres ouvriers? Aucune disposition de la loi ni des règlements subséquents ne l'y oblige et dans ces conditions la plus grande réserve s'impose à lui; le plus souvent il devra s'inspirer seulement des renseignements qu'il possède comme tout autre citoyen et faire abstraction de ceux que sa qualité d'employeur pourrait lui suggérer.

A plus forte raison les employeurs autres que celui

appelé à siéger à la commission municipale restent-ils étrangers à l'établissement des listes. A cet égard aucune obligation ne leur a été imposée par la loi. Lorsque l'employeur a fait connaître à ses salariés les prescriptions de la loi de 1910, appelé leur attention sur l'obligation de s'y conformer, renseigné ceux qui s'enquière^{nt} des indications à fournir à l'administration, on peut dire qu'il a largement accompli tout ce que la morale sociale, sinon la loi, exige de lui. Mais il ne doit pas faire davantage. Il n'a ni à insister auprès de ses employés pour les décider à se faire inscrire ni à savoir s'ils ont tous obéi à la loi.

Il n'a pas non plus à fournir des renseignements sur chacun d'eux. Un bulletin remis par la mairie à chaque assujetti éventuel doit être rempli par l'intéressé en personne. Si les indications du bulletin ne sont pas complètes, il faut supposer que ces lacunes sont volontaires et l'employeur n'a pas à fournir des précisions que le salarié n'a pas voulu divulguer.

Vient-on demander à un patron de communiquer la liste de ses salariés, il peut s'y refuser. *A fortiori* on ne saurait exiger de lui qu'il fasse connaître le salaire qu'il paie à chacun des travailleurs qu'il emploie.

Au surplus, le ministre du travail a lui-même, dans sa circulaire aux préfets du 29 mars 1911, reconnu implicitement que tous les renseignements nécessaires à la confection des listes doivent être puisés à d'autres sources qu'à l'usine ou à l'atelier. Il s'exprime en effet ainsi :

« Il appartiendra à chaque Commission de choisir elle-

même ses moyens d'information pour recueillir les noms des personnes susceptibles d'être inscrites sur les listes. Parmi les renseignements qui pourront être utilisés, je dois vous signaler tout particulièrement ceux qui peuvent avoir été recueillis à l'occasion du dernier recensement. En vertu des instructions ministérielles, les maires ont dû établir, à l'aide des bulletins individuels de recensement, les listes nominatives dont les éléments leur seront du plus grand secours dans la rédaction de la liste provisoire des assurés. Il y a lieu d'attacher foi, dans une mesure tout au moins provisoire, à des indications qui, si elles n'ont pas toujours toute la précision désirable, ont du moins l'avantage d'avoir été rédigées en toute sincérité.

« Il suffira, pour l'établissement de la liste provisoire, d'inscrire les noms des personnes qui paraîtront pouvoir bénéficier de l'assurance obligatoire, en y joignant les seules indications certaines connues sur leur compte : prénoms, profession, domicile, etc., ces indications devant être ultérieurement complétées et mieux certifiées par les indications *portées par l'assuré* sur le bulletin de renseignements dont il sera parlé plus loin.

« Lorsqu'un assuré n'a pas rempli son bulletin, si la commission estime qu'il doit être inscrit sur la liste, elle établit une fiche qui tiendra lieu de bulletin. Sur cette fiche, la commission fait connaître les circonstances qui paraissent motiver l'absence du bulletin, et fournit les renseignements qu'elle a pu recueillir sur l'état civil, la pro-

fession et l'adresse de cet assuré, soit à l'aide du recensement, soit à l'aide de la liste électorale, soit par commune renommée. Elle indique sur cette fiche la source de ses renseignements. »

L'administration a d'ailleurs si bien compris que la loi entendait écarter les employeurs des opérations préparatoires à sa mise en application et notamment de la confection comme de la tenue des listes, qu'elle leur a même, en certaines circonstances, refusé brutalement des renseignements concernant la teneur des listes d'assurés, attribuant à une curiosité intempestive et indiscrete une démarche dictée simplement par une bonne volonté quelque peu exessive et un zèle trop peu contenu.

Nous nous bornerons à cet égard à mettre sous les yeux la réponse faite par l'administration à un patron désireux de se conformer en tous points à la loi.

Plusieurs ouvrières de M. L... ne lui ayant pas présenté leur carte, ce patron trop scrupuleux, au lieu d'attendre cette présentation, voulut savoir si ces ouvrières avaient reçu une carte ou si au moins elles figuraient sur les listes d'assurés.

Voici le constat de l'huissier qui fut requis par M. L... de l'accompagner à la mairie :

L'an mil neuf cent onze, le douze décembre,

Par devant moi Maurice-Eugène-Henri Fonteneau, huissier près le tribunal civil de la Seine séant à Paris, y demeurant 43, rue Montmartre, soussigné,

S'est présenté M. Auguste L..., confectionneur, demeurant à Paris, 29, rue Croix-des-Petits-Champs,

Lequel m'a exposé qu'il désirait faire constater si les noms suivants :

M^{mes} Jeanne Lensy, demeurant à Paris, 71, rue Saint-Maur ;
Simon, demeurant à Paris, 39, rue de Charonne ;
Dupuy, demeurant à Paris, 99, rue de la Folie-Méricourt ;
Delépine, demeurant à Paris, 17, rue de la Forge-Royale ;
Defaille, demeurant à Paris, 17, rue Saint-Bernard,

Couturières qui travaillent pour le compte de l'exposant, avaient reçu une carte d'assurée conformément à la loi du 5 avril 1910 et dans l'affirmative à quelle date, et savoir si elles sont sur la liste des assurés quoique n'ayant pas reçu de cartes.

En conséquence, il me requérait de bien vouloir me transporter à la mairie du onzième arrondissement afin d'y faire telles constatations que de droit.

Déférant à cette réquisition, je me suis immédiatement transporté à ladite mairie du onzième arrondissement, sise place Voltaire, et là étant à onze heures du matin, accompagné du comptable de M. L... demeurant à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, 29, dans une pièce au premier au-dessus de l'entresol et parlant au chef de bureau ainsi déclaré, j'ai décliné mes nom et qualités.

Puis j'ai exposé que je venais, accompagné du comptable du requérant et que j'allais constater les réponses qui seraient faites aux questions de celui-ci relativement à des inscriptions conformément à la loi du 5 avril 1910.

Le répondant m'a déclaré qu'il se refusait à me laisser opérer.

Pourquoi je me suis retiré, accompagné du comptable de M. L....

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit.

Sous toutes réserves utiles.

Dont acte.

Ainsi donc le patron ne doit pas être mis à contribution pour les opérations préparatoires à l'application de la loi.

Et il fera même sagement, en observant la plus grande réserve ; il n'a pas à intervenir avant que l'assuré ne lui présente sa carte. Avant tout il doit respecter la liberté des travailleurs qu'il emploie et c'est la raison même.

Obliger en effet l'employeur à contraindre ses ouvriers à l'inscription, à accomplir pour eux de gré ou de force les formalités nécessaires, à briser de son autorité patronale toutes les résistances ou seulement à livrer à l'autorité administrative les noms des récalcitrants, c'était créer du même coup entre lui et ses ouvriers un état de malaise, de méfiance ou de haine que seule peut éviter une indépendance réciproque et absolue en dehors des conditions mêmes du travail. Le législateur de 1910 avait compris à quel péril il eût exposé le monde du travail en imposant à l'employeur un rôle aussi ingrat, en se déchargeant sur lui du soin de faire respecter sa volonté.

Le projet de modifications récemment soumis au Parlement s'écarte malheureusement de ces sages dispositions et tend à organiser du patron au salarié un régime de tutelle et de contrainte morale, en sanctionnant la résistance du salarié à la loi au moyen de la délation par le patron de cette opposition.

Nous discuterons plus loin ces fâcheuses conséquences devant lesquelles il est encore permis d'espérer que le Parlement reculera.

Retenons seulement pour l'instant que la loi de 1910, plus clairvoyante, a su les éviter, en rendant l'affiliation des assurés à la loi indépendante de la contrainte patronale.

CHAPITRE II

DES OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS QUANT A LA CONSTITUTION
DE LA RETRAITE. — DE L'OBLIGATION DE VERSER UNE CONTRI-
BUTION.

SECTION I. — Fondement du principe de la contribution patronale.

L'article 2 de la loi du 5 avril 1910 porte : « La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des assurés, par des contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'Etat.

« Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes : les versements annuels seront de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs au-dessous de 18 ans, soit par journée de travail : 3 centimes, 2 centimes et 1,5 centime. La retraite est constituée à capital aliéné ; toutefois, si l'assuré le demande, les versements prélevés sur son salaire seront faits à capital réservé.

« La contribution de l'employeur reste exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

« Un règlement d'administration publique déterminera

la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile. »

Cet article contient l'énoncé du principe fondamental qui est à la base même de la loi et en même temps de l'obligation capitale introduite à la charge des employeurs.

La retraite de vieillesse est donc constituée :

- 1° Par des versements des assurés ;
- 2° Par des contributions des patrons ;
- 3° Par des allocations de l'Etat.

On traduit généralement et très exactement ce principe en disant que la retraite est fondée sur la triple contribution des salariés, des employeurs et de l'Etat.

Ce principe, assurément fort ingénieux, met aussitôt en relief le caractère de la loi nouvelle qui est une loi non d'assistance pure, mais de prévoyance. Il peut surprendre quelque peu dès l'abord ; car jusqu'alors il était inconnu chez nous. Le législateur s'était borné à imposer dans certaines professions la constitution de retraites de vieillesse au profit des salariés au moyen d'un prélèvement obligatoire sur le salaire et d'une contribution du patron, mais sans aucune participation de l'Etat (Cf. loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs, art. 2 ; loi du 21 juillet 1909, art. 10, relative aux conditions de retraite du personnel des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général).

Dès lors que l'on introduisait le principe de la participation de l'Etat à la constitution de la retraite, on pouvait penser qu'il réaliserait par ses moyens exclusifs cette

grande œuvre sociale des retraites ouvrières, comme il avait fait quelques années auparavant dans une matière voisine.

La loi de 1905 qui organise l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources est en effet une loi d'assistance proprement dite ; elle n'exige des bénéficiaires ni de tiers quelconques aucun effort, aucun sacrifice personnel ; c'est la commune, le département ou l'Etat, suivant certaines distinctions, qui se chargent de faire face aux exigences financières d'une œuvre sociale aussi étendue et aussi générale.

Dans l'espèce spéciale des retraites de vieillesse, on peut défendre théoriquement le système qui, s'inspirant de l'idée de solidarité nationale, ne fait appel à aucune cotisation soit de l'employeur, soit de l'employé. Pratiquement il est appliqué en Angleterre et en Danemark notamment et ici même M. Mirman, alors député, en a exposé les avantages à deux reprises en 1901 et en 1905 à la tribune du Parlement.

Cette tentative n'eut d'ailleurs aucun succès, et il n'y a pas lieu de regretter une solution qui eût, en toute hypothèse, imposé au Trésor public une charge écrasante.

Plus séduisant était le système, actuellement en vigueur en Belgique, en Italie et dans quelques cantons suisses, qui est basé sur la prévoyance libre encouragée par des subventions de l'Etat. Les versements émanent alors des assurés seuls, sans aucune participation des employeurs et l'Etat s'engage à majorer les versements, d'ailleurs

absolument facultatifs, effectués sur les livrets des intéressés.

Mais comment faire aboutir ici un tel système, dès lors que le législateur tenait à introduire dans la loi le principe de l'obligation ?

Restait le système de la triple contribution qui, fondée sur l'obligation des versements des employeurs et dessalariés, fonctionne en Allemagne et en Autriche (voir aux annexes) La loi du 5 avril 1910 l'a adopté comme base fondamentale.

De ce principe naissent pour les employeurs toutes les obligations que nous allons examiner et notamment la première, la plus importante et la plus générale de toutes, l'obligation de faire des versements. Il n'est pas indifférent de rechercher comment se justifie en théorie et en pratique cette charge contributive imposée au patronat. Une première raison, d'ordre matériel, a certainement dicté le choix du législateur : ce dernier a eu le souci bien légitime en soi, et trop peu fréquent, d'éviter au budget, déjà surchargé, un surcroît de dépenses considérable, impossible à exiger du contribuable.

Si en effet, sans vouloir réduire le chiffre de la retraite, on avait laissé les salariés et l'Etat en faire seuls les frais, sans appeler les employeurs à y contribuer, il aurait fallu prévoir à la charge du budget une somme bien supérieure à celle déjà énorme de 140 millions que le système actuel coûte chaque année à l'Etat.

Mais ce souci d'économie n'a pas seul déterminé le lé

gislateur et un autre mobile, assurément plus impérieux, l'a inspiré. En réalité, pour faire admettre par le salariat peu préparé au sacrifice qu'on lui demandait et par l'opinion publique, fidèle au principe traditionnel en France de la liberté en matière de prévoyance sociale, le principe contraire du versement obligatoire des salariés, la loi de 1910 a voulu imposer aux patrons une charge correspondante et exiger d'eux un effort de prévoyance pour leurs ouvriers correspondant à celui qu'on exigeait de ces derniers. Il n'est pas téméraire de penser — la suite des événements, ainsi que nous le verrons plus loin, l'a suffisamment prouvé — que lors de l'élaboration de la loi de 1910, le gouvernement eût souhaité pouvoir persuader au législateur de mettre à la charge des employeurs l'intégralité des versements constitutifs de la retraite, mais alors c'était l'écrasement de ce rêve d'éducation morale et sociale des salariés, c'était renoncer à la noble mission de leur donner des habitudes de prévoyance et de sagesse.

Du moins l'assimilation de l'employeur et du salarié au point de vue de la constitution obligatoire de la retraite devait contribuer à faire accepter par ce dernier la cotisation exigée de lui. On trouve d'ailleurs le principe de la participation des employeurs à la constitution de la retraite de leurs salariés exposé à maintes reprises dans les travaux préparatoires et notamment dans l'intéressant rapport que M. Guieysse présentait à la Chambre des députés, le 9 mars 1900 (*J. off.*, 27 avril 1900, annexes, p. 721) : « S'il est bon, écrivait-il, que les ouvriers fassent

acte de prévoyance pour les retraites, il est au moins indispensable que les employeurs en fassent autant. L'entrepreneur peut-il abandonner dans sa vieillesse celui qui, pendant son âge mur, a été par son travail, l'instrument de sa fortune ou l'a aidé tout au moins à se maintenir, lui et les siens, à un degré plus élevé de l'échelle sociale ? Ne doit-il pas aux travailleurs une participation aux bénéfices de l'entreprise, pour la réussite de laquelle celui-ci a usé ses forces et le salaire journalier, d'après ses bases actuelles, peut il être considéré comme suffisant à acquitter les devoirs de l'employeur envers ceux qu'il emploie ? La réponse à ces questions est dans l'étude de ces institutions patronales qui montrent comment des chefs d'entreprise, soucieux à juste raison du sort de leurs ouvriers, ont compris la nature et l'étendue de leurs devoirs sociaux. Ce que quelques-uns d'entre eux seulement ont accompli, la société a le droit et le devoir de l'imposer à tous les autres. »

Ce que M. Guieysse présentait ainsi comme une exception n'était pas loin d'être, au moins dans l'industrie, la règle générale ; quoi qu'il en soit et sauf peut-être des cas isolés où la résistance est plutôt imputable à une méfiance ignorante qu'à une hostilité rebelle, le patronat tout entier s'est immédiatement conformé sans restriction ni réserve à la loi de 1910, acceptant sans protestation les charges onéreuses qui en résultent pour lui.

Les esprits les moins prévenus lui ont rendu hommage à cet égard.

SECTION II. — Conditions d'exigibilité des contributions patronales.

Le principe des versements patronaux réside dans leur corrélation étroite et absolue avec les versements des assurés.

Ce principe de corrélation, nous verrons qu'il est observé dans la fixation du taux des contributions respectives ; l'étude du précompte montrera plus loin comment il a pu être réalisé pratiquement ; mais dès maintenant nous le rencontrons dans le fondement même des versements patronaux.

En effet, tout employeur qui occupe un salaire astreint aux versements obligatoires est tenu de verser pour ce dernier une contribution, dont les bases sont fixées par l'article 2, § 3, de la loi de 1910 et par l'article 29 du décret du 25 mars 1911.

Tel est le principe. De même que le législateur — nous le verrons plus loin — a voulu que le taux des prestations de l'assuré et de l'employeur fût identique, il a posé comme règle que l'une sera toujours exigible quand l'autre le sera et seulement quand elle le sera. Nous trouvons donc deux propositions d'une importance capitale à analyser :

1° L'employeur doit verser chaque fois que l'assuré est astreint à un versement ;

2° L'employeur n'est assujetti à un versement qu'au-

tant que l'assuré est lui-même soumis à cette obligation.

I. — La première de ces propositions n'est que l'expression concrète des idées générales qui n'ont cessé d'inspirer le législateur. Nous avons déjà exposé qu'il avait eu pour principal et double dessein d'exiger du patron un effort égal et correspondant au sacrifice qu'il demandait à l'assuré et de diminuer par là aux yeux de ce dernier la charge qu'il lui imposait.

Aucune restriction n'est apportée par les textes ni par la pratique à ce premier principe fondamental. On présente parfois comme une exception importante la disposition de l'article 19, § 3, de la loi ainsi conçu :

« Les employeurs et les salariés qui adhèrent aux caisses patronales ou syndicales ou à des caisses de syndicats de garantie solidaire visées au présent article peuvent être dispensés, par le décret qui en autorisera la constitution, des versements prévus à l'article 2, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles qui seraient obtenues dans les mêmes périodes en vertu de la présente loi. »

Ce texte peut-il être considéré comme apportant une dérogation au principe que nous avons posé ? En aucune façon. Sa portée est plus restreinte.

On sait qu'un grand nombre d'employeurs n'ont pas attendu la loi de 1910 pour organiser au profit de leurs employés des institutions d'assistance ou de prévoyance dans des buts divers et notamment dans celui de constituer à leur profit des retraites de vieillesse. A cet égard, la loi considère trois sortes de caisses.

En premier lieu les caisses patronales sont constituées par un seul patron au profit de ses seuls ouvriers, soit qu'il se borne à établir un règlement de retraites fixant les contributions accordées par lui à ses salariés et celles exigées d'eux, soit qu'il crée pour son entreprise une caisse autonome, fonctionnant au moyen de systèmes financiers variés, mais avec la garantie pécuniaire de l'employeur.

Les caisses syndicales diffèrent des premières en ce qu'elles sont instituées non plus par un seul patron au profit de ses seuls employés, mais par un certain nombre de patrons groupés en vertu d'un texte spécial, la loi du 27 décembre 1895, en un syndicat spécial, avec cette seule restriction que tous les adhérents doivent exercer des industries similaires ou connexes (art. 83, § 2, décret du 25 mars 1911) et se syndiquer dans le seul but d'organiser une caisse de retraites pour leurs salariés.

Enfin une dernière catégorie comprend les caisses de syndicats de garantie solidaires, fonctionnant déjà notamment pour l'application de la loi de 1898 sur les accidents du travail. Ce sont des associations entre patrons qui sont solidaires les uns des autres pour garantir les risques de la pension. La solidarité est imposée statutairement aux adhérents.

Le législateur a entendu respecter ces institutions patronales dues à de généreuses initiatives et fécondes au surplus en résultats pratiques (V. Sénat, séance du 28 janvier 1910, *J. off.*, p. 135 et suiv.). Il s'est borné à exiger de ces

caisses des justifications de conformité aux dispositions essentielles des textes nouveaux et à les soumettre dans ce but au contrôle de l'administration tant au point de vue de leur création que de leur fonctionnement (Cf. décret du 25 mars 1911, art. 83 à 98). Mais il a traduit ses bienveillantes intentions à leur égard en organisant en leur faveur un régime spécial et en les autorisant à vivre en marge du mécanisme général de la loi.

C'est ainsi que l'article 19 que nous avons reproduit dispense les adhérents des caisses patronales d'effectuer les versements prévus à l'article 2. Elles sont libres de constituer les pensions comme elles l'entendent, à la triple condition toutefois : 1° que les pensions soient en dernière analyse au moins égales à celles dont la loi prévoit la constitution ; 2° que les contributions patronales ne soient en aucun cas inférieures au taux prévu par la loi, c'est-à-dire 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs (Cf. décret du 25 mars 1911, art. 85, § 1) ; 3° d'adopter pour la constitution des pensions le système de la capitalisation, seul admis par le législateur après une discussion parlementaire aussi passionnée qu'approfondie.

On voit quelle intéressante situation est faite à ces institutions patronales, dont la liberté se trouve limitée seulement par l'obligation d'assurer la pension légale et de respecter les prescriptions réglementaires.

Les salariés adhérents à ces caisses sont suivant les cas ou dispensés complètement de la cotisation ou partielle-

ment exonérés ; ce point est réglé statutairement. C'est là un des principaux avantages qu'on a trouvés avec raison au maintien des caisses patronales déjà existantes et de la faculté d'en créer d'analogues dans l'avenir.

De même, aux termes de l'article 19, les employeurs peuvent être dispensés par le décret d'autorisation des versements prévus à l'article 2, pourvu qu'en définitive la pension de l'assuré ne soit de ce fait en rien diminuée. Cette disposition, si elle était isolée, serait parfaitement claire en ce sens que l'employeur serait aussi bien que l'assuré dispensé de *tout* versement lorsque la caisse, par suite de circonstances quelconques, telles que le chiffre de sa dotation ou les libéralités d'un tiers, se trouve en état de servir les pensions réglementaires sans le secours des contributions patronales. Mais cette interprétation, la seule logique, équitable et conforme au texte même de la loi, est rendue incertaine par l'existence de l'article 85, § 1^{er}, du décret du 25 mars 1911, avec lequel elle est difficilement conciliable et qui est ainsi conçu :

« La contribution de l'employeur ne peut *en aucun cas* être inférieure aux chiffres fixés par l'article 2 de la loi du 5 avril 1910 ni donner, avec le versement de l'assuré, une somme inférieure à celle résultant du même article. » Ces termes sont formels ; il semble difficile de n'en pas faire état, si contradictoires qu'ils puissent paraître avec la lettre de l'article 19, et il est extrêmement souhaitable que le législateur fasse un jour connaître ses intentions précises sur ce point. Néanmoins on peut dès maintenant,

croyons-nous, interpréter l'article 19, § 3, dans le sens d'une dispense complète de tout versement pour le patron comme pour l'assuré, sans heurter la disposition de l'article 85 du décret. Il suffit pour cela de considérer que ce dernier texte, laissant de côté l'hypothèse très rare dans la pratique d'une caisse assez riche pour se passer de toute contribution patronale, a seulement envisagé le cas beaucoup plus fréquent où, affilié à une caisse exigeant des versements, le patron serait tenté de prendre à sa charge tout ou partie du versement de son employé, ou bien encore que cet article 85 a entendu, en fixant un minimum pour le versement de l'employeur, écarter toute velléité — d'ailleurs très invraisemblable en fait de ce dernier — d'élever la part contributive de l'employé dans le versement global pour diminuer la sienne propre.

Ainsi se trouve facilitée et sauvegardée l'interprétation que nous estimons seule possible et raisonnable de la dispense inscrite dans l'article 19, § 3, au profit des employeurs.

Nous répétons que d'ailleurs l'hypothèse où cette dispense de *tout* versement pourra être réalisée en fait sera très rare en pratique. Presque toujours les employeurs affiliés aux caisses patronales et syndicales versent au moins leur part et très souvent font en sorte que leurs employés soient en tout ou en partie exonérés de leur cotisation. Quoi qu'il en soit, sous le régime de l'article 19, § 3, de la loi, une pension au moins égale à celle qu'il eût obtenue, pour les mêmes périodes, par le jeu normal de

la loi, est garantie à l'assuré ; il faut remarquer d'ailleurs que la capitalisation des versements s'opère au fur et à mesure au profit des assurés, lesquels sont titulaires de livrets individuels et dont tous les droits restent acquis et saufs le jour où, quittant l'entreprise à laquelle ils appartenaient, ils cessent d'être affiliés à une Caisse et relèvent de nouveau du régime normal de la loi de 1910.

On peut dire par conséquent que, sous l'empire de l'article 19, § 3, la dispense pour les patrons d'effectuer les versements prévus à l'article 2 s'applique surtout, sauf quelques hypothèses exceptionnelles, aux mode et formalités de la perception — à ce point de vue elle est capitale — et qu'elle abrite en réalité, dans la plus grande généralité des cas, un effort pécuniaire du patronat supérieur à celui qu'exige de lui le mécanisme normal de la loi de 1910.

Si donc une brèche a été faite par l'article 19, § 3, au principe posé que l'employeur doit verser chaque fois qu'il est en présence d'un assuré astreint aux versements obligatoires, il s'agit plutôt d'une fissure, qui est surtout intéressante à considérer au point de vue théorique et comme une dérogation curieuse à un système général parfaitement homogène.

La loi attache d'ailleurs une telle importance au caractère obligatoire de la contribution patronale qu'elle a pris soin par une disposition précise d'en sauvegarder le principe contre toute infraction éventuelle. Cette disposition préventive est la suivante.

Article 2, § 5 : « La contribution de l'employeur reste exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit. »

Elle a pour but certain, dans la pensée du législateur, d'empêcher que certains patrons puissent impunément rejeter sur les salariés par un artifice quelconque la charge pécuniaire qui leur incombe personnellement. Il ne s'agit pas bien entendu d'éviter à cet égard l'effet de circonstances générales et d'ordre économique qui éventuellement pourraient, par une diminution du salaire par exemple, faire retomber sur le salarié le poids de la contribution patronale ; cette question, au surplus, n'est pas de notre domaine. Mais ce que la loi a entendu condamner — elle le dit en termes exprès — c'est la faculté pour le patron d'écarter à son profit par une convention le principe fondamental de la triple contribution.

Aux termes de l'article 2, § 5, toute velléité de cette nature est interdite à l'employeur et une nullité de plein droit, susceptible par conséquent d'aucune confirmation, vient frapper la convention dérogatoire dictée par le patron. Non seulement cette convention ne peut produire aucun effet dans l'avenir, mais encore tous les effets qu'elle a pu produire dans le passé se trouvent effacés et si le salarié a effectué des versements qui auraient dû être supportés par l'employeur, celui-ci doit rembourser à son employé le montant des sommes indûment versées.

La précaution prise ici par la loi n'est peut-être pas tout à fait superflue, car, si le patronat industriel s'est dès

l'origine et presque unanimement soumis à la loi nouvelle, on ne saurait affirmer que tous les employeurs paysans, assujettis cependant à la loi comme les autres, soient dans les mêmes dispositions et on comprend que l'article 2 ait voulu proscrire l'usage d'une clause aussi compromettante pour le succès de la loi, et qui sans doute fût rapidement devenue de style dans les contrats de louage, facilitée d'ailleurs par une difficulté considérable dans l'administration de la preuve.

Il convient du reste de remarquer avec M. Pothémont (1) que la nullité absolue prévue par l'article 2, § 5, vise seulement les conventions passées entre l'employeur et l'employé. Malgré la généralité des termes de la loi, rien ne s'oppose à la validité des conventions qui interviendraient entre l'employeur et un tiers à l'effet de mettre à la charge de ce dernier tout ou partie de la contribution patronale, pourvu cependant que le patron restât garant solidaire du versement de cette contribution. Dans ce cas en effet les intentions du législateur, qui a voulu mettre en toute hypothèse le salarié à l'abri du cumul des deux versements, seraient respectées ; la prohibition de la loi serait donc ici sans objet.

II. — La seconde proposition du principe posé est la suivante : le patron n'est assujetti à un versement qu'autant que l'employé est lui-même soumis à cette obligation.

(1) Pothémont, *op. cit.*, n° 283, p. 162.

Elle est aussi absolue que la première, dont elle est le complément ; elle a été inspirée au législateur par le souci de respecter une absolue corrélation entre le sacrifice *imposé* à l'employeur et celui qu'il *exige* de l'employé.

Cette règle est à la base même de la dispense de toute contribution patronale pour les versements effectués par les assurés facultatifs relevant soit de l'article 36, § 1^{er}, soit du même article, § 5. Les versements de ces assurés étant purement volontaires, les contributions patronales perdent leur caractère obligatoire, sauf dans un cas particulier, ainsi que nous le verrons d'ailleurs dans un paragraphe spécial réservé à l'étude des obligations patronales vis-à-vis des assurés facultatifs (Cf. *infra*, 2^e partie, section V).

Nous voulons seulement montrer dès maintenant l'assimilation qui doit être faite au cas des assurés facultatifs de deux situations analogues, mais en apparence plus discutables.

L'article 2, § 1^{er}, de la loi dispose :

« La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et *facultatifs* des assurés, par des contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'Etat. »

Il résulte de l'analyse de ce texte que les assurés sont soumis à des versements obligatoires, et qu'en outre ils ont la faculté, pour augmenter leur retraite, d'effectuer sans limitation de valeur, en plus de leur cotisation obli-

gatoire, des versements facultatifs, constatés sur la carte par l'apposition de timbres (1).

Ces versements supplémentaires peuvent être faits à un double titre ; on peut supposer d'abord que des salariés astreints aux versements obligatoires n'ont pas travaillé toute l'année. De ce fait leur versement total étant inférieur au chiffre du versement légal, ils risquent de voir leur retraite diminuer sensiblement et pour y remédier dans une certaine mesure, ils versent leur cotisation pendant les périodes de chômage, c'est-à-dire à un moment où elle a cessé d'être obligatoire.

En second lieu, ces versements supplémentaires prévus par l'article 13 du décret peuvent émaner de salariés dont la cotisation obligatoire est prélevée par leur patron au moment de la paie, et qui en outre, dans le but d'augmenter leur retraite, effectuent des versements purement volontaires de leur part.

Mais les versements supplémentaires prévus par l'article 2, § 1^{er}, de la loi et l'article 13 du décret ne concernent en aucune manière les versements — « facultatifs » également — effectués par les assurés facultatifs qui relèvent à quelque titre que ce soit de l'article 36 de la loi et ont perdu ou n'ont jamais possédé la qualité d'assuré obliga-

(1) Article 13 du décret du 23 mars 1914, ainsi conçu : « Il peut être apposé sur les cartes annuelles délivrées pour l'assurance obligatoire, sans limitation de valeur, des timbres représentant les versements supplémentaires qui seraient effectués soit en dehors des périodes où l'assuré travaille en qualité de salarié, soit pendant ces périodes en sus des versements obligatoires. »

toire. Il n'est pas superflu, à ce propos, d'appeler l'attention sur les deux acceptions bien distinctes des mots « versements facultatifs », suivant qu'ils concernent des versements purement volontaires des assurés facultatifs ou bien des versements également volontaires, mais émanant d'assurés obligatoires et superposés aux cotisations légales de ces derniers.

En ce qui concerne les versements facultatifs qui nous occupent actuellement, quelles sont les obligations des employeurs ?

Il est évident qu'un assuré effectuant des versements facultatifs en dehors des périodes de travail ne peut pas réclamer le bénéfice d'une contribution patronale quelconque, puisque par hypothèse il n'est momentanément le salarié d'aucun patron.

Quant aux assurés faisant des versements volontaires en sus des cotisations auxquelles ils sont obligatoirement tenus, ils n'ont pas droit davantage à la contribution de leur employeur pour la part qui excède leurs versements obligatoires. Au delà de cette limite leurs versements restent isolés. C'est ce qui résulte à *contrario* de l'article 2 (1).

Le paragraphe 1^{er} de cet article vise les versements facultatifs en outre des versements obligatoires des assurés.

(1) ART. 2, § 1^{er}. — « La retraite de vieillesse est constituée par des versements *obligatoires et facultatifs* des assurés, par des contributions des employeurs et des allocations viagères de l'Etat. »

§ 2. — « Les versements *obligatoires* des salariés comme les contributions des employeurs sont établis sur les bases suivantes : etc.. »

Dans le second paragraphe au contraire, qui pose le principe de la parité des cotisations ouvrières et des contributions patronales, la loi ne fait allusion qu'aux versements obligatoires des assurés, marquant ainsi clairement que ces derniers seuls entraînent une contribution obligatoire de l'employeur. Le même raisonnement peut être emprunté aux deux premiers paragraphes de l'article 3 où la même opposition se retrouve ; le mot « prélèvement » ne concerne évidemment que la cotisation obligatoire de l'assuré (Cf. art. 3 de la loi, §§ 1 et 2). Au surplus les chiffres prévus par l'article 2 pour les versements *obligatoires* constituent tant pour l'employeur que pour l'assuré des maxima jugés nécessaires par le législateur pour fixer une limite à l'effort exigé des deux parties et tempérer la rigueur du principe même de l'obligation. A tout versement de l'assuré qui excède ces maxima et par suite est purement volontaire, ne peut correspondre qu'une contribution également volontaire, dont l'appoint est laissé à l'absolue discrétion du patron.

Cette considération nous conduit à l'examen d'une dernière application du principe que l'obligation contributive de l'employeur doit toujours correspondre à l'existence d'une obligation semblable et parallèle à la charge du salarié.

Il faut envisager ici non plus l'hypothèse précédente où le salarié effectue au moment de la paie un versement supérieur à celui imposé par la loi, mais celle où la carte annuelle de l'assuré justifie par l'ensemble des timbres

y apposés avant l'expiration de l'année en cours, que le chiffre fixé par l'article 2 pour les contributions patronales est d'ores et déjà atteint. Ce résultat ne se produit pas pour les salariés rémunérés au temps et travaillant, suivant les prévisions normales de la loi, 300 jours par an, car les chiffres de l'article 2 sont calculés en vue même de cette situation. Mais on peut imaginer — et la pratique en fournit de nombreux exemples — un salarié travaillant plus de 300 jours par an. Les chiffres maxima de l'article 2 vont donc se trouver dépassés. La loi ne semble pas avoir prévu ce cas particulier, mais il nous paraît devoir être assimilé de tous points à une espèce tout à fait voisine et analogue, explicitement solutionnée par le décret du 25 mars 1911 (art. 30).

Ce texte, inscrit à la suite de l'article qui prévoit le calcul des cotisations à raison de 1 o/o du salaire pour certaines catégories de travailleurs intermittents (cf. *infra*, même chapitre, section III, B), suppose qu'un de ces derniers travaille dans la même journée pour le compte de plusieurs employeurs ; chacun de ces derniers doit verser à raison de 1 o/o du salaire payé une contribution qui peut s'élever jusqu'à 3 centimes, 2 centimes, ou 1 centime et demi. Mais, comme nous le verrons plus loin (cf. *infra*, même chapitre, section III, B), ce maximum ne s'impose qu'à chaque employeur ; le total des contributions pour une même journée peut donc le dépasser facilement. S'il en est ainsi, l'ensemble des contributions patronales pourra atteindre le chiffre maximum de l'article 2 avant l'expira-

tion de l'année de validité de la carte. Or l'article 30 du décret dispose que dans ce cas les employeurs subséquents sont affranchis de la double obligation du prélèvement et de la contribution jusqu'à l'expiration de l'année de travail en cours.

Si l'on peut objecter, non sans raison d'ailleurs, que cette solution fait réaliser un bénéfice personnel à certains employeurs, on y trouve par contre une nouvelle preuve de la volonté formelle du législateur de limiter aux chiffres de l'article 2 le sacrifice obligatoire de l'assuré et partant du patron. Ce dernier, quoi qu'il arrive, et même si l'assuré effectue des versements pour son propre compte, une fois atteinte la limite prévue par l'article 30, est affranchi de toute obligation contributive.

Là encore l'étroite corrélation entre les deux cotisations est respectée.

Dans un cas particulier cependant l'employeur est assujetti à des versements, alors que l'assuré n'est pas soumis à la même obligation : c'est lorsqu'il se trouve en présence d'un salarié bénéficiant déjà d'une retraite acquise en vertu de la loi de 1910, mais seulement en exécution de cette loi. Cette situation est pratiquement assez courante, surtout si l'on considère que la faculté de demander la liquidation de leur retraite est accordée aux assurés dès l'âge de 55 ans, et que l'âge normal pour l'obtenir a été abaissé par la loi du 27 février 1912 à 60 ans. Les salariés qui continuent à travailler à cet âge ne sont pas rares et les solutions de la loi n'en sont que plus intéressantes à déterminer.

La dispense existant au profit de ces salariés déjà bénéficiaires de la retraite et continuant de travailler n'était pas évidente *a priori*, car la règle est générale, d'après laquelle tout paiement de salaire entraîne la nécessité du prélèvement. La loi d'ailleurs est absolument muette sur ce point. Mais la logique même commande que l'on exonère de l'obligation de verser le salarié qui pendant 30 ans a subi la retenue exigée de lui et se trouve d'ailleurs en possession de la retraite consécutive à ces versements. Une confirmation certaine de la solution communément admise résulte d'ailleurs des travaux préparatoires ; les brèves explications du ministre du travail sont formelles (1).

Dès l'abord, on peut penser que cette dispense de versements établie au profit des salariés retraités emporte pour leurs employeurs une faveur analogue. Ainsi serait respecté le principe de corrélation des deux versements.

Tout au contraire, l'article 11, § 4, dispose : « Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée (2). »

Ainsi donc les patrons de salariés déjà retraités sont astreints à effectuer des versements en raison de l'emploi de ces derniers, mais ces versements restent isolés et sont

(1) Cf. *Sénat*, séance du 17 janvier 1910, *J. off.* du 18, p. 33.

(2) Cette règle ne s'applique que dans le cas de salariés français. Au contraire en présence de salariés étrangers, déjà en possession de leur retraite, le patron est affranchi de tout versement.

d'ailleurs affectés au fonds de réserve, sans profiter par conséquent à leurs bénéficiaires naturels. Cette solution de la loi est singulière et peut sembler exceptionnelle. Il n'en est rien, car il importe de remarquer que ces salariés retraités ont perdu leur caractère d'assuré depuis la liquidation de leur retraite et la preuve en est qu'ils ne figurent plus sur aucune liste. Si le législateur a néanmoins maintenu, dans notre hypothèse, l'obligation du versement patronal, c'est qu'il a été guidé par le souci d'enlever aux patrons toute possibilité de faire un bénéfice quelconque sur ces salariés et toute velléité de les embaucher de préférence aux salariés encore soumis aux versements obligatoires, afin de réaliser l'économie de leur contribution.

En raison de l'absence de carte et par suite de l'impossibilité pour l'employeur d'apposer des timbres, un mode spécial de recouvrement de la contribution patronale a été institué. Les versements dus par les patrons en raison de l'emploi de salariés déjà retraités sont effectués à la fin de chaque mois entre les mains du percepteur qui les verse à la Caisse des dépôts et consignations pour être affectés au fonds de réserve (1).

Cette affectation spéciale est d'ailleurs obligatoire même pour les patrons ayant constitué chez eux des caisses patronales régulièrement autorisées (2).

Enfin, il convient de noter que les solutions que com-

(1) Cf. décret du 25 mars 1911, art. 167.

(2) Cf. loi du 5 avril 1910, art. 11, dernier paragraphe.

porte l'hypothèse spéciale de l'article 11, § 4, tant pour les assurés que pour les patrons, s'étendent au cas où des salariés déclarent n'avoir plus de cartes parce qu'ils ont fait une demande de liquidation (1).

SECTION III. — Taux et bases de calcul de la contribution patronale.

Le moment est venu d'examiner la question du taux des contributions patronales. Il n'est pas indifférent à cet égard de considérer à grands traits les diverses phases par où a passé cette question spéciale au cours de la lente élaboration de la loi par le Parlement.

Deux systèmes différents se présentaient au choix du législateur qui successivement obtinrent ses préférences : dans l'un, appelé communément « pourcentage », les cotisations étaient proportionnelles au salaire et fixées généralement à 4 o/o de ce salaire (2 o/o à la charge de l'employeur et 2 o/o à la charge du salarié).

Dans l'autre, les cotisations étaient fixes, indépendantes du montant du salaire et calculées à raison de tant par mois ou par journée de travail (2).

(1) Cf. décret 1911, art. 167, § 4.

(2) Adoptaient le système du pourcentage : les projets de la Commission de la Chambre des 19 décembre 1896 (art. 1), 31 janvier 1902 et 22 novembre 1904 et celui déposé le 25 octobre 1898 par M. Maruéjols, ministre du commerce.

Le système des cotisations fixes se rencontre au contraire dans les propositions Zévaès (20 juin 1898) et Ricard (30 mars 1899). Cette

Le système du pourcentage fut adopté par la Chambre le 23 janvier 1906 (Cf. *J. off.*, 24 janvier, p. 129) sur une base de 2 0/0 du salaire. Mais effrayée par les difficultés inextricables et constantes que ne manquerait pas de soulever la nécessité des évaluations de salaire et par le chiffre considérable de la cotisation ouvrière calculée à raison de 2 0/0 du salaire (soit 30 francs pour un salaire de 1.500 francs) (1), la Commission sénatoriale se rallia au contraire à la conception des versements fixes, pour lesquels elle proposait les taux suivants : 6 francs par an pour les salariés adultes et 3 francs pour les salariés de moins de 18 ans, 9 francs et 4 fr. 50 pour les patrons.

Au cours de la longue discussion qui s'engagea au Sénat sur les propositions de la Commission, deux modifications principales y furent apportées ; tout d'abord, dès la séance du 17 décembre 1909 (2), le chiffre de 6 francs donna lieu à un débat vif et prolongé. De nombreux parlementaires estimant que la cotisation de 6 francs ne permettrait pas aux salariés d'obtenir une retraite suffisante et qu'au surplus, en raison notamment de la tendance croissante à l'augmentation des salaires, on était

dernière est assez curieuse, car, prévoyant un versement de 5, 10 ou 15 centimes par jour de travail, suivant l'âge du salarié (plus ou moins de 18 ans) et le taux de son salaire (moins de 2 fr., de 2 à 5 fr., plus de 5 fr. par jour) elle empruntait à la fois aux deux systèmes opposés.

(1) Cf. rapport de M. Cuvinot au Sénat, *J. off.*, 22 juin 1909, annexes, p. 194 ; discours de M. Guérin, Sénat, 17 décembre 1909, *J. off.*, 18 décembre, p. 1122.

(2) Cf. *J. off.*, 18 décembre, p. 1116 et suiv.

en droit d'exiger des assurés un sacrifice plus considérable, sans toutefois entraver l'essor général vers la mutualité, proposèrent de fixer les versements uniformément à 9 francs. La Commission, fidèle à ses intentions primitives, convaincue de la nécessité de limiter le taux des versements d'après les facultés d'épargne des petits salariés, et de ne pas gêner l'affiliation de ces derniers aux œuvres de prévoyance libre en absorbant leurs disponibilités, proposa à titre transactionnel de fixer les cotisations à 9 fr. pour les assurés de l'industrie et du commerce, à 6 francs pour les femmes et les assurés de l'agriculture (la distinction des assurés de l'agriculture et des assurés de l'industrie ne fut pas maintenue) et moitié pour les mineurs de 18 ans.

Parallèlement à ce mouvement en faveur d'un relèvement du taux des versements, un courant analogue se dessina en faveur de la parité absolue des chiffres de la cotisation ouvrière et de la contribution patronale. Ce principe, admis par la Commission de la Chambre (projets du 9 mars 1900, art. 3, et du 22 novembre 1904, art. 3), adopté sans discussion dans la séance du 23 janvier 1906, avait été de nouveau remis en question devant l'autre assemblée à la suite des propositions de la Commission qui, nous l'avons dit, mettait à la charge des employeurs une cotisation annuelle sensiblement supérieure à celle des salariés (6 fr. et 3 fr. d'une part, 9 fr. et 4 fr. 50 de l'autre). On pensait, en élevant la contribution patronale, pouvoir réduire du même coup sans inconvénient

le versement de l'assuré. Mais une intervention de M. Monis fit rétablir la **parité** absolue entre les deux cotisations comme le seul moyen de conserver à la loi nouvelle sa moralité et d'éviter les surenchères futures.

Finalement, le Sénat se rallia au texte suivant : « Les versements obligatoires des salariés, *comme les contributions* des employeurs, sont établies .. » qui, combiné avec les résultats indiqués plus haut de la discussion relative au mode de calcul des versements, forme les paragraphes 2 et 3 de l'article 2 actuel (1).

Cet article 2 est ainsi conçu (§§ 2 et 3) : « Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes :

« Les versements annuels seront de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs au-dessous de 18 ans, soit par journée de travail : trois centimes, deux centimes et un centime cinq millimes (2). »

L'article 2, § 6, prévoit ensuite un règlement d'administration publique pour déterminer la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile.

(1) Il convient de remarquer qu'en raison de ce principe d'égalité absolue des deux versements, lors même que la loi s'est bornée à fixer les bases de la cotisation ouvrière, elle a par là même statué en même temps pour la contribution patronale. Dans les deux cas, le problème est identique.

(2) Le projet de simplification (V. aux annexes) assimile aux femmes, quant au taux des versements, les mineurs de 18 ans.

En outre, l'article 3, § 4, laisse de même à un règlement d'administration publique le soin de fixer les conditions des versements obligatoires à effectuer par les salariés intermittents.

Si l'on considère que les salariés de ces deux catégories sont réservés par la loi et laissés par elle en dehors de sa sphère d'application pour être soumis à des règles spéciales, on conclut en procédant par élimination que la règle contenue dans l'article 2, § 3, vise seulement les salariés permanents qui travaillent au temps.

La recherche d'un critérium qui permette à l'employeur de reconnaître si un de ses employés est un salarié permanent ou intermittent semble donc s'imposer ici.

La distinction théorique ne laisse pas d'ailleurs d'être assez subtile.

En effet les explications données au Sénat par le ministre du travail (1) feraient supposer que les travailleurs permanents sont « ceux dont on peut dire que le salaire est supputé au mois », tandis que l'on doit reconnaître le caractère de travailleur intermittent à celui qui par exemple travaille chaque jour chez un patron différent ou trois jours chez l'un, quatre jours chez l'autre, huit jours chez un troisième.

Une durée, même courte, de travail continu chez le même employeur semble donc ranger un salarié parmi les permanents.

(1) Sénat, séance du 18 décembre 1909, *J. off.*, 19 décembre, p. 1132 et suiv.

Or si nous examinons l'article 29 du décret réglementaire du 25 mars 1911, annoncé par la loi, nous voyons qu'il y est fait mention de « salariés travaillant par intermittence pour le compte d'un même employeur, quand la période ininterrompue de travail représente un nombre entier de mois ». C'est donc, ajoute très judicieusement M. Pothémont (1), que dans l'esprit des rédacteurs du décret, contrairement au sentiment de M. Viviani, l'intermittence peut comporter des périodes très longues. Et conséquemment il propose de dire que le travailleur est permanent quand le contrat de travail est conclu pour une période indéfinie et qu'il est intermittent quand la période d'exécution de ce contrat est déterminée. Cette interprétation est fort admissible, il est très exact de dire que les termes du décret ne concordent pas avec ceux qu'a employés le ministre à la tribune du Sénat et que l'employeur ne devra pas faire dériver nécessairement la qualité de salarié intermittent de la brièveté de la période de travail.

Mais, à vrai dire, la question ne présente peut-être pas l'importance pratique qu'on a pu lui attribuer. Car de deux choses l'une : ou bien le salarié appartiendra à la première ou à la deuxième des catégories de travailleurs intermittents prévues par l'article 29 du décret (salariés travaillant par intermittence pour le compte d'un même employeur quand la période ininterrompue de travail re-

(1) Pothémont, *op. cit.*, § 313, p. 179.

présente un nombre entier de mois — salariés travaillant par intermittence pour le compte d'un même employeur quand la période ininterrompue de travail ne représente pas un nombre entier de mois) — et alors les chiffres de l'article 2 de la loi doivent s'appliquer, nous le verrons plus loin, comme pour les travailleurs permanents payés au temps, ou bien au contraire le salarié relèvera de l'article 29, § 4, du décret (salariés travaillant une seule fois ou par intermittence pour le compte d'un même employeur, quand la durée de chaque période de travail est de moins d'une journée) et alors le caractère d'intermittence sera si manifeste que l'employeur ne saurait éprouver la moindre incertitude à cet égard.

A) Salariés permanents.

Revenant maintenant à l'étude des chiffres prévus par l'article 2, il faut examiner les différents cas qui peuvent se présenter d'après le mode adopté pour la paie et la contribution que devra verser l'employeur dans chaque cas déterminé.

I. — Salaire payé à l'année.

Il arrive fréquemment, dans l'agriculture surtout, que les domestiques sont payés à l'année. En général, le paiement du salaire a lieu par acomptes périodiques, d'après les usages locaux, sauf règlement définitif à la fin de l'année. On doit considérer, en principe, le salaire étant dû à l'année, qu'il a été payé en une seule fois lors du règlement final. A ce moment l'employeur versera, après un

prélèvement d'égale importance, 9 fr. pour les hommes, 6 fr. pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs de 18 ans.

Il va de soi que si le salarié n'a pas travaillé une année entière, s'il est congédié par exemple avant l'expiration de l'année, la contribution sera réduite en proportion du temps pendant lequel le contrat de travail n'a pas été exécuté.

Si, d'autre part, un salarié atteint ses 18 ans au cours de la période annuelle de travail, il faudra calculer la contribution patronale sur le pied de 4 fr. 50 pour la période de minorité et sur celui de 9 ou 6 francs pour la période complémentaire.

II. — *Salaire payé au mois.*

Dans ce cas, pour évaluer la contribution, il y a lieu, sans égard au nombre de journées de travail effectuées pendant le mois, de diviser par 12 le chiffre de la cotisation annuelle. On obtient ainsi :

	Montant du versement et de la contribution	Total
Hommes	o fr. 75	1 fr. 50
Femmes	o » 50	1 »
Mineurs	o » 375	o » 75

soit o fr. 75, o fr. 50, o fr. 375, suivant les espèces.

III. — *Salaire payé à la quinzaine.*

C'est la règle générale dans l'industrie. Mais le chiffre de la contribution variera suivant que le salaire est déterminé en raison du nombre de journées de travail effectuées

pendant la quinzaine ou fixé à un chiffre de tant pour cette période. Il y a une nuance.

Dans le premier cas, le plus fréquent, la paie ayant lieu tous les deux samedis par exemple — il serait plus exact, semble-t-il, de dire qu'alors le salaire est payé *toutes les deux semaines* — l'employeur devra prendre les chiffres journaliers indiqués dans l'article 2 comme base de sa contribution et verser autant de fois 0 fr. 03, 0 fr. 02, 0 fr. 015, qu'il y a de journées de travail effectuées, soit généralement à raison de 12 jours ouvrables dans la quinzaine :

	Montant de la contribution	Total
Hommes. . . .	12 j. $\times$ 0 fr. 03 = 0 fr. 36	0 fr. 72
Femmes	12 j. $\times$ 0 fr. 02 = 0 fr. 24	0 fr. 48
Mineurs	12 j. $\times$ 0 fr. 015 = 0 fr. 18	0 fr. 36

Si au contraire, le salaire est décompté à la quinzaine à raison de tant pour cette période, la paie ayant lieu les 5 et 20 de chaque mois par exemple, la question est plus délicate. Sans doute la quinzaine n'est pas exactement la moitié du mois et on a soutenu que le patron doit, pour respecter l'exactitude mathématique, calculer en raison du nombre de jours contenu dans la quinzaine (1).

Mais nous ne partageons pas cette opinion et nous croyons plus exact de dire que la cotisation de l'employeur doit être égale à la moitié des cotisations indiquées plus haut pour le mois, soit :

(1) Cf. Pothémont, *op. cit.*, n° 320, p. 182.

	Montant du versement et de la contribution	Total
Hommes. . . .	o fr. 375	o fr. 75
Femmes	o fr. 25	o fr. 50
Mineurs	o fr. 185	o fr. 375

En effet, lors de la fixation du salaire, on a considéré la quinzaine abstraction faite du nombre exact de jours qu'elle contient ; en calculant un salaire à la quinzaine, on a entendu dire que la paie aurait lieu non plus toutes les deux semaines, comme dans l'hypothèse précédente, mais *deux fois dans le mois*.

IV. — *Salaire payé à la semaine.*

Les explications sont identiques à celles que nous avons données pour le cas de salaire payé à la quinzaine, à cela près que la semaine comporte 6 jours ouvrables et correspond au quart du mois dans l'hypothèse spéciale qui a retenu plus haut notre attention.

V. — *Salaire payé à la journée.*

Ici le calcul de la contribution ne saurait donner lieu à la moindre difficulté ; une simple multiplication par 0,03, 0,02 ou 0,015 suffira.

Mais il arrive souvent que le salaire est calculé d'après le nombre d'heures accomplies dans chaque journée, à raison par exemple de huit heures le premier jour, dix heures le second, quatre heures le troisième, etc. Quel sera sur la contribution patronale l'effet de cette inégalité dans le salaire journalier ? Ne devra-t-elle pas subir de ce

fait une diminution ? Faut-il additionner les heures et rechercher à combien de journées d'une durée normale correspond le total ? Nous ne le pensons pas ; car toute idée d'intermittence doit être écartée dans notre hypothèse qui est celle d'un salarié permanent, c'est à-dire travaillant tous les jours et en principe sans interruption pour un seul patron ; le nombre seul des heures de travail varie d'un jour à l'autre ; dans ce cas, qui, nous le répétons, ne rentre en aucune manière dans le cadre de l'article 29 du décret concernant les salariés intermittents, la contribution sera nécessairement égale au chiffre journalier normal de 0 fr. 03, 0 fr. 02, 0 fr. 015 multiplié par le nombre de journées de travail, sans égard à la durée de ces journées.

Cette solution ne s'applique d'ailleurs, il convient d'insister sur ce point, qu'aux salariés travaillant pour un seul employeur et lui consacrant en principe toute leur journée, à l'exclusion des travailleurs occupés trois heures par jour chez un patron, une heure chez un autre, etc... ; ceux-ci sont des intermittents soumis à un régime que nous examinerons ultérieurement.

Il nous reste à rechercher ce qui doit advenir lorsqu'un salarié a manqué par suite de circonstances quelconques une ou plusieurs journées de travail. Il va de soi que la contribution ne doit pas porter sur les journées de chômage, chaque fois qu'elle a pour base le chiffre journalier indiqué à l'article 2.

En sera-t-il de même dans le cas d'un salaire décompté

à la quinzaine ou à la semaine ? Dans ce cas assurément, le patron ne sera pas tenu de verser une contribution intégrale comme pour une quinzaine complète, car si le salaire a été fixé pour cette période de temps sans égard au nombre de journées y contenues, c'est sous réserve d'un travail régulier exempt de chômage. Il est néanmoins très désirable que l'employeur acquitte sa contribution comme pour une quinzaine ou une semaine complète, afin que l'employé ait à la fin de l'année ses versements complets, nécessaires pour lui donner droit à la majoration de l'Etat.

B) *Salariés intermittents.*

Les chiffres fixés par l'article 2 de la loi pour les cotisations ne s'appliquent pas aux salariés intermittents ; la situation de ces derniers est réglée par l'article 29 du décret du 25 mars 1911 qui a distingué parmi eux trois catégories, suivant que la période de travail considérée comporte un nombre entier de mois, un nombre fractionnaire de mois ou des fractions de journées.

Dans la première hypothèse, comme on envisage une période ininterrompue de travail représentant un nombre entier de mois (4 mois, 6 mois pleins par exemple), le calcul de la contribution est des plus simples : elle doit être tout naturellement réglée sur la base des chiffres mensuels prévus par l'article 2 de la loi (1), soit : 0 fr.75,

(1) Cf. décret du 25 mars 1911, art. 29, § 1, 2.

0 fr. 50 ou 0 fr. 375. Rien ne s'oppose ici à l'assimilation des deux ordres de salariés.

La contribution se règle aisément aussi dans la deuxième hypothèse, celle des salariés travaillant par intermittence pour le compte d'un même employeur quand la période ininterrompue de travail ne représente pas un nombre entier de mois (1).

C'est le cas par exemple d'un salarié ayant travaillé pour le même patron sans interruption du 15 mars au 25 juin. La contribution de l'employeur sera calculée pour les deux mois complets (du 15 mars au 14 juin) comme précédemment, c'est-à-dire qu'elle sera égale à 0 fr. 75, 0 fr. 50 ou 0 fr. 375 par mois et pour le mois incomplet sur la base des chiffres journaliers de l'article 2, soit dans notre espèce, égale à 0 fr. 33, 0 fr. 22 ou 0 fr. 17 à raison de 0 fr. 03, 0 fr. 02, 0 fr. 015 pour 11 jours de travail.

C'est pour la troisième catégorie de salariés intermittents que l'article 29 du décret a apporté des solutions vraiment spéciales et intéressantes. Il s'agit des salariés travaillant une seule fois ou par intermittence pour le compte d'un même employeur, quand la durée de chaque période est de moins d'une journée (2).

L'hypothèse se présente assez fréquemment ; elle s'applique notamment — c'est l'exemple le plus courant — aux femmes de ménage qui le plus souvent travaillent

(1) Cf. décret du 25 mars 1911, art. 29, § 1, 3.

(2) Cf. décret du 25 mars 1911, art. 29, § 1, 4.

quelques heures par jour chez un employeur, quelques heures chez un autre, parfois chez un troisième. Il va de soi que dans ces conditions, pour un salaire de quelques heures, la contribution ne peut pas être calculée d'après les chiffres journaliers indiqués à l'article 2 de la loi. La base habituelle faisant défaut, l'article 29 y a suppléé en décidant que la contribution patronale serait fixée à raison de 10/o du salaire payé. On remarquera l'intéressante et importante dérogation apportée ici au principe de la fixité du taux des cotisations. En soi le calcul sera très simple ; ainsi pour un salaire de 1 franc, la contribution due par l'employeur sera de 1 centime.

On comprend aisément que les salariés dont nous nous occupons puissent ainsi, en additionnant les rémunérations de sources différentes qu'ils reçoivent, recueillir un salaire journalier de 5 francs par exemple, correspondant à une contribution de 5 centimes.

Or nous nous heurtons ici à une difficulté qui tient à la limitation du pourcentage de 10/o sur le salaire payé, fixée par l'article 29, § 4, lui-même, aux chiffres journaliers que détermine l'article 2, § 3, de la loi (1).

Comment concilier pratiquement ce maximum imposé de 0 fr. 03, 0 fr. 02, 0 fr. 015 avec le jeu normal du pourcentage de 10/o qui, nous venons de le voir, aboutit très couramment à une contribution de 5 centimes ?

(1) Remarquons d'ailleurs dès maintenant que cette limitation est indépendante et distincte de celle établie par l'article 30 du décret pour les versements et contributions d'une année. Cf. *suprà*, p. 55.

A cet égard l'article 29 est susceptible de deux interprétations différentes.

On peut d'abord comprendre que la prohibition de l'article 29 est absolue et qu'en aucun cas la somme des contributions patronales versées dans une journée de travail ne pourra dépasser 0 fr. 03, 0 fr. 02 ou 0 fr. 015. Cette limite atteinte, les employeurs subséquents seraient dégagés de toute obligation contributive et réaliseraient ainsi un bénéfice naturel.

Nous écartons cette interprétation pour adopter la seconde, aussi aisément conciliable avec le texte et plus conforme, croyons-nous, à son esprit.

D'après nous, la disposition de l'article 29, § 4, signifie qu'aucune contribution supérieure à 0 fr. 03, 0 fr. 02, 0 fr. 015 ne pourra être exigée *pour chaque paiement de salaire*, isolé des paiements effectués le même jour par d'autres patrons, mais qu'en revanche chacun de ces paiements comporte le versement d'une contribution patronale dans la limite des chiffres journaliers prescrits à l'article 2 de la loi (1).

Cette interprétation cadre parfaitement et même est seule compatible avec la disposition que nous avons déjà analysée de l'article 3, § 4, de la loi, confirmée par l'article 30 du décret, d'après laquelle les versements et contributions obligatoires ne peuvent dépasser les maxima de

(1) C'est également l'interprétation donnée par M. le ministre du travail dans la notice publiée le 10 avril 1911 par les soins de son administration à l'usage des assurés (V. p. 9).

9 francs, 6 francs et 4 fr. 50 ; sinon, en effet, on conçoit malaisément comment cette hypothèse pourrait être envisagée théoriquement et réalisée dans la pratique.

En faveur de cette interprétation, on pouvait invoquer l'impossibilité pour les employeurs d'oblitérer ou seulement de dater les timbres apposés par eux sur la carte. La mairie seule était chargée de ce soin (art. 21, § 3, du décret). Aussi ne pouvait-on jamais savoir exactement quels étaient parmi les timbres apposés ceux qui se rapportaient à la journée commencée. Le décret du 6 août 1912 est venu modifier cette situation, en accordant aux employeurs, par une disposition additionnelle à l'article 12 du décret du 25 mars 1911, la faculté d'inscrire sur les timbres apposés l'indication de la date à condition de respecter certaines formes déterminées. L'argument n'a cependant pas perdu toute sa valeur, la modification récente n'ayant, de toute évidence, pas eu pour but de viser la situation qui nous occupe.

Il ne faut donc pas hésiter à conclure que le maximum imposé n'est pas absolu et vise seulement la contribution de chacun des employeurs appelés à verser pour le salarié intermittent dans la même journée.

La limitation de la contribution patronale, comme du versement ouvrier, à un maximum soulève d'ailleurs des questions très délicates et même assez ardues. Il en est ainsi notamment dans le cas où plusieurs fractions de journées différentes sont payées en une seule fois par le patron. La complexité de l'hypothèse nous oblige ici à

raisonner sur un exemple concret. Une femme de ménage rémunérée à raison de 1 franc par heure a travaillé pour le compte d'un même employeur 4 heures le premier jour, 3 heures les deux suivants et 1 heure seulement pendant 7 autres jours. Le 10^e jour le patron lui verse son salaire, soit 17 francs emportant une contribution de 0 fr. 17.

Notons d'autre part que l'ensemble du salaire payé (17 fr.) est inférieur au produit du nombre de fractions de journées de travail par 2 francs, soit 20 francs, et que la contribution patronale, limitée à 0 fr. 02 par jour (elle correspond ainsi à raison de 1 0/0 à un salaire maximum de 2 francs), pouvait s'élever pour 10 jours à $0 \text{ fr. } 02 \times 10 = 0 \text{ fr. } 20$ centimes. Ceci posé, le patron peut-il, se prévalant de la règle du maximum, verser une contribution de 0 fr. 02 seulement pour chacun des trois premiers jours, malgré 4 heures et 3 heures de travail, c'est-à-dire 11 centimes au total, ou au contraire faut-il décider que la contribution intégrale de 17 centimes est exigible, parce qu'inférieure à la somme pendant 10 jours des contributions journalières maxima ? En fait, il est infiniment probable que l'employeur ne refusera jamais de faire porter le pourcentage sur l'ensemble des sommes payées.

Mais il nous semble qu'en droit, il serait fondé à refuser de faire la moyenne des 10 journées et à limiter sa contribution des trois premiers jours à 0 fr. 02, sans égard aux heures de travail supplémentaires.

Cette solution applique à la lettre les termes du décret :
« les versements et contributions seront calculés à raison

de 10/o du salaire, sans pouvoir dépasser les chiffres journaliers que détermine l'article 2 de la loi ».

Un autre cas peut se présenter :

Voici par exemple la même femme de ménage travaillant pour un autre patron 10 jours à raison de 1 franc par heure et de quatre heures les deux premiers jours, trois heures les trois suivants, deux heures les autres jours. Total : 27 heures, soit un salaire global de 27 francs, correspondant à une contribution de 0 fr. 27. D'autre part le produit du nombre de journées de travail par 2 francs donne comme contribution maxima 0 fr. 20. Dans notre espèce, la contribution obtenue par le jeu normal du pourcentage sur l'ensemble du salaire de 10 jours est donc sensiblement supérieure au maximum des contributions prévues pour cette période. Que fera le patron ? Il sera libre bien entendu de verser au profit de la salariée les 7 centimes d'excédent, mais il n'y sera pas tenu et s'abstiendra en tous cas — la solution est certaine — d'effectuer un prélèvement supérieur à 20 centimes. Sinon la limitation fixée par l'article 29 resterait lettre morte.

Cet article appelle encore plusieurs observations (1).

Le versement et la contribution étant, dans l'hypothèse de l'article 29, § 4, en fonctions du salaire, il est intéressant de savoir comment ce dernier devra être exactement évalué. La question se pose de même pour les salariés gagnant

(1) Les solutions de l'article 29 sont prévues « quel que soit le mode de rémunération ».

plus de 3.000 francs et moins de 5.000 francs, pour lesquels il y a lieu de procéder à une évaluation ; elle ne laisse pas d'être fort délicate en présence de la contradiction entre les indications fournies à cet égard par les travaux préparatoires et la jurisprudence de la Cour de cassation. Ce point sera examiné plus loin (1).

Les explications qui précèdent ont sans doute déjà laissé entrevoir les difficultés matérielles auxquelles pourra se heurter le paiement de la contribution, à raison de la rareté des coupures inférieures à cinq centimes. Il sera impossible en effet à un employeur qui appose un timbre de 48 centimes de retenir 25 centimes à son employé. Il devra soit lui remettre 1 centime d'appoint, soit en prendre 4 à sa charge.

La question a été agitée au cours des travaux préparatoires et le ministre du travail avait exposé au Sénat et fait adopter par lui l'arrondissement au multiple le plus proche de 5 centimes chaque fois que le calcul de la contribution, comme du versement, conduit à des chiffres n'ayant pas leur représentation en monnaie. Cette résolution ne fut pas maintenue en seconde lecture et on préféra s'en remettre à un règlement d'administration publique.

Or le décret du 25 mars 1911 ne contient aucune disposition relative à la manière de procéder dans le cas qui nous occupe. On y lit simplement (art. 29, § 2) qu'il n'est point fait état des fractions qui n'atteignent pas un demi-

(1) Cf. *infra*, 2^e partie, section V, § 2, p. 96.

centime et que toute fraction égale ou supérieure à un demi-centime est comptée pour un centime. Ainsi pour un salaire de 24 fr. 75, la contribution, comme le versement, sera de 0 fr. 25, pour un salaire de 20 fr. 40, elle sera de 0 fr. 20.

Malgré le silence du décret, il faut décider, semble-t-il, que l'on devra effectuer l'arrondissement des sommes fractionnaires à un multiple exact de 5 centimes (1).

Ainsi le patron qui doit apposer un timbre de 48 centimes en apposera un de 50 centimes et inversement l'arrondissement se fait par en bas s'il y a lieu.

(1) Les déclarations faites par M. Viviani à la Chambre des députés (2^e séance du 31 mars 1910, *J. off.*, 1^{er} avril, p. 1839) sont de nature, semble-t-il, à régler cette question, dont il convient de ne pas exagérer l'importance :

« Il se passera, disait-il, ce que j'avais dit en première lecture lorsqu'il s'agira de prélever cette somme, il se passera ce qui se produit en fait et pourra se produire en droit dans les paiements, ce qu'on appelle l'arrondissement de la somme. Il est hors de doute que lorsqu'on doit 3 centimes on en paie 5, il est non moins certain qu'au contraire lorsqu'on doit 7 centimes on en paie également 5, c'est-à-dire qu'on se rapproche toujours de l'unité, soit par en haut, soit par en bas.

« Voilà de quelle façon la difficulté avait été réglée en première lecture par le Sénat.

« En deuxième lecture l'autre Assemblée a estimé qu'il valait mieux faire disparaître de la loi tous ces détails et a préféré s'en remettre à un règlement d'administration publique.

« Mais sans me permettre de tracer des bases à ce règlement, je puis dire qu'il sera peut-être difficile qu'on s'éloigne de l'idée que j'avais fait admettre tout d'abord au Sénat, à savoir que toutes les fois qu'on aura à effectuer un prélèvement dont le chiffre de centimes n'aura pas sa représentation en monnaie, on fera l'arrondissement soit par en bas, soit par en haut, selon le procédé usité en France. »

Il faut d'ailleurs remarquer que l'employeur devra éviter d'arrondir le chiffre fractionnaire des deux cotisations, lorsque la possession exceptionnelle de pièces de 1 et de 2 centimes ou la généralisation éventuelle de leur usage lui permettra d'acquitter exactement le montant du chiffre obtenu.

Si délicat que puisse paraître cette question des centimes, elle se résout aisément dans la pratique par l'établissement d'un *modus vivendi* dont le ministre du travail et le Sénat avaient d'avance prévu la nécessité.

C) *Salariés travaillant à façon aux pièces ou à la tâche.*

Leur incorporation dans la sphère d'application de la loi, qui a été assez discutée devant le Parlement, ne fait plus de doute aujourd'hui (1). Sauf l'effet de clauses particulières du contrat de travail qui auraient pour résultat de leur enlever le caractère de salariés, ils doivent être considérés comme tels et astreints aux versements obligatoires.

Au surplus, l'intérêt de cette première question est singulièrement diminué, si l'on songe qu'en vertu de l'article 13, § 2, du décret du 25 mars, ainsi que nous le verrons plus loin, les assurés facultatifs momentanément

(1) Cf. Guieysse, Chambre des députés, séance du 22 novembre 1905 (*J. off.* du 23, p. 3442). Cf. Viviani, séance du 31 mars 1910, Chambre des députés (*J. off.* du 1^{er} avril, p. 1817).

employés comme salariés sont soumis aux versements et ont droit, par corollaire, au bénéfice de la contribution patronale.

Mais sur quelle base calculerait on les versements des travailleurs à façon, aux pièces ou à la tâche et les contributions correspondantes ? Pour eux, en effet, on tient seulement compte, au moment du paiement du salaire, de la somme d'ouvrage fournie, sans égard au nombre des journées de travail. Or l'article 2 de la loi établit au contraire (§ 3) un mode de calcul des cotisations basé sur la durée du travail. Il s'agissait donc de traduire en journées de travail l'ouvrage exécuté.

Ce soin fut laissé à la sagesse du Conseil d'Etat qui adopta les solutions suivantes (art. 29, § 1^{er}) : lorsque les salariés rémunérés à façon, aux pièces ou à la tâche travaillent d'une manière régulière pour le compte d'un même employeur ou de plusieurs employeurs successifs, ils sont, quant à leurs versements obligatoires et aux contributions correspondantes, assimilés aux salariés rémunérés au temps. Ainsi, un ouvrier aux pièces ou à la tâche qui a régulièrement travaillé pendant un mois pour un patron a droit de la part de ce dernier à une contribution de 0 fr. 75 centimes. Il faut d'ailleurs, pour qu'il en soit ainsi, qu'il soit occupé « d'une manière régulière » par l'employeur, c'est à-dire sinon à l'établissement de ce dernier, du moins sous sa direction (1). A ces salariés

(1) Cf. note publiée le 10 avril 1911 par le ministère du travail à l'usage des assurés, p. 9.

travaillant à façon ou aux pièces et assimilés, par suite d'un travail régulier pour le même patron, aux salariés rémunérés au temps, s'opposent ceux qui travaillent à domicile.

D) Salariés travaillant à domicile.

A raison de l'impossibilité de connaître, dans ce cas, la durée certaine du travail, on a pris une autre base pour le calcul des cotisations qui ont été fixées à 10/o du salaire comme dans le cas de certains salariés intermittents (art. 29 du décret du 25 mars 1911, § 1^{er}, V).

Toutes les solutions précédemment mises en lumière à propos de ces derniers s'appliquent ici ; nous n'y reviendrons pas.

**SECTION IV. — Obligations des employeurs français
vis-à-vis des salariés étrangers.**

Une catégorie toute spéciale de salariés doit maintenant retenir notre attention : il s'agit des étrangers. Quelle est, d'après la loi de 1910, leur situation et quelle est celle des employeurs vis-à-vis d'eux ?

La question se présente sous des aspects différents suivant que la qualité d'étranger appartient au salarié seul, ou au patron seul, ou à tous deux.

L'article 11, § 1^{er}, de la loi dispose expressément que les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au

même régime que les salariés français (1). Ils doivent être, au même titre que ces derniers, inscrits sur les listes des assurés obligatoires, dès lors qu'ils remplissent les conditions habituelles à cet effet (2). Sans doute n'a-t-on pas voulu, en les dispensant de versement, influencer le marché des salaires à leur profit et au détriment de nos nationaux, astreints au prélèvement. C'est en tous cas cette préoccupation et la volonté de ne pas donner une prime à l'embauchage des salariés étrangers qui leur ont fait refuser le bénéfice intégral de la loi de 1910, lorsqu'aucun traité avec leur pays d'origine ne garantit à nos nationaux des avantages équivalents (3-4).

A moins d'une telle convention, les salariés étrangers restent propriétaires de leurs propres versements et con-

(1) Il est nécessaire que les employeurs occupant des salariés étrangers s'assurent que ceux-ci se sont conformés à la loi du 8 août 1893 (art. 1^{er}) en faisant à la mairie la déclaration de résidence prescrite par ce texte.

(2) Cf. circulaire ministérielle du 29 mars 1911, § 1^{er}-2^o *in fine*. Art. 1^{er} du décret du 25 mars 1911 modifié par le décret du 6 août 1912.

(3) Cf. Sénat, M. Viviani, séance du 12 mars 1910, *J. off.* du 13, p. 329.

(4) Une convention franco-italienne en date du 15 avril 1904 a prévu l'éventualité probable du vote par les Parlements français et italien d'un texte organisant dans les deux pays un système de retraites ouvrières et formulé d'avance, sous réserve d'une étude plus approfondie, le principe de l'admission réciproque des nationaux intéressés au bénéfice de la législation nouvelle.

Il est probable que des conventions internationales de cette nature se généraliseront peu à peu. Les déclarations faites le 30 mai 1911 par le ministre des affaires étrangères de Belgique à la Chambre des représentants justifient cette prévision.

servent le droit à leur capitalisation, mais n'obtiennent pas le bénéfice des contributions patronales correspondantes ni des majorations de l'Etat. Dans ce cas d'ailleurs, les employeurs ne sont nullement déchargés de leur obligation contributive. L'article 11, § 3, prévoit que les cotisations patronales sont alors versées au fonds de réserve ; leur affectation seule est donc changée. Telle est la mesure réduite dans laquelle les salariés étrangers sont appelés à bénéficier de la loi.

Il convient de remarquer d'ailleurs que ces règles s'appliquent même lorsque le patron a organisé chez lui une caisse de retraites patronale autorisée conformément à l'article 19 de la loi (art. 11, § 5). Même dans ce cas, le patron doit, en l'absence de toute réciprocité avec le pays d'origine du salarié, effectuer au fonds de réserve le versement de ses contributions.

Si c'est le patron qui est étranger et emploie des salariés français, la loi s'applique normalement ; c'est en effet, a dit le ministre au Sénat le 20 janvier 1910, une loi d'ordre public, c'est-à-dire qu'elle est applicable à tous sur tout le territoire et que nul ne peut se soustraire à son application (1-2). Par suite, non seulement le patron étranger, établi en France d'une façon permanente, est

(1) Cf. Sénat, 20 janvier 1910, *J. off.* du 21, p. 68.

(2) Elle s'applique même aux ouvriers habitant à l'étranger, en Belgique par exemple, et qui chaque jour passent la frontière pour venir travailler en France (Cf. discussion au Sénat, 20 janvier 1910, *J. off.* du 21. — Cf. tribunal civil de Valenciennes, 18 avril 1912, *Revue pratique des retraites ouvrières*, 1912, p. 510).

tenu de s'y conformer, mais encore l'étranger qui, venant en France passer une saison, y engage des domestiques français, tombe lui-même sous l'application de la loi de 1910. L'exemple a été fourni par le ministre lui-même à cette même séance du 20 janvier.

Enfin le fait que le salarié et le patron sont tous deux étrangers est en principe inopérant. La seule circonstance qu'il faille considérer étant l'exécution en France du contrat de travail, la loi s'appliquera dans les mêmes conditions que dans l'hypothèse d'un salarié étranger travaillant pour un patron français. Il en est ainsi même si le contrat de travail a été passé à l'étranger ; il suffit que son exécution ait lieu en France.

Au contraire la loi ne s'étend pas au salarié français, même travaillant pour un patron français, dès lors que le contrat de travail s'exécute à l'étranger. Les conséquences du principe sont poussées à l'extrême (1).

Cette dernière question est d'ailleurs assez délicate et les travaux préparatoires devant le Sénat révèlent l'incertitude du législateur sur ce point.

Nous extrayons, en effet, de l'interpellation au Sénat de M. Julien Goujon, lors de la discussion en première lecture (*J. off.*, 20 janvier 1910, p. 67), le passage suivant :

(1) Le projet de simplification (V. aux annexes) prévoit l'octroi du bénéfice de la loi sur les retraites aux salariés français, employés d'une maison ayant son siège social en France, et détachés dans une succursale établie hors de la métropole

Quel sera le sort des ouvriers français qui travailleront à l'étranger chez des patrons français ?

J'ai eu l'honneur d'en causer avec M. le ministre, très brièvement, au début de cette séance, et il m'a dit : « Mais la question ne peut pas faire de doute. Il est incontestable que la loi s'appliquera, puisque l'on se trouve en présence d'un contrat de travail intervenu entre citoyens français. »

Je suis complètement de cet avis ; mais encore faut-il le dire expressément dans la loi ; sans cela, on va se heurter, au point de vue de l'application, à des difficultés perpétuelles de doctrine et de jurisprudence.

La solution sur laquelle, d'après ces lignes, l'accord semblait s'être fait, était au contraire si peu précise et si peu certaine dans les esprits que le même jour (*J. off.*, 20 janvier 1910, p. 68) le ministre du travail, répondant à l'interpellation de M. Goujon, exprimait un avis tout différent de celui que lui prêtait le propos plus haut rapporté.

M. LE MINISTRE. — La loi des retraites — et j'arrive alors à des explications plus amples que celles que j'avais prévues en quittant mon banc — est une loi d'ordre public, c'est-à-dire qu'elle est applicable à tous sur tout le territoire et que nul ne peut s'y soustraire à son application.

Tout patron étranger vivant en France et employant des ouvriers étrangers ou français ne peut donc pas s'y soustraire ; mais un patron français vivant à l'étranger et employant même ses compatriotes, à l'étranger, n'est pas soumis à cette loi.

Au reste, comment pourrais-je établir un contrôle, par quel moyen pourrais-je porter les yeux sur les procédés auxquels il se livre, et comment le gouvernement pourrait-il intervenir au delà des frontières, alors qu'il ne dispose d'aucun moyen d'action ?

La loi de 1910 devait donc être considérée comme une loi d'ordre public, et à ce titre son champ d'application comme celui des lois de police et de sûreté se trouvait restreint à l'étendue du territoire français.

Ce fut cette interprétation qui prévalut en dernière analyse et que fit ressortir M. Goujon, lorsqu'en retirant l'amendement qu'il avait déposé, il déclara : « Ce que j'ai voulu, c'est une précision. Aujourd'hui les ouvriers français sauront donc qu'à l'étranger ils n'auront pas droit à une pension de retraite s'ils sont occupés par des patrons français lorsque le contrat n'aura pas été passé en France » ; il eût été plus exact de dire : « lorsque le contrat ne sera pas *exécuté* en France ». Cette solution, imposée peut-être par les nécessités de la pratique, ne nous paraît cependant ni logique ni équitable.

Enfin nous ferons remarquer que le principe général d'assujettissement à la loi de tout employeur, quelle que soit sa qualité, dès lors qu'il se trouve sur le territoire français, est écarté dans une espèce exceptionnelle. Il s'agit des ambassadeurs, ministres plénipotentiaires et d'une façon générale des agents diplomatiques accrédités par les puissances auprès du gouvernement français.

Il faut rattacher cette exception au principe universelle-

ment admis et connu sous le nom de fiction d'extritorialité, en vertu duquel les agents diplomatiques étrangers sont considérés comme résidant sur le territoire de leur propre nation ; ce principe, « supérieur à toutes nos lois », ainsi que l'expliquait au Sénat M. le ministre du travail, s'applique ici comme toujours, et dispense les agents diplomatiques étrangers, employant en France des salariés français ou étrangers, de toute contribution.

C'est en vertu de cette même fiction que, par contre, le principe énoncé plus haut de la non-applicabilité de la loi aux patrons français établis à l'étranger subit à son tour une dérogation : elle concerne les agents diplomatiques français accrédités à l'étranger, lesquels sont considérés comme résidant sur le territoire national ; la loi, par conséquent, doit y être appliquée dans les mêmes conditions qu'en France (*J. off.*, Sénat, même séance, p. 68-69).

En ce qui concerne les étrangers naturalisés, l'article 40 de la loi dispose que pour avoir droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36, ils devront avoir été naturalisés avant l'âge de 50 ans. Mais il ne s'agit pas dans ces articles des contributions patronales ; celles-ci doivent donc profiter aux salariés étrangers naturalisés français, à quelque moment que soit intervenue la naturalisation. La question intéresse vivement ceux qui sont originaires d'un pays n'ayant pas de traité sur cette matière avec la France.

SECTION V. — Obligations des employeurs vis-à-vis
des assurés facultatifs.

§ 1. — Principe de la non-participation de l'employeur à la constitution de la retraite facultative. — Exception à ce principe.

Nous avons déjà signalé d'un mot que le principe, en vertu duquel l'employeur n'est tenu de verser sa contribution que si le salarié est lui-même soumis à l'obligation du versement, réduit considérablement le rôle du patron vis-à-vis des assurés facultatifs, dont les versements sont par hypothèse purement volontaires. Aussi l'intérêt qui s'attache à l'étude de la situation réservée aux assurés facultatifs par la loi de 1910 est-il, en raison de notre point de vue spécial, singulièrement amoindri.

La classe des assurés facultatifs est assez vaste ; elle comprend :

1° Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui habituellement travaillent seuls ou avec un seul ouvrier et avec les membres de leur famille salariés ou non, habitant avec eux (art. 36, § 1^{er}).

2° Les femmes et veuves non salariées des assurés obligatoires et facultatifs.

3° Les salariés dont la rémunération annuelle atteint 3.000 francs et ne dépasse pas 5.000 francs (art. 10, dernier paragraphe ; art. 36, § 5) (1).

(1) Il y a lieu de noter que les salariés *français* ont seuls droit au

On a fait valoir, pour dispenser ces catégories de travailleurs de l'assujettissement obligatoire à l'assurance, que leur situation en dehors des cadres du salariat ou leur élévation relative dans ces cadres même permet qu'ils soient libres de régler eux-mêmes leurs efforts de prévoyance et de bénéficier de la loi nouvelle dans la mesure qu'ils jugeront opportune. En effet on ne pouvait raisonnablement songer à imposer un versement de 9 francs à un artisan ou à un cultivateur travaillant pour son compte, ni à un ouvrier gagnant 4.000 francs par exemple, encore moins à un contremaître ou à un directeur d'usine dont le salaire annuel s'élève à 8 ou 10.000 francs. On a pensé avec raison que ces travailleurs ont des moyens d'existence suffisants pour prélever et épargner régulièrement les sommes nécessaires à assurer la sécurité et la dignité de leur vieillesse et qu'ils ne sont pas en butte à la tentation de vivre au jour le jour sur le salaire quotidien, tentation si fréquente et si forte auprès des salariés, qu'une rémunération inférieure à 3.000 francs ne réussit souvent pas à préserver de la gêne et dont les facultés d'épargne sont alors absorbées bien souvent par les charges de la famille ou les nécessités de la vie.

Pour toutes ces raisons, la loi a organisé un régime spécial pour les assurés facultatifs.

bénéfice de l'assurance facultative, contrairement au principe admis pour l'assurance obligatoire. La solution est certaine et résulte notamment de l'art. 1^{er} du décret du 25 mars (§§ 2 et 3, arg. *a contrario*).

Ils versent une cotisation de 9 francs au moins (sinon la retraite serait insignifiante) et de 18 francs au plus (sinon l'Etat qui majore de moitié (1) les versements des assurés serait entraîné à des charges excessives).

Mais le patron n'intervient en aucune manière dans la constitution de cette retraite facultative.

On a estimé en effet qu'il serait superflu et excessif d'exiger de lui une contribution pour un salarié auquel il verse déjà un salaire d'au moins 3.000 francs.

Cette dispense de toute obligation contributive résulte, en ce qui concerne les assurés facultatifs de l'article 36, § 1^{er}, de toute la discussion parlementaire d'abord et aussi de l'article 36 même. En effet, le paragraphe 2 de cet article, fixant le taux des versements dans l'assurance facultative, ajoute qu'en ce qui concerne les métayers, leurs versements emporteront de plein droit le versement d'une contribution égale des propriétaires. On déduit aisément de cette disposition, en raisonnant à *contrario*, que dans tous les autres cas il ne saurait être question d'un versement patronal obligatoire.

Quant aux assurés facultatifs que la quotité de leur salaire a rangés dans cette catégorie, ils ne sont pas davantage fondés à réclamer à leurs employeurs une contribution quelconque. Cette exonération résulte pour les patrons, sinon des termes mêmes de la loi, du moins d'une déclai-

(1) Cette majoration fixée à l'origine à un tiers du versement de l'assuré par l'art. 36 de la loi de 1910 a été élevée à la moitié par la loi du 27 février 1912.

ration formelle et non équivoque de M. Viviani en réponse à une question de M. Cazeneuve, sénateur (1).

Il peut arriver cependant qu'un assuré facultatif habituellement non salarié, tel qu'un petit patron, un fermier, un artisan, un cultivateur, soit momentanément occupé par un employeur comme salarié. C'est le fait par exemple du cultivateur possédant quelques hectares de terre qu'il exploite lui-même et qui s'engage comme salarié à certaines époques de l'année chez un grand propriétaire voisin. Ce cas est prévu par le décret du 25 mars 1911 (art. 13), aux termes duquel « lorsque le titulaire d'une carte d'assurance facultative travaille momentanément comme salarié, les timbres constatant ses versements obligatoires et ceux de l'employeur qui l'occupe sont apposés sur cette carte ».

L'employeur est donc tenu, dans cette circonstance particulière, à un versement bien que l'assuré bénéficiaire soit un assuré facultatif. Il importe d'ailleurs, pour qu'il en soit ainsi, que ce dernier figure parmi les assurés facultatifs en raison de sa qualité de travailleur habituellement non salarié et momentanément employé comme tel.

Au point de vue de l'application de l'article 13 du décret, il y a lieu de nettement distinguer les deux catégories principales d'assurés facultatifs : ceux que leur qualité d'artisan, de petit patron, de fermier, etc., de non

(1) Cf. Sénat, 2^e séance du 22 mars 1910, *J. off.* du 23, p. 797.

salarié en un mot, range parmi les bénéficiaires facultatifs de la loi de 1910 et ceux que le taux seul de leur salaire annuel supérieur à 3 000 francs a éliminés de la classe des assurés obligatoires, à laquelle ils eussent en toute autre hypothèse appartenu. Ces derniers ne tombent pas sous l'application du texte que nous venons d'examiner.

Le principe général en vertu duquel les employeurs ne sont tenus à aucune contribution au profit des assurés facultatifs qu'ils emploient est écarté en ce qui concerne les métayers. On a considéré que la situation de ces derniers est très voisine à certains égards de celle des salariés et que le contrat de métayage se rapproche fort du contrat de travail.

Quoi qu'il en soit, l'article 36, § 2, de la loi s'exprime ainsi : « En ce qui concerne les métayers, les versements annuels seront au minimum de 6 francs, ils emporteront de plein droit le versement de pareille somme par les propriétaires à concurrence d'un maximum de 9 francs. »

Le législateur, après avoir dans le même article déterminé la situation des non salariés désireux de se constituer une retraite par leurs versements facultatifs sans le secours de contributions patronales, fait donc une exception en faveur des métayers, dont le versement — qui est d'ailleurs toujours facultatif — entraîne de plein droit une contribution correspondante du propriétaire.

Il faut remarquer cependant que, si la loi s'est abstenue de fixer un maximum pour le versement des métayers, elle a au contraire spécifié que les contributions des pro-

priétaires ne seraient en aucun cas supérieures à 9 francs. En conséquence, un métayer sera libre, pour augmenter le chiffre de sa retraite, de faire un versement de 15 francs par exemple, mais son propriétaire ne sera astreint à verser que le maximum de 9 francs prévu par la loi.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler, à ce propos, les objections soulevées au Sénat contre l'obligation imposée au propriétaire de verser au profit du métayer. On a fait ressortir (1) qu'un petit propriétaire de quelques ares, incapable de les cultiver lui-même et obligé de les donner en métayage, trouverait dans un versement obligatoire de 9 francs une charge presque égale parfois au revenu de sa propriété. L'objection qui avait paru fondée et avait entraîné l'atténuation du principe par l'adjonction d'une réserve générale de toute stipulation contraire, n'eut pas d'effet durable. Lors de la seconde délibération, devant la crainte qu'une stipulation de ce genre ne devînt bientôt une clause de style, la modification primitivement adoptée ne résista pas et le principe reprit toute sa force. Sans doute, d'ailleurs, les espèces intéressantes signalées à l'attention du Sénat ne sont-elles pas, dans la pratique, aussi fréquentes qu'on a pu le dire.

L'article 36 de la loi prévoit encore un cas, dans lequel, si étrange que cela puisse paraître, la question de l'obligation d'un versement pour l'employeur s'est néanmoins posée. Il s'agit des assurés facultatifs à raison de leur qua-

(1) Séances des 10 et 11 février 1910, *J. off.* des 11 et 12, p. 204-205 et 228.

lité de non salariés, tels que artisan, petit patron, métayer, cultivateur, etc. L'article 36 leur donne la possibilité de constituer au moyen de versements facultatifs une retraite aux membres de leur famille *non salariés* qui travaillent *chez eux*.

Se fondant alors sur l'obligation imposée par la loi au propriétaire de verser une cotisation au profit de son métayer, M. Codet n'hésita pas à proposer au Sénat d'étendre cette obligation aux versements que le métayer pourrait faire au profit des membres de sa famille (1),

Un argument de fait suffit à faire repousser cette proposition étrange : on fit valoir avec raison que le propriétaire ayant un métayer, lequel verserait pour ses cinq fils non salariés, devrait alors opérer un versement de 9 francs $\times$ 6 = 54 francs. Autant dire qu'il n'y aurait plus de limite à l'obligation du propriétaire. Par suite du rejet de cet amendement, le propriétaire reste complètement étranger aux versements effectués par le métayer au profit des membres de sa famille non salariés et travaillant chez lui.

§ 2. — Rôle du taux du salaire annuel dans l'assujettissement obligatoire de la loi. — Evaluation du salaire annuel.

La différence considérable des obligations patronales au regard des assurés obligatoires et des assurés facultatifs nous conduit à rechercher comment peut se justifier

(1) Sénat, 11 février 1910, *J. off.* du 12 février, p. 228.

éventuellement vis-à-vis de l'employeur la répartition des salariés dans l'une ou l'autre des deux catégories. Il n'est pas sans intérêt, à ce propos, de rappeler qu'en cette matière c'est le salaire annuel qui sert de critérium. L'article 10, § 5, de la loi porte en effet que : « Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3.000 francs ne seront pas soumis aux obligations de la présente loi. Ceux dont la rémunération atteindra 3.000 francs cesseront de faire partie de la liste des assurés. »

L'employeur doit-il donc tenir compte du salaire annuel de ses salariés pour se conformer à la distinction établie par la loi ?

Mais comment la délimitation entre les deux catégories d'assurés, basée sur un élément aussi difficile à évaluer que le salaire annuel, pourrait-elle être effectuée exactement par l'employeur ?

L'article 10, nous l'avons vu, parle en effet de « la rémunération annuelle ». On a beaucoup discuté au sujet de l'acception de ces termes. Devrait-on comprendre sous cette dénomination les avantages de toutes sortes fournis — si fréquemment — en nature, sous forme de nourriture ou de logement par exemple ? Avant que la jurisprudence n'eût examiné la question, cette acception élargie des mots « rémunération annuelle », semblait devoir

(1) Il convient d'insister sur ces mots *salaire* annuel ? En effet une tentative fut faite au Sénat pour faire entrer en ligne de compte les ressources autres que celles provenant du salaire. La Haute Assemblée repoussa cette proposition.

être écartée, car quelle qu'ait pu être en effet à l'origine le sentiment de la Commission sénatoriale sur ce point, la déclaration de M Viviani à la séance de la Chambre du 31 mars 1910 paraissait formelle : « Il n'y a aucun doute, disait-il, que le mot « rémunération » vise un salaire en argent et qu'on ne pourra pas y comprendre un salaire en nature » Mais en revanche la « rémunération annuelle » s'entend de toutes sommes payées en espèces, à quelque titre que ce soit, c'est-à dire non seulement le salaire proprement dit, mais encore les pourboires et gratifications de toute nature tels que la guelte, la participation aux bénéfices, etc... Mais un arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1912 semble au contraire admettre le principe qu'une indemnité de logement en nature doit entrer en ligne de compte pour la détermination de la « rémunération annuelle ». Voici cet arrêt intéressant qui, suivant nous, tranche la question :

La Cour,

Attendu qu'il résulte des énonciations et constatations du jugement attaqué que Duloudel, secrétaire à la mairie de Vitré, est rémunéré de cette fonction par la ville de Vitré au moyen de :

1° Un traitement annuel de 3.000 francs :

2° L'introduction dans les dépendances de la mairie d'un logement d'une valeur d'environ 200 francs par an ;

Attendu que, dans ces circonstances de fait, en confirmant la sentence du 11 novembre 1911, par laquelle le juge de paix de Vitré a admis la réclamation de Duloudel, rayé son nom de la liste des assurés obligatoires de la ville de Vitré et ordonné son inscription sur celle des assurés facultatifs de

la même ville, le jugement attaqué a fait une exacte application de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes ;

Attendu, en effet, qu'aux termes des articles 1^{er} et 36, § 5, n° 2, de ladite loi, les salariés des communes dont le salaire est supérieur à 3.000 francs, mais ne dépasse pas 5.000 francs, sont admis facultativement, en opérant les versements et en se soumettant aux conditions de la loi susvisée, au bénéfice d'une pension de retraite ;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué par Duloudel, jouissant d'un traitement annuel de 3.000 francs et en outre d'un logement gratuit, est, quelle que puisse être la valeur annuelle de ce logement, en possession d'une rémunération ou d'un salaire annuel supérieur à 3.000 francs ;

D'où il suit que le jugement attaqué n'a violé aucun des textes visés au pourvoi,

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Il faut d'ailleurs remarquer que les gratifications en espèces visées plus haut par le ministre, véritables suppléments du salaire, peuvent à elles seules tenir lieu régulièrement de ce dernier, pourvu qu'elles soient d'un usage assez courant dans une profession pour être entrées au moins tacitement en compte au moment de la formation du contrat de travail (1-2).

(1) Sénat, séance du 9 décembre 1909, *J. off.*, p. 1042 ; Chambre des députés, séance du 31 mars 1910, *J. off.*, p. 1827.

(2) C'est le cas par exemple d'un propriétaire de restaurant ou de café : le plus souvent il ne verse à ses employés aucun salaire et les clients se chargent de le leur payer sous forme de pourboires. On pourrait se demander si cette situation, à défaut de paiement de sa-

Les éléments divers qui concourent à former la « rémunération annuelle » constituent une première source de difficultés dans l'évaluation du salaire.

D'autre part le salaire proprement dit, en dehors de tout élément accessoire, échappera fréquemment à l'estimation de l'employeur. En fait, la situation sera presque toujours simple pour les salariés payés à l'année, au mois ou même à la quinzaine, il sera facile alors de constater s'ils doivent être soumis aux versements obligatoires ou au contraire en être exonérés. Mais pour les salariés payés à la journée, l'évaluation sera le plus souvent très embarrassante. Ceux qui gagnent moins de 8 fr. 20 par jour, fait ressortir M. Pothémont, seront certainement rangés parmi les assurés obligatoires, car travailleraient-ils 365 jours par an qu'ils n'arriveraient pas à gagner 3.000 francs. Au contraire pour les autres, ceux même gagnant 15 francs

laire par le patron, n'est pas de nature à l'exonérer en même temps de la contribution mise à sa charge. Il n'en est rien (Cf. Sénat, 18 décembre 1909, *J. off.* du 19 décembre, p. 1136) ; car l'absence du salaire proprement dit rentre dans les conditions prévues au contrat de travail, lequel est normalement et régulièrement intervenu entre l'employeur et l'employé. En vertu même de ce contrat, le salarié est vis-à-vis de l'employeur dans une situation de dépendance, qui justifie toute mesure d'autorité, le congédiement même. Si les clients jouent en apparence le rôle d'employeurs en ce sens qu'ils paient les employés, ils n'ont vis-à-vis de ces derniers aucune des prérogatives attachées à la qualité de patron. Le véritable et seul employeur, c'est le chef de l'établissement ; les employés sont donc en droit d'exiger de lui le bénéfice de la contribution patronale, dès lors du moins qu'ils justifient de la qualité d'assurés obligatoires.

par jour, leur salaire global dépend du nombre de journées de chômage qu'ils auront à subir et il faudrait attendre, pour avoir une certitude à cet égard, que l'année fût révolue.

Qu'on veuille bien se représenter dans ces conditions quel serait l'embarras de l'employeur au moment de la paie, s'il était obligé d'évaluer lui-même le salaire de chacun de ses employés !

Il faut chercher l'issue de ces difficultés inextricables dans le système adopté pour la pratique par le règlement d'administration publique (art. 1^{er} et suiv.). Nous avons vu que les employeurs sont laissés complètement en dehors des opérations préliminaires à l'exécution de la loi et notamment de l'établissement des listes d'assurés et de la préparation des cartes. Le soin en incombe à la commission municipale et au préfet, le juge de paix étant appelé à statuer sur les cas sujets à contestation.

C'est par les soins de ces autorités que les cartes sont remises aux salariés, carte d'assuré obligatoire aux uns, carte d'assuré facultatif aux autres. C'est cette carte qui leur sert de titre vis-à-vis de l'employeur. Si donc un salarié présente à ce dernier le jour de la paie une carte d'assujetti obligatoire, l'employeur doit le considérer comme tel, effectuer le prélèvement prévu par la loi et joindre sa contribution personnelle. Il semble même que l'employeur serait mal fondé à opposer à cet égard une fin de non-recevoir à l'assuré, sous prétexte qu'il lui verse un salaire annuel supérieur à 3.000 francs. Dès lors qu'une carte

d'assuré obligatoire lui est présentée, nous estimons que l'employeur n'a qu'à s'incliner. Il ne lui appartient pas de contrôler indirectement, par une insistance même justifiée, la répartition des salaires qui a été l'œuvre de la commission municipale et à laquelle il a d'ailleurs un intérêt essentiel à ne pas prendre part.

Le seul recours qui nous semble offert dans ce cas à l'employeur consiste à adresser au préfet une demande en vue de faire supprimer le salarié dont il s'agit de la liste des assurés obligatoires, à moins cependant qu'il ne préfère se mettre en contravention ouverte avec la loi, en refusant d'opérer le précompte. Il sera alors poursuivi à la diligence de l'intéressé et le juge tranchera le conflit.

Si, au contraire, un salarié gagnant moins de 3.000 fr. par an chez tel employeur vient déclarer à ce dernier qu'il n'est pas assujéti à la loi à raison des gains qu'il peut réaliser par ailleurs, on soutient assez généralement que l'employeur devra apprécier les circonstances de l'espèce et que si la déclaration du salarié lui paraît vraisemblable, il pourra l'accepter, sauf à lui demander une confirmation écrite. Mais il nous paraît qu'il agira plus sagement en n'attachant aucun crédit à la déclaration du salarié et en se comportant comme s'il se trouvait en face d'un ouvrier qui ne présente pas sa carte. L'employeur en effet, nous ne saurions trop le répéter, doit s'abstenir de toute appréciation personnelle du caractère d'assujéti obligatoire de chaque assuré. Il n'a pas à intervenir ici ni à demander au salarié des preuves que celui-ci n'a pas à lui fournir.

Son devoir et en même temps son intérêt lui commandent de s'en tenir strictement aux indications de la carte qui lui est présentée.

Ainsi qu'il résulte des observations qui précèdent, l'employeur ne joue vis-à-vis des assurés facultatifs qu'un rôle tout à fait exceptionnel ; aussi l'étude de la situation faite à ces derniers par la loi de 1910 ne nous retiendra pas plus longtemps. Une dernière remarque est cependant nécessaire.

Elle concerne les salariés gagnant exactement 3.000 fr. par an.

A leur égard le texte de la loi (art. 10, dernier paragraphe) prête à l'équivoque. Rappelons-en les termes : « Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3.000 fr. ne seront pas soumis aux obligations de la présente loi. Ceux dont la rémunération annuelle atteindra 3.000 francs cesseront de faire partie de la liste des assurés. »

On relève ici un défaut de concordance qui a été signalé au Sénat et à la Chambre (1). Bien que la volonté du législateur n'apparaisse pas nettement, il y a tout lieu de penser que son intention a été de comprendre les salariés gagnant 3.000 fr. exactement, parmi les assurés obligatoires et c'est dans ce sens que le ministre du travail s'est prononcé dans sa circulaire aux préfets.

(1) Sénat, séance du 9 décembre 1909, *J. off.*, p. 1043 ; Chambre, séance du 31 mars 1910, *J. off.*, p. 1827.

TROISIÈME PARTIE

DES OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS QUANT A LA PERCEPTION DES COTISATIONS. — DE L'OBLIGATION DE PRÉLEVER

L'occasion s'est déjà présentée, au cours de notre étude, d'indiquer le précompte comme le mode prescrit par la loi pour la perception des versements. Mais il n'est pas indifférent de rechercher comment ce procédé, qui constitue un des points les plus intéressants de la législation nouvelle, y a été introduit.

Cet aperçu montrera l'importance qu'on a attachée au précompte, les discussions qu'il a provoquées, les espérances injustifiées jusqu'à ce jour, que le législateur a fondées sur ce mode de perception des cotisations, enfin la grave dérogation introduite à la règle générale en faveur de la mutualité.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE PARLEMENTAIRE DU PRÉCOMPTE.

Le précompte n'était pas le seul système qui s'offrait à l'ingéniosité du législateur pour organiser la perception des versements patronaux et ouvriers et l'ensemble de la discussion parlementaire en fait foi. Si, en effet, la Chambre des députés avait adopté sans discussion le procédé actuel (1), il n'en fut pas de même au Sénat, où les objections apparurent nombreuses.

On fit valoir que le prélèvement des cotisations ouvrières par le patron au moment de la paie est contraire à la fois aux intérêts matériels et aux intérêts moraux des assujettis. En effet, dès lors qu'il est l'œuvre du patron et n'émane pas d'un effort direct et personnel de chaque salarié, il perd une grande part de sa valeur au point de vue de l'éducation morale et sociale de l'ouvrier. Celui-ci, n'ayant pas de geste positif à faire, s'accoutumera peut-être à ce procédé indirect qui ne met pas en éveil le sentiment de la prévoyance et de la responsabilité personnelles et il risque ainsi de perdre progressivement le goût de l'épargne (2). « Que devient la mutualité dans ce système »,

(1) Cf. Chambre des députés, séance du 23 janvier 1906, *J. off.* du 24, p. 429.

(2) Cf. Sénat, M. Touron, séance du 14 janvier 1910, *J. off.* du 15 janvier, p. 18.

s'écriait à la séance du 21 décembre (1) M. le sénateur Lourties, inquiet de voir le précompte, en réduisant le rôle des sociétés de secours mutuels, détourner d'elles leur clientèle, digne cependant d'être encouragée.

En même temps on montrait que les intérêts matériels de la classe ouvrière sont aussi gravement atteints, car le précompte s'exerce d'une manière automatique sur le salaire lors de chaque paie ; la retenue frappe l'ouvrier sans qu'il puisse s'y soustraire à la faveur d'une circonstance quelconque ; elle n'est susceptible d'aucune remise ni d'aucun délai. Si au contraire on laisse au salarié le soin de faire parvenir lui-même sa cotisation à tel organisme reconnu par la loi auquel il est affilié, le sacrifice lui sera moins pénible, parce que l'échéance moins brutale lui permettra, s'il est momentanément gêné, d'obtenir des délais (2).

Enfin — et ce fut là l'objection la plus grave et la plus dangereuse — le précompte fut présenté comme un élément de troubles et de conflits entre le patronat, auteur obligatoire du prélèvement sans cesse répété, et les salariés, qui sans doute dans bien des cas verraient dans cette opération une diminution imposée à leur salaire par le patron plutôt que par la loi (3).

La Commission sénatoriale ne resta pas insensible à ces

(1) Cf. Sénat, 21 décembre 1909, *J. off.* du 22, p. 1180.

(2) Cf. Sénat, 24 décembre 1909, *J. off.* du 25, p. 1234.

(3) Cf. Rapport Cuvinot du 2 avril 1909, *J. off.* du 22 juin 1909, annexes, p. 195 ; Sénat, séance du 21 décembre, *J. off.*, p. 1179.

observations ; aussi présenta-t-elle à la Haute Assemblée un texte qui, écartant le précompte, organisait pour la perception des cotisations un système tout différent : les versements des employeurs étaient exigibles et recouvrés comme en matière de contributions directes. Quant à ceux des salariés, il appartenait à l'intéressé d'en acquitter le montant chaque mois soit, à son choix, par ses propres moyens, soit par l'intermédiaire de l'employeur, ou d'une société de secours mutuels, ou d'un syndicat professionnel, ou encore de tout autre organisme autorisé à cet effet par décret et soumis au contrôle de l'Etat. Les défaillances des assurés étaient enrayées par le moyen du précompte, admis exceptionnellement dans un seul cas : en présence d'un retard du salarié dans le versement de ses cotisations, le montant en devait être, sur simple avis du comptable du Trésor, retenu de plein droit par le patron sur le salaire, par préférence à toute autre créance (1).

Ce système était, il faut l'avouer, fort séduisant par sa simplicité ; il offrait l'avantage de distinguer nettement les deux cotisations, rendant chacun des deux débiteurs responsable directement de son propre versement et parant d'avance à l'indifférence ou à la résistance de l'ouvrier par le jeu du précompte, qui dès lors apparaissait avec le caractère d'une sanction. Cependant cette conception présentait, à notre sens, de réels dangers (Cf. *infra*, Conclusion).

(1) Cf. Sénat, séance du 21 décembre 1909, *J. off.* du 22, p. 1178.

Aussi, dans cette circonstance, convient-il de se féliciter que des raisons d'ordre subjectif aient triomphé une fois de plus de l'opportunité pratique et que le souci de poursuivre un éternel rêve de moralisation naturelle et sociale ait fait abandonner ici, comme il arrive trop souvent en ces sortes de questions, les solutions positives les plus rationnelles. Dès le 14 décembre 1909, avant donc la discussion du texte de la Commission sénatoriale, M. Ribot dénonçait l'un des périls — et non le plus grave — de la dissociation des deux cotisations : « Si le versement du patron devient un impôt », disait-il, « on brise la solidarité entre le patron et l'ouvrier. Ce n'est plus pour l'ouvrier qu'il connaît que le patron verse, c'est pour la collectivité ouvrière qu'il le fait, pour l'ouvrier qui a travaillé 40 ans auparavant et dans une autre partie du territoire ».

Ainsi se trouverait rompu le lien naturel entre le patron et l'ouvrier et supprimé tout intérêt moral à la contribution du patron (1).

A raison des répercussions désastreuses que menace d'avoir dans le monde du travail la dissociation des deux cotisations, prélude vraisemblable, comme on le verra dans notre conclusion, d'une extension unilatérale des charges patronales, il ne faut pas regretter que le législateur qui, en maintes circonstances, s'inquiète si peu de maintenir des liens d'entente et de confiance entre le patronat et les salariés, ait partagé ici le sentiment de l'éminent sénateur.

(1) Cf. Sénat, 14 décembre 1909, *J. off.* du 15 décembre, p. 1082.

A d'autres, le précompte est apparu comme le corollaire indispensable de l'obligation, permettant de réaliser par un moyen très simple et sous une forme unique la réunion de deux cotisations (1). A un autre point de vue, M. Monis s'exprimait ainsi pour défendre le précompte (2) :

« Il est d'une extrême importance, puisque nous avons accepté l'obligation et la capitalisation, que l'obligation soit exécutée le plus tôt possible, et que le plus tôt possible aussi, les versements soient capitalisés pour produire. Il n'y a, pour arriver à ce résultat, qu'un moyen, c'est celui du précompte. Il faut une disposition législative qui ait pour conséquence de faire sortir sans retard du patrimoine du patron et du patrimoine de l'ouvrier leur cotisation respective. Si cette disposition législative n'était pas prise, il arriverait que le fonctionnement de la loi en subirait de profondes atteintes.

« Par exemple, si une disposition légale n'établissait pas que, par préférence à toute autre créance, le patron devra payer, et si on ne le fait pas verser au jour même de la paye, il peut arriver, s'il a des malheurs commerciaux, s'il tombe en déconfiture, en liquidation judiciaire ou en faillite, que des conséquences fâcheuses se produisent, et vous les apercevez sans doute.

« Du côté de l'ouvrier, si, au moment de la paie, il n'y a pas un mécanisme juridique qui permette de s'emparer

(1) Cf. Sénat, 2 décembre 1909, *J. off.* du 3, p. 985, et 24 décembre 1909, *J. off.* du 25, p. 1227 et 1231.

(2) Cf. Sénat, 21 décembre 1909, *J. off.* du 22, p. 1178.

de sa cotisation sur son salaire et avant toute espèce de compensation ou de comptes, il peut y avoir aussi une série d'événements qui atteindront le fonctionnement de la loi. Il peut y avoir des réclamations du patron qui aura lui-même des compensations à opposer à l'ouvrier ; il peut y avoir, de la part de tiers, des oppositions, des saisies-arrêts, des revendications de toute espèce, en sorte que le fonctionnement de la loi est arrêté chaque fois qu'un de ces incidents multiples survient.

« La disposition du paragraphe premier de mon amendement a pour but d'y parer.

« Au nom et par la force de la loi, on précomptera, c'est-à-dire qu'avant de rechercher toute autre créance, on prendra la part de l'ouvrier et la part du patron sera également versée en même temps. Je vois une nécessité juridique à ce qu'il en soit ainsi. »

De plus, l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche où le précompte est en usage à la satisfaction générale, disait-on, décida beaucoup d'esprits, gagnés d'ailleurs par la crainte qu'avec le système des versements aux sociétés de secours mutuels, les assurés n'acquittent pas régulièrement leurs cotisations, et qu'ainsi, perdant le bénéfice de la retraite, ils n'en viennent à se réclamer de la loi d'assistance de 1905. M. Viviani avait déjà fait valoir cette considération à la séance du 11 novembre 1909 (1). Mais il est trop tard, suivant nous, pour éviter ce résultat et

(1) Cf. Sénat, 11 novembre 1909, *J. off.* du 12, p. 884-885.

quelque mode de perception que l'on adopte, nous sommes convaincus que la classe ouvrière s'efforcera toujours de se dérober à la prévoyance *obligatoire* en comptant sur la loi d'assistance pour secourir sa vieillesse (1). La grande erreur du législateur a consisté à voter la loi de 1905 avant celle de 1910, énervant ainsi d'avance l'effort de prévoyance des salariés par la certitude de ne pouvoir compter, dans leurs vieux jours, sur les bienfaits de l'assistance.

Enfin le précompte trouva un élément de succès dans la tiédeur inavouée et d'ailleurs injustifiée de certains esprits vis-à-vis de la mutualité ; on craignit que le rôle déjà considérable des sociétés de secours mutuels dans l'assurance contre la maladie, le chômage, etc... ne leur permit pas de se charger avec fruit du service très minutieux des retraites et de participer avec succès au travail complexe de la perception des versements (2).

Toutes ces objections au système proposé par la Commission et tous ces arguments en faveur du précompte se firent jour dans l'amendement que proposa M. Monis au projet d'article 3 et qui vint en discussion à la séance du 21 décembre 1909.

Il était ainsi conçu : « Les versements des salariés sont précomptés sur le salaire par l'employeur lors de chaque paie.

(1) Les salariés qui ne font pas ce calcul — ils sont d'ailleurs nombreux — sont affiliés à des œuvres de prévoyance libre et répugnent à tout principe d'obligation.

(2) Cf. Sénat, 24 décembre 1909, *J. off.* du 25, p. 1228.

« Chaque assuré reçoit gratuitement une carte personnelle d'identité ainsi que des cartes annuelles destinées à l'apposition de timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même ; le montant total du prélèvement et de la contribution est représenté par un timbre mobile que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré.

« Les timbres sont de modèle uniforme, quelle que soit la caisse à laquelle les salariés sont affiliés, mais différents suivant qu'il s'agit de versements obligatoires ou de versements facultatifs. Ils sont émis par l'administration des postes pour le compte du ministère du travail.

« Les sommes revenant aux différentes caisses sur le montant des timbres apposés sur les cartes seront portées au crédit de chacune d'elles par la Caisse des dépôts et consignations, au vu d'états d'attribution arrêtés par le ministre du travail auquel les cartes sont adressées par lesdits organismes après l'inscription des sommes aux comptes individuels. »

On remarquera que cet amendement, tel qu'il était présenté, excluait toute participation des sociétés de secours mutuels dans la perception des versements. Aucune exception n'était prévue au précompte, qui jouait obligatoirement dans tous les cas.

M. Ribot, inspiré par son légitime désir de sauvegarder les droits et les intérêts de la mutualité, fit alors en sa faveur la tentative suivante :

« M. le ministre, disait-il, est d'accord en principe avec

nous pour encourager les sociétés de secours mutuels à faire des encaissements, la preuve en est qu'on leur donnera, si le texte de la Commission est voté, 1 franc par cotisation encaissée. Donc on reconnaît qu'il faut faciliter les encaissements faits par les sociétés de secours mutuels.

« Or, dans son dernier paragraphe, l'amendement de M. Monis dit que même lorsque le salarié appartient à une société de secours mutuels ou à un autre organisme, on continue à opérer par précompte, c'est-à-dire par apposition de timbres et à la fin de l'année, le ministre fait savoir à la société de secours mutuels que l'on a mis des timbres pour 100 ou 80 de ses membres et que la société est créditée de telle somme. Mais comme la société, dans le projet du gouvernement, n'a pas à s'occuper du placement de la somme encaissée, on l'avertira en même temps que cette somme a été transférée à la Caisse des dépôts et consignations pour être employée en achat de rentes ou d'autres valeurs.

« Que devient la société de secours mutuels dans tout cela ? Rien du tout. C'est une pure apparence. On l'élimine et on lui donne 1 franc pour un service qu'elle n'a pas rendu.

« Je demande qu'on fasse confiance à la société de secours mutuels et qu'on dise que, lorsque des membres d'une société de secours mutuels font savoir leur désir de verser à la société, celle-ci puisse se charger d'encaisser les cotisations. Elle les encaissera comme elle le voudra, comme elle a l'habitude de le faire (1). »

(1) Cf. Sénat, séance du 24 décembre, *J. off.* du 25, p. 1232.

Cette intervention eut pour effet de corriger le principe du précompte, adopté le 14 janvier 1910 par 197 voix contre 90, par une disposition dont le caractère exceptionnel ne laisse pas cependant de constituer une importante dérogation au prélèvement obligatoire et d'en atténuer les inconvénients. La proposition passa définitivement dans la loi sous la forme suivante (art. 3, § 5) : « Les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne ordinaires et les autres caisses prévues à l'article 14 de la présente loi peuvent se charger de l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de leurs adhérents, si ceux-ci en font la demande. »

Telle est brièvement retracée l'évolution de la discussion parlementaire, à la suite de laquelle le précompte a remplacé dans la loi le texte de la Commission sénatoriale.

On ne saurait exagérer son importance qui est considérable ; il est, en effet, après le principe de la triple contribution et de pair avec lui, la seconde assise fondamentale sur laquelle repose toute la loi.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET JEU NORMAL DU PRÉCOMPTE.

Voyons comment il joue momentanément. Lors de chaque paie, l'employeur prélève sur le salaire de l'assuré le montant des cotisations dont celui-ci est redevable, conformément aux bases de calcul établies par la loi pour les diverses espèces qui peuvent se présenter (1). Puis il verse une contribution égale au prélèvement effectué et appose sur la carte annuelle de l'assuré un timbre mixte représentant le total des deux cotisations (art. 3, § 1 et 3 de la loi).

L'opération apparaît très simple dès l'abord, ainsi que l'on peut s'en convaincre par les deux exemples suivants : Voici un patron qui, occupant un salarié adulte rémunéré au mois, lui verse son salaire mensuel. Il fait subir à ce dernier, conformément aux chiffres indiqués par l'article 2, § 3 de la loi, une retenue de 0 fr. 75, y joint le montant de sa propre contribution et colle sur la carte qui lui est présentée un timbre mixte de 1 fr. 50.

S'il s'agit d'un salarié intermittent pour lequel les coti-

(1) Rappelons que ces bases sont différentes suivant que l'employeur se trouve en présence d'un salarié permanent ou assimilé (art. 2, § 3, de la loi, art. 29 du décret du 25 mars 1911, §§ 1, 2, 3), ou d'un salarié intermittent (art. 29 précité, §§ 1, 4 et 5).

sations doivent être calculées à raison de 1 0/0 du salaire, et si nous supposons par exemple une femme de ménage ayant travaillé pendant quinze jours avec un salaire journalier de 1 fr., l'employeur retiendra à cette ouvrière 0 fr. 15 (1 0/0 du salaire, art. 29, § 1, IV) et, versant lui-même une contribution égale, collera un timbre mixte de 0 fr. 30.

Un tel mode de constatation des versements a conduit l'article 12 du décret du 25 mars 1911 à prévoir quatre sortes de timbres spéciaux, correspondant à la constatation :

1° Des versements des assurés ;

2° Des versements des employeurs ;

3° Des versements mixtes, composés par moitié de sommes versées par les assurés et de sommes versées par les employeurs ;

4° Des versements des propriétaires en cas d'assurance facultative des métayers (1).

C'est ainsi que l'arrêté ministériel du 13 avril 1911 a créé 37 types divers de timbres-retraite, suivant les distinctions indiquées ci-après :

(1) Le projet de simplification (V. aux annexes) comporte la création d'un modèle de *timbre unique*.

Le principe en est d'ores et déjà accepté par la Commission compétente de la Chambre.

CATÉGORIE I

Timbres « assurés ».

(Timbres de couleur rouge.)

1° Un centime	(0 fr. 01)
2° Un centime et cinq millimes	(0 » 015)
3° Deux centimes	(0 » 02)
4° Trois centimes	(0 » 03)
5° Neuf centimes	(0 » 09)
6° Douze centimes	(0 » 12)
7° Dix-huit centimes	(0 » 18)
8° Vingt-quatre centimes	(0 » 24)
9° Trente-six centimes	(0 » 36)
10° Trente-sept centimes et cinq millimes	(0 » 375)
11° Cinquante centimes	(0 » 50)
12° Soixante-quinze centimes	(0 » 75)

CATÉGORIE II

Timbres « patrons ».

(Timbre de couleur verte.)

13° Un centime	(0 fr. 01)
14° Un centime et cinq millimes	(0 » 015)
15° Deux centimes	(0 » 02)
16° Trois centimes	(0 » 03)
17° Neuf centimes	(0 » 09)
18° Douze centimes	(0 » 12)
19° Dix-huit centimes	(0 » 18)

20°	Vingt-quatre centimes	(0 » 24)
21°	Trente-six centimes	(0 » 36)
22°	Trente-sept centimes et cinq millimes .	(0 » 375)
23°	Cinquante centimes.	(0 » 50)
24°	Soixante-quinze centimes	(0 » 75)

CATÉGORIE III

Timbres « mixtes ».

(Timbres de couleur violette.)

25°	Deux centimes	(0 fr. 02)
26°	Trois centimes	(0 » 03)
27°	Quatre centimes	(0 » 04)
28°	Six centimes	(0 » 06)
29°	Dix-huit centimes	(0 » 18)
30°	Vingt-quatre centimes	(0 » 24)
31°	Trente-six centimes	(0 » 36)
32°	Quarante-huit centimes	(0 » 48)
33°	Soixante-douze centimes	(0 » 72)
34°	Soixante-quinze centimes	(0 » 75)
35°	Un franc	(1 »)
36°	Un franc cinquante centimes.	(1 » 50)

CATÉGORIE IV

Timbres « propriétaires de métairies ».

(Timbres de couleur bleue.)

37°	Cinquante centimes	(0 fr. 50)
-----	------------------------------	------------

Les timbres du type « assurés » sont employés :

1° Par les assurés obligatoires pour leurs versements facultatifs (art. 2, § 1^{er} de la loi, art. 13 du décret du 25 mars 1911) ;

2° Par les assurés facultatifs pour les versements qu'ils effectuent ;

3° Par les sociétés de secours mutuels, caisses et tous autres organismes reconnus aptes à l'encaissement des cotisations des assurés, lorsque ceux-ci font usage de la faculté accordée par l'article 3, § 5, de la loi (Cf. art. 35 du décret du 25 mars 1911).

Les timbres du type « patron » sont apposés par les employeurs qui occupent des salariés effectuant leurs versements à une société de secours mutuels ou à tout autre organisme prévu par la loi.

Quant aux timbres mixtes, ils sont employés par le patron chaque fois qu'il y a précompte ; l'apposition par l'employeur d'un timbre mixte, représentant les deux cotisations, est en effet un des éléments essentiels de cette opération. Il résulte du tableau ci-dessus reproduit que l'application du précompte ne saurait se heurter à de sérieuses difficultés pratiques de ce fait qu'aucun timbre ne correspond exactement comme valeur au chiffre global des deux cotisations. En effet la liste des timbres mixtes comporte des échelons assez nombreux pour que toutes les combinaisons soient possibles. Ainsi un patron qui doit apposer un timbre mixte de dix centimes sur la carte de l'assuré ne sera pas arrêté par l'inexistence d'un timbre de cette valeur ; il apposera un timbre de six centimes

et un autre de quatre centimes ou encore deux timbres de quatre centimes et un de deux centimes. Aucun texte ne prohibe ces solutions pratiques d'ailleurs toutes naturelles, couramment appliquées.

Il importe de remarquer que, par contre, l'employeur ne conserve aucune liberté quant à la nature des timbres qu'il doit apposer pour sanctionner le précompte. Il n'est pas autorisé à employer dans ce but des timbres du type « patron » au lieu de timbres mixtes, seuls licites à cet effet. Et c'est la raison même, ainsi qu'on peut s'en persuader par la réponse formelle donnée sur cette question, le 6 avril 1911, par M. le ministre Paul Boncour à M. Albert Métin, député :

« En aucun cas, même quand le patron prend à sa charge le versement ouvrier, ce versement ne devra être représenté par un timbre patronal. En effet, les allocations de l'article 4 ne sont accordées à l'assuré que s'il justifie d'un certain nombre d'années de versements. C'est à l'aide de timbres mixtes ou de timbres ouvriers seuls que peuvent être déterminés les versements du salarié et par suite que peut être établi son droit aux allocations de l'Etat (1). »

(1) Cf. *J. off.*, 6 mai 1911.

CHAPITRE III

DU CARACTÈRE OBLIGATOIRE DU PRÉCOMPTE.

§ 1. — Exceptions à la règle du précompte obligatoire.

Avant d'examiner dans quelle mesure le précompte est obligatoire pour l'employeur, il convient de considérer certains cas exceptionnels, dans lesquels la règle du précompte se trouve en défaut ou même a été explicitement abandonnée par la loi.

Signalons d'abord un cas particulier où l'application du précompte doit sans conteste être écartée. Il s'agit du patron qui occupe des salariés rémunérés non par lui-même, mais par les clients ; nous avons déjà eu l'occasion d'examiner cette situation spéciale, qui s'applique à un grand nombre des travailleurs de l'industrie de l'alimentation. Dans cette espèce, il est, de toute évidence, impossible au patron d'appliquer le précompte, puisqu'il ne verse pas de salaire à ses employés et que le précompte suppose une paie. Il doit donc être écarté et cette considération n'avait pas échappé au cours de la discussion devant le Parlement (1).

Ni la loi ni les décrets postérieurs n'ont cependant prévu

(1) Cf. Sénat, M. Lourties, 21 décembre 1909, *J. off.* du 22, p. 1179.

cette situation spéciale. En fait elle semble devoir trouver la solution la plus simple et la plus régulière dans le procédé suivant : l'employé apposera sur sa carte des timbres du type « assuré ». De son côté l'employeur collera des timbres du type « patron » pour une valeur proportionnelle à la durée du travail de l'employé dans son établissement, soit par exemple 75 centimes s'il l'a occupé un mois, 0 fr. 03 pour un extra d'une journée (1).

Mais voilà dissociées les deux cotisations ! Et cependant cette solution est inévitable. On n'a pas encore trouvé dans les subtilités du précompte, présenté comme la panacée universelle, le moyen d'en étendre l'application au cas actuel. Un nombre déjà considérable de travailleurs se trouve donc, indépendamment de leur volonté et par la seule force des circonstances, rejeté en dehors des cadres du précompte et comme aucun autre système spécial n'a été prévu pour eux, on peut dire qu'ici le respect de leurs obligations légales est laissé à la discrétion des assurés.

Laissant de côté l'hypothèse précédente où le salarié n'est pas rémunéré directement par l'employeur, venons

(1) Cette solution nous semble préférable à celle que suggère M. Pothémont (*op. cit.*, p. 195) : un accord interviendrait entre le patron et le salarié aux termes duquel la seconde des deux parties verserait à la première, périodiquement, la somme correspondant aux cotisations dues pour chaque période ; puis l'employeur serait chargé de coller un timbre d'une valeur double de la somme ainsi reçue.

Dès lors que le précompte ne peut s'appliquer, il faut, croyons-nous, l'écarter complètement sans chercher, au moyen d'un accord plus ou moins difficile à conclure et à réaliser, à instaurer un simulacre de précompte.

au cas habituel où il y a paiement de salaire par ce dernier. Il faut ici distinguer suivant que le salarié met ou non à profit la faculté que lui accorde l'article 3, § 5, d'effectuer ses versements à un organisme reconnu par la loi.

Dans cette dernière hypothèse, le précompte n'a pas lieu, nous l'avons déjà signalé. Le versement des cotisations s'opère par un autre mode. Les articles 32 et 33 du décret réglementaire du 25 mars disposent que l'assuré qui désire opérer ses versements obligatoires à la société collectrice dont il est adhérent en fait la déclaration écrite au président et désigne, parmi les caisses d'assurances indiquées par la société collectrice, celle à laquelle son compte individuel est ou doit être ouvert (art. 32).

Au reçu de cette déclaration, la société appose avec son cachet sur la carte annuelle de l'assuré une mention datée et signée du président ou de son délégué par laquelle elle déclare se charger de l'encaissement des versements de l'assuré pendant le trimestre courant et le trimestre suivant de l'année de validité de la carte (art. 33).

Et ce dernier article ajoute : « Lorsqu'il s'agit d'un assuré obligatoire, cette mention emporte pour l'employeur, pendant le délai fixé au paragraphe 1^{er} du présent article, décharge du prélèvement à opérer sur le salaire en vertu de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 5 avril 1910. »

Par conséquent, le patron doit s'abstenir dans ce cas de faire une retenue quelconque sur le salaire ; il est déchargé de l'obligation de prélever.

D'autre part, l'article 3 de la loi, après avoir accordé

aux salariés la faculté de faire encaisser leurs versements par des sociétés ou caisses autorisées à cet effet, prévoit dans son paragraphe 7 que « dans ce cas les employeurs s'acquittent de leurs contributions par l'apposition d'un timbre mobile » ; il s'agit ici d'un timbre du type « patron ».

Voici donc comment se réalisera en pratique le versement des cotisations. Au moment de la paie, l'assuré présentera au patron sa carte revêtue du cachet de la société collectrice et portant la mention prévue par l'article 33, § 1, du décret. Ainsi informé de l'usage que fait l'assuré de la faculté inscrite dans l'article 3, § 5, et de sa mise en règle avec les prescriptions des articles 32 et 33 du décret, le patron s'abstient de tout prélèvement et acquitte sa propre contribution en apposant sur la carte un timbre du type « patron » d'après les bases fournies par l'article 2, § 3, de la loi et l'article 29 du décret.

L'organisme encaisseur se charge ensuite du recouvrement de la cotisation du salarié conformément aux prescriptions des articles 34 et 35 du décret ainsi conçus :

ART. 34. — La carte annuelle de l'assuré obligatoire doit être ensuite produite à la société dans la dernière quinzaine de la période déterminée à l'article 33 ci-dessus et de chacun des trimestres suivants de l'année de validité de la carte, à défaut d'intervalles plus rapprochés indiqués dans le règlement intérieur.

A chaque production de la carte, la société provoque de la part de l'assuré le versement nécessaire pour former

avec les versements antérieurs un total au moins égal à celui des contributions patronales constatées sur la carte.

Quand ce versement a été effectué, la carte reçoit une mention nouvelle semblable à celle que prescrit l'article 33 du présent décret et ayant les mêmes effets pendant le trimestre suivant.

ART. 35. — Chaque versement fait à la société par un assuré obligatoire ou facultatif est constaté par l'apposition immédiate sur la carte de l'assuré de timbres mobiles représentant le montant du versement.

En outre, dans le cas de paiement d'avance d'un versement obligatoire, la carte reçoit une mention indiquant le montant de la somme versée d'avance.

La société tient un compte des versements faits par chaque assuré.

Ainsi donc la constatation des versements des assurés se fait au moyen de l'apposition de timbres du type « assurés » et le montant du versement trimestriel est calculé de telle manière que l'ensemble des cotisations ouvrières soit égal au total des contributions patronales obligatoires constatées sur la carte.

Ainsi procédera-t-on lorsque le salarié présentera sa carte au patron et il est permis de penser que si l'option de l'assuré pour le régime de l'article 3, § 5, est sincère, il prouve par là même son intention de ne pas se dérober à ses obligations légales.

Mais enfin on peut concevoir que l'assuré, après avoir accompli les formalités prévues aux articles 32 et 33 du

décret, ne présente pas sa carte à l'employeur pour l'apposition des timbres représentant la contribution patronale. La loi a prévu cette hypothèse et l'a réglée en même temps et de la même manière que celle où l'assuré, assujéti au précompte, s'abstient de présenter sa carte. L'employeur, dans les deux cas, aura un moyen de se libérer de la somme à sa charge ; en face d'un salarié défaillant relevant du système du précompte, il *peut* verser à la fin de chaque mois le montant de sa contribution entre les mains du greffier de la justice de paix. Dans notre espèce, en face d'un salarié ayant usé de la faculté accordée par l'article 3, § 5, ce versement pourra s'effectuer directement ou par la poste à l'organisme reconnu par la loi, auquel est affilié l'assuré (1). Nous renvoyons d'ailleurs sur cette question à l'examen approfondi que nous ferons plus loin de l'article 23, § 2 (*infra*, même chapitre, § 2).

Dans une autre hypothèse encore, toute différente de la précédente, employeurs et salariés ont été autorisés par la loi à effectuer leurs versements en dehors des prescriptions de celle-ci.

Il s'agit de ceux qui adhèrent aux caisses patronales ou syndicales ou à des caisses de garantie solidaire (Cf. *suprà*, 2^e partie, chap. II, sect. II) ; ils *peuvent* être dispensés par le décret d'autorisation des versements prévus à l'article 2, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles qui seraient obtenues dans les mêmes périodes en vertu de la loi de 1910.

(1) Cf. art. 23, § 2, de la loi.

Voilà donc encore un cas où les deux parties sont dispensées des formes habituelles prévues pour les versements — pourvu du moins que la pension acquise à l'assuré par ce mode spécial soit au moins égale à celle qu'il eût obtenue par le jeu normal du mécanisme de la loi. Pour bien marquer que l'application du précompte est ici absolument écartée, l'article 19 ajoute, § 4 :

« Ils seront en tous cas dispensés des appositions de timbres prévues par l'article 3 de la présente loi. »

« *Dans tous les cas,* » dit le texte, c'est-à-dire même lorsque les parties n'auront pas été dispensées par le décret d'autorisation d'effectuer les versements.

Par conséquent, sous le régime de l'article 19, les parties auront toujours le choix du mode par lequel elles effectueront leurs versements. Elles pourront verser directement en numéraire, si elles préfèrent ce procédé à celui du versement en timbres-retraite.

Les demandeurs à la constitution d'une caisse autorisée à encaisser les cotisations doivent, aux termes de l'article 84 du décret du 25 mars 1911, faire connaître quel système de perception sera appliqué.

§ 2. — Dans quelle mesure le précompte est-il obligatoire pour les employeurs ?

En dehors de ces cas particuliers, l'obligation d'effectuer les opérations du précompte s'impose à l'employeur avec la rigueur d'un principe auquel le législateur a atta-

ché une particulière importance ; si même il faut en juger par la pensée qui a présidé à son insertion dans la loi et l'obstination apportée par le gouvernement à en assurer coûte que coûte l'observation par l'employeur, on peut dire que le précompte se présente avec l'autorité d'un dogme, dont la méconnaissance, a-t-on dit, entraîne l'effondrement complet du système. Chaque fois qu'en prévision de défaillances ou de retards possibles de l'assuré dans ses versements, ceux-ci ne sont pas moralement sinon légalement garantis par les rappels et les encouragements des institutions de prévoyance libre chargées par les salariés d'encaisser leurs cotisations, la loi a voulu que celles-ci fussent saisies avant même le paiement du salaire. Elle a vu là le seul moyen vraiment efficace de faire respecter ses dispositions par l'ensemble de la classe ouvrière et d'éviter les aléas possibles de versements laissés en fait à la discrétion de débiteurs peu empressés.

L'application du système du précompte est d'ailleurs très simple dans la pratique, lorsqu'il joue normalement, c'est-à-dire lorsqu'aucune des parties en présence ne cherche à s'y dérober. Le prélèvement s'opère sans difficulté, non plus que l'adjonction de la contribution patronale et l'apposition des timbres sur la carte présentée par l'assuré.

Mais pour qu'il en soit ainsi, le concours de l'assuré — il convient d'insister sur ce point — est indispensable. Il faut au moins qu'il rende matériellement possible au patron l'application du précompte. Or on peut concevoir, et la pratique, nous le verrons plus loin, en fournit chaque

jour, depuis l'entrée en vigueur de la loi, des exemples constants, l'hypothèse où l'assuré, insoucieux de l'obligation inscrite dans la loi, cherche, en ne présentant pas sa carte à l'employeur, à en esquiver l'application au moyen du précompte.

Quelles sont dans ce cas les obligations des employeurs et comment doivent-ils se comporter ? C'est ce que nous allons examiner, abordant ainsi une question fort importante en soi et rendue capitale par la fréquence de la situation qu'elle envisage et le nombre considérable des réfractaires à la loi.

Voici historiquement et pratiquement la position de la question : lorsqu'après avoir posé le principe du précompte dans l'article 3, le législateur en vint à organiser les sanctions que ce système comportait, il se trouva tout d'abord en face des propositions de la Commission, formulées dans un texte anodin et même assez imprécis, il faut bien le reconnaître. Ce texte était ainsi conçu :

« ART. 23 (ancien 24).— En cas de déclaration erronée, les employeurs et employés seront passibles d'une contribution supplémentaire égale à l'omission constatée.

« Sont passibles d'une amende de 100 francs à 2,000 fr. et d'un emprisonnement de trois à quinze jours, les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant des versements pour les retraites visées par la présente loi reconnus coupables de fraude ou de fausse déclaration intentionnellement faite.

« L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891

sont applicables dans les cas prévus au présent article. »

Plusieurs parlementaires firent remarquer l'imprécision de ce texte. M. Monis notamment, pour remédier à cette insuffisance, proposa de rédiger l'article 23 de la manière suivante :

« Tout employeur qui aura omis l'apposition des timbres prescrits par la présente loi sera passible d'une amende égale au quadruple du versement ou de la contribution omise. La moitié de cette amende sera inscrite au compte individuel de l'assuré, l'autre moitié sera portée au fonds de réserve.

« Il sera statué par le juge de paix à la requête de l'intéressé ou du ministère public.

« Sont passibles d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours :

« 1° Les administrateurs, directeurs, etc....

« 3° L'assuré ou toute personne qui aurait fait disparaître de sa carte annuelle le timbre dûment apposé.

« L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article. »

Il est à peine besoin de lire cet amendement pour être convaincu de sa portée tendancieuse. Cette tentative avait pour but, dans l'esprit de M. Monis, porte-parole du gouvernement, de faire consacrer dès ce moment, peut-être par surprise, le système que l'année suivante le ministère reprenait à son tour et qui, grâce à la sagesse de la jurisprudence, s'écroula avant même d'avoir pris corps pratiquement. Il s'agissait de faire décider qu'en cas de non-

apposition des timbres, l'employeur serait toujours et sans exception rendu seul responsable de l'infraction à la règle du précompte. Aucun moyen de justifier sa bonne foi et de se libérer ne lui était réservé ; le seul fait de la non-apposition des timbres l'exposait sans défense à la rigueur de la loi. Que le salarié fût seul coupable, eût seul, par sa résistance et son refus de présenter sa carte, enlevé au patron la possibilité d'opérer le précompte, cela importait peu ; l'impunité lui était toujours assurée et il se déchargeait ainsi à peu de frais sur l'employeur d'une responsabilité que seul il avait encourue. Bien plus l'amendement Monis conférait à l'ouvrier le droit de requérir la poursuite contre le patron, lors même que la carte ne lui aurait pas été présentée. En outre, le patron était condamné à quatre fois le versement omis, quoiqu'il n'eût commis aucune faute. Enfin le salarié trouvait en cas de succès, dans la poursuite provoquée par lui, « cet avantage scandaleux qu'il bénéficiait de la moitié des amendes infligées à son patron, cette moitié devant être versée à son compte individuel. Il y avait pour lui une double satisfaction : le plaisir immoral de vexer le patron et le bénéfice plus tangible d'augmenter son compte personnel » (1).

Cet amendement aboutissait de toute évidence à la méconnaissance générale de la loi par les salariés qui, nous l'avons vu, trouvaient tout profit à s'y dérober ; il appa-

(1) Cf. Sénat, M. Guillier, 1^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 558.

rut aussitôt vexatoire et inadmissible. Son caractère « draconien » était encore accentué par la manière détournée et déguisée dont il tendait à ruiner le principe de la triple contribution et celui de la participation personnelle des assurés à la constitution de leur retraite.

Comment concevoir, sans demeurer confondu, que cet amendement à l'article 23 émanait du même M. Monis qui se faisait moins de deux mois auparavant le champion véhément du versement personnel de l'ouvrier, égal à celui du patron, dans un but de moralisation sociale et qui tenait au Sénat le langage suivant :

« Je fais, en effet, au système de la Commission un premier grief : c'est l'inégalité des cotisations ouvrières et patronales.

« Je trouve que ce n'est qu'un avantage apparent de diminuer la cotisation ouvrière ; je trouve surtout qu'il aboutit à des inconvénients tout à fait graves.

« Si, en effet, dès le début, dans cette œuvre de prévoyance, vous faites une part égale à l'ouvrier, à l'employé et à l'employeur, si vous les associez pour une égale partie dans l'œuvre commune, il est incontestable que vous lui donnez un cachet de prévoyance plus marqué, il est incontestable aussi que vous suscitez le sentiment de dignité de l'ouvrier.

« Dans ce système, il ne reçoit rien qu'il ne donne lui-même, et déjà il me semble que le système grandit en valeur morale ; je trouve qu'il est plus prudent et plus sage, même au point de vue politique. Lorsqu'on conçoit

une œuvre comme celle-ci, qui est de si longue haleine, qui doit embrasser un si long espace de temps, le premier sentiment qu'on éprouve, c'est la crainte des surenchères futures.

« Si, au départ de l'œuvre, vous posez comme principe qu'il peut y avoir une égalité dans la répartition de ces charges entre le patron et l'ouvrier, ne craignez-vous pas qu'à un moment donné une revendication plus ou moins vive, plus ou moins prématurée, ne se produise, tendant à faire augmenter la charge du patron et à faire diminuer la charge de l'ouvrier ? Et alors c'est toute la moralité du système qui disparaît ; vous faites une œuvre d'assistance au lieu de faire une œuvre de prévoyance commune, et je n'ai pas besoin d'insister sur tous les inconvénients qui peuvent découler d'un pareil système. »

Si on lit ensuite le projet d'amendement, on est véritablement déconcerté d'une évolution aussi rapide et aussi radicale.

Quoi qu'il en soit, l'amendement Monis tel qu'il était rédigé parut monstrueux (Cf. Guillier, *loc. cit.*) à nombre de sénateurs et MM. Guillier et Cordelet furent alors expressément chargés par le groupe de la gauche républicaine d'y faire échec en proposant une autre rédaction (1).

Conformément à ce mandat, MM. Guillier et Cordelet déposèrent l'amendement suivant :

« L'employeur ou l'assuré par la faute duquel l'apposi-

(1) Un extrait ci-joint du procès-verbal de la séance de la gauche républicaine du 25 janvier témoigne de l'émotion de ses membres

tion des timbres, prescrite par la présente loi, n'aura pas eu lieu sera passible d'une amende égale aux versements omis, prononcée par le juge de simple police, quel qu'en soit le chiffre, sans préjudice de la condamnation, par le même jugement, au paiement de la somme représentant les versements à sa charge, et qui sera portée au compte individuel de l'assuré.

« L'amende sera versée au fonds de réserve. L'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit pourra se libérer de la somme à sa charge en la versant au greffier de la justice de paix ou à l'organisme reconnu par la loi, auquel serait affilié l'assuré.

en présence du texte proposé par M. Monis :

Gauche républicaine

Extrait du procès-verbal de la séance du 25 janvier 1910

.
M. Touron signale un certain nombre d'articles qu'il est impossible d'accepter ; il insiste particulièrement sur le nouvel article 3 proposé par le gouvernement sous le couvert de la signature de M. Monis qui en a fait l'amendement n° 101.

Ce texte a pour but d'établir des sanctions contre les patrons et contre les patrons seuls chaque fois que les prescriptions de la loi n'auront pas été observées. Il y a là une disposition unilatérale absolument antijuridique, profondément inique et inadmissible.

M. Touron propose une rédaction qui donne lieu à un échange de vues entre les membres présents, mais il voudrait que les juristes du groupe se chargent de combattre le texte du gouvernement et déposent un amendement à l'article 23.

MM. Cordelet et Guillier acceptent de rédiger un texte qu'ils opposeront à celui de M. Monis.

Le Président,
Signé : R. WADDINGTON.

Le Secrétaire,
Signé : E. TOURON.

« Tous les six mois, le greffier déposera les sommes par lui touchées à la Caisse des dépôts et consignations.

« Sont passibles d'une amende de 100 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois :

« 1° Les administrateurs, directeurs, etc... »

Il suffit de lire ce texte nouveau pour constater combien son inspiration diffère de celle de l'amendement Monis. On peut dire qu'il en prend le contre-pied. Il met l'ouvrier sur la même ligne que le patron relativement aux sanctions pénales attachées à la non-apposition des timbres ; il fait dépendre ces sanctions d'une faute personnelle ; il supprime le droit de l'intéressé de requérir la poursuite et fait disparaître la quadruple amende, dont la moitié venait grossir le compte de l'assuré même coupable.

Enfin au patron mis dans l'impossibilité d'apposer les timbres par la faute de l'assuré, la faculté est donnée de justifier sa bonne foi et de se libérer en recourant à une sorte de procédure de consignation. Telles sont l'origine et la portée de l'amendement Guillier-Cordelet, déposé le 28 janvier 1910 et voté sans résistance le 1^{er} février après avoir recueilli l'adhésion de la Commission, du gouvernement et de M. Monis lui-même.

Déjà on savait l'importance qu'il emprunte aux circonstances de son insertion dans la loi aux lieu et place de l'amendement Monis. Les quelques mots prononcés à la séance du 1^{er} février par M. Guillier pour défendre brièvement sa rédaction confirment cette impression (1) :

(1) Cf. Sénat, 1^{er} février 1910, *J. off.* du 2, p. 155.

« Le système adopté par le Sénat ne donne à l'employeur qu'un seul moyen de se libérer ; ce moyen consiste dans l'apposition d'un timbre mobile sur la carte annuelle que doit présenter l'employé.

« On n'a pas prévu l'impossibilité où serait le patron d'apposer le timbre, par suite du refus du salarié de représenter sa carte. Il n'a pas le pouvoir de le contraindre à la lui produire.

« Dans cette hypothèse, quelle serait la situation ?

« Il est de bonne foi, il désire acquitter la contribution que la loi met à sa charge ; mais il ne le peut, parce qu'on ne lui représente pas la carte (*Très bien !*).

M. GAUDIN DE VILLAIN. — « C'est une des beautés de la loi ! »

M. GUILLIER. — « En vue de combler cette lacune, nous avons organisé une sorte de procédure permettant à l'employeur de consigner. Elle est des plus simples. Pour lui épargner une condamnation, à laquelle l'exposerait la non-apposition du timbre dont il n'est pas responsable, nous proposons qu'il pût établir sa bonne foi et se libérer en versant la somme qu'il doit, soit entre les mains du percepteur, soit dans la caisse de l'organisme reconnu et autorisé à assurer le fonctionnement de la loi.

« Sur la demande du gouvernement, qui trouve un inconvénient à ce mode de recouvrement de la *cotisation patronale*, nous avons substitué au percepteur le greffier de la justice de paix. Ainsi, l'employeur n'aura pas à s'imposer un long déplacement.,.

« Notre amendement se trouve modifié simplement en ce que le greffier prend la place primitivement assignée au percepteur, et que nous ajoutons au texte imprimé une disposition par laquelle : «... tous les six mois le greffier déposera les sommes par lui touchées à la Caisse des dépôts et consignations. »

« De la sorte, nous donnons plus de commodité à l'employeur pour exécuter la loi ; nous lui permettons d'échapper aux sanctions rigoureuses qu'elle lui impose, nous supprimons des causes de conflit et nous facilitons la libération du patron par la possibilité d'une consignation le mettant à l'abri de poursuites et de condamnations. »

On remarquera que déjà M. Guillier se servait couramment et pour plus de précision des termes « cotisation patronale » pour désigner la somme due par le patron.

La discussion de l'article 23 en seconde lecture porta sur des points plutôt accessoires et ne toucha en rien au fond même de l'amendement Guillier

Nous relevons seulement dans la bouche de M. Fortier (séance du 15 mars) le même langage que celui de M. Guillier et, le 16 mars, M. Fessard, voulant restituer au percepteur la mission de dépositaire précédemment confiée au greffier, demandait « au Sénat de vouloir bien substituer le percepteur au juge de paix comme collecteur des amendes et des *contributions patronales*, dont le versement n'aurait pas été constaté sur le carnet de l'ouvrier ».

Tout concorde à prouver que le Sénat, voulant prendre le contre-pied de l'amendement Monis, n'en a rien laissé

subsister et qu'il ne s'est pas un instant mépris sur la portée de la substitution qu'il venait d'homologuer (1).

Voyons quelle interprétation pratique on doit donner à l'article 23 tel qu'il a été définitivement introduit dans la loi.

Le patron est en principe le collecteur forcé de la cotisation ouvrière. Il a le droit et le devoir d'opérer la retenue. C'est en ce sens que l'on doit entendre que le précompte est *obligatoire* pour l'employeur. Rien de plus exact quand la carte lui est présentée et l'article 3 s'applique seulement à ce dernier cas ; il prélève alors comme ferait un percepteur, sous sa propre responsabilité. Mais l'article 23 prévoit précisément l'hypothèse où le précompte ne s'est pas effectué régulièrement. Il suppose que la non-apposition des timbres est imputable soit à l'employeur, soit à l'assuré. Chacun répondra de sa faute personnelle. Si c'est l'employeur qui est en faute, il sera condamné à une amende égale aux versements omis et en outre au paiement de la somme représentant les *versements à sa charge*, et qui sera portée au compte individuel de l'assuré. Et si c'est l'assuré, il encourra les mêmes condamnations à l'amende et au paiement de la somme représentant les *versements à sa charge*.

(1) Voir aussi note dans D. 1911.2 266, sur le jugement des prud'hommes de Marseille du 25 juillet 1911 ; Bellom, *Journal des Economistes*, 15 juin 1911, p. 374 ; Louis Puech, député, journal *Le Siècle*, 31 mai 1911 ; journal *Le Greffier*, 15 septembre 1911, p. 414 ; Jouarre, *Gaz. Trib.*, 1^{er} juin 1911 ; Le Hénaff, *Brochure sur l'article 23 et de nombreux articles depuis les arrêts de la Cour de cassation*.

Les mots « versements à sa charge » ne peuvent être équivoques ; ils visent de toute évidence la contribution soit de l'employeur, soit de l'assuré, mais non pas les deux à la fois. Non seulement le sens grammatical du texte l'exige, mais le bon sens même commande cette interprétation, la seule logique. C'est d'ailleurs un principe fondamental que l'employeur et le salarié gardent la charge personnelle de leur cotisation. La charge de l'un ne devient jamais la charge de l'autre. Lors donc que l'assuré (qui peut-être n'est même pas inscrit) ne présente pas sa carte au patron pour l'apposition des timbres, il rend impossible cette opération qui suppose essentiellement l'existence et la présentation de la carte ; il est donc en faute et sera passible de poursuites de la part du ministère public, qui le fera condamner, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à l'amende et au versement de sa propre cotisation.

Dans ce cas, que fera le patron de bonne foi qui, malgré sa bonne volonté, n'a pu effectuer le précompte ni apposer les timbres par suite de la non-présentation de la carte de l'assuré ?

Le paragraphe 2 de l'article 23 prévoit clairement cette hypothèse et les explications orales de M. Guillier, ci-dessus rapportées, sont péremptoires et explicites : le patron, qui demeure débiteur de sa contribution personnelle, « pourra se libérer de la somme à sa charge en la versant au greffier de la justice de paix ou à l'organisme reconnu par la loi auquel s'était affilié l'assuré ».

Si donc le salarié n'est affilié pour l'encaissement des

versements à aucun organisme reconnu par la loi, le patron empêché de précompter et d'apposer les timbres pourra verser sa contribution personnelle au greffe de la justice de paix et si au contraire le salarié en faute a usé de la faculté accordée par l'article 3, § 5, le versement du patron sera effectué entre les mains de l'organisme choisi et désigné par l'ouvrier.

Dans la disposition *de pure faculté* de l'article 23, § 2 (car l'employeur n'est pas *tenu* de recourir à ce mode de libération, il *pourra* seulement, dit le texte, *et non pas il devra*), nous retrouvons les mots *à sa charge* appliqués à la somme qui sera versée par l'employeur. Evidemment, une fois de plus, la somme à sa charge ne peut être que la somme dont il demeure débiteur vis-à-vis du salarié d'après le principe général de l'article 3, c'est-à-dire sa contribution personnelle.

Au surplus, cette interprétation, sur laquelle on reviendra plus loin, est absolument confirmée par les travaux préparatoires et par la substitution, que nous avons analysée, du texte de l'article 23 actuel au projet diamétralement opposé de M. Monis.

Depuis le vote de la loi, l'article 23 avait été interprété par tout le monde comme nous venons de le faire nous-même ; M. Brager de la Ville-Moysan le faisait remarquer au Sénat au début de son interpellation du 30 mai 1911 (1).

(1) Cf. Sénat, 30 mai 1911, *J. off.* du 31, p. 536.

D'autre part, on n'avait pas tardé à constater que l'ensemble de la classe ouvrière faisait à la loi nouvelle, contrairement aux prévisions, un accueil peu enthousiaste et que si les assurés âgés s'y soumettaient plus volontiers, séduits par l'attrait d'une retraite prochaine sans sacrifice personnel prolongé, les générations plus jeunes, tenues pendant de nombreuses années encore à effectuer des versements, manifestaient une indifférence sinon une hostilité presque générale.

M. Codet, dans son interpellation du 30 mai 1911 (1), constatait le peu d'empressement de la classe ouvrière :

« Comment les intéressés ont-ils répondu à ces mesures prises par le Parlement et le gouvernement ? En protestant et souvent même en combattant la loi.

« Ce ne sont pas les chiffres officiels que M. le ministre du travail vous apportera dans un instant que je vais citer, mais ceux que j'ai puisés, comme vous avez pu le faire vous-mêmes, dans la presse et notamment dans des journaux qui ne sont point hostiles à la politique du gouvernement. Ces chiffres montrent comment la loi a été accueillie tant à Paris que dans les départements. Je vous demande la permission de les faire passer très rapidement sous vos yeux :

« A la veille de l'expiration du délai d'inscription :

« A Paris, sur 800.000 assujettis, il y a eu environ 86.000 inscriptions ;

(1) Cf. Sénat, 30 mai 1911, *J. off.* du 31, p. 533.

« A Versailles, sur 16.000, il y en a eu 250 ;

« A Lyon, sur 200.000, 25.000 inscriptions ;

« A Marseille, sur 250.000 assujettis, 12.000 seulement ;

« A Bordeaux, un tiers d'inscriptions ;

« Dans la région minière du Nord, sur 700.000 assujettis, on espérait 200.000 inscriptions ;

« A Lille, sur 90.000, il y a eu 4.000 inscriptions ;

« A Tourcoing, sur 45.000, il y a eu moins de 2.000 inscriptions ;

« A Douai, sur 7.000 assujettis, 3.000 inscriptions seulement ;

« A Limoges, sur 40.000, il y en a 18 !... »

Si M. le ministre Paul Boncour a pris la peine, au cours de la même séance (1), de déclarer que l'application de la loi donnait en dépit de quelques difficultés des résultats très satisfaisants, et si les chiffres indiqués par lui sont moins concluants que ceux de M. Codet, peut-être parce que plus officiels, ils ne laissent pas cependant de confirmer la tiédeur des assujettis.

« Voici, Messieurs, disait le Ministre, quelques-uns des résultats obtenus à ce jour :

(1) Cf. Sénat, 30 mai 1911, *J. off.* du 31, p. 544

Départements	Prévisions	Inscriptions	Volontaires	Proportion de volontaires
Ardennes . . .	120.000	65 000	35.000	50 0/0
Meurthe-et-Mos.	100.000	85.000	56.000	65 0/0
Meuse	41.000	15.000	7.000	50 0/0
Vosges	130.000	94.000	50.000	55 0/0
Haute-Marne . .	40.000	21.000	12.000	56 0/0
Marne	100.000	79.000	24.000	30 0/0

Deuxième groupe.

Territ. de Belfort	30.000	26.000	7.000	29 0/0
Jura	85.000	40.000	20.000	50 0/0
Haute-Saône . .	55.000	31.000	15.000	48 0/0
Ain	100.000	50.000	23.000	47 0/0
Loire-Inférieure .	125.000	105.000	17.000	17 0/0
Maine-et-Loire .	100.000	65.000	17.000	18 0/0
Vendée	70.000	56.000	8.535	15 0/0

A côté voici le groupe de la Côte-d'Or, de l'Yonne, de Saône-et-Loire et du Cher. Côte-d'Or, 85.000, 38.000, 30.000, 78 0/0.

Vous voyez, Messieurs, la différence qu'il y a entre les régions. Ces chiffres, contestés et rectifiés d'ailleurs par M. Touron à la séance du Sénat du 1^{er} février 1911, montrent bien l'échec général de la loi.

Aussi le gouvernement se trouva-t-il bientôt dans le plus grand embarras : pris entre d'une part l'impossibilité matérielle et politique de poursuivre des millions de ré-

fractaires et d'autre part le souci d'assurer coûte que coûte l'exécution de la loi, le ministre n'hésita pas à s'appuyer sur le texte même de celle-ci pour tenter d'en faire accepter une interprétation toute nouvelle et insoupçonnée.

Dans le courant du mois de mai 1911, M. Villemin, président de la Fédération des syndicats patronaux du bâtiment, averti sans doute des intentions nouvelles du gouvernement et désireux d'acquérir une certitude à cet égard, lui posa la question de savoir ce que, à son avis, le patron devait faire au cas où les ouvriers refuseraient de se prêter aux opérations du précompte.

C'est dans la réponse à cette question que se fit nettement jour pour la première fois la théorie inattendue du ministère du travail, qui devait aussitôt susciter une véritable polémique dans les milieux parlementaires et dans le monde du travail, comme dans l'opinion publique en général, une réelle émotion (1). Cette surprise, mêlée d'inquiétude, était entièrement justifiée, comme le prouve le texte suivant de la réponse ministérielle :

« Si des ouvriers déchirent leur carte annuelle ou refusent de la présenter, les employeurs seront mis dans l'impossibilité d'apposer les timbres mixtes représentant leur

(1) Cf. nombreux articles de journaux et de périodiques, notamment : *L'Opinion*, n° du 20 mai 1911, p. 609 ; *L'Action*, nos des 3, 19 et 31 mai 1911 ; *Les Débats*, nos des 17 mai et 11 juin 1911 ; *Le Siècle*, article de M. Puech, ancien ministre, rapporteur de la loi à la Chambre, n° du 31 mai 1911 ; *Le Temps*, nos des 1^{er} et 11 juin 1911 ; *Gazette des tribunaux*, 19 mai 1911 ; *La Liberté*, n° du 13 mai 1911, etc...

contribution et la cotisation ouvrière. Ils devront néanmoins prélever sur le salaire de l'ouvrier le montant de la cotisation ; tous les mois ils devront porter, faire porter ou envoyer par la poste au greffier du juge de paix les sommes représentant leur contribution et la cotisation ouvrière, en indiquant le nom de l'ouvrier sur le salaire duquel lesdites sommes auront été prélevées. »

Voici, en d'autres termes, quel était le raisonnement du ministre :

La loi a posé dans l'article 3, après des débats mémorables et approfondis, le principe du prélèvement obligatoire par le patron lors de chaque paie. D'autre part le paragraphe 2 de l'article 23 précise le moyen offert au patron de s'acquitter de ses obligations bien que le salarié ne se soit pas mis en règle avec la loi : dans ce cas l'employeur peut se libérer de la somme à sa charge en la versant directement ou par la poste au greffier de la justice de paix.

« A moins de faire apparaître entre l'article 3 et l'article 23 une contradiction qui détruirait toute l'efficacité de la loi, la somme à sa charge ne peut évidemment s'entendre que du double versement ouvrier et patronal dont l'employeur est responsable en vertu des paragraphes 1 et 3 de l'article 3 (1). »

Le Sénat, ayant par l'article 3 basé la loi sur le précompte obligatoire, ne pouvait avoir entendu renier sa propre volonté, en votant dans l'article 23 une disposition

(1) Cf. Sénat, 30 mai 1911, *J. off.* du 31, p. 545 et suiv.

ayant pour effet de ruiner ce principe même d'obligation.

Cette théorie, préconisée par le gouvernement en désespoir de cause, est aisée à réfuter et les arguments les plus décisifs furent aussitôt mis en lumière tant au Parlement que dans la presse pour y faire échec.

On pouvait d'abord répondre au ministre, qu'en admettant l'existence de cette contradiction entre l'article 3 et l'article 23, son système en faisait apparaître une autre, plus grave encore peut-être, car, tout en maintenant le principe de la triple contribution, il aboutissait à le détruire, puisqu'il exonérait l'ouvrier de toute cotisation et doublait au profit de ce dernier la charge du patron.

« Avec ma thèse le principe de l'obligation subit peut-être un léger accroc, avec celle de M. le ministre, c'est le principe de la triple contribution qui est violé (1). »

M. Guillier, auteur de l'article 23, entreprit, d'autre part, de lui rendre sa véritable signification et rappela lumineusement au Sénat les circonstances dans lesquelles il l'avait substitué à l'amendement Monis. Ainsi que nous l'avons montré nous-mêmes, cet argument est absolument conyaincant. Et M. Touron, qui a pris, lui aussi, une part si importante et si éclairée à l'élaboration de la loi, fit ressortir que les dispositions de l'article 3 n'étaient pas intangibles comme le soutenait le ministre ; qu'en effet il était tout d'abord singulier de vouloir lier le législateur par un principe posé à l'article 3 d'une loi de 41 articles

(1) Cf. Guillier, Sénat, 1^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 560.

et qu'au surplus si le paragraphe 1^{er} de l'article 3 pose le principe du précompte, les paragraphes 4, 5 et 6 du même article et l'article 19 l'écartent dans certains cas particuliers. Il n'est donc pas surprenant que l'article 23 ait prévu une exception de plus au précompte obligatoire pour le cas où le salarié refuserait de s'y soumettre (1-2).

En outre, M. Guillier indiqua quelques-unes des conséquences inexplicables et inadmissibles de la théorie ministérielle.

D'abord le précompte — obligatoire quoi qu'il arrive — entraînerait pour le patron la nécessité de faire une retenue pour le compte d'un salarié qui, ayant refusé de se faire inscrire, repousse formellement le bénéfice de la loi, et de coller des timbres sur une carte qui n'a jamais été créée ! (3).

Les termes mêmes de l'article 23 ne se prêtent du reste pas à l'interprétation du ministre ; comme le disait M. Guillier à la séance du 1^{er} juin, les mots « se libérer » impliquent une dette personnelle, c'est-à-dire, dans l'espèce, la contribution patronale :

« L'article 23 est suffisamment clair pour qu'il ne puisse pas y avoir de discussion sérieuse à son sujet. La phrase « l'employeur pourra se libérer » indiquait qu'il ne s'agit ici que de la contribution patronale. En effet, quand l'employeur se libère, il acquitte ce qu'il doit. Or, ce qu'il

(1) Cf. Sénat, 1^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 557 et suiv.

(2) Cf. Sénat, 1^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 565.

(3) Cf. Sénat, 1^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 558.

doit, c'est sa contribution ; celle de son ouvrier, à proprement parler, il ne la doit pas.

« L'obligation de faire le précompte ne le rend pas débiteur de la somme retenue. Le patron peut être amené à avancer la cotisation de l'ouvrier ; il est, en quelque sorte, la caution de son ouvrier au regard de la caisse des retraites ; mais, en définitive, cette cotisation ne constitue pas sa propre dette ; s'il la paye, il a le droit de récupérer son versement sur l'ouvrier. Ce recours, qu'il peut, en principe, exercer, est la preuve qu'en avançant ce que l'ouvrier doit, le patron n'acquitte pas sa dette propre et qu'il ne se libère pas.

« La libération implique une dette à lui personnelle, c'est-à-dire la contribution patronale (1). »

Aussi bien M. Viviani avait-il lui-même prouvé que tel était bien son sentiment intime, lorsqu'au cours de la discussion de la loi devant le Sénat, il avait dit en réponse à M. Fortier : « Il convient d'envisager deux questions : lorsqu'un ouvrier refusera de présenter sa carte, il est hors de doute que le patron sera innocent s'il n'a pas pu apposer le timbre. (Malgré cela, ajoute M. Guillier (2), vous avez aujourd'hui la prétention de faire payer à cet homme innocent la cotisation ouvrière)... Dans ce cas il devra, conformément à l'article 23, porter *son argent* au greffe. *Son argent*, continue M. Guillier, non celui de l'ouvrier retenu par lui, son argent, c'est-à-dire ce dont il est personnelle-

(1) Sénat, 4^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 558.

(2) *Ibid.*, p. 559.

ment débiteur ; voilà ce qu'il doit porter au greffe. Vous retiendrez donc l'expression dont s'est servi M. Fortier : les sommes dont le patron est débiteur vis-à-vis de l'ouvrier, expression que confirme, en quelque sorte, M. le ministre qui dit, en parlant du patron : il devra porter son argent. »

D'ailleurs, poursuivait M. Guillier — nous ne nous lassons pas, pour défendre notre thèse, qui est la sienne, de citer ses paroles, tant nous semble prenante, convaincante et lumineuse son argumentation — l'interprétation de l'article 23 que nous opposons à celle du gouvernement ne ruine pas, comme on le prétend, le principe de l'obligation posé dans l'article 3. En effet, en décidant que le précompte fonctionnera dans les cas ordinaires, mais que, s'il est impossible de l'opérer, le patron sera par exception dispensé d'une retenue que matériellement il ne peut effectuer, on n'attaque pas la règle générale, on la confirme ; on supprime si peu l'obligation, que le patron reste tenu de faire ses versements alors même que son ouvrier ne doit pas en bénéficier. Non, notre article 23 n'est pas le renversement de l'article 3 ; il le fortifie, il l'explique, il l'atténue dans ce qu'il aurait d'excessif, il lui donne l'élasticité indispensable pour lui permettre de jouer aisément en donnant aux patrons des facilités plus grandes pour l'application de la loi. Si, comme le disait M. Guillier, le principe de l'obligation subit dans notre interprétation de l'article 23 un léger accroc, c'est au gouvernement à y remédier et il a le pouvoir de le faire car la loi

permet de poursuivre l'ouvrier récalcitrant et c'est à l'Etat qu'il appartient de le contraindre au paiement de sa dette.

Voici encore où éclatent l'iniquité et l'incohérence du système gouvernemental. M. Guillier, à la même séance du 1^{er} juin, mettait en lumière ce point de vue d'une manière saisissante : « Que faites-vous, disait-il au gouvernement, avec votre interprétation de la loi ? Obtenez-vous l'effort personnel de l'ouvrier ? Non. Il ne paye rien, il ne s'impose aucun sacrifice, il repousse la loi, il ne verse rien. Et cependant, vous mettant ainsi en contradiction avec votre notice imprimée, à cet ouvrier qui n'a fait aucun effort, qui proteste peut-être, vous venez dire : « J'oblige ton patron à faire pour toi ce que tu devais faire et que tu n'as pas fait » et vous imposez à ce patron un sacrifice double de celui que la loi lui imposait. Vous le punissez de la désobéissance à la loi de son ouvrier. Pour un prévoyant, il paiera simplement sa contribution ; pour un réfractaire, il versera le double. »

Un semblable résultat se juge par lui-même.

Enfin un dernier argument fut présenté qui à lui seul semble décisif et devant lequel on est surpris que l'insistance du ministre n'ait pas fléchi, tant sa portée est considérable.

Il s'agit ici des conflits graves et incessants que ne peut manquer de soulever entre patrons et salariés l'application du système gouvernemental. Si l'on décide, en effet, que, sous peine de verser de sa poche les deux cotisations,

l'employeur doit lors de chaque paie faire subir de force une retenue au salaire d'un ouvrier qui se refuse obstinément à ce prélèvement, il est certain qu'on crée par là-même dans le monde de travail une source de difficultés et de conflits sans nombre, une atmosphère de malaise ou de haine aboutissant à des violences et à des grèves. M. Brager de la Ville Moysan signalait dans son interpellation du 30 mai (1) la situation menaçante dans certains centres ouvriers : « Le président de la chambre de commerce de Fougères m'écrit que si l'on veut appliquer l'article 23 avec l'interprétation du ministre du travail, ce sera un tolle universel dans cette localité très ouvrière. » Et il ajoute : « Si à la paie du 8 juillet (2) nous faisons le geste de retenir sur les salaires, il est à présumer que nous aurons 12.000 ouvriers en grève quarante-huit heures après. »

Et M. Touron, toujours si informé des questions du travail, souligne d'un mot cette funeste prédiction : « Il n'y aura pas qu'à Fougères. »

D'autre part, la disposition de l'article 170 du décret du 25 mars 1911, d'après laquelle « les versements effectués par les employeurs au greffier de la justice de paix, en vertu du paragraphe 2 de l'article 23 de la loi, sont accompagnés d'une déclaration de versement mentionnant les dates auxquelles a eu lieu l'emploi de salariés depour-

(1) Cf. Sénat, 30 mai 1911, *J. off.* du 31, p. 537.

(2) La date d'entrée en vigueur de la loi était fixée au 3 juillet 1911.

vus de cartes qui motive ce versement, les noms et prénoms de ces salariés s'ils sont connus et toutes les indications utiles pour constater leur identité, le cas échéant », cette disposition, disons-nous, n'est pas de nature à calmer les esprits. De même, en effet, que l'interprétation ministérielle de l'article 23 tend à faire du patron vis-à-vis de l'ouvrier réfractaire un « gendarme », l'article 170 du décret lui fait jouer le rôle, encore plus odieux peut-être, de dénonciateur. Si l'on veut par ce procédé détourné de la délation livrer les récalcitrants à la poursuite du ministère public, pourquoi ne pas faire agir celui-ci dès qu'est constaté le fait de la résistance au précompte au lieu de faire endosser au patron la responsabilité d'une contrainte qu'il n'a pas à exercer ?

Quoi qu'il en soit, la perspective d'une dénonciation éventuelle par l'employeur de la résistance dont l'assuré est seul qualifié pour apprécier le bien fondé, n'est guère propre à détendre les rapports entre salariés et patrons, déjà compromis par la tentative d'un prélèvement imposé (1).

(1) Au surplus, on peut fort bien mettre en doute la légalité de de l'article 170 du décret réglementaire et surtout de l'article 171. En effet l'article 16 de la loi dispose expressément que les versements des greffes, visés à l'article 23, sont attribués au fonds de réserve. (Cette affectation est confirmée par l'article 170 du décret, modifié par le décret du 6 août 1912.) D'autre part, l'article 171 du décret est ainsi conçu :

« Les réclamations ultérieurement formulées en vue de l'attribution à un compte d'assurance des sommes ainsi versées sont adressées au préfet qui les transmet au ministre du travail avec son avis.

« Le ministre du travail ordonnance, s'il y a lieu, au profit de la caisse d'assurance et sous la forme d'un prélèvement sur le fonds

Aussi M. Touron avait raison de prévoir que peu de patrons se plieront à cette obligation (1) et c'est pourquoi le sens des termes « l'employeur... *pourra* se libérer de la somme à sa charge » était, nous le verrons plus loin, fort intéressant à déterminer.

Pour en finir avec cette longue discussion de l'article 23 devant le Sénat, nous voulons invoquer encore en faveur de notre thèse ces quelques lignes de M. Ribot, un des plus ardents partisans du précompte et de l'obligation et qui ne saurait être suspect de partialité dans la circonstance. Il disait à la séance du 2 juin (*J. off.* du 3, p. 581) :

« En ce qui touche une question qui, ce me semble, a pris beaucoup trop de place dans le débat, celle de l'article 23 de la loi, je me bornerai à constater que nous sommes d'accord pour en laisser la solution aux tribunaux.

de réserve, les sommes pour lesquelles la réclamation est reconnue fondée. »

Il a donc pour effet d'individualiser au profit de salariés réclameurs, jadis réfractaires, maintenant disposés à se conformer à la loi, des sommes que le législateur leur a refusées pour les attribuer exclusivement au fonds commun créé pour alléger les charges budgétaires annuelles. Il y a là un véritablement virement, qu'un règlement d'administration publique n'a pas le droit d'effectuer, puisqu'il est contraire à une disposition expresse de la loi et que le pouvoir réglementaire, fondé sur une délégation du législateur et tenu de demeurer dans les limites de celle-ci, ne peut, à plus forte raison, contredire la loi. Malgré cette régularité extrêmement douteuse des articles 170 et 171 du décret, le ministre s'en est prévalu pour étayer sa nouvelle théorie (Cf. Ch. dép., Viviani, 9 juin 1911 *J. off.* du 10, p. 2334-2335). Nous estimons au contraire que rien dans ces articles ne peut faire supposer que les versements des employeurs au greffe doivent comprendre la double cotisation.

(1) Cf. Sénat, 4^{er} juin 1911, *J. off.* du 2, p. 566.

Si nous voulions nous en emparer, il faudrait aller au fond du débat, peser les arguments et je ne serais pas tout à fait sûr d'être d'accord avec M. le ministre du travail. Il me pardonnera ma franchise, mais il s'agit là d'opinions de jurisconsultes et, chacun le sait, les jurisconsultes ont leur amour-propre, ce qui est bien naturel. »

L'autorité de M. Ribot est de celles qu'on se plaît à pouvoir invoquer.

Nous venons de passer rapidement en revue les principaux arguments présentés devant le Sénat pour réfuter la théorie ministérielle et nous regrettons de n'avoir pu donner qu'un aperçu très raccourci des débats sur cette question des plus intéressantes, qui a pris devant le Parlement une ampleur et une importance considérables.

La même discussion se reproduisit quelques jours plus tard à la Chambre et les mêmes arguments furent repris dans l'un et l'autre sens. Nous nous bornerons par conséquent à appeler l'attention sur deux interventions seulement :

Notre première observation se rapporte à un passage du discours prononcé le 9 juin à la Chambre par M. Viviani (*J. off.*, 10 juin 1911, p. 2335) pour défendre le système de M. Paul Boncour. L'ancien ministre du travail disait :

« Voilà un patron qui n'a pas fait de prélèvement : on peut dire, par hypothèse, que c'est par lui et grâce à lui que l'apposition des timbres n'a pas été établie.

« Il est condamné à une amende. Il a payé sa dette à la société. Puis il va subir une condamnation, purement

civile celle-là. Que peut-on réclamer à celui qui est l'objet de cette condamnation civile ? Uniquement ce qu'il doit. Que doit-il, ce patron qui n'a pas fait le prélèvement ? Le texte le dit : il doit uniquement, s'il s'agit d'un mois, 75 centimes (*Mouvements divers*).

« En effet, comment pourrait-il en être autrement ?

« Voilà un patron qui ne fait pas les prélèvements. Il est en faute. Il subit l'amende. Mais on ne peut pas, puisqu'il n'a pas fait le prélèvement, puisqu'il ne l'a pas dans sa poche, lui demander de l'apporter et on ne le condamne dans cette hypothèse qu'au versement de 75 centimes « représentant les versements à sa charge ».

« Quand il s'est agi des versements du patron, on a employé avec raison cette expression la « somme représentant les versements à sa charge ». Dans le second paragraphe de l'article 23, quand on a vu le geste du patron qui, voulant se liquider d'une difficulté, prenait le chemin du greffe, on a prévu la somme à sa charge, on a pensé qu'il apporterait au greffe à la fois le versement ouvrier et le versement patronal. »

Ce rapprochement de textes, destiné dans l'esprit de M. Viviani à faire apparaître une opposition décisive entre les mots « versements à sa charge » (contribution patronale exclusivement) et les mots « somme à sa charge » (double cotisation), nous fournit un argument de plus en faveur de l'interprétation que nous défendons et il nous semble qu'ici l'ingéniosité habituelle de l'ancien ministre s'est trouvée par hasard en défaut.

La première partie de son argumentation détruit en effet la seconde.

Si M. Viviani admet que le patron en faute ne peut subir d'autre condamnation civile que celle de verser *sa propre contribution, puisqu'il n'a pas dans sa poche la somme qu'il a négligé de prélever*, comment pourrait-il, quand c'est l'ouvrier qui est en faute, être condamné civilement à payer les deux cotisations ? *Pas plus dans cette hypothèse que dans la première, il n'a en poche la cotisation de l'ouvrier, puisqu'il n'a pas effectué le prélèvement*. La situation est donc la même avec cette seule différence que, dans un cas, le patron en faute est condamné à une amende et que dans l'autre il n'encourt pas de condamnation à l'amende.

La concession de M. Viviani sur le paragraphe 1^{er} de l'article 23 détruit donc son argumentation sur le paragraphe 2.

Une deuxième remarque nous est suggérée par une observation de M. Paul Beauregard à la séance de la Chambre du 15 juin 1911 (1).

« Supposez, disait-il, que c'est l'assujetti qui n'a pas remis sa carte, qui l'a refusée ou même qui n'en a pas. Il n'y a pas de doute, c'est lui qui tombe sous le coup de l'article 23. L'article le dit, le vise particulièrement et voici le résultat vraiment fantastique auquel conduirait la théorie de nos honorables contradicteurs :

« L'ouvrier sera poursuivi et paiera l'amende, il sera

(1) Cf. Chambre des députés, 15 juin 1911, *J. off.* du 16, p. 2394.

obligé, en outre, de verser la somme qu'il n'a pas voulu se laisser retenir et on la portera à son compte. Mais le patron, à en croire ces Messieurs, serait, lui aussi, poursuivi et condamné dans les mêmes conditions, et ainsi du fait que l'ouvrier n'aura pas voulu se soumettre à la loi, il en résultera qu'à son compte, on versera deux fois la somme en litige. Est-ce concevable ? »

Ce cumul, ce versement deux fois répété de la cotisation ouvrière est si peu concevable qu'il n'a pu venir à l'esprit de personne et M. Viviani était assurément sincère lorsqu'il pressait son éminent collègue de ne pas lui prêter « une pareille stupidité ». Mais ce résultat est constant et s'il est inattendu, c'est bien une preuve nouvelle que la théorie ministérielle a été construite sous l'empire d'une nécessité pressante ; il n'est guère surprenant que les inventeurs, ingénieux et subtils, d'un système factice n'aient pu ni prévoir ni empêcher les fissures par où se produirait l'écroulement de leur édifice trop hardi.

Nous trouvons là conclusion des longs débats intervenus au Parlement en mai et juin 1911 et qui ne reçurent des Chambres aucune sanction positive dans l'affirmation maintes fois répétée du gouvernement qu'il laisserait aux tribunaux, saisis de quelques espèces types, le soin de fixer en dernière analyse l'interprétation de l'article 23 (1).

Avant d'aborder l'étude des solutions apportées par la jurisprudence, ainsi chargée de suppléer à l'embarras du

(1) Cf. Sénat, 2 juin 1911, *J. off.* du 3, p. 579.

législateur, il nous faut noter la lente évolution qui dès le mois de juin 1911 s'opéra dans les intentions du ministre du travail. Sans doute la résistance que ce dernier avait trouvée au Parlement l'avait-il décidé à user de quelques ménagements et à entrer dans la voie des adoucissements à un système qualifié de « draconien » et de « monstrueux ».

Quoi qu'il en soit, la réponse suivante montre que déjà le ministre est disposé à ne pas appliquer la rigueur de son interprétation au patron, empêché d'effectuer le prélèvement par la crainte de conflits graves. Cette concession est déjà singulièrement éloquente (1). On verra ultérieu-

(1) A M. Mamy, directeur de l'Association des Industriels de France contre les accidents du travail.

Monsieur,

Vous m'avez demandé de vous faire connaître les vues de mon Administration en ce qui concerne les obligations auxquelles seront tenus les patrons, lorsqu'un ou plusieurs de leurs ouvriers ne présenteront pas la carte nécessaire à l'apposition du timbre.

Sous réserve de la jurisprudence à intervenir — car c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de donner de la loi une interprétation définitive — il m'apparaît que la loi du 5 avril 1910 étant fondée, d'une part, sur le double versement obligatoire du patron et de l'ouvrier; d'autre part sur le prélèvement patronal, lors de chaque paye, explicitement imposé par le paragraphe 4^{er} de l'article 3, l'obligation du prélèvement subsiste, même si le salarié ne présente point sa carte.

L'article 23, § 2, offre d'ailleurs au patron le moyen de se libérer au cas où l'apposition du timbre mixte, représentant le double versement, n'a pu être effectué. Il lui suffira d'en verser le montant, chaque mois, en timbres-retraite pour éviter les frais d'envoi, au greffier de la justice de paix, en indiquant les nom et prénoms du salarié et tous renseignements utiles pour constater son identité

rement le point final d'une évolution dont ce document marque la première étape.

(art. 170 du règlement d'administration publique du 25 mars 1911) afin que celui-ci, lorsqu'il se sera décidé à satisfaire aux prescriptions de la loi, puisse demander le versement à son compte des sommes ainsi déposées, et que la constitution de la retraite soit ainsi assurée en tout état de cause (art. 171 du même règlement).

J'ajoute qu'il n'est ni dans l'esprit de la loi, ni dans les intentions du gouvernement, d'exercer un recours contre le patron qui se sera borné à effectuer son propre versement, quand il sera constaté que, malgré tous ses efforts pour remplir ses obligations, ce patron s'est trouvé dans l'impossibilité absolue d'exercer le prélèvement ou qu'il n'aurait pu le faire sans provoquer des conflits, qui risqueraient de compromettre une œuvre de paix sociale dans laquelle le législateur a voulu associer de la façon la plus étroite le patron, l'ouvrier et l'Etat.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

*Le Ministre du travail
et de la prévoyance sociale,*
Signé : Paul BONCOUR.

CHAPITRE IV

DE L'INTERPRÉTATION DONNÉE A L'ARTICLE 23

PAR LA JURISPRUDENCE.

Devant la déclaration formelle du gouvernement qu'il entendait laisser aux tribunaux le soin de fixer l'interprétation définitive de l'article 23, M. Tournon, en terminant son discours du 1^{er} juin 1911, prévenait d'avance le ministre qu'il serait défaillant à la première paie qui suivrait le 3 juillet 1911 (date d'entrée en vigueur de la loi) et l'adjurait de faire alors dresser contre lui personnellement un procès-verbal de contravention. Ainsi la jurisprudence pourrait statuer sur des espèces bien choisies et définir *directement* sur une poursuite pénale les obligations du patronat vis-à-vis de l'Administration.

Mais malgré l'insistance de M. Tournon (lettre au ministre du 21 septembre 1911), M. René Renoult, alors ministre du travail, ne crut pas devoir déférer à son désir et la première fois que la Cour de cassation fut amenée à se prononcer sur la question vitale qui nous occupe, elle se trouva saisie non pas d'un procès entre le ministère public et les patrons — qui aurait permis de déterminer d'une manière directe et complète le sens des articles 3 et 23 — mais d'un pourvoi formé par un patron contre un ouvrier

qui avait refusé de subir une retenue quelconque sur son salaire pour la constitution de sa retraite et avait réussi à faire consacrer sa thèse par la juridiction des prud'hommes.

L'arrêt à intervenir laisserait donc entières toutes les questions concernant les conséquences de l'article 23 au point de vue capital des sanctions pénales. C'est sous cette réserve essentielle qu'il convient d'aborder l'étude des solutions données par la Chambre civile de la Cour de cassation.

L'ouvrier Carel ayant passé avec M. Bellamy, manufacturier, un contrat de louage de travail d'une durée indéterminée à raison de 50 centimes l'heure et ayant effectué quatre journées de travail de dix heures chacune, demanda à son patron le paiement d'un salaire de 20 francs.

M. Bellamy, prétendant que Carel était assujetti à la loi, voulut retenir sur cette somme 12 centimes, montant de la cotisation ouvrière pour quatre journées de travail. Comme M. Carel affirmait, au contraire, ne pas être soumis à l'application de la loi de 1910, M. Bellamy n'hésita pas à congédier sur le champ l'ouvrier réfractaire.

Ce dernier poursuivit alors son patron devant le conseil des prud'hommes de la Seine en paiement intégral des 20 francs à lui dus à titre de salaire et réclama en outre 1 franc de dommages intérêts et 30 francs pour brusque congédiement.

Le conseil des prud'hommes accueillit ces prétentions

par un jugement en date du 22 juillet 1911 que nous reproduisons en note (1).

(1) Jugement du conseil des prud'hommes de la Seine du 22 juillet 1911 (Carel contre Bellamy).

Le bureau général, après avoir entendu les parties et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en dernier ressort ; — Attendu que Carel réclame à Bellamy le paiement : 1^o de la somme de 20 francs pour salaires de quatre journées de travail, sur lesquels Bellamy veut retenir 12 centimes pour versement à la caisse des retraites ouvrières, considérant Carel comme assujetti obligatoirement à la loi du 5 avril 1910 et, comme tel, obligé auxdits versements ; 2^o de la somme de 1 franc à titre d'indemnité pour non paiement de l'intégralité desdits salaires ; 3^o de la somme de 30 fr. à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice que Bellamy lui cause, dit-il, en le congédiant sans délai, contrairement à l'usage du préavis de huitaine existant à Paris, pour les ouvriers papetiers, et pour le motif qu'il se refuse à subir un prélèvement sur ses salaires ; — Attendu, au sujet des salaires, que Bellamy reconnaît devoir les 20 francs réclamés, mais déclare qu'il se croit, selon la loi du 5 avril 1910, tenu d'opérer sur les salaires de chacun de ses ouvriers dont la rémunération ou salaire annuel ne dépasse pas 3 000 francs une retenue de 3 centimes par jour pour contribution personnelle de l'ouvrier pour sa retraite ; — Attendu que Carel soutient que, possédant un revenu annuel supérieur à 5.000 francs, il lui est interdit de profiter d'avantages réservés aux salariés dont les ressources annuelles n'atteignent pas le chiffre de 3.000 francs, et à ceux dont les ressources varient de 3.000 à 5.000 francs ; qu'il ajoute que la loi ne l'astreint pas à justifier de ses ressources vis-à-vis de son employeur et ne permet pas à celui-ci de le classer arbitrairement dans la première catégorie de salariés assujettis, alors qu'il lui a déclaré rentrer dans la troisième catégorie visée par la loi du 5 avril 1910 ; — Mais attendu que, de la combinaison du texte de l'article 1^{er} et de l'article 10, § 5, de la loi du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes, il ressort que ce n'est pas le revenu ou les ressources annuelles du salarié qu'il faut envisager pour l'application de ladite loi, mais seulement la rémunération ou salaire annuel du salarié ; que, d'autre part, l'article 36, § 5, de la susdite loi, étend facultativement le bénéfice des dispositions de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes aux salariés dont le sa-

M. Bellamy, patron isolé, déféra cette décision à la Cour de cassation, en alléguant qu'il avait le droit, bien que Carel ne lui eût pas présenté de carte, de prélever sur le salaire de ce dernier 12 centimes pour la constitution de sa retraite. Et il se référerait purement et simplement, pour soutenir cette prétention, à l'interprétation de l'article 23

laire annuel est supérieur à 3.000 francs, mais ne dépasse pas 5.000 fr. ; qu'il s'ensuit que ce n'est point le revenu annuel, mais bien le salaire annuel qu'il faut envisager pour l'application de la loi dont il s'agit ; — Et attendu qu'il résulte du texte de l'article 23 de la loi du 5 avril 1910 : 1° que ladite loi n'oblige l'employeur qu'en ce qui le concerne, puisqu'elle édicte dans son article 23, § 2, que « l'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit pourra se libérer de la somme à sa charge en la versant à la fin de chaque mois, directement ou par la poste, au greffier de la justice de paix ou à l'organisme reconnu par la loi, auquel serait affilié l'assuré », ce qui se produira si l'ouvrier ne présente point sa carte de retraite à son patron ; 2° que la loi prévoit l'application de pénalités contre « l'assuré par la faute duquel l'apposition des timbres prescrite par la présente loi n'aura pu avoir lieu » (art. 23, § 1) ; que, dès lors, l'employeur n'a pas à imposer de retenue en vue de la retraite à son ouvrier qui ne lui présente point sa carte de retraite, même si cet ouvrier est obligatoirement assujetti à la loi du 5 avril 1910 ; — Attendu, dans ces conditions, que le paiement intégral des salaires réclamés doit être ordonné ;

A l'égard de l'indemnité pour non paiement : — Attendu qu'en ne payant pas l'intégralité des salaires dus et exigibles que Carel lui réclamait, Bellamy a causé audit Carel un préjudice qu'il doit réparer ; que l'indemnité demandée n'est pas exagérée ;

Par ces motifs, dit que c'est à tort et sans droit que Bellamy a voulu et veut retenir 12 centimes sur les 20 francs de salaires dus à son ouvrier Carel en vue de la participation personnelle de celui-ci à la caisse des retraites ouvrières ; — Condamne par suite Bellamy à payer à Carel ladite somme de 20 francs de salaires plus 1 franc pour indemnité (Voir en ce sens : jugement prud'hommes de Marseille du 25 juillet 1911, D. P. 1911.2.266. — En sens contraire : jugement de simple police Paris, 20 octobre et 18 novembre 1911).

proposée par M. Paul Boncour au Sénat les 30 mai et 1^{er} juin 1911. Le mémoire produit en défense pour le sieur Carel par M^e Mornard, avocat à la Cour de cassation, et celui que présenta M^e de Ségogne, intervenant à l'instance au nom du syndicat des marchands et fabricants papetiers de la région de Paris pour réfuter les prétentions d'un adhérent indiscipliné, s'appuient sur les arguments que nous avons déjà fait valoir (discussion des interpellations de mai et juin 1911 devant le Parlement).

Au surplus on les trouve résumés dans le rapport présenté par M. Reynaud, conseiller-rapporteur (Voir ce rapport, *Gaz. Trib.*, jeudi 14 décembre 1911).

Le 11 décembre 1911, la Chambre civile rendit un arrêt décisif dont la portée est considérable. En voici le texte qu'à raison de son importance nous reproduisons intégralement :

ARRÊT :

(Après délibération en la Chambre du Conseil)

La Cour ; — Statuant sur le pourvoi de Bellamy contre un jugement du conseil des prud'hommes de la Seine, pour l'industrie des produits chimiques, en date du 22 juillet 1911 ;

Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation des articles 3 et 23 de la loi du 5 avril 1910, en ce que le jugement attaqué a dit que l'employeur n'avait pas le droit de prélever sur le salaire de l'employé qui s'y refuse les versements à sa charge ; — Attendu que le jugement atta-

qué constate que Carel, ouvrier de Bellamy, à qui était due la somme de 20 francs pour quatre journées de travail, a refusé de subir la retenue de 0 fr. 12 que voulait lui imposer l'employeur, bien qu'il ne présentât aucune carte sur laquelle pût être apposé le timbre destiné à constater et le prélèvement et la contribution patronale ; que ledit jugement a décidé que le défaut de présentation de la carte ne permettait pas le précompte du versement à la charge de l'employé ; qu'il a, en conséquence, condamné Bellamy à payer à Carel la somme de 20 francs sans retenue, et aussi une somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts pour retard apporté au règlement du salaire ; — Attendu qu'en statuant ainsi il a fait une juste application de la loi ; — Attendu qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 5 avril 1910, la retraite de vieillesse que l'article 1^{er} assure aux salariés des deux sexes est constituée par leurs versements, tant obligatoires que facultatifs, par les contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'Etat ; que les versements obligatoires des salariés, qui ne sont adhérents ni à une société de secours mutuels, ni à une caisse autorisée par l'Etat, sont, d'après l'article 3, prélevés par l'employeur sur le salaire, lors de chaque paie, et constatés par l'apposition, sur une carte délivrée aux salariés par les soins de l'Administration, d'un timbre mixte dont la valeur représente le prélèvement et la contribution patronale d'égale importance ; — Attendu que ces prescriptions de l'article 3 seront observées toutes les fois qu'au moment de la paie l'employé présentera la

carte destinée à l'apposition du timbre ou bien, aussi, lorsque, ladite carte ne lui ayant pas encore été délivrée, il consentira au prélèvement du versement à sa charge sauf apposition ultérieure du timbre qui seul constate l'exécution de la loi ; qu'il en sera autrement lorsque l'employé, que la carte lui ait été remise ou non, refusera soit de la présenter lors de la paie, soit d'autoriser, à ce moment, l'employeur à effectuer le prélèvement déterminé par la loi ; qu'en effet, aucune disposition de cette loi n'autorise l'employeur à se faire juge de la légitimité de la résistance de l'employé et ne lui donne le droit de le contraindre à supporter une diminution de son salaire ; que si le législateur a eu la pensée d'attribuer à l'employeur un tel pouvoir et de l'obliger à en faire usage, il n'y a pas persévéré ; — Que l'article 23 ne laisse aucun doute à cet égard ; que les dispositions en sont inconciliables avec le droit qu'aurait eu l'employeur de prélever une retenue sur le salaire de l'employé qui ne présentait pas sa carte ; que, dans un premier paragraphe, cet article prévoit le cas où l'apposition du timbre n'a pas eu lieu par la faute de l'employeur ou par celle de l'employé ; qu'il punit cette faute d'une amende, sans préjudice de la condamnation au paiement de la somme représentant les versements à la charge du contrevenant ; que cette condamnation, quand elle frappe l'employé en faute, ne s'explique que par cette raison que le défaut de présentation de la carte n'a pas permis à l'employeur de prélever lesdits versements ; que, dans un second paragraphe, le

même article s'occupe de l'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit et qui n'en demeure pas moins tenu de sa propre contribution ; qu'il déclare que cet employeur pourra se libérer de la somme à sa charge en la versant, à la fin de chaque mois, directement ou par la poste, au greffier de la justice de paix ou à l'organisme reconnu par la loi ; que les mots « à sa charge » ne peuvent avoir dans le second paragraphe une signification autre que celle qu'ils ont dans le premier ; que la contribution patronale est la seule somme qui soit à la charge de l'employeur, comme les retenues sont à la charge de l'employé ; que si l'employeur a la faculté de se libérer par le versement de sa seule contribution, c'est que l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit l'a affranchi de l'obligation de prélever sur le salaire de l'employé les versements à la charge de ce dernier ; qu'il suit de là que Bellamy était sans droit pour imposer à Carel, son employé, qui s'y refusait, une retenue de 0 fr. 12 sur le salaire qu'il lui devait pour quatre journées de travail, alors que Carel ne présentait pas la carte sur laquelle pût être apposé le timbre prescrit par la loi ;

(Le reste sans intérêt).

Du 11 décembre 1911 (Ch. civ.). — MM. Durand, pr. ; — Reynaud, rapp. ; — Mérillon, av. gén. ; c. contr. (sur le 1^{er} moyen). — Mes Mornard et de Ségogne, av.

Un long commentaire affaiblirait la portée de cet arrêt remarquable, rédigé en Chambre du Conseil avec un soin tout particulier. Les principes y sont d'ailleurs exposés et

déduits avec une telle force, une telle netteté, qu'il suffit de le lire pour saisir aussitôt toutes les conséquences pratiques qu'on en peut tirer.

La Chambre civile rappelle en premier lieu le principe de la triple contribution consacré par l'article 1^{er} de la loi. Y serait contraire tout système ayant pour effet de dispenser directement ou indirectement le salarié de participer à la constitution de sa retraite, notamment en faisant retomber sur le patron la charge de la cotisation ouvrière et en transformant ainsi une loi essentiellement de prévoyance en loi d'assistance.

Aussi le sens des articles 3 et 23 n'est-il pas douteux : l'article 3, qui pose le principe du précompte obligatoire, suppose la présentation de la carte par le salarié, ou tout au moins le consentement du salarié, non muni de sa carte, au prélèvement sauf apposition ultérieure des timbres.

Au contraire, le prélèvement ne pourra être effectué d'office par l'employeur, lorsque le salarié refusera lors de la paie de présenter sa carte ou tout au moins de consentir à la retenue. Dans ce cas, *le patron, qu'aucune disposition de la loi n'autorise à se faire juge de la légitimité de la résistance de l'employé*, sera tenu de payer le salaire intégral et n'aura aucune retenue à exercer. Il est impossible de trouver des termes plus formels pour soutenir notre thèse.

D'ailleurs, continue l'arrêt, l'article 23 est décisif et les mots « sommes à sa charge » employés dans le paragraphe 1^{er} pour désigner la contribution du contrevenant et rien que cette contribution, ne peuvent avoir dans le pa-

ragraphe 2 du même article une signification différente.

Lors donc que ce paragraphe 2 prévoit pour l'employeur empêché d'apposer le timbre la faculté de se libérer en versant au greffe de la justice de paix « la somme à sa charge », cette expression ne peut s'entendre que de la contribution patronale et non pas de la double cotisation.

Enfin la Cour de cassation insiste sur le caractère *facultatif* du versement au greffe, prévu par l'article 2 pour faciliter au patron la libération de sa contribution personnelle.

On voit que cet arrêt du 11 décembre a résolu la question de l'interprétation des articles 3 et 23 dans toute son ampleur et donné sans réticence, en termes catégoriques, l'appui de sa haute autorité à la doctrine que nous soutenons (1).

On a soutenu que la Cour de cassation rendait ainsi impossible l'application de la loi des retraites qui tient toute sa force du principe de l'obligation ruiné, dit-on, par l'arrêt du

(1) V. dans le même sens jug. Conseil de prud'hommes de Marseille du 25 juillet 1911, D. P. 1911.2.266 ; Lyon-Caen, *Lettre au Président de la section patronale des retraites ouvrières* (30 novembre 1911) et consultation du même auteur (6 mars 1912) ; Boivin-Champeaux et Guillier, consultation sur l'interprétation de l'article 23 de la loi du 5 avril 1910, *Gaz. Pal.*, 1911.2.605 ; Le Hénaff, L'article 23 de la loi du 5 avril 1911, broch. extraite de la *Revue d'Economie politique*, p. 48 et suiv. ; Jouarre, notice sur l'application de la loi du 5 avril 1910, *Gaz. Trib.*, 19 mai et 4^{er} juin 1911 ; *Traité Dalloz des Retraites ouvrières et paysannes*, n° 283. Note Dalloz sous jugement du conseil de prud'hommes de Marseille, D. P. 1911.2.266.269 et de nombreux commentaires de l'arrêt du 11 décembre. V. en sens contraire : conclusions de M. l'avocat général Mérillon, D. P. 1912.4.85 et suiv. et Goineau et Risser, p. 273.

11 décembre. Cette prétention est, suivant nous, inexacte ; la Cour de cassation a au contraire maintenu le principe du versement obligatoire pour tous les assujettis. Mais d'après elle si la loi de 1910 est obligatoire, elle l'est seulement « dans la mesure où l'inaccomplissement par les uns de leurs obligations n'empêche pas les autres d'exécuter celles dont ils sont tenus ».

La Chambre civile, suivant les paroles de M. Guillier, a préféré avec raison faire subir un léger accroc au principe de l'obligation que de réduire à néant le principe, également essentiel, de la triple contribution, qui seul empêche la loi des retraites de dégénérer en œuvre d'assistance.

Le retentissement de l'arrêt du 11 décembre, intéressant des milliers de patrons et des millions de salariés fut considérable et unifia la jurisprudence, jusqu'alors flottante, des tribunaux inférieurs. Mais, ainsi que nous l'avons fait observer plus haut, les questions touchant les sanctions pénales prévues par l'article 23 restaient entières et il appartenait à la Chambre criminelle de statuer définitivement sur ce point. Cette circonstance, bien que l'arrêt de la Chambre civile compromît singulièrement le succès final de la doctrine ministérielle, permettait au gouvernement d'espérer encore. C'est ce qui explique que si à la première séance de la Chambre du 15 décembre M. René Renoult annonçait le dépôt imminent d'un texte ayant pour but de modifier l'article 23 afin de maintenir la vo-

lonté, pour lui certaine, du législateur (1), il n'en fit rien néanmoins : le gouvernement préféra temporiser et mettre tout en œuvre pour obtenir au point de vue pénal le triomphe jurisprudentiel qu'il avait escompté.

Cependant des poursuites correctionnelles avaient été engagées par le ministère public dans les circonstances suivantes :

M. L... occupait 66 ouvrières à domicile ; ces dernières, invitées à se pourvoir de cartes, ne les avaient pas présentées au moment de la paie, *mais n'avaient pas formellement déclaré s'opposer au prélèvement* sur leurs salaires. Il y a lieu d'insister, on le comprendra plus loin, sur ces termes, qui sont ceux mêmes du jugement de simple police et sur cette idée qu'on retrouve à la base de l'argumentation du procureur de la République et de M. l'avocat général Séligman devant la Chambre criminelle (Cf. *infra*, même chapitre). C'est dans ces conditions que M. L... crut pouvoir se libérer en versant au greffe sa contribution patronale. Il fut poursuivi devant le tribunal de simple police de Paris, qui, après l'avoir condamné par un jugement du 20 octobre 1911 (*Gaz. Pal.*, 1911.2.382), à une amende de 23 fr. 46 et au paiement de la même somme à verser au fonds de réserve, le débouta de son opposition par un nouveau jugement du 18 novembre.

Cette décision adoptait la thèse du ministre ; elle établissait que l'article 3 posant le principe du précompte est

(1) C. Chambre, 15 décembre 1911, *J. off.* du 16, p. 4000.

« impératif » et ne fait « aucune distinction » ; que d'ailleurs la loi a entendu faire de l'employeur le « collecteur légal » des cotisations de ses ouvriers, ainsi qu'il résulte des paroles de M. Monis au Sénat, lors de la discussion sur le précompte.

En conséquence, M. L... a commis une faute en ne prélevant pas, d'autorité sur le salaire de ses 66 ouvrières la cotisation à la charge de celles-ci pour la joindre à sa cotisation personnelle et en s'abstenant de porter *le tout* au greffe, seul moyen pour lui, dit le jugement, de justifier de l'impossibilité où il avait été mis d'effectuer l'apposition obligatoire des timbres.

Ce dernier jugement fut infirmé par le tribunal correctionnel de la Seine qui, le 30 janvier 1912, consacra les mêmes principes que l'arrêt de la Chambre civile. Le défaut d'apposition des timbres n'entraîne une sanction pénale aux termes de l'article 23 que s'il résulte d'une faute de la personne poursuivie. Or, dans l'espèce, la faute a été commise non par l'employeur, mais par les ouvrières qui ont omis de présenter leur carte. D'ailleurs M. L... a usé du mode de libération prévu à l'article 23, § 2, et il en a usé régulièrement en ne versant au greffe que sa propre contribution, « non un prélèvement causant au salaire une réduction que le patron ne saurait de sa propre autorité imposer à l'ouvrier ». Tel est le sens de ce jugement du 30 janvier 1912.

Le même jour, le tribunal correctionnel de la Seine était saisi d'une instance connexe, mais différente cependant.

Mme Humbert n'avait pu, faute de présentation de leur carte par 9 de ses ouvrières, apposer les timbres prescrits par la loi et s'était en outre dispensée, contrairement à M. L... dans l'espèce précédente, d'effectuer au greffe le versement libératoire prévu par l'article 23. Elle avait été, de ces deux chefs, poursuivie et condamnée devant le tribunal de simple police de Paris et le jugement de ce dernier, en date du 21 octobre 1911, frappé d'appel.

L'infirmité en fut prononcée par le tribunal correctionnel de la Seine. Tout d'abord la non-apposition des timbres ne fut pas retenue et ce pour les mêmes motifs qu'à l'égard de M. L...

En second lieu le défaut de toute consignation au greffe (pas même de la contribution patronale) n'est pas sanctionné, dit le jugement, par l'article 23, qui prévoit une seule contravention, la non-apposition des timbres ;

« Attendu, dit le tribunal, que le fait de n'avoir pas versé au greffe de la justice de paix de son arrondissement sa part contributive et un prélèvement sur le salaire de ses ouvriers ne saurait être assimilé au défaut d'apposition des timbres, *seule contravention prévue par l'article 23* ;

« Attendu, au surplus, que ce même article, dans son deuxième alinéa, donne à l'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit la *simple faculté* de verser au greffe de la justice de paix la somme mise à sa charge *sans lui en faire une obligation*, et ne prévoit même pas le versement d'un prélèvement causant au salaire une

réduction que le patron ne serait pas en droit d'imposer de sa propre autorité à son ouvrier ;

Par ces motifs,

Infirme le jugement entrepris ; relaxe en conséquence la dame Humbert sans dépens... »

Le principe était donc nettement affirmé que le versement libératoire au greffe prévu par l'article 23, § 2, est purement facultatif pour l'employeur empêché de précompter et d'apposer les timbres.

Cette dernière question présente un intérêt considérable pour le patronat. Il ne faut pas oublier en effet que l'article 170 du décret du 25 mars 1911 prescrit aux employeurs qui effectuent au greffe des versements, dans le but de se libérer, d'accompagner cette consignation de renseignements précis sur les salariés, dont la résistance a empêché le prélèvement. On peut se demander sérieusement si des versements faits au greffe sans adjonction de ces indications ne seraient pas dépourvus de tout effet légal. Or cette obligation supplémentaire mise à la charge des employeurs équivaut à la dénonciation à l'administration et au ministère public des ouvriers réfractaires ; ce rôle ingrat de délateur ne peut être rempli de bon gré par les patrons, soucieux à juste titre de ne pas encourir la rancune de leurs ouvriers pour un acte qui ne peut manquer d'apparaître à ces derniers comme une trahison. Il était donc capital pour les employeurs de faire reconnaître aux dispositions de l'article 23, § 2, un caractère purement facultatif ; ils échappaient ainsi à la nécessité de livrer les

noms de leurs ouvriers rebelles, obligation pénible en soi et dont l'effet moral à l'usine ou à l'atelier eût été considérable et désastreux.

Les jugements du tribunal correctionnel du 30 janvier 1912 furent déférés par le procureur de la République à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, le gouvernement espérant toujours faire consacrer son système par la jurisprudence plutôt que de recourir à un texte nouveau.

Il faut rendre hommage à l'ingéniosité du mémoire du procureur de la République, tendant à la cassation des deux jugements entrepris. La doctrine exposée au Sénat en juin 1911 par le ministre, déjà atténuée dans sa lettre à M. Mamy (*suprà*, p. 157), est ici assez sensiblement modifiée. On ne soutient plus sérieusement l'obligation pour le patron d'être responsable *dans tous les cas* de l'ensemble des deux cotisations.

Cette prétention fait place à une théorie nouvelle, aussi contraire, suivant nous, au texte et à l'esprit de la loi, mais plus élégante.

Dès lors, soutient le pourvoi, que le patron, malgré les prescriptions de la loi, et par la faute de l'ouvrier, n'a pu réussir à percevoir la cotisation ouvrière et s'il est constaté en fait qu'il n'a pas assuré le prélèvement prescrit par l'article 3, il existe contre lui une présomption de faute qu'il devra écarter.

On doit en effet supposer que le patron s'est associé bénévolement à un acte de résistance illégitime.

Pour réussir à écarter la présomption qui pèse sur lui,

l'employeur devra faire la preuve du refus qui lui a été opposé par l'ouvrier lorsqu'il a voulu opérer le précompte.

Cela ne suffit pas. Comme le refus de l'ouvrier peut être la manifestation d'une faute commune, d'un plan concerté entre l'ouvrier et le patron, ce dernier, pour établir sa complète bonne foi, *doit* encore verser au greffe sa contribution personnelle, sinon il est en faute et encourt les sanctions de l'article 23.

Mais, continue le pourvoi, l'impossibilité d'opérer le précompte ne provient pas toujours d'un refus formel de l'ouvrier ; celui-ci, très souvent, se borne par insouciance ou par ignorance à ne pas présenter sa carte au moment de la paie. Si, dans ce cas, le patron n'a pas prélevé, conformément aux prescriptions de l'article 3, comme il n'apporte pas la preuve qu'il a fait son possible pour obtenir la soumission de son ouvrier à la loi, il devra verser au greffe la double cotisation. Faute de quoi, sa mauvaise foi s'affirme envers l'Etat, dont il est le « mandataire » et il encourt, par sa faute, les pénalités de l'article 23.

En résumé, le patron, mandataire de l'Etat, doit à ce titre être toujours à même de justifier qu'il a exécuté dans la mesure du possible ses obligations. Il en sera ainsi :

1° en cas de refus formel de l'ouvrier si le patron, justifiant d'ailleurs de ce refus, prend soin d'envoyer au greffe le montant de sa seule contribution personnelle.

2° en cas de non-présentation de la carte (sans refus) s'il verse dans les mêmes conditions le montant de la double cotisation patronale et ouvrière.

Ou en d'autres termes, le patron est en faute s'il n'a pas essayé de prélever et cette faute ne disparaît que si la volonté manifeste et bien établie du salarié a rendu le prélèvement impossible.

Donc en principe l'employeur peut être poursuivi toutes les fois qu'il n'y a eu ni apposition de timbres, ni versement de la double cotisation au greffe. Il n'échappera à la sanction de l'article 23 que s'il peut établir qu'il a voulu effectuer le prélèvement et qu'il s'est heurté au refus formel de son salarié.

Tel est le système que le procureur de la République soumettait à la Chambre criminelle.

On traduit en général ce système en disant que le patron aura « l'obligation d'interpeller » son employé. La théorie nouvelle, qui accorde à l'employeur un moyen d'échapper à la charge de la double cotisation, se rapproche fort, malgré cette atténuation, de la doctrine primitive du ministre et au fond aboutit presque au même résultat. Car on ne peut sérieusement se faire d'illusion sur les difficultés pratiques considérables que comporterait pour le patron la constatation irréfutable d'un refus formel du salarié de consentir au prélèvement ; le patron devrait sans doute prendre soin de requérir un huissier qui fût à ses côtés pendant tout le temps de la paie pour constater les refus opposés à l'insistance de l'employeur. Et comment appliquer ce système aux salariés intermittents ? Les patrons successifs qui les emploient auront-ils besoin de recourir, lors de chaque paie, à la présence d'un officier

ministériel pour échapper à la double charge dont ils sont menacés ?

Les employeurs pensent-ils pouvoir remplacer la présence de l'huissier par la production d'un écrit émanant de l'ouvrier et affirmant le refus de ce dernier ? Mais ici le mémoire du procureur de la République les arrête d'avance, car il prévoit expressément que le refus de l'ouvrier ne saurait être établi par une « sorte de convention écrite » qu'il aurait conclue avec son employeur ; un écrit de ce genre serait nul comme contraire à une disposition d'ordre public.

D'ailleurs comment justifier l'obligation du patron d'insister auprès de ses ouvriers pour les contraindre à obéir à la loi ? L'arrêt de la Chambre civile dit formellement que l'employeur n'a pas à se faire juge de la légitimité de la résistance de ses employés. La contradiction est évidente.

Enfin, une objection grave et décisive doit être faite au système du pourvoi (Cf. lettre consultative de M. Lyon-Caen, 15 mai 1912). De quel droit fait-on peser sur le patron une présomption légale de faute ? Elle n'est établie par aucun texte, alors qu'il faut de toute nécessité une disposition de loi pour la consacrer (art. 1350 et 1351 C. civ.). Le pourvoi viole le principe de l'interprétation restrictive des lois pénales.

En outre, la présomption légale de faute, établie à la charge du patron qui n'a pas opéré le prélèvement, ne pourrait être détruite que par un seul moyen, la preuve

du refus formel du salarié, à moins que l'employeur n'eût versé la double cotisation. Où se trouve dans la loi de 1910 cette restriction apportée à la faculté pour le patron d'établir sa bonne foi par tous les moyens? En matière pénale, la question de savoir s'il y a eu bonne foi est laissée à la libre appréciation des juges ; le prévenu peut l'établir par tous les moyens.

A l'audience du 22 juin 1912, M. l'avocat général Séligman, d'accord avec M. le conseiller-rapporteur Lecherbonnier, développa la thèse du procureur de la République et demanda à la Chambre criminelle de consacrer à la charge du patron « l'obligation d'interpeller le salarié ». Mais par son arrêt du même jour, la Chambre criminelle fit justice d'une théorie aussi dangereuse et aussi contraire au texte et à l'esprit de la loi comme à la jurisprudence de la Chambre civile. Nous reproduisons seulement l'arrêt dans l'affaire Lévy ; il est identique dans l'espèce Humbert (1) :

« La Cour,

« Sur le moyen pris de la violation des articles 3 et 23 de la loi du 5 avril 1910 :

« Attendu que Lévy était poursuivi pour avoir contrevenu à la loi du 5 avril 1910, en ne prélevant pas sur le salaire de 66 ouvrières la cotisation à leur charge et en ne versant au greffe de la justice de paix que sa contribution patronale ;

« Attendu que le jugement attaqué relaxe Lévy par le motif, d'une part, que le défaut d'apposition des timbres représentant la cotisation ouvrière et la contribution patronale est

(1) Cf. *Gaz. Trib.*, 29 juin 1912.

le résultat d'une faute imputable aux ouvrières qui ont négligé de se munir d'une carte et, d'autre part, parce que la faculté donnée au patron de verser au greffe la somme mise à sa charge ne comporte que le montant de sa propre contribution ;

« Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement a fait une juste application de la loi ;

« Attendu, en effet, que si l'employeur est tenu, aux termes de l'article 3 de la loi du 5 avril 1910, d'opérer un prélèvement sur le salaire de l'employé, c'est afin de pouvoir apposer un timbre qui est pour partie la représentation de ce prélèvement sur la carte délivrée à l'employé en vertu du même article ; que ces deux obligations corrélatives ne peuvent être remplies que si une carte est présentée à l'employeur, le défaut de présentation de cette carte rendant impossible l'apposition du timbre prescrit et affranchissant dès lors l'employeur de l'obligation de prélever sur les salaires de l'employé les versements à la charge de ce dernier ;

« Attendu, en outre, que la loi ne frappant d'une amende, dans l'article 23, que l'employeur ou l'assuré par la faute duquel l'apposition du timbre n'aura pas eu lieu, la non présentation d'une carte constitue à la charge de l'employé une faute qui, en mettant l'employeur dans l'impossibilité d'exercer les formalités qui lui sont imposées, l'exonère par là même de toute responsabilité pénale ;

« Attendu qu'on ne saurait soutenir, en l'absence d'une disposition précise de la loi, qu'il existe à la charge de l'employeur une présomption de faute et que celui-ci n'aurait, pour établir sa bonne foi, d'autre moyen de preuve que la consignation au greffe de la justice de paix ;

« Attendu qu'une telle présomption, fût-elle instituée par la loi, se trouverait détruite quand le défaut d'apposition des timbres serait le résultat de la faute exclusive de l'employé et qu'il en serait ainsi lorsque la carte ne serait pas présentée à l'employeur ;

« Attendu, d'autre part, que si, aux termes du paragraphe 2 de l'article 23, « l'employeur » qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit peut se libérer de la somme à sa charge en la versant à la fin de chaque mois, directement ou par la poste, au greffier de la justice de paix ou à l'organisme auquel est affilié l'assuré, il ne peut s'agir que de la contribution patronale ; que, dans son premier paragraphe, ledit article 23 prévoit le cas où l'apposition du timbre n'a pas eu lieu par la faute de l'employeur ou par celle de l'employé ; qu'il punit cette faute d'une amende, sans préjudice de la condamnation au paiement de la somme représentant les versements à la charge du contrevenant ; que cette condamnation quand elle frappe l'employé en faute, ne s'explique que par cette raison que le défaut de présentation de la carte n'a pas permis à l'employeur de prélever lesdits versements ; que, dans un second paragraphe, le même article s'occupe de l'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit et qui n'en demeure pas moins tenu de sa propre contribution ; qu'il déclare que cet employeur pourra se libérer de la somme à sa charge par une consignation ; que les mots « à sa charge » ne peuvent avoir dans le second paragraphe une signification autre que celle qu'ils ont dans le premier ;

« Attendu, au surplus, que la loi n'a donné ainsi à l'employeur qu'une faculté, mais n'a pas créé à sa charge une obligation et qu'aucune sanction pénale n'est attachée à cette disposition ;

« Par ces motifs,

« Rejette le pourvoi du procureur de la République contre le jugement du tribunal correctionnel de la Seine, en date du 30 janvier 1912, qui a relaxé Lévy. »

En même temps la Cour cassait, en s'appuyant sur les mêmes principes, deux jugements du tribunal de simple police de Soissons qui avaient adopté l'interprétation mi-

nistérielle de l'article 23 (aff. Bontemps et Maillard, Soissons, 21 décembre 1911).

On peut tirer de ces arrêts de la Chambre criminelle quatre solutions pratiques.

1° Le prélèvement et l'apposition du timbre constituent deux obligations corrélatives qui supposent la présentation de la carte à l'employeur ;

2° La faute de l'employeur est nettement distincte de celle de l'assuré ; si ce dernier ne présente pas sa carte, il est en faute au sens de l'article 23 et par là même il affranchit le patron de toute responsabilité pénale.

Ainsi que le fait remarquer M. Jouarre dans sa note relative aux arrêts en question (1), la loi est obligatoire, mais elle l'est aussi bien pour le salarié que pour l'employeur ; c'est au salarié à en déclancher en quelque sorte le mécanisme d'application en se munissant d'une carte d'assuré et en la présentant à son patron lors de la paie. Et, en somme, si l'on regarde de près les principes déduits par la Cour de cassation, on aboutit au renversement même du système du procureur de la République, car on peut dire que c'est au salarié à interpeller le patron en lui présentant sa carte pour l'apposition du timbre.

3° La loi n'établit pas de présomption de faute contre l'employeur, et à supposer que cette présomption existât, elle serait détruite par le fait seul de la non-présentation de la carte, qui en soi constitue l'ouvrier en faute.

(1) Cf. Question de droit, *Gaz. Trib.*, 29 juin 1912, p. 3.

4° La consignation au greffe est absolument facultative pour l'employeur ; s'il trouve dans ce procédé un moyen de se libérer de sa cotisation personnelle, ce n'est pas pour lui une obligation et en tous cas la non-consignation ne saurait être sanctionnée pénalement.

On voit que la jurisprudence de la Chambre criminelle est en parfaite harmonie avec celle de la Chambre civile. Après les arrêts du 22 juin, le dernier mot était prononcé. Le gouvernement ne pouvait plus espérer faire triompher son interprétation. Aussi la présentation d'un texte nouveau modifiant l'article 23 devenait-elle pour lui l'unique ressource. Nous verrons dans le prochain chapitre comment il en a fait usage.

Mais une dernière question s'offre à notre examen :

Nous avons vu que, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, l'employeur, qui n'a pu apposer le timbre faute de présentation de la carte de l'employé, peut se libérer par son versement au greffe de la justice de paix de sa contribution personnelle. *Il peut se libérer*, donc il reste tenu tant qu'il n'a pas effectué le versement.

Mais alors deux questions se posent. Qui pourra lui réclamer le paiement de ses contributions ? Et pendant combien de temps demeurera-t-il tenu ?

Et d'abord qui pourra lui réclamer le paiement de ses contributions ? Aucun texte ne règle la question, qui dès lors est absolument conjecturale. Aucun organisme n'a été investi de la mission de recouvrer contre les employeurs, qui n'auraient rien versé au greffe, le montant

de leurs contributions. Nous ne pensons pas qu'on puisse sans arbitraire imaginer un système légal sur ce point et nous croyons que l'interprète doit se borner à constater que la loi a manqué à cet égard de précision et même de prévoyance. Elle a maintenu le principe d'une obligation dont elle n'a pas assuré pratiquement la sanction civile.

A supposer qu'un organisme quelconque ait qualité pour recouvrer les contributions patronales non versées au greffe, pendant combien de temps le pourra-t-il ?

La question est d'importance, car si les patrons sont tenus pendant 30 ans, le versement au greffe deviendra pour eux en fait une sorte d'obligation au lieu d'être une faculté. Or, aux yeux du monde patronal, l'amoncellement à la Caisse des consignations des versements des greffes que l'article 16 fait tomber au fonds de réserve et que les articles 170 et 171 du décret du 25 mars 1911 permettent, par des dispositions très contestables, de rétablir aux comptes individuels des assurés dans des conditions déterminées, cet amoncellement, disons-nous, présente de grands inconvénients qui n'ont pas peu contribué à rendre relativement rare le recours à cette procédure de libération facultative.

A défaut de texte dans la loi qui règle la durée de la prescription, nous avons à nous demander s'il faut admettre la prescription de 30 ans ou celle de 5 ans de l'article 2277 du Code civil ; car nous ne voyons aucune autre prescription possible.

Dans le sens de la prescription de 5 ans, on peut dire que

les cotisations patronales sont des dettes payables à des termes périodiques inférieurs à une année (art. 2277, dernier paragraphe). En effet, la dette du patron se répète périodiquement lors de *chaque* paie soit, en général, tous les 15 jours. Les termes de l'article 2277 ne sont pas incompatibles avec cette solution, très souhaitable en économie politique, car on ne saurait nier que l'accumulation de dettes aussi considérables pendant 30 ans ne soit extrêmement fâcheuse au point de vue économique et social. Nous ne serions pas éloignés d'accepter cette solution.

Reconnaissons toutefois qu'elle est délicate ; car la dette du patron n'a pas le caractère d'une dette d'arrérages ou d'intérêts d'un capital productif, elle ne se répète pas *nécessairement* à chaque paie, puisque on ne peut à l'avance présumer que l'ouvrier résistera toujours à la loi. Dès lors on peut soutenir que la contribution patronale est une dette principale naissant à chaque paie et prescriptible par 30 ans conformément au droit commun. La vérité est que le législateur n'a pas prévu la question et que l'application soit du droit commun, soit de l'article 2277 est indécise. C'est surtout pour des considérations pratiques que nous inclinons vers l'application de la prescription quinquennale.

D'ailleurs le projet de loi actuellement soumis au Parlement et portant modification de l'article 23 solutionne expressément cette intéressante et délicate question. Nous l'examinerons dans le prochain chapitre (*infra*, 4^e partie).

QUATRIÈME PARTIE

EXAMEN DU PROJET DE MODIFICATION DE L'ARTICLE 23

L'échec du système que le gouvernement s'était efforcé de faire consacrer par la Cour de cassation ne lui permit pas de triompher de l'indifférence ou de l'hostilité de la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, malgré les encouragements répétés, les rappels, les éclaircissements prodigués aux salariés, les résultats obtenus laissent fort à désirer. Il serait intéressant, à cet égard, de connaître les chiffres que le ministère du travail doit publier incessamment et que nous regrettons de n'avoir pu encore nous procurer, les statistiques n'étant pas terminées.

A leur défaut, nous reproduisons ici les derniers chiffres officiellement communiqués par le ministère :

	4 ^{er} juillet 1911	4 ^{er} janvier 1912	1 ^{er} avril 1912
Assurés obligatoires. . .	5.633.630	6.713.526	6.755.078
Assurés facultatifs. . . .	243.065	0 288.879	424.721
Total.	5.876.695	7.002.405	7.179.799

Si l'on considère que ces chiffres, en admettant même que les modifications apportées par la loi du 27 février 1912 aient eu depuis lors pour effet de stimuler le zèle des assujettis, concernent simplement les salariés *inscrits* sur les listes et non pas ceux qui se sont soumis effectivement

à la loi, si l'on note d'autre part que les réfractaires sont très nombreux et qu'on peut évaluer à 12 millions environ le nombre global et normal des assujettis (10 millions d'assurés obligatoires et 2 millions d'assurés facultatifs), on peut mesurer l'échec de la loi.

Cependant le gouvernement, désireux de faire entrer de gré ou de force la loi des retraites dans la pratique, ne trouva d'autre ressource que de demander au législateur le vote d'un texte nouveau, modifiant l'article 23 et permettant d'appliquer normalement la loi, sans qu'il faille recourir à la poursuite de millions de réfractaires devant les tribunaux correctionnels.

Voici le projet de loi que le ministre du travail déposa le 14 novembre 1912 et qui a été renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales :

Article unique. — Les articles 16 et 23 de la loi du 5 avril 1910 sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

ART. 16. — Le paragraphe 2 de cet article est modifié comme suit :

2° Par les amendes et les versements prévus à l'article 23.

ART. 23. — Cet article est modifié comme suit :

« L'employeur ou l'assuré par la faute duquel le prélèvement sur le salaire ou l'apposition des timbres prescrits par la présente loi n'auront pas eu lieu sera passible d'une amende égale aux versements omis, prononcée par le juge de simple police, quel que soit le chiffre, sans préjudice de la condamnation par le même jugement, au paiement de la somme représentant les versements à sa charge.

« En cas de non-apposition des timbres, s'il n'y a pas lieu de faire-application des dispositions de l'alinéa qui précède, les obligations respectives de l'employeur et de l'assuré seront définies et sanctionnées suivant les distinctions ci-après :

« Si l'employeur a effectué sur le salaire le prélèvement légal, il devra adresser au préfet, dans le cours du premier mois de chaque trimestre pour le trimestre écoulé, en timbres-retraite, le montant de la double contribution.

« Si l'employeur n'a pu effectuer sur le salaire le prélèvement légal, il devra adresser au préfet, dans les délais et conditions prévus au précédent alinéa, le montant de sa contribution.

« Dans ce dernier cas, le salarié reste tenu au versement de sa cotisation personnelle.

« En cas de non-exécution des obligations inscrites aux trois alinéas qui précèdent, les employeurs ou assurés seront mis en demeure par le préfet d'effectuer pour une période qui ne saurait remonter à plus d'un an les versements auxquels ils sont tenus.

« En cas de contestation, les intéressés pourront, dans un délai de quinze jours, déférer la mise en demeure au juge de paix qui se prononcera sur sa validité. Les sommes portées dans une mise en demeure devenue définitive seront recouvrées comme en matière de contributions directes, sur le vu d'un rôle émis et rendu exécutoire par le préfet. Les sommes inscrites au rôle seront majorées de 3 o/o pour frais de perception,

« Si, dans les douze mois qui ont suivi une mise en demeure devenue définitive, l'employeur ou l'assuré s'est mis en situation d'encourir une nouvelle mise en demeure, il sera considéré comme ayant contrevenu à la disposition du paragraphe 1^{er} du présent article et passibles des sanctions qui y sont prévues.

« L'amende prévue au paragraphe 1^{er} ci-dessus sera versée aux fonds de réserve.

« Les versements effectués en vertu du présent article seront portés au compte individuel de l'assuré. S'il n'en possède pas et si, par suite de renseignements insuffisants, il lui est impossible de lui en ouvrir un, ces versements sont attribués au fonds de réserve. L'assuré qui se sera fait ultérieurement ouvrir un compte pourra, dans un délai de trois ans à partir de cette attribution, obtenir le transport du fonds de réserve à son compte des versements effectués à son profit. »

Un communiqué officiel en a présenté le commentaire suivant :

Le projet présenté par le ministre du travail et tendant à modifier l'article 23 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes comprend deux espèces de dispositions nettement distinctes et qui comportent deux systèmes de sanctions de nature différente : d'une part, le paragraphe 1^{er}, qui reproduit en grande partie le texte actuel, vise le cas où une faute peut être relevée contre l'employeur ou l'assuré et prévoit une sanction pénale ; d'autre part, les autres paragraphes de l'article qui visent le cas où il

n'est pas relevé de faute de la part de l'employeur ou de l'assuré et qui prévoient un mode de recouvrement des cotisations en dehors de toute sanction pénale.

Le paragraphe 1^{er}, qui concerne le cas où l'employeur ou l'assuré est en faute, est complété en vue de sanctionner non seulement l'absence d'apposition de timbres, mais encore le défaut de prélèvement sur le salaire. Dans le cas envisagé par le nouveau texte, l'employeur pourra être constitué en faute s'il n'a pas tenté d'effectuer le prélèvement réglementaire.

Les autres dispositions de l'article visent le cas où les timbres n'ont pu être apposés et où il n'a pas été relevé de faute à l'encontre de l'employeur ou de l'assuré. Ceux-ci n'en restant pas moins débiteurs de leur cotisation, les dispositions nouvelles leur donnent le moyen de se libérer et dans le cas où ils n'usent pas régulièrement de cette faculté, donnent aux préfets le moyen de recouvrer rapidement les cotisations.

Dans ce système, l'employeur qui se trouve dans l'impossibilité d'apposer les timbres devra adresser au préfet le montant, soit de la double contribution s'il a pu faire le précompte, soit de sa contribution s'il n'a pu prélever sur le salaire. S'il ne s'est pas conformé à cette obligation, le préfet lui adressera une mise en demeure d'avoir à effectuer son versement. L'intéressé pourra se pourvoir contre cette mise en demeure devant le juge de paix, qui sera compétent pour statuer sur les questions relatives à la validité de la mise en demeure, telles que : erreur sur la per-

sonne, non assujettissement du salarié à l'assurance, contestation sur le taux de la contribution due à l'employeur.

Après expiration du délai de recours contre la mise en demeure ou après décision du juge de paix, les sommes dues par l'employeur seront recouvrées par l'administration des finances et selon la procédure employée en matière de contributions directes. Les versements ainsi effectués sont portés au compte individuel ouvert au nom du salarié toutes les fois que l'on possède sur l'identité de celui-ci des renseignements suffisants pour lui ouvrir un compte.

Si le salarié a refusé d'effectuer ses versements, le préfet le mettra en demeure d'apposer sur sa carte les timbres réglementaires, et s'il refuse de se conformer à cette mise en demeure et si le recours que, comme l'employeur, il peut exercer devant le juge de paix aboutit à une validation de la mise en demeure, la cotisation également sera perçue comme en matière de contributions directes.

Afin que la procédure de la mise en demeure ne puisse devenir un obstacle à l'application de la loi, une disposition prévoit que si, dans une période de douze mois, l'intéressé se trouve dans le cas d'encourir une seconde mise en demeure, il est légalement présumé avoir commis la faute prévue au paragraphe 1^{er} et il encourt par suite les sanctions pénales inscrites à ce paragraphe.

Le commentaire officiel, que nous venons de reproduire, éclaire d'un jour opportun le texte, parfois obscur,

du projet de modification, et nous permet de le discuter plus aisément dès maintenant (1).

Comme il fallait s'y attendre, ce texte modifie complètement l'économie des dispositions de l'article 23.

Sans doute il reste fidèle au principe de la triple contribution.

De même, loin de reprendre le système préconisé par M. Monis, lors de la présentation de son amendement en décembre 1909 et janvier 1910, il laisse en principe l'employeur et l'employé sur le même pied quant à l'existence de la faute et à l'application des sanctions pénales.

La théorie ministérielle exposée au Sénat en mai et juin 1911 par M. Paul Boncour n'est pas davantage à la base des dispositions nouvelles en ce sens que le patron n'est pas dans tous les cas responsable de la double cotisation.

Mais le texte nouveau ne laisse pas cependant d'être fort dangereux.

Il reprend en effet et tend à consacrer législativement la théorie exposée dans le mémoire du procureur de la République devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation et dans les conclusions de M. l'avocat général Séligman (*V. supra*, p. 178).

Que propose donc d'une façon précise le projet de modification soumis en ce moment à l'examen de la Commission compétente ?

Le paragraphe premier a tout d'abord pour effet de

(1) Le Parlement ne sera vraisemblablement appelé à l'examiner que dans quelques mois.

créer un nouveau cas de contravention. On se souvient que les arrêts de la Cour de cassation avaient formellement déclaré que l'article 23 prévoyait une seule contravention possible, la non-apposition des timbres.

Partant de ce point de vue, ils décidaient que l'impossibilité matérielle où se trouve le patron d'apposer les timbres par la faute du salarié exonère le premier de toute responsabilité pénale.

Au contraire, d'après le projet du gouvernement, le non-prélèvement sur le salaire constitue, au même titre que la non-apposition des timbres, une contravention à la charge de la partie responsable de cette omission.

Et si l'on est surpris dès l'abord qu'une sanction soit attachée à l'omission du prélèvement, on est bientôt éclairé par ces lignes du communiqué officiel : « Dans le cas envisagé par le nouveau texte, *l'employeur pourra être constitué en faute s'il n'a pas tenté d'effectuer le prélèvement réglementaire.* »

Voilà la principale et considérable innovation ; l'obligation pour le patron d'interpeller l'ouvrier est législativement instaurée.

De là à déclarer que l'employeur sera constitué en faute *chaque fois* qu'il ne pourra prouver qu'il a tenté d'exercer une pression, une contrainte sur le salarié, et que le défaut de prélèvement est imputable à une résistance invincible du salarié, il n'y a qu'un pas, qui dans la pratique, sinon dans le texte lui-même, sera aisément franchi.

Il y a lieu en effet de remarquer que le projet n'indique

nullement de quelles justifications le juge pourra se contenter pour relaxer le patron. Ce silence, qui semble calculé, ouvre la porte à l'arbitraire et le danger de poursuites engagées en vertu d'un texte aussi laconique n'apparaît que plus redoutable, si l'on songe que le dessein à peine déguisé du gouvernement, en présentant ce nouveau texte, est de faire supporter le plus souvent possible par les employeurs la responsabilité de la résistance de leurs salariés.

Le paragraphe 1^{er}, que nous venons d'analyser, vise les cas où, en présence d'une *faute*, les sanctions pénales devront être appliquées.

Au contraire les alinéas suivants envisagent les hypothèses où la non-apposition des timbres n'est imputable à aucune faute des parties et fixent les obligations dont elles restent tenues.

Deux cas doivent ici être distingués :

1^o *Le prélèvement légal sur le salaire a pu être effectué par l'employeur* (alinéa 3 du projet).

Dans cette hypothèse, le salarié a obéi à la loi et par conséquent aucune faute ne saurait être relevée contre lui.

Quant à l'employeur, il *doit* adresser au préfet en timbres-retraite le montant de la double cotisation.

On remarquera que cette consignation entre les mains du préfet et non plus du greffier de la justice de paix est obligatoire pour l'employeur, tandis que naguère la jurisprudence l'avait déclarée purement facultative en cas de non-apposition des timbres (Cf. arrêts de la Cour de

cassation cités *suprà*, p. 163 et 178). Le mot « pourra » est dorénavant remplacé par « devra ».

Au surplus, dans l'espèce qui nous occupe, cette obligation pour l'employeur de consigner en se conformant d'autre part aux prescriptions de l'article 170 du règlement (Cf. *suprà*, p. 150) n'a rien en soi de choquant ni de dangereux pour les rapports entre patrons et salariés. Ces derniers, dès lors qu'ils se sont conformés à la loi, ne sauraient tenir rigueur à leurs employeurs d'avoir accompagné l'envoi de la double cotisation de renseignements à fin d'individualisation des versements. Les indications fournies par le patron conformément à l'article 170 du règlement ne peuvent équivaloir à une dénonciation, puisque les intéressés ont rempli toutes leurs obligations légales (1).

Il en est différemment dans la deuxième hypothèse :

2° *L'employeur n'a pu effectuer le prélèvement légal.*

Dans ce second cas, le salarié s'est dérobé à l'application de la loi et le patron, par hypothèse, n'est pas constitué en faute pour n'avoir pas tenté de vaincre la résistance de son employé.

Cette hypothèse de l'omission du prélèvement par suite

(1) Il faut noter que le projet ne prescrit pas explicitement l'observation de l'article 170. Mais, outre que celle-ci paraît indispensable pour la régularisation de la carte après coup et que d'ailleurs la consignation actuelle au greffe qui la comporte nécessairement a seulement été modifiée en consignation entre les mains du préfet, il y a lieu de remarquer que la disposition finale du nouvel article 23 implique en soi l'obligation d'identifier le versement.

de l'hostilité de l'assuré est la plus fréquente ; c'est celle qui avait été soumise à la Cour de cassation.

Le projet propose une solution très différente de celle de la jurisprudence actuelle.

L'alinéa 5 dispose expressément que le salarié reste tenu de sa cotisation personnelle. L'employeur n'est donc pas débiteur personnel de la double cotisation. Mais aux termes de l'alinéa 4, il *devra* adresser au préfet le montant de sa contribution, et pour les mêmes raisons que dans l'hypothèse précédente, cette consignation serait inopérante si le patron n'indiquait pas en même temps le nom du salarié pour le compte duquel il effectue le versement.

Comme précédemment, on remarquera que le projet confère un caractère obligatoire à la libération, purement facultative d'après la jurisprudence, de l'employeur au moyen du versement de sa propre contribution. Il n'est plus admis dorénavant à rester comptable des sommes dues par lui personnellement ; la consignation entre les mains du préfet est inévitable.

Or, dans les conditions où elle doit s'accomplir, c'est-à-dire accompagnée des renseignements exigés par l'article 170 du décret du 25 mars 1911, cette consignation forcée risque de compromettre gravement les rapports entre les salariés et les patrons. A cet égard les protestations du ministre dans l'exposé des motifs du projet (p. 13 et 14) ne sauraient nous convaincre. En admettant même que l'Administration possède le moyen pratique et facile d'identifier les salariés rebelles, en dehors de toute indica-

tion fournie par l'employeur (et cette prétention n'est guère vraisemblable, car on n'a pas pu imposer au patron dans l'article 170 du règlement une obligation aussi ingrate, si elle est dépourvue d'objet et de raison d'être), il n'en demeure pas moins certain, suivant nous, que dans l'esprit des salariés l'indication du nom des réfractaires par l'employeur équivaldra à une dénonciation et qu'ils y verront, en même temps qu'un acte de tutelle blessant, la raison initiale, déterminante et exclusive pour laquelle ils sont désignés à la répression administrative et deviennent passibles — au moins théoriquement — des sanctions pénales édictées par l'article 23. Cette conséquence laisse entrevoir tous les dangers que comporte l'abandon du principe de la consignation facultative.

Le gouvernement a d'ailleurs si bien prévu que les patrons marqueraient peu d'empressement à se conformer aux dispositions de l'alinéa 4 que son texte indique en termes exprès le moyen de les y contraindre.

En outre de la sanction pénale, seul mode de coercition admis par l'ancien article 23, le texte proposé organise, sous la forme d'une mise en demeure suivie d'un recouvrement d'office, un nouveau procédé de coercition par voie administrative. Le fonctionnement en est indiqué par l'alinéa 6 du projet.

Si le patron s'abstient d'effectuer la consignation obligatoire de sa cotisation personnelle entre les mains du préfet, ce dernier adresse au défaillant une mise en demeure d'avoir à opérer les versements omis. L'assuré est

d'ailleurs susceptible d'être sommé pareillement de verser sa propre contribution ; il s'en libérera au moyen d'une simple apposition de timbres sous les mêmes sanctions que celles prévues pour l'employeur.

Un contentieux de la validité de la mise en demeure est ouvert devant le juge de paix, qui sera compétent, ajoutent le communiqué officiel et l'exposé des motifs, sur les questions telles que l'erreur sur la personne, le non-assujettissement du salarié à l'assurance, le taux de la contribution due par l'employeur, etc...

A défaut de recours ou en cas de rejet de ce dernier, un rôle est émis au nom de l'assujetti à concurrence du montant des versements omis, majoré de 3 o/o, et recouvré par l'Administration des finances comme en matière de contributions directes (al. 7).

Afin cependant que cette procédure ingénieuse et originale de la mise en demeure, exclusive en soi de tout caractère pénal, ne vienne pas entraver l'application de la loi, et conserve le caractère d'un avertissement, d'une mesure préventive et transitoire, l'alinéa 8 du projet établit à la charge de l'employeur ou de l'assuré qui, dans une période de 12 mois, se trouve dans le cas d'encourir une seconde mise en demeure, une présomption légale de faute lui rendant applicable les sanctions pénales de l'alinéa 1^{er}.

Tel est l'ensemble des dispositions nouvelles proposées par le gouvernement à l'approbation du Parlement. Les explications qui seront fournies à ce dernier par le mi-

nistre, tant en commission qu'en séance, préciseront d'ailleurs la portée de ces modifications à l'article 23.

Il est un point, spécialement, que M. Jouarre a signalé dans son exposé critique du projet actuel (*Gaz. Trib.*, 13 décembre 1912), et sur lequel nous attendons avec curiosité les éclaircissements nécessaires. D'après M. Jouarre, le texte du projet est assez obscur pour permettre de supposer que le juge de paix, appelé à statuer sur la validité de la mise en demeure adressée au patron défaillant, sera en même temps amené dans certains cas à apprécier si cet employeur a pu ou non effectuer le prélèvement sur le salaire de son ouvrier, exposant par suite ledit employeur à être éventuellement contraint de démontrer qu'il n'a pu effectuer le précompte.

Il ne faut pas oublier cependant — et M. Jouarre n'a eu garde de le faire — que la mise en demeure est prévue seulement pour les cas où, les timbres n'ayant pas été apposés, aucune faute n'a été relevée à la charge de l'employeur ou de l'assuré. Par suite, il semble impossible que le juge de paix, à propos du contrôle de la validité de la mise en demeure, puisse obliger le patron à prouver qu'il n'a *pu* effectuer le prélèvement et n'a par suite commis aucune faute. Au surplus, l'exposé des motifs du projet (p. 12) porte que le juge statuera seulement sur les questions relatives à la validité de la mise en demeure, telles que erreur sur la personne, etc...

« Mais, ajoute M. Jouarre, qui garantira au patron qui prend l'initiative d'adresser au préfet sa propre con-

tribution que l'administration, peu soucieuse de rechercher le salarié récalcitrant, acceptera du premier coup ce versement et ne viendra pas soutenir que ce patron est en faute de n'avoir pas contraint son salarié au prélèvement ? Ce serait alors ou la poursuite pénale ou bien la coercition administrative s'exerçant pour le recouvrement de la double cotisation. »

On pourra considérer peut-être que ces craintes sont vaines et excessives et qu'elles imputent au projet une portée bien tendancieuse.

Quoi qu'il en soit, cette question mérite d'être élucidée et il faut espérer que le ministre apportera un jour ou l'autre tous les éclaircissements désirables.

Le projet de modification de l'article 23 nous inspirera une dernière remarque : on se souvient que nous avons, à la fin du précédent chapitre (*suprà*, p. 183), signalé une lacune assez grave de la législation actuelle ; celle-ci a omis de fixer la durée de la prescription dans l'hypothèse d'un employeur qui, n'ayant pu opposer les timbres et s'étant abstenu de consigner au greffe sa contribution personnelle, en reste néanmoins tenu. Combien de temps en demeure-t-il comptable ? Aucune disposition de la loi ne permet de répondre sur ce point.

Le texte proposé dissipe cette incertitude en décidant (al. 6) que l'on ne pourra réclamer aux employeurs et aux assurés les versements auxquels ils sont tenus pour une période remontant à plus d'un an.

Cette innovation heureuse et fort équitable est parfaite-

ment claire : elle résout sans ambage une question embarrassante, dont nous avons brièvement montré plus haut la délicatesse et l'intérêt pratique.

A vrai dire, cette disposition du projet est la seule sur laquelle nous ne croyons pas devoir faire des réserves.

Le fond même du texte proposé nous paraît tout à fait grave et dangereux pour les relations, déjà si souvent fragiles, du patronat et des salariés.

Sans doute, actuellement, le but voulu par le législateur n'a pas été atteint et la loi n'est pas, d'une façon générale, entrée dans la pratique. Mais la responsabilité de cet échec incombe aux salariés réfractaires ; encore une fois si le gouvernement, malgré les armes qu'il tient de la loi, ne croit pas pouvoir contraindre les rebelles à l'obéissance, qu'il ne cherche pas à sortir de son embarras en aggravant les obligations patronales et en imposant aux patrons de jouer un rôle odieux vis-à-vis de leurs employés. A cet égard l'obligation d'interpeller, instaurée par le projet, nous paraît absolument inopportune et même pleine de périls. Elle est grave à deux points de vue : d'abord en ce qu'elle viole le principe, indispensable à sauvegarder dans un intérêt social essentiel, de l'indépendance du patron et des salariés. L'insistance pressante de l'employeur sera suspecte dès l'abord à ses employés et créera déjà un malaise dans l'atelier ou dans l'usine.

Et cette déplorable conséquence est aggravée par l'abandon du principe de la consignation facultative, l'indication par le patron des salariés réfractaires aboutissant né-

cessairement, ainsi que nous l'avons démontré, à des incidents, à des conflits.

A un autre égard, l'obligation d'interpeller mérite, suivant nous, des critiques décisives : le patron sera en butte à des difficultés pratiques considérables pour faire constater la résistance invincible du salarié et encore est-il exposé, en présence de l'insuffisance du texte actuel, quant à la détermination des éléments constitutifs de la faute, à l'arbitraire du juge de simple police.

Pour toutes ces raisons, il y a lieu de souhaiter que le Parlement, impressionné par la sage jurisprudence de la Cour de cassation, ne consente pas à en faire table rase, en votant un texte d'autant plus dangereux que l'exposé des motifs et le communiqué officiel cherchent à en atténuer le sens et la portée et qu'il contient d'ailleurs plusieurs dispositions obscures ou manifestement insuffisantes.

CONCLUSION

Nous renouvelerons tout d'abord notre remarque, que l'ensemble du patronat s'est soumis sans protestations à la loi de 1910, si lourdes que fussent les charges en résultant pour lui. Toutes les obligations qui leur sont imposées, les employeurs les ont toujours remplies, dans la grande généralité des cas, avec autant de conscience qu'ils ont mis d'énergie à repousser une extension dangereuse et arbitraire de leur rôle, proposée par l'administration.

Actuellement, ils ont trouvé dans la jurisprudence éclairée de la Cour de cassation la garantie du maintien de leurs obligations dans les limites prévues par le texte et le rôle des patrons est nettement distinct de celui des salariés ; les uns et les autres contribuent à la retraite, mais sous leur responsabilité propre.

Les bénéficiaires de la loi n'ont pas montré les mêmes dispositions que leurs employeurs et les chiffres que nous avons produits indiquent suffisamment que les résultats obtenus auprès de la classe ouvrière sont loin de répondre aux espérances du législateur.

Si encourageantes que soient les statistiques fournies par le ministère, l'échec de la loi n'est pas moins certain et le gouvernement lui-même en a fait l'aveu, en soumet-

tant au Parlement, pour triompher de la résistance des assurés, le projet de modifications que nous avons discuté dans le chapitre précédent.

Nous ne reviendrons pas sur l'exposé de ces propositions d'une portée restreinte et relativement anodine en apparence, mais très graves, suivant nous, en réalité. L'administration aurait dû, semble-t-il, éviter de persévérer dans une attitude que les tribunaux supérieurs avaient à plusieurs reprises condamnée, et renoncer à faire supporter aux employeurs, par un procédé détourné, la responsabilité des défaillances de leurs salariés.

Aussi bien ne faut-il pas oublier que le gouvernement tient de la loi les armes nécessaires pour frapper les rebelles et les contraindre au respect de leurs obligations ; il lui appartient d'en user à l'égard des assurés, comme il n'a pas manqué de le faire en maintes circonstances à l'égard des patrons négligents.

Sans vouloir discuter ici l'opportunité du principe de l'obligation, qui, selon nous, énerve les initiatives et enseigne la passivité, nous estimons que si le législateur se reconnaît le droit de poser des principes d'une application universelle, d'établir des prescriptions obligatoires pour tous et de restreindre ainsi la liberté de l'individu au nom d'un idéal de justice et d'humanité ou dans un intérêt social d'ordre général, il doit aussi se sentir la force de faire exécuter sa volonté coûte que coûte et d'aller jusqu'au bout : la hardiesse d'une telle conception nous semble justifier toutes les mesures d'exécution propres à

briser les résistances, si dure et si brutale que puisse en paraître l'application.

Quoi qu'il en soit, il est avéré à l'heure actuelle que l'administration se refuse à poursuivre les salariés réfractaires devant les tribunaux correctionnels et se déclare impuissante à assurer le succès de la loi en s'appuyant sur son texte même.

Force est donc au Gouvernement, résolu à faire entrer malgré tout la loi des retraites dans le domaine de la pratique, d'adopter d'autres solutions

Il ne nous appartient pas de lui suggérer la manière de résoudre les graves difficultés auxquelles il est en butte. Mais il nous sera permis, en indiquant certaines raisons qui expliquent à nos yeux l'insuccès de la loi de 1910, d'envisager un moyen d'y remédier.

Un des principaux motifs de cet échec doit être, croyons-nous, recherché dans la hâte avec laquelle on a instauré le régime de la retraite obligatoire. Parce que depuis de longues années le problème avait été agité et discuté, parce que la classe ouvrière avait reçu à cet égard dès longtemps les assurances les plus formelles, entretenue d'ailleurs dans des illusions maintenant évanouies, parce qu'enfin le principe de la retraite obligatoire avait fini par rallier un grand nombre de partisans, le législateur se persuada que la question était mûre ; il crut qu'il pourrait sans danger et sans heurt faire accepter du jour au lendemain par tous et dans le monde du travail tout entier les idées nouvelles. Mais il s'est trompé ; son erreur a consisté à vouloir

généraliser du premier coup une réforme, à laquelle on était dans l'ensemble insuffisamment préparé. Il fallait ici, croyons-nous, procéder par étapes et le législateur avait semblé s'engager dans cette voie, en instaurant tout d'abord la retraite obligatoire pour les ouvriers mineurs (29 juin 1894), plus tard pour le personnel des chemins de fer (21 juillet 1909) ; pourquoi n'a-t-il pas persévéré dans ces sages mesures d'adaptation progressive du principe nouveau aux différentes catégories de travailleurs, aux différents milieux, selon leurs dispositions respectives, en tenant compte dans chaque cas de l'empressement à l'accepter ?

Que l'on considère la façon dont on a procédé en matière d'accidents du travail. On n'a pas songé à généraliser dès l'abord et à étendre brutalement à toutes les catégories les dispositions nouvelles et obligatoires de la loi de 1898. On en a, pour commencer, restreint l'application aux exploitations industrielles, puis on l'a étendue aux exploitations commerciales (loi du 12 avril 1906). Un progrès de plus a été réalisé par la loi du 18 juillet 1907 ; et bientôt un pas en avant sera encore fait en faveur des domestiques attachés à la personne.

Plus tard peut-être les professions agricoles seront-elles appelées à leur tour à entrer dans les cadres de la loi de 1898. Combien cette méthode, qui aurait dû être suivie de nouveau, diffère au contraire de celle adoptée en 1910 ! Et pourtant une réserve d'autant plus grande s'imposait que, contrairement au texte de 1898, la loi sur les retraites pré-

voyait un sacrifice pécuniaire personnel à la charge des salariés.

Malheureusement l'erreur commise est difficilement réparable ; il n'est guère possible de reprendre ce que l'on a donné et dont certains ont déjà de très bonne foi et avec la meilleure volonté commencé de profiter. Tout recul est impossible.

Faut-il donc, pour en assurer le succès, opérer une refonte complète et profonde de la loi ? Peut-être serait-ce la meilleure solution et un grand nombre de systèmes, plus ou moins séduisants, écartés naguère par les Chambres, pourraient avantageusement être combinés avec le régime actuel. Mais il faut bien se persuader qu'aucune des idées essentielles de la loi de 1910 ne peut être pratiquement abandonnée. Tout d'abord, on ne peut songer à revenir sur le principe de l'obligation, aussi impopulaire dans les masses ouvrières qu'il est vanté dans les sphères parlementaires et officielles ; il est tenu dans ces milieux et dans l'opinion des théoriciens les plus influents pour si indispensable qu'on ne saurait espérer aucune atténuation à la rigueur de son application.

C'est ce principe de l'obligation qui est précisément si difficile à concilier pratiquement avec celui, également fondamental, de la triple contribution. Cette dernière idée, qui est aussi à la base même de la loi de 1910, et sur l'opportunité de laquelle tout le monde d'ailleurs se trouve d'accord, est, comme l'obligation, inattaquable en fait ; l'adhésion générale obtenue par cette ingénieuse formule

constitue pour elle une garantie certaine, d'inébranlable solidité. Elle est d'ailleurs complétée de la manière la plus heureuse par le principe de la parité absolue des deux ordres de cotisations, aussi équitable en soi qu'indispensable à sauvegarder pratiquement pour préserver d'une augmentation unilatérale de ses charges le patronat peu ménagé par le législateur des dernières années.

Aussi bien le principe de la triple contribution constitue-t-il l'idée maîtresse de la loi de 1910 et toute disposition ayant pour effet d'en contrarier le jeu naturel ou toute mesure tendant seulement à en diminuer la portée va directement à l'encontre de la pensée qui a inspiré le législateur.

La crainte des surenchères est si justifiée et si décisive que nous croyons devoir mettre en garde les employeurs contre toute velléité de porter atteinte au principe de la participation des salariés à la constitution de la retraite. C'est ainsi qu'ils devront éviter de prendre volontairement à leur charge tout ou partie des versements ouvriers, sous prétexte de générosité ou de simplification. Outre qu'en agissant ici les patrons méconnaîtraient l'esprit de la loi, alors que leur devoir est de conserver à la retraite le caractère d'un acte de prévoyance exigeant l'effort personnel des intéressées, ils créeraient un précédent des plus fâcheux. Il est certain en effet que ce double sacrifice patronal ne serait à la portée que d'un petit nombre d'employeurs, placés à la tête d'industries considérables. Ils mettraient leurs collègues dans une situation beaucoup

plus difficile pour l'application de la loi et peut-être les contraindraient-ils, malgré eux, à suivre le même exemple. Or, nous l'avons dit, si les bénéficiaires de la retraite y ont droit sans être assujettis à un versement personnel, il faut prévoir que le Parlement résistera malaisément à des demandes d'augmentation du taux des cotisations, Ce ne serait plus alors 18 francs par an, mais une somme bientôt supérieure que les employeurs auraient à verser et ce résultat, évidemment disproportionné aux facultés de la plupart d'entre eux, porterait à la loi le coup le plus funeste. La perspective de charges aussi écrasantes pour le patronat en général apparaît plus redoutable encore, si l'on songe que le précédent des retraites de vieillesse ne manquera pas d'être invoqué lorsque viendront en discussion les projets assurance-chômage et assurance-invalidité, annoncés à plusieurs reprises et notamment par M. Ribot au Sénat le 2 juin 1911.

Si donc certains employeurs estiment pouvoir, en raison de la situation particulière de leur industrie, verser, pour leur part, plus que la contribution légale, qu'ils le fassent sous forme de versements patronaux supplémentaires, s'ajoutant aux versements ouvriers et ayant pour effet d'augmenter d'autant le montant de la retraite.

Pour les mêmes raisons on doit se garder de souhaiter le remplacement du système actuel du précompte, pourtant si fertile en complications et en difficultés, par le principe, plus pratique, mais infiniment dangereux, de la dissociation des deux cotisations patronale et ouvrière.

Le jour où triompherait ce principe, fort séduisant, on ne saurait le nier, et où, par exemple, la contribution patronale, affranchie de tout lien avec le versement ouvrier, serait, indépendamment de ce dernier, recouvrée comme un impôt direct, à quels dangers le patronat ne serait-il pas exposé, comme nous l'avons dit précédemment ?

Pour forcer les sympathies de la classe ouvrière, on trouverait bientôt dans cette dissociation des deux cotisations le moyen, peu élégant, mais pratique, d'augmenter le taux de la retraite sans élever celui du versement ouvrier ni accroître les charges de l'Etat ; il suffirait d'imposer au patron seul une augmentation de sa contribution, et une fois engagé dans cette voie, le législateur risquerait bien de ne plus pouvoir s'arrêter.

Les dangers sociaux qu'entraînerait un si complet déséquilibre des éléments constitutifs de la retraite nous font ardemment souhaiter le maintien intégral du principe de l'étroite corrélation des deux cotisations.

Enfin le principe de la capitalisation des versements ne nous paraît pas devoir être abandonné davantage ; il est un des éléments essentiels du régime des retraites, tel qu'il est actuellement conçu et au surplus, il résulte des travaux préparatoires que le système de la répartition a été définitivement condamné par le Parlement sans esprit de retour.

Si l'on considère que les principes fondamentaux du régime actuel apparaissent à peu près intangibles, on ne peut espérer trouver dans une modification profonde de

la loi de 1910 la solution des difficultés inhérentes à sa mise en application.

Il importe donc, en conservant les idées essentielles qui sont à la base des textes actuels, d'y chercher le moyen d'obtenir les résultats pratiques attendus par le législateur

Or ce but ne sera atteint ni par les encouragements et les rappels prodigués aux salariés par l'administration, ni même par un nouvel abaissement éventuel de l'âge normal de liquidation de la retraite. — Ces mesures détermineront peut-être quelques progrès, non pas le mouvement général que l'on cherche à provoquer.

Au contraire, on pourrait, croyons-nous, obtenir les meilleurs résultats en s'adressant aux organismes les plus qualifiés pour exercer sur les salariés une influence directe, continue et efficace : la Mutualité et le Patronat.

Il ne nous appartient pas d'indiquer d'une manière exacte, le rôle que l'on pourrait assigner à la mutualité. Tenus ici à des considérations d'ordre général, nous nous bornerons à exprimer le vœu que le législateur fasse dorénavant une place plus importante aux sociétés de secours mutuels. Lors de l'élaboration de la loi, un sentiment de défiance à leur égard, la crainte qu'elles ne fussent pas à la hauteur d'une tâche aussi délicate que la participation au fonctionnement du service des retraites, ont failli faire écarter toute collaboration de leur part et seuls les efforts de M. Ribot les ont préservées d'une exclusion complète. Mais le rôle qu'en dernière analyse on les a appelées à remplir ne leur permet pas d'exercer une influence générale vraiment effective.

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour, si insuffisants qu'ils puissent paraître, sont dus assurément en grande partie aux encouragements répétés adressés par les caisses mutuelles de collecte à leurs adhérents fidèles et confiants.

Pourquoi dans ces conditions ne pas préciser et élargir le rôle de la mutualité ? Si l'on persiste à redouter son inaptitude à prendre une part aussi active à l'application de la loi, que les pouvoirs publics, sans abdiquer leur droit de contrôle, lui confèrent plus d'indépendance, lui prodiguent plus d'encouragements, l'organisent sur des bases plus solides et, ce faisant, lui inculquent plus de vitalité. Que l'on cesse, en dépit de marques de faveur apparentes, de retarder son essor et d'entraver du même coup les progrès de la prévoyance libre.

Il faut en second lieu, dirons-nous, s'appuyer sur le Patronat.

Celui-ci, en effet, en outre des obligations que la loi met à sa charge, est directement qualifié pour user avec mesure et persuasion de son influence sur les salariés. Autant on ne saurait imposer au patron le rôle vexatoire, pénible et dangereux de « gendarme » ou de dénonciateur, ni lui prescrire de contraindre ses ouvriers, autant on est autorisé à lui demander son appui naturel pour assurer auprès de ces derniers le succès de la loi.

Mais alors qu'on en simplifie l'application journalière à cet auxiliaire indispensable de l'administration (Voir aux annexes le projet de simplification déposé par le gouvernement). L'employeur doit pouvoir compter que la loi

lui facilitera son rôle et réduira ses exigences à son égard. Or, dans l'état actuel des textes, en présence de l'extrême complexité de ses obligations, comment pourrait-on songer à demander au patron de ne pas se borner à l'accomplissement strict de ses devoirs légaux ?

Qu'on se représente les difficultés inextricables, les complications matérielles constantes auxquelles bien souvent est exposé un employeur, le jour de la paie.

Voici par exemple un patron occupant 100 ouvriers (ce n'est pas un chiffre exceptionnel dans l'industrie ou le commerce).

Par hypothèse, 25 d'entre eux ne sont affiliés à aucune caisse de collecte ; il faudra donc effectuer sur leur salaire les opérations du précompte ; 25 autres sont affiliés à la Caisse nationale d'épargne, les 50 autres ont chargé diverses caisses régionales ou locales de recueillir leurs versements. Ce sont autant de régimes différents, autant de situations spéciales exigeant autant d'opérations matérielles variant d'un cas à l'autre.

Si l'on songe que ces difficultés se renouvellent sans cesse, et que le libre choix d'une nouvelle caisse de collecte est ouvert à chaque salarié tous les trois mois, on aura une idée de l'instabilité des situations individuelles et de l'effroyable complexité des obligations patronales.

Il faut même être reconnaissant au patronat, si peu encouragé par la complication de son rôle strict, de le remplir d'une manière générale avec autant de conscience. Mais il faut avouer que le législateur, si peu ménager du

temps, de la tranquillité et de l'effort du patron, ne peut lui demander davantage.

Le jour au contraire où les textes auront simplifié à l'employeur l'application de la loi, où par exemple ils lui permettront de verser à tel organisme désigné sa contribution patronale correspondant à l'emploi de tant d'ouvriers sans égard à la caisse de collecte choisie ou non par chacun d'eux, et au moyen d'une simple multiplication du chiffre de sa cotisation légale par le nombre de salariés soumis à la loi, on sera autorisé à solliciter de cet employeur, en outre de l'accomplissement de ses obligations strictes, un effort de propagande persuasive auprès des salariés.

D'autres mesures doivent être prises dans le même sens pour obtenir du patronat une assistance vraiment effective et féconde en résultats.

Nous sommes convaincus que les employeurs ne la refuseront pas, si le législateur et l'administration font preuve à leur égard de dispositions meilleures que par le passé.

Est-ce à dire que le succès de la loi sera ainsi assuré sans retard dans toutes les catégories professionnelles ? On ne saurait l'affirmer pour les assujettis de l'agriculture par exemple, chez lesquels la résistance sera d'autant plus obstinée qu'ils étaient moins préparés à une réforme aussi brutale que celle de 1910.

Du moins l'exemple des assurés appartenant aux autres professions sera salubre et convaincant.

Quoi qu'il en soit, et pour résumer nos observations, nous persistons à souhaiter que le Parlement, repoussant le projet actuellement soumis à son approbation par le gouvernement, mette celui-ci dans la nécessité de proposer, à défaut d'une refonte générale de la loi à peu près impossible à réaliser pratiquement, des mesures libérales qui permettent l'application régulière de la réforme de 1910 et réunissent l'adhésion de tous les intéressés, unis, grâce à une indépendance respective absolue, dans la coopération étroite et paisible à la grande œuvre commune de la constitution des retraites ouvrières.

ANNEXES

ANNEXE I

Loi du 5 avril 1910.

TITRE PREMIER. — CONSTITUTION DES RETRAITES.

ART. 1^{er}. — Les salariés des deux sexes, de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, les serviteurs à gages, les salariés de l'État qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements et des communes bénéficieront, dans les conditions déterminées par la présente loi, d'une retraite de vieillesse.

ART. 2. — La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des assurés, par des contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'État.

Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes :

Les versements annuels seront de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr.50 pour les mineurs au-dessous de 18 ans, soit, par journée de travail : 3 centimes, 2 centimes et 1,5 centime.

La retraite est constituée à capital aliéné ; toutefois, si l'assuré le demande, les versements prélevés sur son salaire seront faits à capital réservé.

La contribution de l'employeur reste exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Un règlement d'administration publique déterminera la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile.

ART. 3. — Les versements des salariés seront prélevés sur le salaire, par l'employeur, lors de chaque paye. Chaque assuré reçoit gratuitement une carte personnelle d'identité, ainsi que des cartes annuelles destinées à l'apposition de timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même.

Le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un timbre mobile que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré.

Pour les salariés intermittents, les versements obligatoires seront effectués, sur la base des versements mensuels, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, sans pouvoir dépasser les limites fixées au paragraphe 3 de l'article 2 de la présente loi.

Les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne ordinaires et les autres caisses prévues à l'article 14 de la présente loi peuvent se charger de l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de leurs adhérents, si ceux-ci en font la demande.

Elles peuvent recevoir d'avance les versements obligatoires des assurés à condition de les inscrire sur leurs cartes avec une mention spéciale.

Dans ce cas, les employeurs s'acquittent de leurs contributions par l'apposition d'un timbre mobile.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions les sociétés de secours mutuels et les autres caisses devront justifier de l'encaissement des cotisations et du versement qu'elles seront tenues d'en faire à la Caisse des dépôts et consignations.

Ceux qui justifieront être déjà adhérents et payer leur cotisation à une société de secours mutuels ou de prévoyance faisant la retraite ;

Ceux qui justifieront avoir contracté un engagement pour l'achat ou la construction d'une habitation à bon marché ou pour l'acquisition d'une petite propriété (champ ou jardin), conformément aux conditions des lois des 30 novembre 1884, 30 avril 1904, 12 avril 1906 et 10 avril 1908, pourront être autorisés à continuer à appliquer à ces œuvres les versements personnels auxquels ils seront tenus par la présente loi.

Ils conserveront le bénéfice de la contribution des employeurs et la subvention complémentaire de l'Etat.

ART. 4. — L'allocation viagère de l'Etat est fixée à 60 francs à l'âge de 65 ans.

Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier qu'il a effectué au moins trente versements annuels atteignant, y compris ses versements facultatifs, le chiffre fixé à l'article 2.

Si le nombre des années de versements est inférieur à trente et supérieur à quinze, l'allocation sera calculée d'après le nombre des années de versements, ledit nombre multiplié par 1 fr. 50.

Les deux années de service militaire obligatoire entrent en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère.

Pour les assurés de la période transitoire ayant au moins 35 ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi, le nombre des années de versements exigées pour avoir droit à l'allocation de 60 francs sera égal au nombre des années écoulées depuis la mise en vigueur de la loi, à condition que lesdits assurés justifieront qu'au moment de la mise en vigueur de la loi ils faisaient partie, depuis trois ans au moins, des catégories de l'article premier.

Si le montant des versements annuels effectués n'atteint pas, y compris les versements facultatifs de l'assuré, le total des versements fixés par l'article 2, l'allocation sera l'objet d'une réduction proportionnelle.

Le capital constitutif de l'allocation est versé au compte du

bénéficiaire à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

D'autre part, pour les assurés ayant plus de 45 ans lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'allocation viagère sera portée aux chiffres suivants par des bonifications annuelles ordonnancées sur les crédits inscrits au budget du ministère du travail :

Age des assurés
au moment de
l'entrée en vigueur
de la loi.

64 à 65 ans	Fr. 100 »
63 à 64 —	98 »
62 à 63 —	96 »
61 à 62 —	94 »
60 à 61 —	92 »
59 à 60 —	90 »
58 à 59 —	88 »
57 à 58 —	86 »
56 à 57 —	84 »
55 à 56 —	82 »
54 à 55 —	80 »
53 à 54 —	78 »
52 à 53 —	76 »
51 à 52 —	74 »
50 à 51 —	72 »
49 à 50 —	70 »
48 à 49 —	68 »
47 à 48 —	66 »
46 à 47 —	64 »
45 à 46 —	62 »

ART. 5. — L'âge normal de la retraite est de 65 ans.

Tout assuré pourra, à partir de 55 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite ; mais dans ce cas, l'allocation

viagère accordée par l'Etat sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence.

Les assurés de la période transitoire seront également admis au bénéfice de la liquidation anticipée si, pendant les cinq années qui auront précédé la liquidation de la retraite, ils ont appartenu aux catégories de l'article premier, et s'ils ont versé, chaque année, pendant cette période, des sommes au moins égales au montant des versements obligatoires prévus à l'article 2.

ART. 6. — Si un assuré encore astreint aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse, il est alloués :

1° A ses enfants âgés de moins de 16 ans : une somme de 50 francs par mois pendant six mois, s'ils sont au nombre de trois ou plus ; 50 francs par mois pendant cinq mois s'ils sont au nombre de deux ; 50 francs par mois pendant quatre mois, s'il n'y en a qu'un seul ,

2° A la veuve sans enfants de moins de 16 ans, 50 francs par mois pendant trois mois.

En cas de divorce, les mêmes avantages seront alloués à la femme non remariée quand le divorce aura été prononcé aux aux torts exclusifs du mari.

Les veuves d'origine française des salariés étrangers visés à l'article 11, soit sans enfants, soit avec un ou plusieurs enfants, bénéficient des dispositions précédentes, si elles sont naturalisées, elles et leurs enfants, dans l'année qui suit le décès de l'époux, et, le cas échéant, à condition que la naturalisation des enfants soit intervenue dans les conditions prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article 9 du Code civil modifié par la loi du 26 juin 1889 et par l'article premier de la loi du 5 avril 1909.

Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué les trois cinquièmes des versements obligatoires prévus à l'article 2.

ART. 7. — Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux personnes visées à l'article premier, âgées de 65 à 69 ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et reconnues admissibles aux allocations de la loi d'assistance, mais les sommes qui leur seront attribuées seront limitées à la moitié des allocations accordées par application de cette dernière loi et seront à la charge exclusive de l'Etat.

Toutefois, les sommes attribuées chaque année ne pourront être supérieures à 100 francs.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles seront dressées les listes des bénéficiaires du présent article, ainsi que la composition et les attributions des commissions chargées de statuer sur les recours.

ART. 8. — Les bénéficiaires de l'article premier garde ont les avantages prévus par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905.

La retraite, acquise par les versements des salariés et les contributions patronales, sera considérée comme provenant de l'épargne, la rente étant calculée à cet effet comme si tous les versements avaient été effectués à capital aliéné.

ART. 9. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898 et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue et permanente de travail auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par un règlement d'administration publique.

La retraite liquidée sera bonifiée par l'Etat dans les conditions fixées par ce règlement au moyen de crédits spéciaux, annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans que la bonification puisse dépasser 60 francs de rente, ni la retraite devenir supérieure au triple de la liquidation ou excéder 360 francs, bonification comprise.

ART. 10. — Les agents, employés et ouvriers des grandes Compagnies de chemins de fer d'intérêt général et de l'administration des chemins de fer de l'Etat, les ouvriers et employés des mines et les inscrits maritimes demeurent respectivement soumis aux législations spéciales qui les régissent.

Il en sera de même des agents, employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. Toutefois, si les dispositions établies en leur faveur par les exploitants dans les conventions passées, s'il y a lieu, entre ces derniers et l'Etat, les départements ou les communes intéressés sous l'approbation des ministres des travaux publics et de l'intérieur donnée après avis du ministre du travail, ne devaient pas leur assurer une retraite au moins égale à celle résultant de la présente loi, celle-ci leur serait applicable dans les conditions qui seront fixées par un arrêté concerté entre le ministre des finances, le ministre des travaux publics et le ministre du travail.

Les caisses de retraites ou les règlements de retraites, dont bénéficient actuellement les salariés de l'Etat qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires et les salariés des départements et des communes, pourront être maintenus par décrets rendus sur la proposition des ministres du travail et des finances et du ministre compétent.

De nouvelles caisses ou de nouveaux règlements de retraites pourront être institués dans les mêmes conditions.

Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3.000 francs ne seront pas soumis aux obligations de la présente loi. Ceux dont la rémunération annuelle atteindra 3.000 francs cesseront de faire partie de la liste des assurés, mais ils conserveront leurs droits acquis.

ART. 11. — Les salariés étrangers travaillant en France seront soumis au même régime que les salariés français.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations ou bonifications budgétaires que

si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée.

Les chefs d'industrie qui auront constitué chez eux des caisses de retraites patronales autorisées comme il est dit à l'article 19, seront tenus de verser au fonds de réserve la contribution patronale afférente à ceux de leurs salariés qui, par application des deux paragraphes précédents, ne pourraient bénéficier de cette contribution.

ART. 12. — Les tarifs des retraites sont calculés pour chacune des caisses visées à l'article 14 dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières, d'après le taux d'intérêt des placements de chaque caisse et provisoirement d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Le taux d'intérêt est gradué par décime.

Des décrets rendus sur la proposition des ministres du travail et des finances arrêteront, sur le vu des statistiques établies par le ministre du travail, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Les tarifs ne comportent pas de prorata au décès. Ils ne comprennent que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements sont reçus par l'organisme d'assurance.

Les tarifs ne comportent pas de chargements pour les frais

d'administration des divers organismes ; il y est pourvu par une allocation forfaitaire par compte d'assuré ayant donné lieu dans l'année à des opérations de recettes ou de dépenses. Cette allocation comprendra :

1^o Une remise de 50/0 pour les frais d'encaissement et d'envoi des fonds à l'établissement assureur ;

2^o Une indemnité de 1 franc pour le fonctionnement de l'assurance vieillesse. Elle sera payée chaque année au moyen du fonds de réserve visé à l'article 16 et subsidiairement au moyen d'un crédit ouvert au budget du ministre du travail.

Les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels et les syndicats qui seront admis par les ministres du travail et des finances, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, à se charger des encaissements de cotisations pour l'une des caisses visées à l'article 14, sont soumis, pour ces encaissements, au contrôle financier du ministre des finances.

ART. 13. — Lorsque la retraite en cours d'acquisition dépasse 180 francs, l'assuré peut, à toute époque, et après examen médical, affecter la valeur en capital du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable, dans les conditions déterminées par la législation sur la constitution d'un bien de famille insaisissable.

ART. 14. — Les comptes individuels des assurés sont ouverts à leur choix dans l'une des caisses ci-après :

1^o Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont la gestion continue à être assurée dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886 par la Caisse des dépôts et consignations sous le contrôle de la Commission de surveillance placée auprès de cette caisse et qui ouvrira dans ses écritures une section spéciale pour les opérations afférentes à la présente loi ;

2^o Sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels dans les conditions spécifiées à l'article 17 ;

3^o Caisses départementales ou régionales de retraites insti-

tuées par décret et administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés, et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs ;

4° Caisses patronales ou syndicales de retraites ;

5° Caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite ;

6° Caisses de retraites de syndicats professionnels.

Les caisses prévues aux cinq derniers alinéas ci-dessus relèvent du ministre du travail. Elles jouissent de la personnalité civile et sont soumises au contrôle financier du ministre des finances, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. Leurs fonds sont employés en placements prévus à l'article ci-après.

Chaque caisse, dans le premier semestre de chaque année, délivre gratuitement aux assurés un bulletin indiquant le total des versements obligatoires et facultatifs qu'elle a reçus l'année précédente, ainsi que le montant de la retraite éventuelle à soixante-cinq ans, atteinte au 31 décembre de l'année précédente.

ART. 15. — Pour l'application de la présente loi, la gestion financière des divers organismes visés à l'article précédent est confiée à la Caisse des dépôts et consignations, qui effectue gratuitement leurs placements moyennant le simple remboursement des droits et frais de courtage ou d'acquisition.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du ministre des finances et du ministre du travail, après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière.

Les placements sont effectués : 1° en valeurs de l'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat ; 2° en prêts aux départements, communes, colonies ou pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier ; 3° sur l'avis fa-

favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières prévu ci-après et jusqu'à concurrence de 1/400^e en acquisitions de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes ; 4° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociales reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906.

Les sommes non employées seront versées en compte courant au Trésor dans les limites d'un maximum et à un taux fixé annuellement par la loi des finances.

Les placements sont opérés sur la désignation de chaque caisse intéressée. La Caisse des dépôts et consignations ne pourra se dispenser d'exécuter les ordres d'achat ou de vente adressés par les caisses visées aux numéros 2 à 6 du premier paragraphe de l'article précédent, sauf à les fractionner, s'il y a lieu, suivant la situation du marché et sauf avis contraire de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières, en ce qui concerne les ordres de vente.

ART. 16. — Le fonds de réserve visé aux articles 11 et 12 est ainsi alimenté :

1° Par les versements prévus à l'article 11 ;

2° Par les amendes prévues à l'article 23 et par les versements des greffes visés au même article ;

3° Par les arrérages retenus aux rentiers en application de la prescription de cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil ;

4° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 ;

5° Par les dons et legs qui peuvent être faits à l'Etat avec affectation audit fonds.

Ce fonds de réserve est déposé à la Caisse des dépôts et

consignations qui en fait emploi dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 15, et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé à l'avant-dernier alinéa du dit article. Les prélèvements sur ce fonds, prévus à l'article 12, sont effectués sur l'ordre du ministre du travail.

TITRE II. — DES RETRAITES ASSURÉES PAR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, LES CAISSES DÉPARTEMENTALES OU RÉGIONALES, LES CAISSES PATRONALES OU SYNDICALES, LES SYNDICATS DE GARANTIE ET LES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

ART. 17. — Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du travail et du ministre des finances, est admise à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi. Ces retraites bénéficient de tous les avantages qui y sont spécifiés.

L'agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'Etat, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et sauf recours devant le Conseil d'Etat dans les conditions susénoncées.

Les sommes déposées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations, en exécution de la présente loi, formeront un fonds de retraite distinct et aliénable et les sociétés ne bénéficieront à raison de ces versements ni des subventions de l'Etat prévues par la loi du 1^{er} avril 1898, ni de la bonification d'intérêt prévue par la loi de finances du 31 mars 1903.

ART. 18. — Indépendamment de l'allocation prévue à l'article 12, les sociétés de secours mutuels reçoivent de l'Etat une allocation annuelle de 1 fr. 50 c., réduite à 75 centimes pour les assurés de moins de 18 ans, qui sera affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation maladie de l'assuré. Toutefois, cette allocation n'est pas attribuée si la cotisation versée pour l'assurance contre la maladie est inférieure à 6 francs ou à 3 francs si l'assuré a moins de 18 ans.

Les syndicats professionnels qui constituent une caisse d'assurance maladie et une caisse d'invalidité et de retraite régies par la loi du 1^{er} avril 1898, dans les conditions réglées par l'article 19 de la présente loi, bénéficieront des avantages stipulés dans le paragraphe précédent.

ART. 19. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances, déterminera les conditions de constitution et de fonctionnement des caisses départementales et régionales, des caisses patronales ou syndicales, des caisses de syndicats de garantie solidaire et des caisses de syndicats professionnels visées à l'article 14.

Un décret rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances autorisera la constitution de chaque caisse.

Les employeurs et les salariés qui adhèrent aux caisses patronales ou syndicales ou à des caisses de syndicats de garantie solidaire visées au présent article, peuvent être dispensés, par le décret qui en autorisera la constitution, des versements prévus à l'article 2, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles qui seraient obtenues dans les mêmes périodes en vertu de la présente loi.

Ils seront, en tout cas, dispensés des appositions de timbres prévues par l'article 3 de la présente loi.

Si les caisses patronales ou syndicales reçoivent des employeurs des cotisations supérieures aux contributions fixées à l'article 2, elles sont tenues seulement de capitaliser au

compte de chaque salarié la partie de la cotisation correspondant à la contribution obligatoire, et peuvent, avec le surplus, soit constituer des réserves, soit accorder des avantages supplémentaires aux bénéficiaires ou à leurs familles dans les conditions déterminées par leurs statuts approuvés.

Les salariés ne pourront valablement s'engager à adhérer à une caisse patronale ou syndicale pour une période supérieure à celle pendant laquelle ils appartiennent à l'entreprise affiliée à la caisse patronale ou à une des entreprises affiliées à la caisse syndicale.

Indépendamment des placements prévus par l'article 15, les fonds des caisses patronales ou syndicales prévus au présent article pourront être employés en prêts garantis par premières hypothèques sur les immeubles appartenant aux entreprises auxquelles correspondent lesdites caisses et jusqu'à concurrence de la moitié seulement de leur valeur.

Tous les actes relatifs aux prêts dont il s'agit seront exempts de droits de timbre, d'enregistrement et de toutes autres taxes.

Si, du fait de l'autorisation d'une caisse patronale ou syndicale en vertu de la présente loi, il y a lieu à un transfert, à cette caisse, de fonds ou de valeurs passibles du droit de mutation ou de toutes autres taxes, ce transfert sera exempté desdits droits et taxes.

Les syndicats de garantie solidaire sont soumis aux dispositions du présent article. Indépendamment des placements prévus à l'article 15, leurs fonds peuvent être employés jusqu'à concurrence du tiers en immeubles situés en France et jusqu'à concurrence d'un dixième, confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire et ayant leur siège en France.

ART. 20. — Les décrets prévus aux articles 17 et 19 déterminent le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la réserve mathématique cor-

respondant à un autre des organismes visés de la présente loi, lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution des retraites ouvrières.

Dans le cas où un assuré déclare quitter la caisse à laquelle il appartient pour s'affilier à une autre, il n'y a pas lieu à transfert immédiat. Cette opération est différée jusqu'à l'époque de l'entrée en jouissance de la pension. A ce moment, la caisse à laquelle l'assuré est affilié reçoit de chacune des autres caisses la réserve mathématique afférente aux portions de rentes qui y sont constituées.

En ce qui concerne les employés et ouvriers de l'État soumis à des régimes de retraites autres que ceux des pensions civiles et des pensions militaires et quittant le service avant liquidation de pension, des règlements d'administration publique, rendus sur la proposition des ministres du travail et des finances et du ministre intéressé détermineront, par analogie, le mode de liquidation à la charge de l'État de la réserve mathématique des pensions en cours d'acquisition.

TITRE III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 21. — Les retraites et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables, si ce n'est au profit des établissements publics hospitaliers pour le paiement du prix de journées du bénéficiaire de la retraite admis à l'hospitalisation, sauf en ce qui concerne les allocations en cas de décès.

ART. 22. — Les certificats, acte de notoriété et toutes autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la loi par la Caisse nationale des retraites et par les autres caisses visées à l'article 14.

Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la pré-

sente loi et qui seraient déférés aux tribunaux civils, il sera procédé comme en matière sommaire et statué d'urgence.

Les recours au Conseil d'Etat contre les arrêtés ministériels statuant sur les réclamations relatives aux allocations prévues par la présente loi seront dispensés du ministère d'avocat et auront lieu sans frais.

ART. 23. — L'employeur ou l'assuré par la faute duquel l'apposition des timbres, prescrite par la présente loi, n'aura pas lieu, sera passible d'une amende égale aux versements omis, prononcée par le juge de simple police, quel qu'en soit le chiffre, sans préjudice de la condamnation, par le même jugement, au paiement de la somme représentant les versements à sa charge, et qui sera portée au compte individuel de l'assuré.

L'amende sera versée au fonds de réserve. L'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit pourra se libérer de la somme à sa charge en la versant à la fin de chaque mois, directement ou par la poste, au greffier de la justice de paix ou à l'organisme, reconnu par la loi, auquel serait affilié l'assuré.

Tous les trois mois, le greffier déposera les sommes par lui touchées à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 24. — Sont passibles d'une amende de 100 à 2.000 fr. et d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois :

1° Les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant, sans avoir été dûment agréées ou autorisées à cet effet, les versements visés par la présente loi.

2° Les administrateurs, directeurs ou gérants de tous les organismes visés au titre II, en cas de fraude ou de fausse déclaration intentionnelle dans l'encaissement ou dans la gestion, le tout sans préjudice du retrait des autorisations ou des agréments prévus aux articles 17 et 19 ;

3° L'assuré ou toute personne qui aura fait disparaître des cartes annuelles des timbres dûment apposés.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 20 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

ART. 25. — Le ministre du travail établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résume les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi.

Ce rapport est publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

ART. 26. — Il est formé, auprès du ministre du travail et sous sa présidence, un Conseil supérieur des retraites ouvrières chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la présente loi.

Ce Conseil est composé de :

Deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ;

Deux conseillers d'État élus par le Conseil d'État ;

Quatre délégués du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ;

Deux délégués de la Commission supérieure des caisses d'épargne ;

Quatre délégués du Conseil supérieur du travail, dont deux élus par les conseillers patrons et deux par les conseillers ouvriers, dont un ouvrier et un employé ;

Deux membres choisis par le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie : un parmi les patrons et un parmi les salariés ;

Deux membres choisis par le Conseil supérieur de l'agriculture : un parmi les patrons et un parmi les ouvriers ou employés d'exploitations agricoles ;

Un administrateur des caisses départementales ou régionales nommé par le ministre du travail ;

Deux personnes connues pour leurs travaux sur les institutions de prévoyance, désignées, l'une par le ministre du travail, l'autre par le ministre des finances ;

Deux membres agrégés de l'Institut des actuaires français

désignés de concert par le ministre du travail et le ministre des finances.

Ces membres sont nommés pour trois ans.

Font partie de droit du Conseil :

Le directeur général de la comptabilité publique au ministère des finances ;

Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du travail ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du mouvement général des fonds et le chef du service de l'inspection générale au ministère des finances ;

Le directeur de la mutualité au ministère du travail.

Le Conseil élit ses deux vice-présidents : il se réunit au moins une fois par semestre.

Il nomme une section permanente composée :

1° De onze membres pris dans son sein, dont un sénateur, un député, un conseiller d'Etat, un délégué du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, deux employeurs, un ouvrier et un employé de l'industrie et du commerce, un exploitant, un ouvrier agricole et un actuaire ;

2° Des membres de droit.

La section permanente donne son avis sur les questions qui lui sont envoyées, soit par le Conseil supérieur, soit par le ministre du travail.

ART. 27. — La présente loi sera applicable dans le délai fixé par la loi de finances de 1911 qui comprendra les ressources générales nécessaires à son fonctionnement, et trois mois au moins après l'insertion des règlements d'administration publique au *Journal officiel*.

TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 28. — Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, en vertu de contrats, et dont le service incombe à l'em-

ployeur, seront fournies, comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

ART. 29. — A partir de la mise en application de la présente loi, les caisses de retraites dont le service incombe à l'employeur et les caisses de prévoyance précédemment organisées par les patrons avec le concours des ouvriers et employés et qui n'auront pas obtenu l'autorisation prévue à l'article 19, fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites caisses, en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les rentes et pensions de retraite en cours d'acquisition.

Toutefois, si les versements des salariés et les contributions des employeurs aux caisses de prévoyance n'équivalent pas au chiffre fixé par l'article 2 ci-dessus, ils doivent être majorés en conséquence, à moins que les pensions de retraites assurées ne se trouvent supérieures à celles qui seraient obtenues en vertu de la présente loi.

ART. 30. — Le capital constitutif des rentes incombant soit aux employeurs, soit aux caisses de prévoyance, pourra être versé, en totalité ou par fractions successives, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui devra, en ce cas, inscrire au compte individuel de chaque ayant droit les rentes correspondant audit capital, calculées dans des conditions prévues par la législation de cette caisse et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

ART. 31. — Lorsque les caisses auront été organisées avec le concours des ouvriers et employés, les intéressés seront appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

A défaut d'entente entre les employeurs, d'une part, et la majorité des ouvriers et employés, d'autre part, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la Commission arbitrale instituée à l'article 32 ci-après,

Si les employeurs et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois sus-indiqué, ni sur les mesures à adopter, ni sur le recours à la Commission arbitrale, les tribunaux nommeront, à la requête de la partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la caisse de prévoyance.

Le rapport du liquidateur sera soumis à l'homologation du tribunal.

ART. 32. — La Commission arbitrale prévue par l'article 31 sera composée de sept membres permanents nommés :

Deux par la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ;

Deux par le Conseil supérieur des retraites prévu à l'article 26 de la présente loi ;

Deux par la Cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la Cour ;

Un par la Cour des comptes, parmi les conseillers de la Cour.

La Commission élira son président et son secrétaire ; elle siégera au ministère du travail ; ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la Commission arbitrale sera porté à neuf par l'adjonction, dans chaque affaire, de deux membres désignés : l'un par les employeurs, l'autre par la majorité des ouvriers et employés.

La procédure se fera sans frais d'aucune sorte ; tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 33. — Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la présente loi et qui seraient déférés aux tribunaux civils, il sera procédé comme en matière sommaire et statué d'urgence.

Les bénéficiaires de la loi obtiendront, de droit, l'assistance judiciaire devant la juridiction du premier degré.

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les intéressés agissant en nom collectif seront représentés par un mandataire nommé par eux à la majorité des voix, sans préjudice, pour chacun d'eux, du droit d'intervention individuelle.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera : la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la Commission arbitrale ; le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction ; le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 33.

ART. 35. — Les infractions aux dispositions des articles 28 et 29 qui précèdent seront punies d'une amende de 16 francs à 200 francs. En cas de mauvaise fois, le chiffre de l'amende pourra être porté à 500 francs.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables.

TITRE V. — RETRAITES DE MÉTAYERS, FERMIERS, CULTIVATEURS, ARTISANS ET PETITS PATRONS.

ART. 36. — Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui habituellement travaillent seuls ou avec un seul ouvrier et avec des membres de leur famille salariés ou non habitant avec eux, et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille, seront admis facultativement, en opérant des versements à l'une des caisses visées par l'article 14, et dans les conditions énumérées aux paragraphes ci-après, au bénéfice d'une pension de retraite à l'âge de soixante-cinq ans, et au bénéfice, le cas échéant, des dispositions de l'article 18.

Pour les fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons, les versements annuels seront au minimum de 9 francs par assuré pour la cotisation totale et, au maximum, de 18 francs.

En ce qui concerne les métayers, les versements annuels seront, au minimum, de 6 francs. Ils emporteront de plein droit le versement de pareille somme par les propriétaires, à concurrence d'un maximum de 9 francs.

Ces versements bénéficieront, sur les fonds de l'Etat, d'une majoration allouée chaque année à capital aliéné, au compte de l'intéressé : cette majoration sera égale au tiers des versements effectués.

Le droit à la majoration sera épuisé lorsque la rente viagère, résultant à soixante-cinq ans des majorations versées antérieurement, aura atteint le chiffre de 60 francs, ou lorsque le bénéficiaire cessera de faire partie des catégories visées au présent article.

Les dispositions des paragraphes précédents sont étendues : 1° aux femmes et aux veuves non salariées des assurés des titres I et V ; 2° aux salariés dont le salaire annuel est supérieur à 3.000 francs, mais ne dépasse pas 5.000 francs.

Pour les cultivateurs, artisans et petits patrons âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi qui commenceront leurs versements dès cette époque et qui faisaient partie depuis trois ans au moins des catégories d'intéressés susvisées, il sera ajouté à la pension acquise résultant de leurs versements effectifs et de la majoration du tiers une bonification égale à la rente qu'eût produite un versement annuel de 9 francs, depuis l'âge de quarante ans jusqu'à l'âge qu'ils avaient au moment de la mise en vigueur de la loi.

Les métayers âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi et qui, à partir de cette époque, effectueront des versements annuels égaux à ceux que prévoit l'article 2, recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4, pour les assurés obligatoires.

Il en sera de même pour les fermiers du même âge qui auront rempli les mêmes conditions et fait le double versement prévu à l'article 2, sous la réserve que le prix de leurs fermes ne dépassera pas le chiffre global de 600 francs.

Si les versements annuels minima prévus au paragraphe 2 du présent article n'ont pas été effectués pendant le nombre d'années prévu aux alinéas précédents, la bonification précitée sera réduite dans la même proportion que le nombre d'années de versements.

Les avantages prévus par les articles 6, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux personnes visées au présent article qui, depuis la mise en vigueur de cette loi, ou depuis l'âge de dix-huit ans, auront, chaque année, versé à l'une des caisses indiquées à l'article 14 la contribution minimum de 9 francs.

L'article 7 de la présente loi est étendu aux personnes visées au deuxième alinéa du présent article. De plus, pour ceux des intéressés de la période transitoire qui seraient, à soixante-cinq ans, dans les conditions requises pour bénéficier des allocations de la loi d'assistance, la bonification de l'Etat sera portée à un chiffre égal à celui de la bonification accordée aux assurés obligatoires de même âge, pourvu que les versements facultatifs de l'intéressé aient été de 18 francs pour chaque année écoulée depuis la mise en vigueur de la présente loi.

Les assurés facultatifs désignés au présent article et qui occupent des salariés faisant partie ou non de leur famille sont tenus, à l'égard de ces salariés, aux versements obligatoires des employeurs, tels qu'ils sont fixés par l'article 2 ci-dessus.

ART. 37. — Si un assuré a successivement appartenu aux régimes du titre premier et de l'article 36, l'allocation viagère prévue à l'article 4 ne peut se cumuler avec la rente résultant des majorations de l'article 36 que jusqu'à concurrence du chiffre fixé par l'article 4.

Au cas où l'assuré visé à l'alinéa précédent compte un nombre d'années de versements obligatoires inférieur à quinze, il lui est attribué, pour chacune de ces années, une rente complémentaire égale à celle qu'eût produite la majo-

ration de ces versements obligatoires et des contributions patronales, sans que cette rente puisse dépasser 1 fr. 50 par année et sous la condition que le nombre total de ses années de versements dans les conditions des articles 4 et 36 soit au moins égal à quinze. S'il compte un nombre d'années de versements obligatoires supérieur à quinze et inférieur à trente, il peut parfaire ce nombre par des années de versements facultatifs en conformité de l'article 36, pour obtenir le bénéfice de l'article 4.

Les assurés visés à l'article 36, ayant 35 ans accomplis au moment de l'entrée en vigueur de la loi, qui passeraient ensuite dans la catégorie des assurés visés au titre premier et effectueraient des versements annuels obligatoires atteignant au moins les trois cinquièmes du chiffre fixé à l'article 2 seront soumis, pour lesdites années de versements, aux dispositions des cinquième et sixième alinéas de l'article 4, sans que toutefois l'allocation viagère puisse se cumuler avec les majorations et bonifications de l'article 36, au delà du chiffre fixé à l'article 4.

TITRE VI. — DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 38. — Des avances remboursables peuvent être faites aux caisses départementales ou régionales concourant à l'exécution de la présente loi, pour couvrir leurs frais de premier établissement. Le remboursement de ces avances sera effectué, dans un délai qui ne pourra excéder quinze ans, par annuités égales calculées au taux du tarif de chaque caisse départementale ou régionale pour la première année d'opérations.

Les décrets visés à l'article 19 qui autorisent les Caisses départementales ou régionales à concourir au service des retraites fixeront, pour chacune de ces caisses, le maximum desdites avances remboursables.

ART. 39. — Le cinquième alinéa de l'article 3 ci-dessus est

applicable à la Caisse nationale d'épargne postale pour l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de ses adhérents, si ceux-ci en font la demande.

ART. 40. — Les étrangers naturalisés n'auront droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36 de la présente loi que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de 50 ans.

ART. 41. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances, déterminera toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi, sans préjudice des règlements spéciaux ci-dessus prévus.

ART. 42. — A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, en ce qui touche les bénéficiaires de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895.

ANNEXE II

Loi du 27 février 1912 modifiant la loi du 5 avril 1910 (extrait de la loi de finances du 27 février 1912).

ART. 54. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi du 5 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'allocation viagère de l'Etat est fixée à cent francs (100 fr.), à l'âge de soixante ans.

« Elle sera augmentée d'une bonification d'un dixième pour tout assuré de l'un ou de l'autre sexe ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. »

Le paragraphe 3 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Si le nombre des années de versement est inférieur à trente et supérieur à quinze, l'allocation sera calculée d'après le nombre des années de versement, ledit nombre multiplié par 3 fr. 33. »

Le paragraphe 4 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Les deux années de service militaire obligatoire entrent en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère.

« Pour les femmes, chaque naissance d'enfant, constatée par la déclaration faite à l'officier de l'état civil, compte pour une année dans la détermination du montant de l'allocation viagère. »

Le paragraphe 5 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour les assurés de la période transitoire ayant au moins

trente ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi, le nombre des années de versements exigés pour avoir droit à l'allocation prévue au paragraphe 1^{er} sera égal au nombre des années écoulées depuis la mise en vigueur de la loi, jusqu'à la soixantième année, à condition que lesdits assurés justifieront qu'au 3 juillet 1911 ils faisaient partie, depuis trois ans au moins, des catégories de l'article premier.»

Le paragraphe 7 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Les allocations viagères de l'Etat sont payées en arrérages au moyen des crédits inscrits au budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale. »

Le paragraphe 8 du même article est abrogé.

ART. 55. — Le paragraphe premier de l'article 5 de la loi du 5 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'âge normal de la retraite est de soixante ans. Tout assuré aura la faculté d'en ajourner la liquidation jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. »

L'article 5 de la loi du 5 avril 1910 est complété par le paragraphe suivant :

« Lorsque l'assuré ne demandera la liquidation de sa retraite que postérieurement à l'âge de soixante ans, l'allocation de l'Etat sera versée à la fin de chaque année et jusqu'à l'époque de la liquidation, soit entre les mains de l'intéressé, à son choix, soit à l'une des caisses indiquées à l'article 14 de la loi. »

ART. 56. — Les deux premiers paragraphes de l'article 7 de la loi du 5 avril sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux personnes visées à l'article 1^{er}, âgées de soixante-cinq à soixante-neuf ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et reconnues admissibles aux allocations de la loi d'assistance ; mais les sommes qui leur seront attribuées chaque année ne pourront être supérieures à cent francs (100 fr.).

« Elles seront à la charge exclusive de l'Etat. »

ART. 57. — Le troisième paragraphe de l'article 9 de la loi du 5 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« La retraite liquidée sera bonifiée par l'Etat dans les conditions fixées par ce règlement, au moyen de crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans que la bonification puisse dépasser cent francs de rente, ni la retraite devenir supérieure au triple de la liquidation ou excéder trois cent soixante francs (360 fr.), bonification comprise. »

ART. 58. — Le paragraphe 9 de l'article 14 de la loi du 5 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« Chaque caisse, dans le premier semestre de chaque année, délivre gratuitement aux assurés un bulletin indiquant le total des versements obligatoires et facultatifs qu'elle a reçus pendant l'année précédente, ainsi que le montant de la retraite éventuelle à 65 ans atteinte au 31 décembre de l'année précédente.

« Le bulletin indique en outre le coefficient de réduction servant à obtenir le montant de la pension correspondant à l'âge de 60 ans, pour les titulaires qui n'ont pas atteint cet âge. »

ART. 59. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 36 de la loi du 5 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui, habituellement, travaillent seuls ou avec un seul ouvrier et avec des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux, et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille, seront admis facultativement, en opérant des versements à l'une des caisses visées par l'article 14 et dans les conditions énumérées aux paragraphes ci-après, au bénéfice d'une pension de retraite, à partir de l'âge de soixante ans, avec faculté d'en ajourner la liquidation jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, et au bénéfice, le cas échéant, des dispositions de l'article 18. »

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 36 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Ces versements bénéficieront sur les fonds de l'Etat d'une majoration allouée chaque année, à capital aliéné, au compte de l'intéressé ; cette majoration sera égale à la moitié des versements effectués.

« Le droit à la majoration sera épuisé lorsque la rente viagère résultant à soixante ans des majorations versées antérieurement aura atteint le chiffre de 100 francs ou lorsque le bénéficiaire aura cessé de faire partie des catégories visées au présent article. La rente provenant de la majoration prévue au paragraphe 3 ci-dessus, et s'il y a lieu de la bonification prévue au paragraphe 6 du présent article, sera augmentée d'un dixième, sans que cette augmentation puisse dépasser 10 francs à l'égard de l'assuré de l'un ou de l'autre sexe ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans. »

Le paragraphe 6 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour les fermiers non visés au huitième alinéa ci-dessous, les cultivateurs, artisans et petits patrons, âgés de plus de trente-cinq ans au 3 juillet 1911, qui auront commencé leurs versements dès cette époque et qui faisaient partie depuis trois ans au moins des catégories d'intéressés susvisées, il sera ajouté à la pension acquise résultant de leurs versements effectifs et de la majoration de moitié une bonification égale à la rente qu'eût produite un versement annuel de douze francs depuis l'âge de trente-cinq ans jusqu'à l'âge qu'ils avaient au 4 juillet 1911, sans qu'en aucun cas cette bonification puisse s'appliquer à une période supérieure à vingt-cinq ans. Les dispositions du paragraphe 4 de l'article 5 sont applicables à cette bonification. »

Le paragraphe 7 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Les métayers âgés de plus de trente-cinq ans au 3 juillet 1911 et qui, à partir de cette époque, auront effectué des ver-

sements annuels égaux à ceux que prévoit l'article 2, recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires. »

Le paragraphe 11 du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« L'article 7 de la présente loi est étendu aux personnes visées au deuxième alinéa du présent article. De plus, pour ceux des intéressés de la période transitoire qui seraient à soixante-cinq ans dans les conditions requises pour bénéficier des allocations de la loi d'assistance, la bonification de l'Etat sera portée à un chiffre égal à celui de l'allocation accordée aux assurés obligatoires du même âge, pourvu que les versements facultatifs de l'intéressé aient été de 18 francs pour chaque année écoulée depuis le 3 juillet 1911. »

ART. 60. — L'article 37 de la loi du 5 avril 1910 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Si un assuré a successivement appartenu pendant plus de quinze ans au régime du titre I^{er} et à celui de l'article 36, sans toutefois avoir effectué pendant trente années les versements prévus pour les assurés du titre I^{er}, il aura droit, pour chaque année de versement en qualité d'assuré obligatoire, à l'allocation fixée par le paragraphe 3 de l'article 4. Cette allocation s'ajoutera à la rente provenant des majorations correspondant à ses années d'assurance facultative sans que le total puisse excéder le maximum prévu à l'article 4.

« Si un assuré qui a été admis au bénéfice de la période transitoire, soit en qualité d'assuré facultatif, soit en qualité d'assuré obligatoire, a appartenu successivement à ces deux catégories, il bénéficiera exclusivement des avantages afférents au régime auquel il a le plus longtemps appartenu. En cas d'égalité, il sera considéré comme ayant appartenu uniquement au régime de l'assurance obligatoire. »

ART. 61. — L'article 38 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes est ainsi modifié :

« Des avances remboursables peuvent être faites aux caisses

départementales ou régionales concourant à l'exécution de la présente loi, pour couvrir leurs frais de premier établissement, ainsi qu'aux sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels et aux caisses de retraites de syndicats professionnels dans les conditions qui seront fixées par un règlement d'administration publique. Le remboursement de ces avances sera effectué, dans un délai qui ne pourra excéder quinze ans, par annuités égales calculées au taux du tarif de chaque caisse pour la première année d'opération.

« Les décrets d'autorisation visés aux articles 17 et 19 fixeront, pour chaque caisse, le maximum desdites avances remboursables. »

ART. 62. — Les dispositions des articles 4, 5, 7, 9, 14, 36, 37 et 38 de la loi du 5 avril 1910, ci-dessus modifiées, entreront en vigueur le 1^{er} août 1912.

Le bénéfice en sera étendu à partir de la même date aux retraites antérieurement liquidées.

Les assurés visés aux articles 4, § 5, et 36, § 6, 7 et 8, qui se seront fait inscrire avant le 3 juillet 1912, seront autorisés à effectuer rétroactivement les versements réglementaires prévus pour bénéficier des avantages de la période transitoire.

ANNEXE III

Extraits du décret du 25 mars 1911 modifié par le décret du 6 août 1912, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les retraites ouvrières.

TITRE PREMIER. — LISTES D'ASSURÉS.

CARTES ET TIMBRES.

CHAPITRE PREMIER. — *Etablissement des listes d'assurés.*

ART. 1^{er}. — Il est tenu, pour chaque commune, deux listes des personnes y résidant et appelées à bénéficier des assurances établies par la loi du 5 avril 1910.

Sur la première liste sont inscrites d'office ou sur leur demande toutes les personnes françaises ou étrangères faisant partie des catégories énumérées à l'article premier de ladite loi (assurances obligatoires).

Sur la seconde liste sont inscrites les personnes françaises qui le demandent et qui justifient qu'elles font partie des catégories énumérées à l'article 36 de la même loi (assurances facultatives).

Le préfet peut diviser en plusieurs sections, pour l'établissement des listes, les communes où il juge cette mesure nécessaire.

A Paris, il est établi une ou plusieurs sections dans chaque arrondissement municipal.

ART. 2 — La première liste est révisée, chaque année, par une commission composée du maire et de deux membres que le conseil municipal choisit, l'un parmi les employeurs, l'au-

tre parmi les salariés. Deux suppléants sont désignés dans les mêmes conditions pour remplacer, le cas échéant, les membres titulaires.

A défaut de désignation par le conseil municipal des deux membres et des deux suppléants ci-dessus prévus, la désignation en est faite par le préfet.

Dans les communes divisées en plusieurs sections par le préfet, chacune des commissions est présidée par un adjoint ou, à défaut, par un conseiller municipal que désigne le maire, ou le préfet si le maire ne procède pas à cette désignation.

A Paris, les commissions sont présidées par le maire, par un adjoint de l'arrondissement ou, en cas de besoin, par un délégué que le préfet de la Seine désigne.

Toutes les commissions siègent à la mairie, à moins que d'autres locaux n'aient été désignés comme siège de quelques-unes d'entre elles par l'arrêté préfectoral instituant le sectionnement. Cet arrêté peut prescrire, en même temps, que certaines des formalités, qui, aux termes du présent décret, doivent être accomplies à la mairie, le seront au siège de la section.

Dans le cas où la commission ne procède pas aux opérations nécessaires pour réviser la liste dans les délais prévus ci-après, il y est pourvu par le maire ou, à son défaut, après mise en demeure, par les délégués spéciaux que désigne le préfet.

ART. 3. — Chaque année, dans la première quinzaine d'avril, la commission composée comme il est dit à l'article précédent révisé la liste des personnes placées sous le régime de l'assurance obligatoire.

Cette liste est tenue à la disposition du public au secrétariat de la mairie, du 16 au 30 avril, et avis en est donné par voie d'affiches.

ART. 4. — Le maire fait remettre à chaque intéressé inscrit pour la première fois un bulletin qu'il est invité à remplir et à déposer dans la huitaine à la mairie, dûment signé.

Sur ce bulletin doivent être inscrits les nom, prénoms, nationalité, adresse, date et lieu de naissance de l'intéressé.

Celui-ci y indique également la caisse d'assurance dont il fait choix, sous réserve de la faculté qui lui est laissée par l'article 18^{ci}-après :

Si l'intéressé demande la réserve du capital de ses versements au profit de ses ayants droit, il en fait la déclaration expresse sur son bulletin. Cette déclaration ne peut être faite que par les intéressés ayant atteint leur majorité.

Les intéressés ayant eu au moins trente ans accomplis au 3 juillet 1911 et inscrits avant le 1^{er} janvier 1913 font connaître, soit dans leur premier bulletin, soit lors du plus prochain échange de leur carte annuelle, s'ils faisaient partie depuis trois ans, à la première de ces dates, des catégories de l'article 1^{er} de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. La liste des pièces qui peuvent être produites comme justification est arrêtée de concert par les ministres du travail et des finances.

Ceux des intéressés qui ne peuvent se procurer les pièces justificatives dans le délai de huitaine imparti au paragraphe premier du présent article font connaître cette situation dans le premier bulletin et déposent les pièces à la mairie dans le trimestre qui suit l'expiration dudit délai. Le maire leur délivre récépissé des pièces produites et transmet aussitôt celles-ci à la préfecture.

ART. 5. — La liste est rectifiée d'après les observations recueillies avant le 30 avril. Elle est transmise au préfet avant le 8 mai, avec les bulletins remplis par les assurés. Des bulletins conformes à un modèle réglementaire sont établis d'office, à l'aide des indications qu'il a été possible de réunir pour suppléer à l'absence de ceux qui n'auraient pas été fournis. A cette liste sont jointes également des demandes de rectification, auxquelles la commission locale n'a pas cru devoir donner suite.

Une minute de la liste, contenant le relevé des renseigne-

ments inscrits dans les bulletins ou réunis pour suppléer à l'absence ou aux lacunes de ces bulletins, est conservée à la mairie.

ART. 6. — Le préfet fait vérifier l'exactitude des indications fournies conformément aux deux articles précédents d'après les relevés des registres de l'état civil pour les personnes nées dans son département, d'après les renseignements qui lui sont adressés sur sa demande par le préfet du lieu d'origine pour les autres personnes nées en France et d'après les déclarations prescrites par la loi du 8 août 1893 pour les étrangers.

Pour les Français nés à l'étranger, dans les colonies françaises ou dans les pays de protectorat, la vérification est faite au moyen de pièces justificatives qu'ils sont tenus de joindre à leurs bulletins. Les pièces à produire comme justification sont déterminées par arrêté du ministre du travail.

Le préfet arrête la liste avant le 31 mai et notifie au maire les modifications qu'il y a à apporter.

ART. 7. — Le maire informe les habitants par voie d'affiche que la liste arrêtée par le préfet, sous réserve pour les intéressés de faire valoir leurs réclamations dans les formes prescrites au titre XIII du présent décret, est tenue à leur disposition au secrétariat de la mairie.

Le maire provoque l'inscription sur la liste, par les soins du préfet, des personnes qui, postérieurement à la dernière revision, ont été reconnues faire partie des catégories énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910. A cet effet, aussitôt qu'il a connaissance de circonstances pouvant motiver une inscription supplémentaire, il fait établir le bulletin prévu à l'article 4 ci-dessus, et en saisit la commission compétente dans sa plus prochaine réunion.

ART. 8. — La seconde liste prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est tenue constamment ouverte, pour chaque commune ou pour chaque section établie comme il est dit à l'article 1^{er} ci-dessus, à la préfecture et à la mairie.

Les demandes des personnes qui veulent y être inscrites sont déposées à la mairie accompagnées :

1^o D'un bulletin contenant les indications prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 4 ci-dessus ;

2^o Des pièces justificatives établissant que le demandeur fait partie de l'une des catégories prévues à l'article 36 de la loi du 5 avril 1910.

Si le demandeur veut bénéficier des avantages spécifiés aux paragraphes 6, 7 ou 8 de cet article, il joint à sa demande les pièces justificatives établissant qu'au moment de la mise en vigueur de la loi il faisait partie depuis trois ans au moins des catégories auxquelles ces paragraphes sont respectivement applicables.

La liste des pièces qui peuvent être produites comme justification, pour l'application des deux paragraphes précédents, est arrêtée de concert par les ministres du travail et des finances.

ART. 9. — Le maire transmet, dans la quinzaine, la demande au préfet avec son avis.

Lorsque le maire est informé que le demandeur travaille parfois comme salarié, il joint à la demande l'avis de la commission compétente, en vertu de l'article 2 ci-dessus, pour apprécier s'il y a lieu de l'inscrire ou de le maintenir sur la liste prévue audit article.

ART. 10. — Dans la quinzaine qui suit la transmission du dossier, le préfet, après vérification des mentions portées au bulletin, statue sur la suite que comporte la demande ou invite le maire à lui faire parvenir les justifications complémentaires qu'il jugerait nécessaires.

Lorsque les justifications sont reconnues suffisantes par le préfet, l'inscription est faite sur une liste tenue en double à la préfecture et à la mairie.

Dans le cas contraire, avis est donné à l'intéressé, par le Préfet, que son inscription sur la liste n'est pas admise, sauf à lui à se pourvoir dans les formes prescrites au titre XIII du présent décret.

CHAPITRE II. — *Cartes et timbres.*

ART. 11. — Les cartes d'identité et les cartes annuelles prévues par l'article 3 de la loi du 5 avril 1910 sont établies par le préfet conformément aux modèles arrêtés par le ministre du travail. Les cartes annuelles sont de couleur différente, selon que l'assuré est inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

La carte d'identité contient l'indication des nom et prénoms, nationalité, date et lieu de naissance de l'assuré, ainsi qu'un numéro matricule.

La carte annuelle contient les mentions exigées sur la carte d'identité et, en outre, la date de sa délivrance et l'adresse de l'assuré à cette date. Elle indique la caisse d'assurance où le compte de l'assuré est ouvert, sous le bénéfice de l'exception prévue au dernier paragraphe de l'article 18 ci-après, et mentionne, quand il y a lieu, que ses versements sont faits à capital réservé.

ART. 12. — Les seuls timbres dont l'apposition sur les cartes annuelles entre en compte pour l'acquisition des pensions sont les timbres-retraite émis par le ministère du travail.

Des types de timbres spéciaux constatent :

- 1^o Les versements des assurés ;
- 2^o Les versements des employeurs ;
- 3^o Les versements mixtes, composés par moitié de sommes versées par les assurés et de sommes versées par les employeurs ;
- 4^o Les versements des propriétaires en cas d'assurance facultative des métayers.

La vente des timbres est faite dans les lieux et conditions déterminés par un arrêté concerté entre les ministres du travail, des finances et des postes et des télégraphes.

Les employeurs peuvent inscrire sur les timbres qu'ils apposent l'indication de la date. Cette inscription ne doit jamais empiéter sur la partie du timbre portant l'indication de sa valeur et ne peut être faite qu'à l'encre noire.

ART. 13. — Il peut être apposé sur les cartes annuelles délivrées pour l'assurance obligatoire, sans limitation de valeur, des timbres représentant les versements supplémentaires qui seraient effectués soit en dehors des périodes où l'assuré travaille en qualité de salarié, soit pendant ces périodes en sus des versements obligatoires.

Lorsque le titulaire d'une carte d'assurance facultative travaille momentanément comme salarié, les timbres constatant ses versements obligatoires et ceux de l'employeur qui l'occupe sont apposés sur cette carte.

CHAPITRE III. — *Délivrance des cartes d'identité ; délivrance et échange des cartes annuelles.*

ART. 14. — Les cartes établies par le préfet, d'après la liste des assurés, sont envoyées aux maires, qui les remettent aux intéressés.

La délivrance de la carte d'identité et de la première carte annuelle est constatée par un émargement sur un bordereau qui est conservé à la mairie.

La délivrance des cartes annuelles ultérieures est constatée par la remise en échange de la carte périmée.

A défaut d'émargement du bordereau ou de remise de la carte périmée, l'agent chargé de la délivrance des cartes laisse au domicile de l'intéressé une note l'informant que la carte reste à sa disposition à la mairie.

ART. 18. — A défaut de choix notifié dans le délai prescrit avant le premier échange, le compte de ces assurés sera ouvert d'office à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

ART. 19. — Une carte complémentaire est délivrée au cours d'une année, en échange de la carte annuelle, à l'assuré qui justifie :

Soit que la caisse d'assurance où son compte était ouvert a cessé de fonctionner ;

Soit, dans le cas où son compte était ouvert à l'une des cais-

ses prévues au 4° ou au 5° de l'article 14 de la loi du 5 avril 1910, qu'il n'est plus employé dans aucun des établissements adhérents à cette caisse.

La carte complémentaire est valable seulement pour le délai restant à courir jusqu'au prochain anniversaire ; toutefois, lorsqu'elle est demandée moins de quatre mois avant cet anniversaire, il est délivré une carte valable jusqu'à l'anniversaire suivant.

ART. 20. — Une feuille supplémentaire est délivrée en cours d'année à tout assuré qui le demande à la mairie, en faisant constater qu'il n'y a plus sur sa carte de place libre pour apposer de nouveaux timbres.

ART. 21. — Il est délivré à l'assuré, s'il le demande, un reçu provisoire de la carte annuelle rendue par lui. Ce reçu, conforme à un modèle arrêté par les ministres du travail et des finances, contient les mentions nécessaires pour permettre de calculer la valeur des timbres apposés sur la carte.

L'assuré qui veut obtenir ce reçu doit aller faire l'échange de sa carte à la mairie conformément au dernier paragraphe de l'article 14 ci-dessus.

Aussitôt qu'une carte périmée est parvenue à la mairie, les timbres sont oblitérés dans les conditions déterminées par le ministre du travail.

Si la carte porte des timbres mutilés ou maculés de telle sorte que leur vérification soit impossible, mention en est faite sur le reçu provisoire qui serait délivré conformément au paragraphe premier du présent article. Dans tous les cas, la constatation de l'état des timbres détériorés est faite au moment de leur oblitération.

ART. 22. — Les métayers âgés de plus de 35 ans au moment de la mise en vigueur de la loi du 5 avril 1910 qui se sont fait inscrire sur la liste prévue à l'article 8 ci-dessus et qui veulent se réserver, le cas échéant, le bénéfice du paragraphe 7 de l'article 36 de ladite loi, se font délivrer par le

maire, lors de l'échange de leurs cartes annuelles, un certificat attestant leur qualité de métayer.

Les fermiers âgés de plus de 35 ans au moment de la mise en vigueur de la loi du 5 avril 1910 qui se sont fait inscrire de même et qui veulent se réserver, le cas échéant, le bénéfice du paragraphe 8 de l'article 36 de ladite loi, se font délivrer par le maire, lors de l'échange de leurs cartes annuelles, un certificat constatant :

1° Qu'ils ont produit une pièce signée par le receveur de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouvent les immeubles pris à bail, remontant à moins de trois ans et indiquant le prix sur lequel ont été perçus les droits de bail ou de location verbale ; ce prix doit être reproduit dans le certificat du maire. Dans le cas où la location est faite verbalement pour une durée n'excédant pas 3 ans, et pour un prix annuel ne dépassant pas cent francs, la pièce ci-dessus mentionnée est remplacée par une attestation du propriétaire, dûment légalisée, spécifiant la durée et le prix de la location intervenue.

2° Que les seuls biens pris à ferme par eux sont ceux que mentionne la pièce émanant du receveur de l'enregistrement ou l'attestation du propriétaire.

Mention est faite sur la carte annuelle de la délivrance des certificats prévus au présent article.

ART. 23. — Un duplicata de la carte annuelle est délivré à tout assuré qui en fait la demande en produisant sa carte d'identité et en certifiant que sa carte annuelle en cours a été détruite ou perdue.

Dans le cas où l'assuré justifie que sa carte a été détruite, la valeur des timbres dont l'apposition sur cette carte es prouvée est portée à son compte par décision du ministre du travail prise d'accord avec le ministre des finances.

ART. 24. — Le maire transmet au préfet, au début de chaque semaine, les cartes échangées pendant la semaine précédente.

Au vu de ces cartes, le préfet établit, pour chaque caisse d'assurance, un bordereau récapitulatif portant, en regard des noms des assurés et des numéros matricules de leurs cartes, l'indication du montant des versements constatés sur ces cartes et, s'il y a lieu, des majorations auxquelles ces versements doivent donner lieu en vertu de l'article 36 de la loi du 5 avril 1910.

Chaque semaine, le préfet envoie à chaque caisse d'assurance intéressée, avec le bordereau, les cartes la concernant reçues dans la semaine précédente.

Copie du bordereau est adressée, en même temps, au ministre du travail.

Les mentions consignées sur les cartes annuelles successives d'un même assuré sont reportées sur un relevé récapitulatif conservé à la préfecture.

ART. 25. — Lorsqu'un assuré est porté sur les listes d'une nouvelle commune à la suite d'un changement de résidence, le bulletin établi par lui, en vertu de l'article 4 ou de l'article 8 ci-dessus, fait connaître sa résidence antérieure.

TITRE II. — VERSEMENTS DES SALARIÉS QUI TRAVAILLENT A FAÇON, AUX PIÈCES, A LA TACHE OU A DOMICILE ET DES SALARIÉS INTERMITTENTS.

ART. 29. — Les versements obligatoires des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile et ceux des salariés intermittents, sont fixés, comme les contributions patronales correspondantes, conformément aux règles établies ci-après :

I. — *Salariés rémunérés à façon, aux pièces ou à la tâche, qui, dans le cours d'une année, travaillent d'une manière régulière pour le compte d'un seul employeur ou de plusieurs employeurs successifs.*

Les versements et contributions sont réglés, comme pour

les salariés rémunérés d'après la durée du travail, sur les bases fixées par l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 5 avril 1910.

II. — *Salariés travaillant par intermittence pour le compte d'un même employeur quand la période ininterrompue de travail représente un nombre entier de mois.*

Les versements et contributions sont réglés, quel que soit le mode de rémunération, sur la base des chiffres mensuels qui résultent de l'article 2, § 3, de la loi.

III. — *Salariés travaillant par intermittence pour le compte d'un même employeur, quand la période ininterrompue de travail ne représente pas un nombre entier de mois.*

Les versements et contributions sont réglés, quel que soit le mode de rémunération : 1^o pour les mois complets, ainsi qu'il est dit au paragraphe ; 2^o pour le mois incomplet, sur la base des chiffres journaliers déterminés par l'article 2, § 3, de la loi.

IV. — *Salariés travaillant une seule fois ou par intermittence pour le compte d'un même employeur, quand la durée de chaque période de travail est de moins d'une journée.*

Les versements et contributions sont calculés, par centime, à raison de 1 0/0 du salaire, quel que soit le mode de rémunération, sans pouvoir dépasser les chiffres journaliers que détermine l'article 2, § 3, de la loi.

V. — *Salariés travaillant à leur domicile.*

Les versements et contributions sont calculés, par centime, à raison de 1 0/0 du salaire, quel que soit le mode de rémunération.

Dans l'application des bases de calcul fixées aux alinéas IV et V ci-dessus, il n'est point fait état des fractions qui n'atteignent pas un demi-centime ; toute fraction égale ou supérieure à un demi-centime est comptée pour un centime.

ART. 30. — Les versements obligatoires des salariés et les contributions patronales, calculés conformément aux règles qui précèdent, sont dus pour tout paiement de salaire ; toutefois, lorsqu'il est constaté par les timbres ou mentions apposés sur la carte d'un salarié que, pour l'année de validité de la carte, l'ensemble des contributions patronales déjà versées a atteint le chiffre fixé par l'article 2, § 3, de la loi du 5 avril 1910, les employeurs pour le compte desquels le salarié travaille ultérieurement cessent, jusqu'à l'expiration de cette année, d'effectuer aucun prélèvement sur son salaire, et ne sont plus tenus d'opérer aucun versement personnel.

TITRE III. — ORGANISMES ADMIS A EFFECTUER L'ENCAISSEMENT
POUR LE COMPTE DES CAISSES D'ASSURANCES.

CHAPITRE PREMIER. — *Sociétés et unions de sociétés de secours mutuels ; caisses de retraites de syndicats professionnels.*

ART. 31. — Toute société ou union de sociétés de secours mutuels fonctionnant dans les conditions de la loi du 1^{er} avril 1898, qui veut être admise à user de la faculté prévue par l'article 3, § 5, de la loi du 5 avril 1910, adresse au préfet du département dans lequel elle a son siège une demande signée par son président.

Cette demande est accompagnée :

1^o D'un extrait de la délibération de l'assemblée générale par laquelle la société ou l'union de sociétés a déclaré vouloir se charger de l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de ceux de ses adhérents qui le demanderaient ;

2^o Des statuts de la société .

3^o Du règlement intérieur adopté par l'assemblée générale pour le service de l'encaissement ;

4^o Des comptes des trois dernières années.

Il est remis à la société un récépissé de la demande et des

pièces annexes, indiquant la date de leur arrivée à la préfecture.

Le préfet transmet sans retard le dossier avec ses observations au ministre du travail.

Il est statué sur la demande par les ministres du travail et des finances dans un délai de trois mois à partir de la date de son arrivée à la préfecture.

Si, à l'expiration de ce délai, la société n'a pas reçu notification de la décision des ministres, elle peut considérer sa demande comme rejetée et se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

ART. 32. — L'assuré placé sous le régime des articles 1^{er} ou 36 de la loi du 5 avril 1910, qui désire opérer ses versements obligatoires ou facultatifs à la société collectrice dont il est adhérent, en fait la déclaration écrite au président et désigne, parmi les caisses d'assurances indiquées par la société collectrice, celle à laquelle son compte individuel est ou doit être ouvert.

ART. 33. — Au reçu de la déclaration visée à l'article précédent, la société appose, avec son cachet, sur la carte annuelle de l'assuré, une mention datée et signée du président ou de son délégué, par laquelle elle déclare se charger de l'encaissement des versements de l'assuré pendant le trimestre courant et le trimestre suivant de l'année de validité de la carte.

Lorsqu'il s'agit d'un assuré obligatoire, cette mention emporte pour l'employeur, pendant le délai fixé au paragraphe 1^{er} du précédent article, décharge du prélèvement à opérer sur le salaire en vertu de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 5 avril 1910.

ART. 34. — La carte annuelle de l'assuré obligatoire doit être ensuite produite à la société dans la dernière quinzaine de la période déterminée à l'article 33 ci-dessus et de chacun des trimestres suivants de l'année de validité de la carte, à défaut d'intervalles plus rapprochés indiqués dans le règlement intérieur.

A chaque production de la carte, la société provoque de la part de l'assuré le versement nécessaire pour former avec les versements antérieurs un total au moins égal à celui des contributions patronales obligatoires constatées sur la carte.

Quand ce versement a été effectué, la carte reçoit une mention nouvelle semblable à celle que prescrit l'article 33 du présent décret et ayant les mêmes effets pendant le trimestre suivant.

ART. 35. — Chaque versement fait à la société par un assuré obligatoire ou facultatif est constaté par l'apposition immédiate sur la carte de l'assuré de timbres mobiles représentant le montant du versement.

En outre, dans le cas de paiement d'avance d'un versement obligatoire, la carte reçoit une mention indiquant le montant de la somme versée d'avance.

La société tient un compte des versements faits par chaque assuré.

CHAPITRE III. — *Caisses patronales et syndicales de retraites ; caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite.*

ART. 83. — Les caisses patronales sont instituées au profit exclusif des salariés de l'entreprise qui les a créées.

Les caisses syndicales et les caisses des syndicats de garantie solidaire ne peuvent être formées qu'entre employeurs exerçant soit la même profession, soit des professions n'appartenant qu'à l'un des groupements déterminés à cet effet par un arrêté du ministre du travail. Elles sont instituées au profit exclusif des salariés des entreprises affiliées.

ART. 84. — La demande formée en vue d'obtenir l'autorisation de constituer une caisse patronale ou syndicale ou une caisse de syndicat de garantie solidaire est adressée au Ministre du travail.

Les auteurs de la demande doivent faire connaître :

1° Les règles applicables aux versements obligatoires ou facultatifs des assurés et aux contributions patronales ;

2° Le choix fait pour l'encaissement des versements et des contributions entre le paiement en espèces et l'apposition de timbres-retraite ;

3° Les œuvres que les demandeurs se proposeraient de fonder pour assurer des avantages supplémentaires soit aux bénéficiaires ou à leur famille par voie d'amélioration des conditions matérielles de leur existence après la liquidation des retraites, soit aux familles des bénéficiaires en cas de décès de ceux-ci avant la liquidation de leurs retraites, ainsi que les conditions d'affectation à ces œuvres ou à la constitution de réserves, conformément au paragraphe 5 de l'article 19 de la loi du 5 avril 1910, de l'excédent des cotisations des employeurs sur les contributions fixées à l'article 2 de ladite loi ;

4° Le mode de désignation des membres du conseil d'administration de la caisse, ainsi que les attributions de ce conseil ;

5° Les règles concernant la dévolution de l'actif final net de la caisse, en cas de renonciation à la constitution des retraites ouvrières ou en cas de retrait d'autorisation ;

6° Les ressources que les demandeurs se proposent d'employer, en cas d'insuffisance des allocations prévues à l'article 12 de la loi du 5 avril 1910, au paiement des frais de premier établissement de la caisse, ainsi que des dépenses d'administration du service des retraites et des œuvres visées au 3° du présent article ;

7° Le maximum du prélèvement qui pourra être opéré pour le paiement de ces frais et dépenses sur l'excédent des cotisations des employeurs.

Lorsque la demande concernera une caisse de syndicat de garantie solidaire, les auteurs de cette demande devront, en outre, faire connaître les conditions dans lesquelles cessera la solidarité des employeurs adhérents à la caisse après qu'ils auront déclaré vouloir se retirer du syndicat.

Le décret d'autorisation d'une caisse de syndicat de garantie solidaire doit être précédé d'un avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières.

ART. 85. — La contribution de l'employeur ne peut, en aucun cas, être inférieure aux chiffres fixés par l'article 2 de la loi du 5 avril 1910, ni donner, avec le versement de l'assuré, une somme inférieure à celle résultant du même article.

Les versements statutairement obligatoires des assurés et la part des contributions patronales qui doit être capitalisée, conformément aux prescriptions du paragraphe 5 de l'article 19 de la loi du 5 avril 1910, sont encaissés au moins tous les trois mois.

ART. 86. — Les caisses patronales ou syndicales et les caisses de syndicat de garantie solidaire ne peuvent commencer leurs opérations avant que les employeurs aient justifié auprès du ministre du travail que le nombre des salariés ayant adhéré à la caisse a atteint 2.000.

Cette justification résulte de la remise au ministre du travail de la liste nominative des salariés adhérents, revêtue de leur signature. La liste doit être remise dans le délai d'un an à partir de la date du décret autorisant la constitution de la caisse.

ART. 87. — Le conseil d'administration d'une caisse patronale doit être composé de six membres, savoir :

1° Trois représentants de l'entreprise ;

2° Trois représentants des assurés pris dans le personnel de l'entreprise et désignés conformément aux dispositions arrêtées lors de l'autorisation de la caisse.

Le conseil d'administration d'une caisse syndicale doit comprendre un nombre pair de membres qui ne peut être inférieur à six. Il se compose pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des assurés pris dans le personnel des entreprises affiliées à la caisse et désignés suivant les dispositions arrêtées lors de l'autorisation de la caisse.

Toutefois, pour ces deux catégories de caisses, le nombre des représentants des employeurs peut être supérieur d'une unité à celui des représentants des salariés lorsque les employeurs se sont engagés à fournir des contributions patronales dépassant d'un quart au moins les versements statutairement obligatoires des salariés.

Le conseil élit son président, son vice-président et son secrétaire.

ART. 88. — Le conseil d'administration gère et administre directement la caisse, à l'exclusion de toute entreprise de gestion.

Ses délibérations ne sont valables que si la moitié au moins des membres qui le composent assiste à la séance. Néanmoins, après une seconde convocation, elles sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Elles sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 89. — Il est remis à chaque adhérent un exemplaire des statuts, du règlement de la caisse et des modifications qui y seraient apportées après son adhésion.

Conformément au paragraphe final de l'article 11 du présent décret, l'adhésion d'un salarié à une caisse patronale ou syndicale ou à une caisse de syndicat de garantie solidaire est constatée par l'indication de cette caisse sur la carte annuelle.

Le montant des versements des assurés et des contributions patronales, dont l'encaissement en espèces a été effectué depuis la délivrance de la carte annuelle, est inscrit par la caisse sur cette carte, lorsqu'elle arrive au terme de sa validité ou lorsque l'assuré quitte, soit l'entreprise à laquelle il était attaché s'il s'agit d'une caisse patronale, soit les entreprises affiliées s'il s'agit d'une caisse syndicale ou d'une caisse de syndicat de garantie.

ART. 90. — Les dispositions des articles 51 et 53 du présent

décret sont applicables aux caisses patronales ou syndicales et aux caisses de syndicats de garantie solidaire.

ART. 91. — Un règlement, préparé par le conseil d'administration de la caisse et soumis à l'approbation des ministres du travail et des finances, fixe les règles de comptabilité de la caisse.

ART. 92. — Dans le cas où une première hypothèque serait prise sur des immeubles en garantie de prêt, par application des dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 de la loi du 5 avril 1910, la valeur de ces immeubles serait établie par un expert désigné, sur simple requête de la caisse intéressée, par le président du tribunal civil dans le ressort duquel se trouve le siège de la caisse.

ART. 93. — L'autorisation donnée à une caisse patronale ou syndicale ou à une caisse de syndicat de garantie solidaire peut être retirée, soit pour infraction aux règles de comptabilité ou autres irrégularités commises dans la gestion des divers services, soit pour défaut d'équilibre entre l'actif et le passif de la caisse, soit lorsque le nombre des sociétaires auxquels un compte individuel a été ouvert à la caisse pour la constitution d'une retraite et de ceux dont la retraite déjà liquidée est servie par la Caisse, devient inférieur à 1.800.

Le retrait d'autorisation est prononcé par décret sur la proposition des ministres du travail et des finances, après avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et sous réserve de l'application des règles prévues par l'article 54 du présent décret.

ART. 94. — En cas de renonciation d'une caisse de syndicat de garantie solidaire à la constitution des retraites ouvrières ou en cas de retrait de l'autorisation accordée à une caisse de cette catégorie, resteront solidairement garants les employeurs qui se trouvaient affiliés pendant tout ou partie des deux dernières années. Dans aucun cas leur garantie ne peut cesser avant l'apurement complet des opérations constaté par une décision du ministre du travail, prise après avis de

la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières.

ART. 95. — Les caisses patronales ou syndicales, qui existaient au moment de la promulgation de la loi du 5 avril 1910, pourront être autorisées, quel que soit le nombre de leurs adhérents, à continuer de fonctionner pourvu qu'elles justifient auprès du ministre du travail :

1° Que les retraites qu'elles s'engagent à servir dans l'avenir sont au moins égales à celles qui seraient obtenues en vertu de la loi du 5 avril 1910 ;

2° Que leurs réserves mathématiques sont suffisantes pour leur permettre de faire face aux engagements déjà contractés par elles.

Si cette dernière justification ne peut être fournie, les caisses devront compléter leurs réserves dans le délai qui leur sera imparti par une décision du ministre du travail, et qui ne pourra, en aucun cas, excéder deux ans.

Les caisses doivent, en outre, prendre l'engagement de compléter leurs réserves mathématiques sur une mise en demeure du ministre du travail, lorsqu'une insuffisance sera constatée à la suite de l'établissement de l'inventaire annuel.

ART. 96. — Les dispositions de l'article précédent, à l'exception de celles du dernier paragraphe, sont applicables aux institutions collectives de retraites qui, au moment de la promulgation de la loi du 5 avril 1910, étaient constituées sous la forme de sociétés anonymes. Ces institutions devront, en outre, justifier d'un capital dont le montant minimum sera fixé par le décret d'autorisation.

Le décret d'autorisation déterminera la part minimum du capital qui devra être immédiatement versée.

ART. 97. — Sont applicables aux caisses et aux institutions collectives de retraites visées aux deux articles précédents les dispositions des articles 83, 85, 89, 90, 91, 92 et 93 du présent décret.

ART. 98. — Les institutions patronales de retraites qui

existaient au moment de la promulgation de la loi du 5 avril 1910 et qui, d'après leurs statuts ou règlements, opéraient leurs versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, pourront être autorisées, quel que soit le nombre de leurs adhérents, à continuer d'opérer leurs versements à la Caisse nationale des retraites, dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886, sans limitation du montant annuel des versements par compte ni du chiffre de la rente viagère pouvant être inscrit sur une même tête en vue de constituer des retraites prévues par la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, pourvu :

1° Que le montant des versements ainsi effectués à la Caisse nationale des retraites pour chaque salarié ne soit pas inférieur au total des versements et des contributions patronales fixés à l'article 2 de la loi du 5 avril 1910 ;

2° Que le montant de la contribution patronale ne soit pas inférieur au chiffre fixé par ledit article 2 ;

3° Que l'entrée en jouissance des retraites de vieillesse ne soit pas fixée à un âge inférieur à cinquante-cinq ans, en ce qui concerne la partie des versements qui représente le minimum obligatoire en vertu de cet article.

4° Que les sommes représentant les versements des assurés et les contributions patronales soient versées, au moins une fois par trimestre, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Lorsqu'il s'agit d'un assuré obligatoire marié, les versements provenant de retenues prélevées sur son salaire, bien que devant être divisés par moitié entre les conjoints par application de l'article 13, § 5, de la loi du 20 juillet 1886, entrent en ligne de compte pour leur totalité en vue du droit à l'allocation viagère prévue à l'article 4 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

Les contributions patronales sont obligatoirement versées à capital aliéné jusqu'à concurrence des chiffres fixés par l'article 2 de la même loi.

Le décret d'autorisation intervenu sur la proposition des ministres du travail et des finances détermine les conditions d'encaissement et de contrôle des versements effectués par les intéressés.

Sont applicables aux institutions patronales visées au présent article les dispositions des articles 83, 85 et 89 du présent décret.

L'autorisation peut être retirée en cas d'irrégularité de gestion, après mise en demeure adressée suivant les conditions déterminées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 54 du présent décret.

Le retrait d'autorisation est prononcé par décret sur la proposition des ministres du travail et des finances et après avis de la section du Conseil supérieur des retraites ouvrières.

TITRE XI. — FONDS DE RÉSERVE.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses du fonds de réserve.*

ART. 167. — Les versements dus par les patrons, en raison de l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée, sont effectués à la fin de chaque mois, à la caisse du percepteur.

La déclaration produite à l'appui du versement indique les noms et prénoms des salariés dont l'emploi motive le versement, ainsi que la date à laquelle cet emploi a eu lieu.

Les sommes encaissées de ce chef par le percepteur sont versées à la Caisse des dépôts et consignations qui les porte au compte du fonds de réserve.

Il est procédé de même en ce qui concerne les versements dus en raison de l'emploi de salariés dont la retraite n'est pas liquidée, mais qui déclarent n'avoir plus de carte parce qu'ils ont fait une demande de liquidation.

ART. 168. — L'attribution au fonds de réserve institué par l'article 11 de la loi du 5 avril 1910 des contributions patro-

nales afférentes à des salariés étrangers est prononcée par le préfet dans tous les cas où le versement de ces contributions a été constaté par l'apposition de timbres-retraite. L'application au fonds de réserve est mentionnée dans la notification prévue à l'article 105 du présent règlement ; elle est réalisée au moyen d'un prélèvement sur le produit de la vente des timbres-retraite.

En ce qui concerne les contributions patronales versées à des caisses d'assurance dispensées de l'emploi des timbres-retraite dans les conditions prévues au paragraphe 4 de l'article 19 de la loi du 5 avril 1910, l'application au fonds de réserve est prononcée par le ministre du travail, au vu de relevés trimestriels établis par chaque caisse d'assurance et visés par l'un des fonctionnaires chargés du contrôle financier. Le versement est opéré au moyen d'un prélèvement sur le compte courant particulier de la caisse à la Caisse des dépôts et consignations.

Les prélèvements prévus au présent article prennent valeur du jour de l'opération.

ART. 169. — Les arrérages retenus aux retraités, en application de la prescription quinquennale, sont portés au compte du fonds de réserve par le débit des comptes courants particuliers ouverts aux caisses d'assurance par la Caisse des dépôts et consignations, avec valeur du jour de l'opération.

Les arrérages non payés sont considérés comme ayant été dus et atteints par la prescription quinquennale, à l'expiration du délai légal :

1° Lorsque l'existence du retraité a été constatée par un paiement ultérieur ;

2° Lorsque la date de son décès postérieur à l'échéance est constatée par un acte de l'état civil.

Le relevé des arrérages atteints par la prescription quinquennale est dressé chaque année dans les formes prescrites par le ministre du travail.

ART. 170. — Les versements effectués par les employeurs

au greffier de la justice de paix, en vertu du paragraphe 2 de l'article 23 de la loi du 5 avril 1910, sont accompagnés d'une déclaration de versement mentionnant les dates auxquelles a eu lieu l'emploi des salariés dépourvus de cartes qui motive ce versement, les noms et prénoms de ces salariés s'ils sont connus et toutes les indications utiles pour constater leur identité, le cas échéant.

Le greffier vérifie ces déclarations, y mentionne la date du versement et le numéro du récépissé qu'il a délivré et les récapitule sur un relevé qu'il transmet au préfet avec les déclarations au commencement de chaque trimestre.

Si les sommes versées ne sont pas représentées par des timbres-retraite joints à la déclaration, il en fait emploi en achetant des timbres-retraite qu'il appose sur cette déclaration.

Le préfet transmet les déclarations et les timbres avec toutes les observations utiles au ministre du travail, qui prononce l'attribution au fonds de réserve des sommes correspondantes.

ART. 171. — Les réclamations ultérieurement formulées en vue de l'attribution à un compte d'assurance des sommes ainsi versées sont adressées au préfet, qui les transmet au ministre du travail avec son avis.

Le ministre du travail ordonnance, s'il y a lieu, au profit de la caisse d'assurance et sous la forme d'un prélèvement sur le fonds de réserve, les sommes pour lesquelles la réclamation est reconnue fondée.

ART. 172. — Les prélèvements opérés sur le fonds de réserve, par application de l'article précédent, sont effectués au nom des caisses d'assurance par décision du ministre du travail. Le ministre notifie aux caisses les noms des titulaires des comptes individuels auxquels les sommes prélevées doivent être attribuées.

Les autres prélèvements opérés sur le fonds de réserve sont rattachés au budget du ministère du travail, dans les formes prescrites par l'article 13 de la loi du 6 juin 1843.

ANNEXE IV

Projet général de modification et de simplification de la loi sur les retraites ouvrières déposé par le gouvernement le 24 juin 1912.

EXAMEN DES ARTICLES.

ART. 1^{er}. — Ajouter à cet article le paragraphe ci-après :

§ 2. — « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente loi seront applicables aux salariés visés au présent article qui sont occupés temporairement, en dehors de la métropole, pour le compte d'un établissement ayant son siège en France. »

Commentaire.

La loi du 5 avril ne s'applique, en principe, que sur le territoire français. Toutefois, le gouvernement a dû se préoccuper de la situation des salariés français, employés d'une maison ayant son siège social en France, ayant passé leur contrat de travail en France et temporairement détachés dans une succursale établie hors de la métropole. Il a décidé que, dans le cas où ces salariés auraient été inscrits sur une liste d'assurés, ils pourraient continuer à bénéficier de l'assurance pendant leur séjour à l'étranger ou aux colonies. M. le ministre des affaires étrangères a adressé, dans ce sens, le 22 décembre 1911, une circulaire aux agents diplomatiques et consulaires.

Il a semblé nécessaire de demander au législateur de sanctionner cette interprétation. En effet, si une mesure adminis-

trative peut donner à ces assurés la faculté qui vient d'être indiquée, la loi seule peut rendre incontestablement obligatoire le paiement de la contribution patronale par les employés de ces salariés.

Cette mesure ne serait prise que sous réserve de conventions diplomatiques susceptibles d'intervenir à cette occasion. En effet, il y a lieu de prévoir le cas où des salariés français sont occupés par une maison française dans un pays où l'assurance est obligatoire même pour les étrangers. Dans ce cas, un accord pourrait intervenir pour placer sous la loi de leur pays d'origine les nationaux de chaque pays occupés dans l'autre.

ART. 2. — Modifier ainsi le paragraphe 3 :

« Les versements annuels seront de 9 francs pour les hommes et de 6 francs pour les femmes, ainsi que pour les mineurs au-dessous de dix-huit ans, soit par journée de travail : 3 centimes et 2 centimes. »

Ajouter au paragraphe 4 les dispositions suivantes :

« En ce cas les versements constatés en timbres-retraite sont réputés faits à capital réservé, sauf déduction du montant de la contribution patronale obligatoire. Toutefois, quand les versements constatés en timbres-retraite sont inférieurs aux chiffres réglementaires, la moitié des versements est réputée faite à capital réservé. L'assuré pourra également aliéner ultérieurement le capital des versements qu'il aurait primitivement faits à capital réservé. La rente supplémentaire produite par cette aliénation sera calculée en raison de l'âge atteint par l'assuré au moment où sa demande sera parvenue à la caisse d'assurance. »

Commentaire.

§ 3. — Les diverses raisons énumérées ci-après nous ont déterminé à supprimer le versement spécial de 1 centime et demi par jour de l'enfant et de le porter à 2 centimes :

a) Des difficultés se sont produites et se produiront à l'a-

venir en raison de l'impossibilité de solder exactement un compte dans un régime comportant des fractions de centime ; et ce ne sont point des difficultés purement théoriques.

b) On aboutit ainsi à une simplification dans l'application de la loi par la réduction du nombre des coupures de timbres.

c) Une contribution plus élevée, ayant son effet dès le jeune âge, accroîtra dans une proportion notable la rente de l'ouvrier au moment de sa retraite.

On peut, d'autre part, considérer comme supportable l'accroissement du sacrifice de 3 centimes par semaine, réclamé du jeune ouvrier et de son employeur.

§ 4. — La loi du 5 avril 1910 dispose que les contributions patronales ne peuvent être versées qu'à capital aliéné.

En proposant, dans le présent projet, d'unifier les divers types de timbres, on renonce, en principe, à individualiser les contributions patronales. Cette réforme a des conséquences sur l'économie générale des divers articles où le législateur a expressément visé la distinction de la cotisation ouvrière et de la contribution patronale.

Tel est le cas des paragraphes 4 et 6 du présent article.

D'autre part, le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 5 avril 1910 accordant à l'assuré le droit de stipuler la réserve du capital provenant des versements prélevés sur son salaire et de ses versements facultatifs, il était nécessaire de différencier, à cet égard, la contribution patronale obligatoire des versements propres de l'assuré. Une distinction a paru devoir être établie. Quand les versements constatés sur la carte seront supérieurs aux chiffres fixés par le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi, le texte proposé se borne à décider que, pour déterminer les versements personnels de l'assuré, on déduira le montant de la contribution patronale obligatoire. Mais l'application d'une règle analogue aurait pu sembler rigoureuse dans le cas où les versements constatés sur la carte auraient été inférieurs aux chiffres réglementaires. Quand la carte d'un

assuré obligatoire adulte n'aurait comporté que 9 francs de timbres, par exemple, aucune portion de ces 9 francs n'aurait pu être versée à capital réservé. Faisant application, en l'espèce, du principe d'après lequel les versements constatés sur la carte d'un assuré obligatoire peuvent être présumés provenir pour moitié du prélèvement opéré sur le salaire et pour moitié de la contribution patronale, le texte dispose que la moitié des versements sera réputée faite à capital réservé.

La loi de 1910 ne contient pas, à la différence de la loi du 20 juillet 1886, de dispositions concernant le passage du régime du capital réservé au régime du capital aliéné. La question s'est donc posée de savoir si un assuré pouvait changer le mode de constitution de sa retraite.

Rien ne s'oppose évidemment à ce que l'assuré substitue, pour ses versements futurs, le régime du capital aliéné à celui du capital réservé, ou inversement, à condition d'en aviser le préfet un mois au moins avant chaque anniversaire de sa naissance, au moyen d'un bulletin spécial déposé à la mairie.

En ce qui concerne les versements déjà effectués, la Caisse nationale des retraites a décidé d'accorder, par analogie avec la loi du 20 juillet 1886, à ses adhérents, la faculté d'aliéner leurs versements primitivement réservés. Toutefois, l'opération contraire (réserve du capital précédemment aliéné), qui n'est point financièrement admissible, ne saurait être prévue dans les statuts d'aucune caisse.

Il nous a paru, en présence de l'engagement de la Caisse nationale des retraites, que la faculté laissée par cette caisse à ses adhérents pouvait, sans inconvénient, être transformée en une obligation nettement définie. Tel est le sens de la disposition proposée.

Il a semblé indispensable, afin d'éviter tout mécompte aux intéressés, de préciser dans le texte que la rente produite par l'aliénation du capital est calculée au jour où cette opération est effectuée. Cette rente est, par suite, inférieure à celle qu'eût produite l'aliénation immédiate de la cotisation au mo-

ment de son versement. Cette disposition n'est que l'application d'une règle élémentaire des opérations d'assurance.

ART. 3. — Insérer à la suite du paragraphe premier les deux paragraphes ci-après :

« L'employeur qui aura obtenu, à cet effet, une autorisation du préfet et qui aura déposé entre les mains du préposé de la Caisse des dépôts et consignations de son arrondissement un cautionnement non productif d'intérêt, dont le chiffre est fixé et révisé périodiquement par le préfet en prenant pour base le montant de ses contributions ouvrière et patronale pendant un trimestre, pourra n'apposer que quatre fois par an, dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, les timbres mobiles représentant lesdites contributions pour la période trimestrielle précédente. Les patrons qui appartiendraient à une association autorisée par arrêté du ministre du travail et garantissant solidairement la solvabilité de ses adhérents au point de vue du paiement des contributions patronale et ouvrière, jouiront de la même faculté. Dans l'un ou l'autre cas, l'autorisation émanant soit du ministre du travail, soit du préfet sera portée à la connaissance des salariés, par voie d'affichage permanent, dans le local où la paye est effectuée. Si l'ouvrier quitte l'établissement ou si sa carte doit être échangée avant l'expiration du trimestre, l'employeur devra procéder sans retard à l'apposition des timbres exigibles à la date du départ ou de l'échange.

« Les employeurs qui occupent des salariés non soumis aux dispositions de la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires sont tenus d'apposer, lors de l'échange de la carte annuelle, les timbres correspondants à la période de travail effectuée depuis la précédente paye. »

Modifier ainsi le paragraphe 2 :

« Chaque assuré reçoit gratuitement une carte annuelle destinée à l'apposition des timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même. Pendant toute la période de validité de

sa carte annuelle, l'assuré est présumé appartenir à la catégorie en vue de laquelle cette carte lui a été délivrée. »

Modifier ainsi le paragraphe 3 :

« Le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un ou plusieurs timbres-retraite d'un type uniforme, que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré, et sur lesquels il mentionne la date de l'apposition, à l'exclusion de toute autre indication. »

Modifier ainsi le paragraphe 7 :

« Les employeurs qui occupent des salariés adhérents à des organismes admis à faire l'encaissement peuvent faire encaisser par lesdits organismes, dans les mêmes conditions que ci-dessus, leur contribution patronale. Lorsqu'ils n'useront pas de cette faculté, ils s'acquitteront de leur contribution par l'apposition d'un timbre mobile. »

Commentaire.

§ 1^{er}. — L'attention du ministre du travail a été appelée sur l'intérêt que présenterait, dans de nombreux cas, pour les employeurs, la faculté de ne procéder que trimestriellement à l'apposition des timbres sur les cartes d'assurés.

Cette pratique pourrait faciliter l'application de la loi dans les établissements qui occupent un personnel stable.

En principe, le système du précompte doit être maintenu. L'employeur doit retenir à chaque paye la cotisation ouvrière. Mais il peut conserver cette somme dans sa caisse jusqu'à la fin du trimestre en cours, sauf le cas de départ du salarié ou d'échange de la carte annuelle avant cette échéance. Cette pratique tend uniquement à faire différer l'apposition des timbres.

Ce système aura cependant pour effet de modifier, en fait, le mode de calcul de la cotisation. En effet, si le salarié est payé mensuellement, la cotisation est calculée à raison de 75 centimes ou 50 centimes par mois. Si la périodicité de la paye est inférieure à un mois, on prend comme base de cal-

cul la cotisation afférente à chaque journée de travail effective. Dans notre système, l'apposition des timbres ayant lieu trimestriellement, il est de toute évidence que l'on appliquera, en fait, la cotisation mensuelle. Cette conséquence ne paraît d'ailleurs présenter que des avantages, tant pour le salarié qui se trouve assuré de sa cotisation réglementaire, même s'il a chômé quelques jours, que pour le patron qui évite les ennuis de calculs compliqués et litigieux.

Pour que la mesure proposée soit acceptable, il faut que les salariés soient protégés contre l'insolvabilité éventuelle de leurs employeurs.

On a proposé de demander à l'employeur de verser un cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations. Ce système ne saurait être accepté comme répondant à toutes les nécessités, et il nous a paru devoir être utilement complété par l'organisation d'une garantie solidaire entre patrons appartenant à une même catégorie d'employeurs, et spécialement autorisés par un arrêté ministériel.

L'article 3 de la loi du 5 avril 1910 prévoit que le prélèvement sur le salaire et le versement des contributions patronales sont effectués lors de chaque paye. Il résulte des travaux préparatoires de la loi qu'en adoptant ce délai, le législateur a toujours considéré la périodicité du paiement des salaires organisée par la loi du 7 décembre 1909.

Or, cette loi ne fixe pas la périodicité du paiement de tous les salaires. C'est ainsi que les salaires sont souvent payés une ou deux fois par an seulement pour les ouvriers agricoles (domestiques de ferme, serviteurs à gages) et pour un certain nombre de salariés intermittents rémunérés à forfait (petits salariés communaux : sonneur de cloches, appariteurs, gardiens de cimetière, etc.).

L'attention du ministère du travail a été appelée sur la situation de ces assurés, lorsque l'échange de leur carte survient en cours d'année avant la date du paiement de leurs gages. Comme le salaire n'a pu encore être payé, aucun tim-

bre n'est apposé, et l'assuré perd le bénéfice d'une année de versement.

C'est pour remédier à ces inconvénients qu'a été proposé le texte qui figure à la suite du paragraphe 1^{er} de l'article 3.

§ 2. — Cette rédaction supprime la carte d'identité. La carte d'identité a été critiquée très vivement par les assurés qui, par une crainte peu fondée, y voient un retour à l'ancien livret ouvrier. Comme l'expérience démontre qu'en fait cette carte est de peu d'utilité, on propose de la supprimer. En cas de perte de la carte annuelle, son utilité paraît fort contestable, les deux cartes, conservées ensemble, étant exposées aux mêmes risques de perte ou de destruction. Le relevé récapitulatif conservé à la préfecture pourrait recevoir, à la place de la carte d'identité, le numérotage automatique en usage pour cette carte.

Le même paragraphe établit également le principe de la validité, pour toute l'année d'anniversaire de l'assuré, de la carte annuelle qui lui a été délivrée, quelles que soient ses changements de situation au regard de l'assurance.

Cette modification résulte du nouveau texte de l'article 37 de la loi du 5 avril modifiée par la loi du 27 février 1912 dont les dispositions n'ont point prévu le changement de carte en cours d'année.

De plus, les deux régimes, du moins pour la période constante, diffèrent assez peu quant aux avantages qui en découlent, et la simplification très grande qui résultera de la mesure sera sans la moindre conséquence au point de vue de la dépense de l'Etat.

§ 3. — La modification proposée à ce paragraphe a pour objet de substituer aux trois espèces de timbres en usage un seul type de timbre.

Les assurés n'ont généralement pas compris le mode d'emploi des diverses catégories de timbres. Un grand nombre d'assurés et d'employeurs effectuent constamment en timbres mixtes leurs versements personnels. Les deux autres espèces

de timbres « assurés » et « patrons » donnent lieu à de fréquentes confusions qui sont préjudiciables aux intéressés. C'est ainsi que des assurés facultatifs, surtout s'ils sont petits patrons, emploient des timbres « patrons » au lieu de timbres « assurés », et perdent ainsi le bénéfice des majorations.

En outre, l'approvisionnement de 37 espèces de timbres est souvent incomplet dans les débits de tabac et même dans les bureaux de poste. Les patrons ne songent pas ou hésitent à s'en approvisionner en quantité suffisante pour pouvoir répondre à tous les cas particuliers qui peuvent se présenter.

On peut affirmer que l'unification du timbre facilitera l'application de la loi au moins autant que d'autres réformes, en apparence plus importantes, proposées dans le présent projet.

Elle se réaliserait, en ce qui concerne les assurés obligatoires, par la confusion des deux versements, patronal et ouvrier, et par l'évaluation, sur des bases nouvelles exposées à l'article 4 ci-après, des versements figurant sur chaque carte annuelle.

Quant aux assurés facultatifs, même s'ils bénéficient momentanément de versements patronaux, tous les timbres apposés sur leurs cartes seraient présumés majorables, ce qui correspond à la règle même qui régit les versements de cette catégorie d'assurés.

En ce qui concerne les métayers qui bénéficient de versements de leurs propriétaires, il n'y a pas lieu de distinguer si, en dehors de ces versements majorables, ils peuvent bénéficier de versements d'une autre nature pour des travaux comportant salaire.

Une seule garantie est réclamée pour permettre la mise en pratique de la réforme proposée ; c'est la mention par les soins de l'employeur, sur tout timbre apposé, de la date de l'apposition. Dès la mise en vigueur de la loi du 5 avril 1910, de nombreux patrons avaient signalé à l'administration l'intérêt qu'il y avait pour eux à pouvoir conserver, grâce à l'oblitération des timbres, une preuve de leurs versements.

Tenant compte de ces demandes, le ministre du travail avait autorisé, par la circulaire du 1^{er} juillet 1911, l'oblitération des timbres par l'indication de la date d'apposition du timbre. Cette oblitération devait être faite à la plume et à l'encre noire. Dès que l'on supprime les diverses espèces de timbres qui étaient prévues par la loi du 5 avril 1910 et que l'on rend, par suite, impossible l'individualisation des versements patronaux, il devient indispensable, tant pour donner aux employeurs le moyen d'établir leur bonne foi que pour assurer, le cas échéant, le contrôle de rendre obligatoire l'oblitération qui avait été acceptée jusqu'à ce jour à titre de tolérance. Etant donné le désir manifesté par de nombreux employeurs de voir régulariser le système de l'oblitération, on peut présumer que l'obligation d'oblitérer les timbres ne saurait être, en raison des avantages qu'elle présente pour les employeurs et les salariés, que favorablement accueillie.

Il importe d'observer également que le texte proposé interdit à l'employeur d'inscrire sur le timbre aucune autre indication que celle de la date de l'apposition. Cette interdiction a pour objet d'éviter notamment que la mention du nom de l'employeur ne permette au patron qui embauche un ouvrier de connaître, sur le simple vu de la carte, les entreprises pour lesquelles l'ouvrier a travaillé précédemment au cours de l'année.

§ 7. — Les modifications apportées à ce paragraphe ont pour objet de permettre aux employeurs qui en manifestent le désir de verser leur cotisation à la société collectrice à laquelle verse déjà leur employé.

Cette pratique ne peut qu'être recommandée. L'encaissement par une société collectrice ne se comprend pleinement que si l'opération s'applique aux deux contributions. La société d'encaissement se trouve alors associée à une œuvre féconde. Mandataire de l'assuré et gardienne de sa carte, comptable des versements patronaux et ouvriers, elle peut assurer l'apposition régulière des timbres et l'échange de la

carte annuelle, épargnant à l'ouvrier toute démarche et toute chance de perte ou de destruction de sa carte.

L'introduction de cette nouvelle disposition, qui est demandée par les diverses institutions mutualistes et par de nombreux assurés, recevrait certainement un accueil favorable. Contrairement au vœu qui a été exprimé, on n'a pas cru, toutefois, pouvoir rendre obligatoire pour l'employeur l'encaissement par une institution choisie par le salarié. Il a semblé, en effet, que cette nouvelle disposition, conçue dans le désir de simplifier l'application de la loi, ne saurait avoir d'effet utile que si elle reposait sur un accord de l'employeur et du salarié. La société n'exercera un véritable contrôle et ne prendra à sa charge toute l'application de la loi que si les parties intéressées se sont, d'un commun accord, remises à elle du soin d'assurer le recouvrement de la double cotisation.

ART. 4. — Modifier ainsi le paragraphe 2 :

« Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier d'au moins 30 versements annuels atteignant chacun, y compris ses versements facultatifs, les cinq sixièmes de la double cotisation prévue à l'article 2, soit 15 francs pour les hommes et 10 francs pour les femmes et les mineurs au-dessous de 18 ans. »

§ 6. — Au lieu de « fixés par l'article 2 », dire « fixés par le paragraphe 2 du présent article ».

Commentaire.

§ 2. — L'unification du timbre, réalisée par l'article précédent, ne permet plus d'individualiser expressément le versement ouvrier. En outre, pour réaliser toute la simplification qu'on attend de la mesure, il est indispensable de réunir la double cotisation et de la faire entrer en ligne de compte dans le calcul du droit à l'allocation.

Dans ce système il est équitable de tenir compte des chômages involontaires. En effet, si l'insuffisance de la cotisation peut être facilement compensée lorsque le versement ouvrier

compte seul pour la validité de la carte la charge serait difficile à supporter si un versement involontaire devait parfaire la double cotisation.

C'est pour cette raison qu'on n'exige que les cinq sixièmes de l'ensemble des deux versements.

On a cru pouvoir arbitrer à un sixième le nombre des journées de chômage dont il est indispensable de tenir compte à un assuré obligatoire, en outre des 65 jours représentant les dimanches, jours de fêtes légales et chômages occasionnels. La cotisation annuelle exigée correspond donc à 250 jours de travail effectif. Le texte de l'article 4 de la loi du 5 avril 1910 exige du salarié une cotisation annuelle de 9 francs correspondant à 300 jours de travail. Il s'ensuit que dans le système de la loi de 1910, si un assuré obligatoire ne travaille que 250 jours dans l'année, il n'a été prélevé sur son salaire que 7 fr. 50. Cet assuré devra donc, pour conserver son droit aux allocations de l'Etat, effectuer un versement complémentaire de 1 fr. 50. Dans le système proposé, l'assuré ayant travaillé 250 jours aura reçu sur sa carte des timbres représentant la double cotisation ouvrière et patronale (6 centimes par jour) dont le total s'élèvera à 15 francs. Il n'aura aucun versement supplémentaire à effectuer.

La mesure proposée aura, en outre, l'avantage de rendre plus régulier le versement de la contribution patronale. Actuellement le salarié se préoccupe surtout de se ménager l'allocation. A cet effet, il effectue son versement personnel de 9 francs. La modification apportée au texte mettra en évidence l'utilité d'un versement régulier de la contribution patronale et ne pourra que renforcer le principe de la double cotisation qui est indispensable au bon fonctionnement de la loi.

Enfin, il est de l'intérêt tant de l'assuré que d'une bonne application de la loi que les versements annuels se rapprochent du chiffre légal. Tous les calculs qui ont été effectués par l'administration, notamment dans la notice à l'usage des

assurés, en vue d'indiquer le taux des pensions qui pourront être acquises en vertu de la loi, ont pris pour base les versements annuels de 18 francs pour les hommes et de 12 francs pour les femmes. Si l'on veut réserver aux assurés la possibilité d'obtenir les pensions qu'ils escomptent, il est indispensable de prendre des dispositions pour que les versements annuels atteignent autant que possible les chiffres de l'article 3.

Il convient de remarquer enfin que les dispositions de la loi du 27 février 1912 qui ont amélioré le système des allocations réduites fixées par le paragraphe 3 de l'article 4 diminuent sensiblement les inconvénients qui résultent pour les assurés d'un versement annuel insuffisant.

§ 6. — La rédaction nouvelle est la conséquence de la précédente modification.

ART. 5. — Ajouter à cet article un paragraphe ainsi conçu :

« Lorsqu'il n'aura pas droit à l'allocation viagère ou à la bonification, et lorsque sa pension, visée au présent titre ou au titre V, n'atteindra pas le chiffre annuel de 4 francs, l'assuré pourra demander le remboursement intégral et sans intérêts des sommes portées à son compte. »

Commentaire.

Un grand nombre d'assurés qui n'avaient pas droit au bénéfice des avantages de la période transitoire se sont étonnés de ne recevoir que des pensions de quelques centimes. La liquidation des pensions de cette nature ne peut que nuire à la popularité de la loi et entraîne d'ailleurs des frais de gestion disproportionnés avec le taux de la pension à savoir (1 fr. par an pour une pension qui n'atteint que le chiffre de 12 centimes). D'où la nécessité de la disposition proposée.

ART. 6. — Modifier ainsi le paragraphe 1^{er} :

« Si un assuré décède avant la date d'échéance du premier terme de sa pension de retraite ou du premier terme de l'al-

location de l'Etat liquidée dans les conditions prévues par l'article 5, § 4, il est alloué :

Modifier ainsi le paragraphe 6 :

« Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué des versements chaque année pendant qu'il réunissait les conditions fixées à l'article 1^{er} et si le total des versements constatés sur ses cartes annuelles successives atteint au moins les trois cinquièmes de ceux prévus au paragraphe 2 de l'article 4. »

Commentaire.

§ 1^{er}. — Dans la législation actuelle, les ayants droit des assurés perdent tout droit à l'allocation au décès à partir du jour où leur auteur n'est plus astreint aux obligations de la loi. Or, il peut arriver que l'assuré ne touche aucun arrérage et que les ayants droit ne bénéficient d'aucune allocation après son décès.

Le cas suivant peut se produire : Un assuré qui a atteint l'âge de la retraite en novembre meurt dans le courant de décembre. Aux termes du décret, les arrérages de sa pension, qui courent à partir du 1^{er} décembre, ne seront payables pour la première fois qu'au terme de février. Or, en l'absence de prorata au décès, les héritiers ne pourront point prétendre à la partie de la pension courue au jour du décès. Ils ne peuvent davantage demander l'allocation au décès, puisque leur auteur ne réunissait, au moment de son décès, aucune des conditions prévues à l'article 6, § 1^{er}.

C'est pour remédier à cette mesure d'une rigueur injustifiée que l'on propose de ne refuser l'allocation qu'aux héritiers des pensionnaires ayant effectivement bénéficié des avantages de la loi.

§ 6. — La rédaction primitive du dernier paragraphe de l'article 6 pouvait prêter à controverse, et il n'était pas possible de déterminer exactement ce que le législateur entendait par

les trois cinquièmes des versements obligatoires. La rédaction proposée donne une explication raisonnable de cette condition exigée par le législateur : elle ne fait que confirmer l'interprétation adoptée par le ministère du travail. En effet, par assimilation avec le régime des assurés obligatoires de la période transitoire et pour les mêmes raisons, il a été admis que le calcul des trois cinquièmes des versements obligatoires s'entendait du total des versements effectués par l'assuré depuis son entrée dans l'assurance.

D'autre part, l'unification du timbre ne permettant plus de distinguer les versements de l'assuré, il semble nécessaire de prendre comme base du versement annuel le chiffre fixé au paragraphe 2 de l'article 4. Il y a lieu d'exiger, en effet, le même taux annuel de versements pour les diverses allocations de l'Etat.

ART. 10. — § 5. — Remplacer ce paragraphe par le suivant :

« Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3.000 francs ne seront point soumis aux obligations de la présente loi, mais ils conserveront leurs droits acquis s'ils ont été antérieurement placés sous le régime de l'assurance obligatoire. »

Commentaire.

La question se posait de savoir si les assurés dont le salaire est de 3 000 francs exactement étaient assurés obligatoires ou assurés facultatifs. La rédaction actuelle de l'article 10, § 5, permet de choisir entre les deux opinions. Il est vrai que l'article 36, § 5, consacrait la première. C'est également cette opinion que nous adoptons dans la rédaction ci-dessus.

ART. 11. — § 2. — Modifier ainsi ce paragraphe :

« Toutefois, ils ne peuvent bénéficier soit des contributions patronales seulement, soit des contributions patronales et des allocations et bonifications budgétaires que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. »

§ 4. — Modifier ainsi ce paragraphe :

« Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés dont la retraite est déjà liquidée, ou qui, en raison de leur âge, se trouvent en dehors des conditions d'assurance prévues par la loi. »

Commentaire.

§ 2. — Diverses critiques ont été faites au sujet de la situation des salariés étrangers travaillant en France. En raison du nombre élevé de ces ouvriers et de la variété que présentent les législations d'assurances sociales dans les divers pays, il n'a pas semblé possible d'accorder, dans la loi, aux salariés étrangers, des avantages qu'aucune législation étrangère n'accorde de plein droit à nos nationaux. Dans ces conditions, le gouvernement estime que toute modification à apporter à la situation des salariés étrangers ne peut être obtenue que par voie de convention conclue sur la base de la réciprocité. Ces conventions pourront d'ailleurs être de types différents, suivant que les parties contractantes chercheront à réserver à leurs nationaux le seul bénéfice des contributions patronales ou qu'elles demanderont pour eux tous les avantages que comporte la loi. Le texte actuel de l'article 11 ne paraît pas suffisamment explicite sur ce point et la modification proposée n'a d'autre objet, en réservant la possibilité de conclure divers types de conventions, que de faciliter les négociations qui pourront intervenir.

§ 4. — La situation des salariés de plus de soixante-cinq ans au 3 juillet 1911 n'a pas été envisagée par le législateur et il semble bien que cette omission ait été involontaire. En effet il n'y aurait aucune raison de traiter d'une façon différente les retraités que la législation actuelle soumet au régime de la contribution patronale et les vieillards de plus de soixante-cinq ans qui sont exempts de cette cotisation.

ART. 12. — § 7. — Modifier ainsi ce paragraphe :

1° « Une remise de 3 p. 100 aux organismes visés au dernier alinéa du présent article ou aux n^{os} 2°, 3° et 6° de l'article 14 ci-après pour les frais d'encaissement de chacune des deux cotisations, ouvrière et patronale, recouvrées par leur intermédiaire. »

Commentaire.

La rédaction nouvelle de cette disposition présente un double avantage au profit des sociétés et caisses intéressées :

Elle substitue au taux de 5 p. 100 établi sur les seules cotisations ouvrières le taux de 3 p. 100 établi sur chacune des deux cotisations, patronale et ouvrière. Comme il ne paraît pas douteux que les patrons acceptent, dans la presque totalité des cas, de laisser aux caisses les opérations de collecte et d'apposition des timbres, il en résultera que les caisses bénéficieront de 3 p. 100 sur les 18 francs au lieu de 5 p. 100 sur 9 francs, soit de 54 centimes au lieu de 45 centimes.

Le deuxième avantage consiste en ce que désormais les caisses d'assurance pourront, aussi bien que les organismes qui ne sont agréés que pour l'encaissement, bénéficier de la remise qui leur a été refusée jusqu'à ce jour.

Il a paru que le léger sacrifice qui est proposé dans les dispositions qui précèdent serait largement compensé par les avantages du système nouveau.

Ce système, en effet, facilite aussi bien aux employeurs qu'aux ouvriers l'application de la loi.

Il substitue à une opération qui, dans bien des cas, apparaissait comme inutile et même gênante toute une procédure nouvelle d'après laquelle l'organisme d'encaissement servirait d'unique intermédiaire entre les assurés et l'administration et se chargerait pour le compte de ces derniers de toutes les opérations de délivrance, d'apposition de timbres et d'échange.

Toutefois, le droit à l'allocation d'enseignement ne saurait en aucun cas être reconnu aux caisses patronales qui n'effectuent en réalité aucune opération d'encaissement. L'employeur

qui effectue le précompte et opère le versement ne fait que s'acquitter de l'obligation légale qui atteint tous les patrons.

ART. 18. — Modifier ainsi le paragraphe 2 :

« Les syndicats professionnels qui constituent une caisse d'assurance-maladie régie par la loi du 1^{er} avril 1898 bénéficieront des avantages stipulés au paragraphe précédent. »

Commentaire.

La disposition qui nous occupe a pour but de créer aux syndicats professionnels la même situation qu'aux sociétés de secours mutuels.

On a opéré dans la rédaction nouvelle deux suppressions :

1^o Celle des mots : caisse d'invalidité et de retraite pour ne pas imposer aux sociétés de secours mutuels créées par des syndicats professionnels des obligations plus étendues que celles qui sont imposées aux mutualistes ;

2^o Celle des mots : dans les conditions réglées par l'article 19 de la présente loi. Pour le même motif que plus haut on ne voit aucune raison d'exiger des sociétés de secours mutuels créées par les syndicats professionnels la création des caisses d'assurance de la loi de 1910, pour permettre à leurs sociétaires de bénéficier de la réduction de cotisation dont les autres mutualistes bénéficient sans condition.

ART. 19. — § 5. — Rédiger ainsi ce paragraphe :

Les caisses patronales ou syndicales sont tenues de capitaliser au compte de chaque salarié tous ses versements, quel qu'en soit le montant, et la cotisation de l'employeur dans la limite de sa contribution obligatoire.

Si elles reçoivent des employeurs des cotisations supérieures, elles ne sont point tenues de capitaliser le surplus dans les conditions prévues par la présente loi, et elles ont toute latitude, soit pour constituer des réserves, soit pour accorder des avantages supplémentaires aux assurés et à leur famille. Elles peuvent également recevoir comme adhérentes les fem-

mes de leurs salariés qui seraient inscrites en qualité d'assurées facultatives.

Commentaire.

La modification proposée au paragraphe 5 de l'article 19 a pour but de préciser les conditions dans lesquelles les caisses patronales doivent employer les versements qu'elles reçoivent.

Le nouveau texte indique nettement la protection rigoureuse que le législateur a voulu étendre sur tous les versements des assurés afin de leur donner toute sécurité en ce qui concerne l'emploi des fonds qui proviennent des sacrifices qu'ils font pour obtenir une retraite.

Par contre, il accorde aux caisses qui reçoivent des employeurs des cotisations supérieures aux contributions obligatoires, la libre gestion de ces fonds. Désormais, les statuts n'auront plus à être approuvés, ainsi que l'exigeait le paragraphe 5, et, par suite, aucun contrôle particulier ne s'exercera sur cette partie de la comptabilité de la caisse.

Enfin, de nombreux patrons ont réclamé la faculté de recevoir à leurs caisses les femmes de leurs ouvriers.

Cette question a été prise en considération par la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières qui a estimé qu'elle pourrait faire utilement l'objet d'une mesure législative.

Le texte proposé répond à ce vœu. Mais il a paru toutefois nécessaire de limiter l'autorisation dont il s'agit aux femmes assurées facultatives, afin d'éviter l'admission dans la caisse d'un employeur de femmes travaillant chez d'autres patrons.

ART. 20. — Ajouter au paragraphe 2 la disposition suivante :

« Toutefois, lorsque le tarif de la dernière caisse n'assurerait pas le chiffre total des rentes éventuelles qui avait été liquidé au profit de l'assuré dans les diverses caisses auxquelles il était précédemment affilié, et si la différence en moins,

pour l'ensemble des caisses, dépasse 5 centimes par trimestre, le transfert des réserves mathématiques n'aura pas lieu. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les caisses antérieures successives rembourseront à la dernière caisse les sommes qu'elles doivent pour le service de la pension. »

Commentaire.

Au cours de l'examen par le Conseil d'Etat du projet de décret qui est devenu le décret du 25 mars 1911, cette assemblée avait émis l'avis suivant sur la question de l'application du paragraphe 2 de l'article 20 :

« Le conseil appelle en même temps l'attention du gouvernement sur la nécessité de dispositions législatives pour régler, dans le cas où un assuré a changé de caisse d'assurance au cours de la période d'acquisition de ses droits à une retraite, le transfert à la dernière caisse des réserves mathématiques constituées dans les autres caisses, transfert qui doit avoir lieu, d'après le paragraphe 2 de l'article 20 de la loi du 5 avril 1910, au moment de l'entrée en jouissance de la retraite. Aux termes du dernier paragraphe de l'article 14 de cette loi, le montant de la portion de retraite acquise chaque année a été porté à la connaissance de l'assuré. Le montant de la réserve mathématique correspondante, constituée d'après les tarifs de la caisse où a été acquise chaque portion de retraite et conservée par elle, ne sera généralement pas égal à la somme nécessaire pour constituer une pension identique avec les tarifs qui seront en vigueur, au moment du transfert, dans la dernière caisse et qui seront basés sur un taux de placement et une table de mortalité différents.

« Le conseil a examiné les diverses solutions qui pourraient être envisagées pour déterminer les conditions dans lesquelles devait se faire le transfert, notamment celles qui consisteraient à décider que la réserve à transférer serait calculée soit d'après le tarif en vigueur dans la caisse ayant reçu les

versements de chaque année, au moment du calcul de la portion de retraite résultant de ces versements, soit d'après les tarifs de cette même caisse au moment où l'assuré l'a quittée ou à celui du transfert, soit d'après les tarifs de la dernière caisse au moment où elle constituerait la retraite définitive. Mais aucune de ces solutions ne fait disparaître la difficulté résultant des insuffisances ou des excédents que feront ressortir, au moment du transfert, les différences des tarifs, et le conseil estime qu'une loi seule peut la résoudre. »

Le système proposé par le présent projet a pour objet de remédier aux inconvénients signalés. Il peut arriver, en effet, qu'un assuré s'affilie successivement à une caisse dont le tarif est très élevé et à une caisse dont le tarif est inférieur. Cette dernière, chargée de servir la pension, recevra une réserve mathématique qui ne lui permettra pas de payer la rente promise, sous peine de se mettre elle-même en déficit. Pour remédier à cet inconvénient, chaque caisse gardera ses réserves et, par un virement de compte, passera chaque trimestre à la dernière les arrérages de la rente acquise par l'assuré pendant qu'il y était affilié. La dernière caisse payerait à l'assuré sa pension totale.

Cependant, pour éviter des complications d'écritures inutiles dans le cas où les tarifs des différentes caisses ne présenteront point un écart sensible, il y aurait lieu à transfert si cet écart, pour l'ensemble des caisses, ne dépassait pas cinq centimes par trimestre.

ART. 22. — § 1^{er}, à modifier ainsi après la première phrase :

« Un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix et des tribunaux civils pour l'établissement de ces documents. Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus, pour l'exécution de la loi, par les préfectures et les mairies, ainsi que par la Caisse nationale des retraites et par les autres caisses prévues à l'article 14. »

Commentaire.

Les greffiers de justice de paix ont réclamé contre l'absence ou l'insuffisance de la rémunération qui leur est accordée et ont demandé, d'autre part, que des émoluments leur soient accordés pour les divers actes qu'ils sont appelés à établir pour l'exécution de la loi.

D'ailleurs, les actes que les greffiers sont obligés de délivrer gratuitement ne sont pas extrêmement nombreux. Des mesures viennent d'être prises pour simplifier le plus possible cette partie de leur tâche qui consiste principalement dans la délivrance d'expéditions de jugements rendus à l'occasion de réclamations concernant les inscriptions sur les listes. Il semble toutefois équitable de prévoir, pour ces divers actes, une rémunération qui serait fixée de concert par les ministères de la justice, des finances et du travail.

L'article 22 n'a prévu un tarif postal réduit qu'en faveur des caisses d'assurance. L'article 16 de la loi de finances du 27 février 1912 a complété cette disposition en concédant la franchise postale à la correspondance de service échangée entre les présidents ou directeurs des caisses d'assurance, d'une part, et les préfets, inspecteurs des finances, trésoriers généraux et receveurs des finances, d'autre part.

Aucun avantage n'est concédé aux mairies, qui doivent adresser, le plus souvent à l'occasion de l'échange des cartes, des avis aux assurés. Les communes ne recevant, en vertu de l'article 121 de la loi de finances du 13 juillet 1900, qu'une subvention de 15 centimes par assuré pour leur participation à l'application de la loi, il a semblé indispensable d'obtenir un tarif réduit pour les correspondances adressées pour l'exécution de la loi.

Des négociations engagées entre le ministère du travail et le sous-secrétariat d'Etat des postes n'ayant pu aboutir en raison des règlements en vigueur, c'est par voie législative que le gouvernement doit demander, en faveur des communes, une mesure dont l'utilité paraît incontestable.

ART. 26. — Ajouter à l'énumération des membres de droit du Conseil supérieur des retraites :

« Le directeur des retraites ouvrières et paysannes au ministère du travail. »

Commentaire.

La direction des retraites ouvrières n'existait pas au moment de la promulgation de la loi du 5 avril 1910.

ART. 36. — Rédiger ainsi le paragraphe 1^{er} :

« Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui, habituellement, travaillent seuls ou avec un seul ouvrier et avec des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux et qui voudraient se constituer une retraite, seront admis facultativement (le reste conforme).

Rédiger ainsi le paragraphe 5 :

« Les dispositions des paragraphes précédents sont étendues :

« 1^o Aux salariés dont le salaire annuel est supérieur à 3.000 francs, mais ne dépasse pas 5.000 francs ;

« 2^o Aux membres de la famille des assurés obligatoires ou facultatifs travaillant ou habitant avec eux ;

« 3^o Aux femmes des assurés obligatoires ou facultatifs et aux veuves des assurés de l'une ou de l'autre catégorie qui, à la date du décès de leur mari, se trouvaient effectivement placées sous le régime de la présente loi ;

« 4^o Aux femmes ou veuves dont les maris, appartenant actuellement ou ayant appartenu au moment de leur décès à l'une des catégories du titre V de la loi, n'ont pas bénéficié de l'assurance, ainsi qu'aux femmes ou veuves dont les maris sont ou étaient, lors de leur décès, retraités au titre de la présente loi ;

« 5^o Aux femmes ou veuves des agents, employés ou ouvriers placés, ou ayant été placés, lors de leur décès, soit sous le régime des pensions civiles ou militaires, soit sous l'un des

régimes spéciaux énumérés à l'article 10 ci-dessus, lorsque l'ensemble des salaires et pensions de leurs maris n'excède pas 5.000 francs. »

Modifier ainsi le paragraphe 7 :

« Les mélayers âgés de plus de trente-cinq ans au 3 juillet 1911, et qui, à partir de cette époque, auront effectué des versements annuels égaux à ceux que prévoit le paragraphe 2 de l'article 4 pour les salariés adultes, recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires. »

Supprimer dans le paragraphe 8 le membre de phrase suivant : « et fait le double versement prévu à l'article 2. »

Modifier ainsi le paragraphe 10 :

« Les avantages prévus par les articles 6, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux personnes visées au présent article qui, depuis la mise en vigueur de cette loi ou depuis leur entrée dans l'assurance sous réserve qu'elle soit antérieure à l'âge de trente ans, et qu'elle remonte à cinq ans au moins, auront, chaque année, versé à l'une des caisses indiquées à l'article 14 de la contribution minimum de 9 francs. »

Commentaire.

§ 1^{er}. — Les membres non salariés de la famille d'un assuré facultatif qui travaillent avec ce dernier n'ont pas, dans le système actuel, un droit propre à l'assurance. C'est le chef de la famille qui doit demander leur inscription sur la liste des assurés. Cette disposition a été justement critiquée. Il ne peut y avoir, en effet, que de graves inconvénients à faire dépendre la situation d'un assuré du bon vouloir d'une autre personne. Aussi, propose-t-on, dans le paragraphe 3 de l'article 36, de donner à ces membres de la famille la même situation qu'aux femmes et veuves d'assurés.

§ 5. — La situation des femmes et veuves non salariées d'assurés a donné lieu à des opinions contradictoires. Si l'on interprète littéralement le paragraphe 5 actuel, on sera conduit

à refuser le bénéfice de l'assurance facultative aux femmes dont les maris ne sont pas ou n'ont pas été de leur vivant effectivement assurés. Seraient exclus de l'assurance les femmes de salariés et de petits propriétaires, artisans, etc... dont les maris étaient décédés au 3 juillet 1911, ou âgés de plus de 65 ans à cette date, les femmes de salariés placés sous le régime des pensions civiles ou militaires ou sous l'un des régimes de retraites visés à l'article 10.

L'administration s'est émue de cette situation dès la mise en vigueur de la loi. Tous ses efforts, joints à ceux de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières, ont eu pour objet de faciliter, par une large interprétation de la loi, l'entrée de ces femmes dans l'assurance. Il n'en reste pas moins que la situation de cette catégorie d'assurés demande à être définitivement fixée par voie législative. C'est dans le sens du vœu exprimé par le Parlement et des instructions déjà données par le ministère du travail qu'est conçue la nouvelle rédaction.

Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, les membres non salariés de la famille d'un assuré travaillant et habitant avec lui sont visés, dans le présent projet, au paragraphe 5. La loi du 5 avril 1910 ne concernait que les membres de la famille des assurés obligatoires. On tiendra compte ainsi, notamment, de la situation des ateliers de famille.

Nous aurions souhaité pouvoir proposer ici l'admission au bénéfice du régime transitoire des femmes et veuves qui n'ont pas une vacation propre à l'assurance facultative et n'y peuvent accéder qu'en raison de la situation de leur mari. De divers côtés, l'administration avait été sollicitée d'accorder, notamment aux femmes et veuves des cultivateurs, fermiers et métayers travaillant avec leur mari, les avantages du régime transitoire. Cette mesure n'aurait été susceptible d'être accueillie que s'il avait été possible de conférer les mêmes avantages aux femmes non salariés d'assurés obligatoires. En agissant autrement, on eût risqué d'être accusé de favoriser

encore les catégories d'assurés dont la situation économique peut être considérée, dans la plupart des cas, comme déjà plus favorable en fait.

Des raisons d'ordre financier nous ont empêché d'ouvrir l'accès du régime transitoire aux femmes ou veuves d'assurés obligatoires et d'assurés facultatifs.

§ 7. — Modification rendue nécessaire pour identifier le régime des métayers avec celui des assurés obligatoires.

§ 8. — Modification rendue nécessaire pour la même raison que ci-dessus. On ne comprendrait pas qu'on exigeât d'un fermier, pour lequel le propriétaire ne fait aucun versement, un sacrifice double de celui exigé du métayer sur la carte duquel le propriétaire appose des timbres d'une valeur égale.

§ 10. — Aux termes du paragraphe 10 de l'article 36, les assurés facultatifs doivent, pour réserver à leurs ayants droit le bénéfice des allocations au décès, et pour bénéficier de l'assurance immédiate et de l'article 9, avoir commencé leurs versements soit au 3 juillet 1911, soit à l'âge de 18 ans. Les raisons qui ont conduit le législateur à adopter cette mesure sont très claires : l'assuré facultatif entre dans l'assurance à son gré et à son heure. On ne saurait faire courir son droit aux avantages prévus aux articles 6, 8 et 9 de la loi à partir du moment qu'il aurait arbitrairement choisi. En règle générale, l'assurance au décès ne doit produire ses effets qu'après que l'assuré a accompli un certain stage dans l'assurance. Si cette manière de voir est indiscutable, il n'en reste pas moins que les conditions exigées par le législateur de 1910 ont pu sembler sévères. Aussi, peut-on, sans danger pour les finances de l'Etat, substituer à l'entrée dans l'assurance à l'âge de 18 ans, l'âge de 30 ans avec un délai de stage de cinq années pour tous les assurés facultatifs qui n'ont pas demandé à bénéficier de l'assurance au 3 juillet 1911.

ART. 42. — Modifier ainsi cet article :

« A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont

abrogées toutes dispositions contraires, notamment l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, et, en ce qui touche les pensions constituées en vertu de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895.

« Pour le service des diverses allocations et bonifications de l'Etat prévues par la loi du 5 avril 1910, modifiée par la loi du 27 février 1912 et par la présente loi, la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice ne se compose que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture. Les rappels d'arrérages payés au même titre, d'après les droits ultérieurement constatés, sont imputés sur les crédits de l'exercice courant ; mais, avant le 1^{er} août de la deuxième année de l'exercice, le transport en est effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit autorisé chaque année par un décret qui est soumis à la sanction législative avec la loi de règlement définitif de l'exercice expiré.

« En ce qui concerne les créances des exercices périmés, l'imputation définitive ne peut être effectuée que sur les crédits ouverts à cet effet au budget de chaque exercice. »

Commentaire.

Cette modification a pour objet de sauvegarder, au profit des assurés de la loi de 1910 qui seraient en même temps des bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1895, tous les avantages que leur accorde cette loi. La rédaction nouvelle ne s'oppose plus qu'au cumul des avantages des deux lois. Les versements de la loi de 1910 ne bénéficieront pas des avantages attachés à la loi du 31 décembre 1895. Cette décision est tellement évidente qu'elle ne constitue ici qu'un rappel de droit commun.

Enfin, la disposition des paragraphes 2 et 3 de cet article a pour objet d'étendre aux arrérages des allocations et bonifications dues par l'Etat au titre de la loi des retraites y compris les allocations dites d'assistance-retraite, les dispositions

légales et réglementaires actuellement en vigueur en ce qui concerne le paiement et l'imputation d'exercice des arrérages des pensions civiles et militaires et des rentes sur l'Etat.

L'application des dispositions proposées s'impose, si l'on tient à assurer le paiement immédiat des arrérages de leur retraite aux assurés, ainsi que le remboursement immédiat des avances faites à ce titre pour les caisses d'assurance. La procédure ordinaire des demandes de crédits spéciaux pour les dépenses d'exercices clos ou périmés entraînerait, en effet, des retards de paiement inconciliables avec les intérêts en jeu.

Nous croyons avoir examiné d'une façon aussi détaillée que possible, au cours des explications qui précèdent, les raisons qui nous font désirer de voir compléter et amender le texte actuel de la loi par les additions qui vous sont proposées.

Ces améliorations ne sont susceptibles d'entraîner aucune charge appréciable pour les finances de l'Etat. Elles réalisent, dans cette matière délicate, toutes les simplifications qu'il a paru possible de réaliser actuellement. Nous les soumettons donc avec confiance à votre haute sanction.

PROJET DE LOI.

ART. 1^{er}. — Les articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 18 19, 20, 22, 26, 36 et 42 de la loi du 5 avril 1910 modifiée par la loi du 27 février 1912 sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er}. — Il est ajouté à cet article un paragraphe ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente loi seront applicables aux salariés visés au présent article qui sont occupés temporairement, en dehors de la métropole, pour le compte d'un établissement ayant son siège en France. »

Art. 2. — Le troisième paragraphe de cet article est modifié comme suit :

« Les versements annuels seront de 9 francs pour les hom-

mes et de 6 francs pour les femmes, ainsi que pour les mineurs au-dessous de dix-huit ans, soit par journée de travail : 3 centimes et 2 centimes. »

Il est ajouté au paragraphe 4 la disposition suivante :

En ce cas, les versements constatés en timbres-retraite sont réputés faits à capital réservé, sauf déduction du montant de la contribution patronale obligatoire. Toutefois, quand les versements constatés en timbres-retraite sont inférieurs aux chiffres réglementaires, la moitié des versements est réputée faite à capital réservé. L'assuré pourra également aliéner ultérieurement le capital des versements qu'il aurait primitivement faits à capital réservé. La rente supplémentaire produite par cette aliénation sera calculée en raison de l'âge atteint par l'assuré au moment où sa demande sera parvenue à la caisse d'assurance.

Art 3. — Les deux paragraphes ci-après sont insérés à la suite du paragraphe 1^{er}.

« L'employeur qui aura obtenu, à cet effet, une autorisation du préfet et qui aura déposé entre les mains du préposé de la Caisse des dépôts et consignations de son arrondissement un cautionnement non productif d'intérêt, dont le chiffre est fixé et révisé périodiquement par le préfet en prenant pour base le montant de ses contributions ouvrière et patronale pendant un trimestre, pourra n'apposer que quatre fois par an, dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, les timbres mobiles représentant lesdites contributions pour la période trimestrielle précédente. Les patrons qui appartiendraient à une association autorisée par arrêté du ministre du travail et garantissant solidairement la solvabilité de ses adhérents au point de vue du payement des contributions patronale et ouvrière, jouiront de la même faculté. Dans l'un ou l'autre cas, l'autorisation émanant soit du ministre du travail, soit du préfet sera portée à la connaissance des salariés, par voie d'affichage permanent dans le local où la paye est effectuée. Si l'ouvrier quitte l'établissement ou si sa carte doit être

échangée avant l'expiration du trimestre, l'employeur devra procéder sans retard à l'apposition des timbres exigibles à la date du départ ou de l'échange. »

« Les employeurs qui occupent des salariés non soumis aux dispositions de la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires sont tenus d'apposer, lors de l'échange de la carte annuelle, les timbres correspondant à la période de travail effectuée depuis la précédente paye. »

Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Chaque assuré reçoit gratuitement une carte annuelle destinée à l'apposition des timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même. Pendant toute la période de validité de sa carte annuelle, l'assuré est présumé appartenir à la catégorie en vue de laquelle cette carte lui a été délivrée. »

Le troisième paragraphe est modifié comme suit :

« Le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un ou plusieurs timbres-retraite d'un type uniforme que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré et sur lesquels il mentionne la date de l'apposition, à l'exclusion de toute autre indication. »

Le septième paragraphe est modifié comme suit :

« Les employeurs qui occupent des salariés adhérents à des organismes admis à faire l'encaissement peuvent faire encaisser par lesdits organismes, dans les mêmes conditions que ci-dessus, leur contribution patronale. Lorsqu'ils n'useront pas de cette faculté, ils s'acquitteront de leur contribution l'apposition par d'un timbre mobile. »

Art. 4. — Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier d'au moins trente versements annuels atteignant chacun, y compris ses versements facultatifs, les cinq sixièmes de la double cotisation prévue à l'article 2, soit : 15 francs pour les hommes, 10 francs pour les femmes et les mineurs au-dessous de dix-huit ans. »

Dans le sixième paragraphe, les mots : « fixés par l'article 2 » sont remplacés par ceux-ci : « fixés par le paragraphe 2 du présent article » :

Art. 5. — Il est ajouté à cet article un paragraphe ainsi conçu :

« Lorsqu'il n'aura pas droit à l'allocation viagère ou à la bonification, et lorsque sa pension, visée au présent titre ou au titre V, n'atteindra pas le chiffre annuel de 4 fr., l'assuré pourra demander le remboursement intégral et sans intérêts des sommes portées à son compte. »

Art. 6. — Le premier paragraphe est modifié comme suit :

« Si un assuré décède avant la date d'échéance du premier terme de sa pension de retraite ou du premier terme de l'allocation de l'Etat liquidée dans les conditions prévues par l'article 5, § 4, il est alloué : »

Le sixième paragraphe est modifié comme suit :

« Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué des versements chaque année pendant qu'il réunissait les conditions fixées à l'article 1^{er}, et si le total des versements constatés sur ses cartes annuelles successives atteint au moins les trois cinquièmes de ceux prévus au paragraphe 2 de l'article 4. »

Art. 10. — Le cinquième paragraphe est modifié comme suit :

« Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3.000 fr. ne seront point soumis aux obligations de la présente loi, mais ils conserveront leurs droits acquis s'ils ont été antérieurement placés sous le régime de l'assurance obligatoire. »

Art. 11. — Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Toutefois, ils ne peuvent bénéficier soit des contributions patronales seulement, soit des contributions patronales et des allocations et bonifications budgétaires que si des traités

avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. »

Le quatrième paragraphe est modifié comme suit :

« Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés dont la retraite est déjà liquidée, ou qui, en raison de leur âge, se trouvent en dehors des conditions d'assurance prévues par la loi. »

Art. 12. — Le septième paragraphe est modifié comme suit :

« 1° Une remise de 3 p. 100 aux organismes visés au dernier alinéa du présent article et aux n^{os} 2^o, 3^o et 6^o de l'article 14 ci-après pour les frais d'encaissement de chacune des deux cotisations, ouvrière et patronale, recouvrées par leur intermédiaire. »

Art. 18. — Le deuxième paragraphe est modifié comme suit :

« Les syndicats professionnels qui constituent une caisse d'assurance-maladie régie par la loi du 1^{er} avril 1898 bénéficieront des avantages stipulés au paragraphe précédent. »

Art. 19. — Le cinquième paragraphe est modifié comme suit :

« Les caisses patronales ou syndicales sont tenues de capitaliser au compte de chaque salarié tous ses versements, quel qu'en soit le montant et la cotisation de l'employeur dans la limite de sa contribution obligatoire.

« Si elles reçoivent des employeurs des cotisations supérieures, elles ne sont point tenues de capitaliser le surplus dans les conditions prévues par la présente loi, et elles ont toute latitude, soit pour constituer des réserves, soit pour accorder des avantages complémentaires aux assurés et à leur famille. Elles peuvent également recevoir comme adhérents les femmes non salariées de leurs salariés qui seraient inscrites en qualité d'assurées facultatives. »

Art. 20. — La disposition suivante est ajoutée au deuxième paragraphe :

« Toutefois, lorsque le tarif de la dernière caisse n'assurerait pas le chiffre total des rentes éventuelles qui avait été liquidé au profit de l'assuré dans les diverses caisses auxquelles il était précédemment affilié, et si la différence en moins, pour l'ensemble des caisses, dépasse 5 centimes par trimestre, le transfert des réserves mathématiques n'aura pas lieu. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles les caisses antérieures successives rembourseront à la dernière caisse les sommes qu'elles doivent pour le service de la pension. »

Art. 22. — Le paragraphe 1^{er}, après la première phrase, est modifié comme suit :

« Un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix et des tribunaux civils pour l'établissement de ces documents. Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la loi par les préfectures et les mairies, ainsi que par la Caisse nationale des retraites et par les autres caisses prévues à l'article 14. »

Art. 26. — Il est ajouté à l'énumération des membres de droit du Conseil supérieur des retraites :

« Le directeur des retraites ouvrières et paysannes au ministère du travail. »

Art. 36. — Le premier paragraphe est modifié comme suit :

« Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui habituellement travaillent seuls, ou avec un seul ouvrier et avec des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux et qui voudraient se constituer une retraite, seront admis facultativement... »

Le cinquième paragraphe est modifié comme suit :

« Les dispositions des paragraphes précédents sont étendues :

« 1° Aux salariés dont le salaire annuel est supérieur à 3.000 francs, mais ne dépasse pas 5.000 francs ;

« 2° Aux membres de la famille des assurés obligatoires ou facultatifs travaillant et habitant avec eux ;

« 3° Aux femmes des assurés obligatoires ou facultatifs, et aux veuves des assurés de l'une ou de l'autre catégorie qui, à la date du décès de leur mari, se trouvaient effectivement placées sous le régime de la présente loi ;

« 4° Aux femmes ou veuves dont les maris, appartenant actuellement ou ayant appartenu au moment de leur décès à l'une des catégories du titre V de la loi, n'ont pas bénéficié de l'assurance, ainsi qu'aux femmes ou veuves dont les maris sont ou étaient lors de leur décès, retraités au titre de la présente loi ;

« 5° Aux femmes ou veuves des agents, employés ou ouvriers placés ou ayant été placés, lors de leur décès, soit sous le régime des pensions civiles ou militaires, soit sous l'un des régimes spéciaux énumérés à l'article 10 ci-dessus, lorsque l'ensemble des salaires et pensions de leurs maris n'excède pas 5.000 francs. »

Le septième paragraphe est modifié comme suit :

« Les métayers âgés de plus de trente-cinq ans au 3 juillet 1911, et qui, à partir de cette époque, auront effectué des versements annuels égaux à ceux que prévoit le paragraphe 2 de l'article 4 pour les salariés adultes, recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires. »

Dans le huitième paragraphe le membre de phrase suivant : « et fait le double versement prévu à l'article 2 » est supprimé.

Le dixième paragraphe est modifié comme suit :

« Les avantages prévus par les articles 6, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux personnes visées au présent article qui, depuis la mise en vigueur de cette loi ou depuis leur entrée dans l'assurance sous réserve qu'elle soit antérieure à l'âge de trente ans, et qu'elle remonte à cinq ans au moins, auront chaque année versé à l'une des caisses indi-

quées à l'article 14 la contribution minimum de 9 francs. »

Art. 42. — Cet article est modifié comme suit :

« A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, et, en ce qui touche les pensions constituées en vertu de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895.

« Pour le service des diverses allocations et bonifications de l'Etat prévues par la loi du 5 avril 1910, modifiée par la loi du 27 février 1912 et par la présente loi, la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice ne se compose que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture. Les rappels d'arrérages payés au même titre, d'après les droits ultérieurement constatés, sont imputés sur les crédits de l'exercice courant ; mais avant le 1^{er} août de la deuxième année de l'exercice, le transport en est effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un revirement de crédit autorisé chaque année par un décret qui est soumis à la sanction législative avec la loi de règlement définitif de l'exercice expiré.

« En ce qui concerne les créances des exercices périmés, l'imputation définitive ne peut être effectuée que sur les crédits ouverts à cet effet au budget de chaque exercice. »

ART. 2. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur dans un délai de trois mois après la publication du règlement d'administration prévu pour leur application.

ANNEXE V

L'obligation dans les diverses législations étrangères.

LÉGISLATION ALLEMANDE.

La loi allemande du 19 juillet 1911 (1) a reproduit les sanctions prévues par la loi du 13 juillet 1899, en ce qui concerne l'assurance contre l'invalidité.

1° Sanctions applicables aux assurés.

Aux termes de l'article 1414 de la loi du 19 juillet 1911 :

« L'assuré est tenu de se faire délivrer la carte quittance et de la présenter en temps utile, en vue de l'apposition ou de l'annulation des timbres. Il peut y être contraint, sous peine de l'amende jusqu'à 10 marks, par l'autorité de police locale.

« Si l'assuré n'est pas muni d'une carte quittance, ou s'il se refuse à la présenter, le patron a le droit de s'en procurer une et de retenir la somme déboursée lors du paiement suivant du salaire. »

2° Sanctions applicables aux patrons.

Aux termes de l'article 1488 de la loi du 19 juillet 1911 (Cf. ancien article 176 de la loi du 13 juillet 1899) :

« Les patrons qui omettent d'employer, en temps utile, pour les personnes assujetties à l'obligation de l'assurance qu'ils occupent les timbres réglementaires, ou de verser les cotisations, peuvent être frappés d'une amende par la direc-

(1) Cf. *Bulletin des assurances sociales*, juin 1912.

tion de l'établissement (d'assurance) à concurrence de 300 marks.

« La direction peut, indépendamment de l'amende et du recouvrement des arriérés, imposer le paiement d'une somme égale au montant ou au double de ces arriérés. Le montant en est recouvré de la même manière que pour les impositions communales. »

. , ...

3° *Surveillance.*

Pour assurer l'application des dispositions qui précèdent, l'article 1466 de la loi du 19 juillet 1911 décide :

« Les patrons sont tenus de fournir à l'office des assurances et à la direction de l'établissement d'assurance, ainsi qu'à leurs délégués, des renseignements sur le nombre de personnes employées, sur les salaires payés et sur la durée de l'occupation. Ils doivent leur produire, sur place, pendant la période de travail, les livres ou listes susceptibles d'établir les éléments précités. Les assurés sont également tenus de fournir des renseignements sur le lieu et la durée de leur occupation, ainsi que sur leurs salaires.

« Les patrons et les assurés sont tenus, s'ils en sont requis, de remettre contre récépissé, aux autorités et mandataires prémentionnés les cartes-quittances et les certificats (art. 1419, al. 3) aux fins de vérification et de rectification.

« L'office des assurances peut mettre les patrons et les assurés en demeure d'exécuter leurs obligations (al. 1 et 2) sous peine de l'amende jusqu'à 150 marks. »

Enfin, les articles 139 et 140 de la loi du 19 juillet 1911 prévoient le cas où les employeurs, *d'accord ou non avec leurs salariés*, voudraient se soustraire aux obligations imposées par la loi.

.

ART. 139. — « Il est, en outre, interdit aux employeurs et à leurs employés d'exclure par un arrangement ou un règle-

ment d'atelier, au préjudice des assurés, l'application des dispositions de la présente loi en tout ou en partie.

« Les dispositions contractuelles contraires à ce qui vient d'être dit sont nulles. »

ART. 140. — « Les employeurs ou leurs employés qui contreviennent au paragraphe 139, alinéa 1, sont passibles de l'amende jusqu'à 300 marks et de la prison, sauf si d'autres dispositions légales prononcent des peines plus sévères. »

Des dispositions analogues se trouvent dans la loi allemande sur l'assurance des employés (loi du 20 décembre 1911, art. 188, 215, 340, 345 et 346).

LÉGISLATION ANGLAISE (1).

Assurance nationale contre l'invalidité et la maladie.

Le paragraphe 2 de l'article 69 et l'article 70 de la loi anglaise du 16 décembre 1911 sur l'assurance nationale prévoient les sanctions suivantes :

1^o Sanctions pénales applicables indistinctement à l'employeur et à l'assuré.

ART. 69, § 2. — ... « Tout employeur qui n'a pas payé une cotisation que lui impose la présente partie de la loi, en ce qui concerne un assuré obligatoire ou tout employeur, toute personne assurée ou toute autre personne coupable de quelque autre contravention ou d'inobservation d'une des dispositions de la présente loi ou des règlements d'exécution pour lesquels il n'est pas prévu d'amendes spéciales, sera passible, pour chaque infraction, sur condamnation, après procédure sommaire, d'une amende ne pouvant excéder dix livres et, lorsque l'infraction consiste dans l'oubli ou le refus de l'employeur de payer des cotisations, il devra payer aux commissaires de l'assurance une somme égale au montant des coti-

(1) Cf. *Bulletin de l'Office international du travail*, 1912, n^o 7.

sations qu'il a ainsi oublié ou refusé de payer et la somme ainsi versée sera considérée comme paiement représentant lesdites cotisations. »

.

2^o Sanctions civiles applicables à l'employeur.

ART. 70, § 1^{er}. — « Lorsqu'un employeur a négligé de payer les cotisations qu'en vertu de la présente partie de la loi il est tenu d'acquitter pour une personne salariée par lui, et que cette personne étant membre d'une société agréée a été privée de ce chef, en tout ou en partie, de son droit aux indemnités qui, sans cela, lui auraient été dues, cette personne sera fondée à actionner l'employeur en paiement des indemnités dont elle a été privée et, dans toute action de l'espèce, l'employeur pourra être contraint de payer aux commissaires de l'assurance une somme égale à la valeur ainsi déterminée et la somme ainsi payée sera portée au crédit de la société à laquelle appartient ladite personne, et dès que ce versement aura été effectué, cette personne sera fondée à recevoir de la société des allocations égales à celles auxquelles elle aurait eu droit si les cotisations avaient été acquittées normalement, ainsi que la différence entre le montant des indemnités (s'il y en a) qu'elle a réellement reçues et les indemnités qu'elle aurait reçues si les cotisations avaient été payées normalement. »

.

LÉGISLATION AUTRICHIENNE.

Loi autrichienne du 10 décembre 1906 (1) concernant l'assurance de pensions au profit des employés occupés par des particuliers et de quelques employés des services publics.

(1) Cf. *Bulletin de l'Office international du travail*, nos 9, 10, 11, 12, 1906.

Principe de l'obligation.

ART. 73. — « Les employeurs sont tenus de déclarer l'entrée et la sortie des assujettis à l'assurance entrant à leur service ou le quittant, avec toutes les indications intéressant l'assurance dans un délai de quatre semaines et dans la forme prescrite (art. 42, n° 9 et art. 93).

« La même obligation s'applique également aux autres modifications survenues dans le contrat de service, notamment en ce qui concerne les traitements.

« Les employeurs et les employés sont, en outre, tenus de fournir, en tout temps, aux autorités administratives, ainsi qu'aux succursales, des renseignements sur toutes les circonstances qui sont de quelque importance au point de vue de l'assurance. Les employeurs sont, de plus, tenus de donner communication, sur place, aux organes des institutions de retraites expressément autorisées à cet effet, ainsi qu'aux autorités administratives, des inscriptions qui sont nécessaires pour déterminer les conditions de l'assurance. »

.

Sanctions.

ART. 81. — « Les employeurs qui, dans les déclarations qui leur incombent, en vertu de l'article 73, alinéas 1 et 2, donnent des indications de fait inexactes, sont punis, à moins que le fait ne tombe sous le coup d'une poursuite pénale en vertu des lois pénales de droit commun, d'une amende de 10 à 1.000 couronnes et, dans le cas de non payement, d'un emprisonnement d'un jour à trois mois.

« Sont passibles de la même peine les employeurs et assurés qui donnent des renseignements de fait inexacts (art. 73, alinéa 3). »

ART. 82. — « Les employeurs et les rentiers qui ne font pas les déclarations qui leur incombent, en vertu de l'article 73, alinéas 1, 2 et 4, ou qui ne les font pas dans le délai prescrit,

sont punis d'une amende de 2.000 couronnes au plus et dans le cas de non-payement d'un emprisonnement de vingt jours au plus.

« Sont passibles de la même peine, les employeurs et assurés qui refusent de donner les renseignements visés à l'article 73, alinéa 3, ou de communiquer les documents qui y sont visés. »

.
§ 85. — « La répression des contraventions à la loi prévues par les articles 81 à 83 appartient en première instance aux autorités administratives. »

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. WEISS.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — Conditions d'assujettissement des employeurs à la loi de 1910	5
§ 1. — Observations générales	5
§ 2. — Exceptions au principe d'application générale de la loi de 1910	12
§ 3. — Domaine d'application de la loi de 1910.	16

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Rôle des employeurs dans les opérations préparatoires à la mise en application de la loi	29
CHAPITRE II. — Obligations des employeurs quant à la constitution de la retraite. Obligation de verser une contribution.	36
SECTION I. — <i>Fondement du principe de la contribution pa- tronale</i>	36
SECTION II. — <i>Conditions d'exigibilité des contributions patro- nales</i>	42
SECTION III. — <i>Taux et bases de calcul de la contribution patro- nale</i>	59
A. — Salariés permanents	65
B. — Salariés intermittents	70
C. — Salariés travaillant aux pièces ou à la tâche. . .	79
D. — Salariés travaillant à domicile.	81

SECTION IV. — <i>Obligations des employeurs français vis-à-vis des salariés étrangers</i>	81
SECTION V. — <i>Obligations des employeurs vis-à-vis des assurés facultatifs</i>	88
§ 1. — Principe de la non-participation des employeurs à la constitution de la retraite facultative. Exception à ce principe.	88
§ 2. — Rôle du taux du salaire annuel dans l'assujettissement obligatoire à la loi. Evaluation du salaire annuel	94

TROISIÈME PARTIE

OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS QUANT A LA PERCEPTION DES VERSEMENTS. OBLIGATION DE PRÉLEVER

CHAPITRE PREMIER. — Historique parlementaire du précompte	104
CHAPITRE II. — Organisation et jeu normal du précompte	114
CHAPITRE III. — Caractère obligatoire du précompte	120
§ 1. — Exceptions au principe du précompte obligatoire.	120
§ 2. — Dans quelle mesure et comment le précompte est obligatoire pour les employeurs. Analyse des travaux préparatoires et des textes.	126
CHAPITRE IV. — Interprétation donnée à l'article 23 par la jurisprudence	159

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — Examen du projet de modification de l'article 23	185
CONCLUSION	203
ANNEXES	317

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
